



DÉBUT D'ACCORD À GAUCHE, LE RN EN QUÊTE D'ALLIÉS

► Après la dissolution de l'Assemblée par Emmanuel Macron, les partis s'organisent avant les législatives des 30 juin et 7 juillet

► A gauche, écologistes, socialistes, « insoumis » et communistes ont acté, lundi soir, le principe de candidatures uniques, malgré leurs désaccords

► Marine Le Pen met en scène son rapprochement avec Marion Maréchal, dans une volonté d'union de l'extrême droite

► Le Rassemblement national tend la main aux députés Les Républicains, en proposant de ne pas leur opposer de candidats en cas d'entente



Fabien Roussel (PCF), Olivier Faure (PS), Marine Tondelier (EELV) et Manuel Bompard (LFI), au siège d'Europe Écologie-Les Verts, à Paris, le 10 juin. OLIVIER CORSAN/MAXPPP

« Le succès du RN ne signifie pas que les jeux sont faits »

Pour la politiste Nonna Mayer, malgré le succès de la stratégie de normalisation du RN, la droitisation de la société reste relative

« La gauche ne peut pas se raconter d'histoires »

L'historien Gilles Candar relève que la gauche, à l'issue des européennes, maintient ses positions, mais à un niveau précaire

« Ce quitte ou double est un pari osé et dangereux »

L'historien Jean Garrigues souligne les grandes incertitudes qui marquent les législatives à venir

IDÉES PAGES 27 À 29

Cartographie Le RN en tête sur la quasi-totalité du territoire

EN RÉCOLTANT 7,7 millions de voix, dimanche, aux élections européennes, la liste menée par Jordan Bardella est arrivée en tête dans presque toute la France, à l'exception des grandes villes. Si ses lignes de force géographiques

restent le quart nord-est et les bords de la Méditerranée, le parti d'extrême droite s'impose en Bretagne et en Corse, et a conquis les Cévennes, traditionnellement acquises à la gauche radicale.

PAGES 6-7

ÉDITORIAL
EN EUROPE, UN PARADOXAL CLIVAGE DÉMOCRATIQUE
PAGE 31

Diplomatie Macron affaibli sur la scène internationale

► L'instabilité politique post-dissolution et la percée du RN créent une onde de choc chez les partenaires de la France

► Paris cherche à limiter les dégâts à Bruxelles. Valérie Hayer veut rester à la tête du groupe Renew au Parlement

► Pour Moscou, Macron et Scholz sont des dirigeants « illégitimes » à l'issue des élections européennes
PAGES 9 ET 10

Planète

En Limousin, émoi autour d'un projet de ferme de 3100 vaches

PAGE 15

Education

Formation des profs : les points de crispation d'une réforme incertaine

PAGE 14

Technologies

Apple introduit l'IA et ChatGPT dans son écosystème

PAGE 17

Israël-Hamas L'enfer de Gaza décrit par des médecins jordaniens

Le royaume gère deux hôpitaux dans l'enclave palestinienne. Des médecins militaires témoignent de la souffrance de la population

PAGE 11

Energies

L'entretien des réseaux enflamme le prix du gaz

Le prix de vente augmentera de 11,7% en moyenne le 1^{er} juillet, surtout en raison des dépenses de maintenance

PAGE 16

VU PAR CHAPPATTE (SUISSE)

CARTOONING FOR PEACE



Finn, Milan

Automne Hiver 2024
Par David Sims



Olivier Faure (PS), Marine Tondelier (EELV) et Manuel Bompard (LFI), à Paris, lundi 10 juin.
CLAIRE SÉRIE/
HANS LUCAS VIA AFP

La gauche vers l'union malgré les divisions

Ecologistes, socialistes, « insoumis » et communistes ont acté, lundi, le principe de candidatures uniques

Exit la Nupes, vive le « front populaire » ! Sept mois après l'implosion de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale, les partis de gauche ont réussi à poser en un temps record les bases d'un début d'alliance en vue des législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet. Lundi 10 juin, les quatre chefs de file des principales formations politiques, l'écologiste Marine Tondelier, Olivier Faure (Parti socialiste, PS), le communiste Fabien Roussel et Manuel Bompard (La France insoumise, LFI) sont apparus côte à côte vers 22h30 devant le siège d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) à Paris pour annoncer la « constitution d'un nouveau front populaire », rassemblant « toutes les forces de gauche humanistes, syndicales, associatives et citoyennes ».

Le mot d'ordre avait été lancé la veille par le député de la Somme François Ruffin, dans la foulée de la dissolution annoncée par Emmanuel Macron. « *Le front populaire, c'est un engagement qui va bien au-delà de nous-mêmes* », a lancé Olivier Faure à la sortie de la réunion. Comme lors des élections législatives de 2022, les partis de gauche se promettent « un programme de rupture » traçant la feuille de route des cent premiers jours d'un éventuel gouvernement. Ils présenteront « des candidatures uniques » dès le premier tour dans chaque circonscription. Par rapport à 2022, l'annonce de l'alliance arrive avant la conclusion d'un accord programmatique. Pour le moment, les partis de gauche sont surtout d'accord sur le fait d'éviter le pire, et de faire de cette dissolution une opportunité plutôt qu'une catastrophe assurée face à l'extrême droite. Sur le fond, bien sûr, des désaccords persistent. « *Chacun avance sur ses lignes rouges* », assure, mardi matin, Olivier Faure.

Mais la volonté affichée rassure déjà de nombreux unitaires. « *Ils ne peuvent plus reculer, le premier qui sort de ça, il finit au bout d'une pique* », estime la députée écologiste de Paris Sandrine Rousseau. Le degré d'optimisme sur le texte varie. Du côté de Place publique, parti de Raphaël Glucksmann signataire de cet accord préliminaire, l'analyse est tout autre. Aurore Lalucq, la coprésidente du microparti présente lors des discussions, a précisé sur X que son paraphe ne représentait en aucune manière « un accord, juste une ouverture de discussions ». « *Nous sommes les seuls capables d'empêcher le désastre* », avertit la députée « insoumise » de Seine-Saint-Denis Clémentine

Autain, qui invite « à transformer l'addition du score des gauches en dynamique politique ».

Si elle arrive au terme de sa démarche, la gauche aura déjoué en partie le plan d'Emmanuel Macron qui misait sur sa désunion après une campagne fratricide, pour mettre à terre cette famille politique lors des élections législatives. Pour en arriver là, La France insoumise a accepté d'abandonner le « programme de la Nupes » dont elle avait fait un totem. La menace de l'extrême droite et la perspective d'une liquidation potentielle de nombreux sièges à l'Assemblée nationale a semble-t-il ramené tout le monde à la raison. Et vite, même si la partie n'est pas encore gagnée.

L'APPEL DE RUFFIN

Des négociations vont maintenant s'engager sur la répartition des circonscriptions. Les élections européennes, où la liste portée par Raphaël Glucksmann pour Place publique et le PS est arrivée en première position parmi les formations de gauche, devraient servir de levier pour rééquilibrer l'accord de la Nupes qui avait été, en 2022, très favorable à LFI, servie par le bon score de Jean-Luc Mélenchon au premier tour de la présidentielle. « *C'est un engagement qui nous condamne à réussir* », explique Marine Tondelier.

Un homme était techniquement absent des discussions, lundi soir : François Ruffin. Le député a préféré faire un tour place de la République, où les organisations de jeunesse et d'autres s'étaient rassemblées contre l'extrême droite. Il peut toutefois s'attribuer, au moins en partie, la paternité de cette nouvelle alliance de gauche, car c'est lui qui l'a baptisée « front populaire ». Dimanche soir, en duplex depuis Amiens, il lâche ce mot d'ordre et rappelle à tous la victoire des gauches en 1936, en pleine montée des périls. Il invite les chefs de parti à « arrêter les conneries » et à se ranger dans l'urgence derrière cette bannière commune. En quelques heures, son appel se répand comme une traînée de poudre.

Lundi matin, sur le plateau de France Inter, il improvise avec Olivier Faure un numéro de duettiste aux airs de scellement d'alliance. « *Il n'y a pas de fatalité, nous pouvons l'emporter* », lance le premier, qui trace un parallèle avec la crise de 1929 qui a débouché sur le « Front populaire ». « *Je partage tout ce que vient de dire François Ruffin* », embraye le second.

Le Picard en profite pour convier les syndicats à entrer dans la bataille unitaire des législatives. Cela tombe bien, il entretient de très

bonnes relations avec la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet. La centrale lui répond quelques heures plus tard par un communiqué opportun : « *Face à l'extrême droite, le front populaire !* », s'intitule-t-il. Victoire sémantique ultime, Jean-Luc Mélenchon, qui martelait depuis la veille son slogan de « *l'union populaire* », change de braquet et compose un message sur X aux tonalités défensives : « *Front populaire, enfin ! Voilà la méthode que je proposais en 2018 et 2022* », dit-il, citant des archives, comme pour prouver que la formule n'est pas la propriété de son encombrant rival. François Ruffin aurait-il pris le dessus sur le fondateur de La France insoumise ? Pour la première fois, le député de la Somme, qui prépare sa candidature pour 2027, a placé le fondateur de LFI dans une position de suiveur.

LUNDI SOIR,
APRÈS L'ANNONCE
DES CHEFS
DE PARTI, FRANÇOIS
RUFFIN SALUAIT
« UN BON TRAVAIL
QUI DÉJOUÉ
LA DIVISION
SUR LAQUELLE
COMPTAIENT
MACRON
ET LE PEN »

« ON NE VA PAS REFAIRE LA NUPES »

Dernière salve du député reporter, lundi soir, il lance une plate-forme baptisée « Front populaire 2024 », signée par des « insoumis », des communistes et des écologistes proches de lui. Cette initiative, cela faisait des semaines que le député la mûrissait. Mais elle était plutôt prévue pour la rentrée. Il a accéléré son calendrier, et pris de court tout le monde. Lundi soir, après l'annonce des chefs de parti, il saluait « un bon travail qui déjoue la division sur laquelle comptaient Macron et Le Pen ».

Au PS, Olivier Faure se voyait, lui aussi, en grand orchestrateur d'une nouvelle union de la gauche en vue d'une candidature commune en 2027, alternative à celle de Jean-Luc Mélenchon. Dans l'immédiat, il aura pour tâche, délicate, de faire valider l'accord par son conseil national programmé mardi 11 juin. Le cas de Paris s'annonce particulièrement miné : les socialistes parisiens, la maire Anne Hidalgo en tête, ont bien l'intention de redresser les torts de 2022, lorsque le PS était resté sur le carreau au profit des « insoumis ».

La présidente de la fédération socialiste de la capitale, Lamia El Aaraje, réclame la possibilité d'« ajuster les dispositifs en fonction du danger de l'extrême droite ». Autrement dit, de présenter des candidats en face de LFI, alors que le risque RN est faible, voire inexistant, à Paris. « *La gauche est majoritaire à Paris. Raphaël Glucksmann a tracé une route qui nous oblige* », assène l'adjointe de la maire de la capitale. Partout, des députés – en délicatesse avec leurs directions ou non – ont commencé à établir l'évidence de leur départ en campagne. Côté écologiste, Julien Bayou, démissionnaire

d'EELV sur fond d'accusations de harcèlement moral, est déjà candidat à sa réélection.

Autre zone de flou, l'avenir de Raphaël Glucksmann dans la recomposition de la gauche. Lundi soir, invité sur France 2, il a livré un discours en complet décalage avec les tentatives d'alliance en cours. « *On ne va pas refaire la Nupes là, il y a eu une inversion des rapports de force* », a-t-il martelé, avant de fustiger l'échec des « accords d'appareils ». Et de sortir du chapeau le nom d'un hypothétique premier ministre en cas de victoire de la gauche : l'ex-secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger. Un peu plus tôt, l'essayiste avait obtenu de la part du PS un communiqué listant des engagements communs avec son parti, dont plusieurs irritants pour LFI, comme le « soutien indéfectible à l'Ukraine », ou le « rejet de la brutalisation de l'espace public ».

Le candidat du PS aux européennes n'avait pas eu le temps de savourer son score (13,8 %), dimanche soir, qu'Emmanuel Macron annonçait la dissolution de l'Assemblée nationale. Quelle suite écrire à gauche, lui demande-t-on alors de toutes parts ? Sur BFM-TV, Raphaël Glucksmann continue de se montrer farouchement opposé à Mélenchon, à l'issue d'une campagne où il a concentré les attaques de LFI.

En quelques minutes, la situation politique a pourtant changé. Olivier Faure le sait, lui qui a appris la nouvelle de la dissolution du ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin, sur le plateau de France 2. Le premier secrétaire du PS ne ferme plus autant la porte à LFI. Raphaël Glucksmann s'étrangle, lors d'une des réunions de crise de la soirée : « *On ne va pas s'allier avec* [les députés LFI fidèles de Jean-Luc Mélenchon] *Thomas Portes et Louis Boyard* », s'insurge-t-il en substance. Autour de la table, beaucoup sont d'accord. Mais il y a les « postures politiques et morales », et une « réalité électorale » dans laquelle de nombreux députés PS ont besoin des « insoumis » pour se faire réélire. « *La gauche sociale-démocrate ne gagne pas seule* », résume un témoin de la réunion.

La question du premier ministre à désigner en cas de victoire de la gauche arrive sur le tapis. Certains plaident pour M. Glucksmann. Mais il est trop clivant, même pour les écologistes, les frondeurs de LFI ou les communistes. Alors que le député de la Somme a commencé à avancer ses pions, certains se disent alors : « *Pourquoi pas Ruffin ?* » Toujours lui. ■

JULIE CARRIAT ET SANDRINE CASSINI



Gabriel Attal, premier ministre porté disparu depuis la dissolution

Le chef du gouvernement, jusqu'ici omniprésent, sait que ses jours sont comptés

Un premier ministre aux abonnés absents. Gabriel Attal n'est plus réapparu en public depuis le 9 juin. Aperçu pour la dernière fois dans son – bureau de vote d'une école de Vanves (Hauts-de-Seine), dimanche en fin de matinée, le chef du gouvernement, jusqu'ici omniprésent sur la scène politique et dans les médias, n'a plus fait parler de lui depuis. Les micros installés dans la cour de l'hôtel de Matignon en vue d'une déclaration, dimanche soir, ont été remis sans avoir servi. Le cabinet du premier ministre n'a diffusé aucun détail sur son agenda de la semaine. La boucle WhatsApp informant les journalistes des activités du locataire de Matignon est désormais muette. Comme si toute vie s'était arrêtée Rue de Varenne depuis l'annonce de la dissolution.

Le chef de la majorité, qui devait réapparaître, mardi matin, à la réunion du groupe Renaissance à l'Assemblée nationale, a quelques raisons de se mettre en retrait. Tenu à l'écart des discussions qui ont conduit le chef de l'Etat à dissoudre l'Assemblée nationale le soir de la défaite aux élections européennes, il n'a été prévenu qu'à la dernière minute de cette décision. Contrairement au ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, qui était, lui, dans la confidence. «*La dissolution, le président de la République n'en parle pas*», se rassurait Gabriel Attal, fin mai, lorsqu'il tentait d'imaginer le lendemain des élections européennes.

Aussi le premier ministre est-il tombé des nues en apprenant le projet d'Emmanuel Macron. «*Cela a été un choc pour tout le monde, y compris pour lui*», en convient un proche du chef de l'Etat. Redoutant une victoire du Rassemblement national (RN), Gabriel Attal propose à Emmanuel Macron d'endosser la responsabilité de la défaite et de remettre sa démission, comme le révélait, lundi, BFM-TV. «*Je suis le fusible, je veux bien sauter ce soir*», fait-il valoir. «*Tu ne démissionnes pas, j'ai besoin de toi pour conduire la bataille des législatives*», le retient Emmanuel Macron.

Un exercice « périlleux »

Avant 20 heures, Emmanuel Macron réunit les ténors de son camp (Bruno Le Maire, Gérald Darmanin, Sébastien Lecornu, Rachida Dati, Stéphane Séjourné, Richard Ferrand ou le président des centristes de l'UDI, Hervé Marseille) et formule son idée. Le premier ministre, «*pas très allant*», selon un participant, se borne à confirmer qu'il conduira la campagne, en tant que chef de la majorité. Même s'il trouve l'exercice «*périlleux*», confie-t-il à un participant, en marge de la réunion.

Dimanche soir à 22 heures, après la brève allocution télévisée du chef de l'Etat, celui-ci réunit ses ministres à l'Elysée. Cette fois, le chef du gouvernement ne desserre pas les dents. Il n'est pas le seul, dans le camp présidentiel, à avoir des doutes sur la stratégie présidentielle. Yaël Braun-Pivet, la présidente de l'Assemblée nationale, se dit convaincue «*qu'il y avait un autre chemin qui était le chemin d'une coalition, d'un pacte de gouvernement*».

La députée de Paris Astrid Pano-syan-Bouvet (Renaissance) juge, elle aussi, «*périlleuse*» la décision du président de la République. Le spectre d'une victoire du RN le

7 juillet hante déjà une partie du camp présidentiel. Mais le premier ministre ne peut pas se permettre d'ouvrir une crise en démissionnant. «*Je pense qu'ils sont dans d'intenses réflexions à Matignon, subodore un député Renaissance. Ils désavouent la décision du président, mais ne peuvent pas s'y opposer.*»

Cela fait plusieurs semaines déjà que le premier ministre s'interroge sur la meilleure façon d'aborder sa relation avec le chef de l'Etat. «*Gabriel souffre de cette dualité, il ne sait pas trop sur quel pied danser avec Macron*, confie l'un de ceux qui ont déjeuné avec le premier ministre avant les élections européennes. *Il commence à prendre conscience de la malédiction de la relation président-premier ministre.*»

La campagne des européennes n'a pas permis au premier ministre – c'est un euphémisme – de décrypter le chef de l'Etat. Aussi ce dernier enjoint-il à son premier ministre de débattre avec Jordan Bardella. Le lendemain de la confrontation, pourtant jugé réussie côté majorité, Gabriel Attal a la surprise d'entendre le président de la République proposer un débat à Marine Le Pen. Comme si celui de la veille n'avait pas suffi...

Attal « n'a pas le goût du risque »

Les deux hommes ne sont pas faits, il est vrai, du même bois. Et n'ont pas le même rapport à l'engagement. Gabriel Attal «*n'a pas le goût du risque, ce qu'il fait est toujours cadré, propre, maîtrisé*», souligne un ancien ministre, alors qu'Emmanuel Macron est parfois confus dans ses initiatives, mais beaucoup plus audacieux.

Le gouvernement n'est pas tombé dimanche, il est censé fonctionner classiquement, et non se contenter d'expédier les affaires courantes. Pourtant, tous les événements qui devaient figurer à l'agenda du premier ministre cette semaine, notamment un déplacement à Mayotte, ont été annulés. Durant les trois semaines qui viennent, «*le premier ministre va battre la campagne*», a annoncé, lundi en fin de journée, son chef de cabinet, Maxime Cordier, au cours d'une réunion avec ses homologues. D'abord, sur sa propre terre d'élection, à Vanves, où il se représente. Il recevait, lundi après-midi, Hervé Marseille, pour notamment préparer les élections législatives dans les Hauts-de-Seine. Puis il se rendra dans toute la France, afin de soutenir les candidats de la majorité présidentielle.

Son chef de cabinet a donné, lundi, une leçon de loyauté aux chefs de cabinet du gouvernement. «*Le président sait ce qu'il fait*», a assuré M. Cordier dans la salle du Conseil, à Matignon, invitant les collaborateurs des ministres à ne pas présenter la dissolution comme «*une décision inconsiderée ou un coup de poker, comme le fut la dissolution de 1997*». Il les a aussi encouragés à démentir la thèse selon laquelle le chef de l'Etat aurait agi par «*cy-nisme*», «*pour permettre au RN d'accéder au pouvoir et démontrer son incapacité à gouverner*».

Gabriel Attal sait cependant que ses jours sont comptés à Matignon. Il n'obtiendra une prolongation de son bail, au-delà du 7 juillet, que s'il parvient à reconstituer une majorité dans les urnes. Le plus jeune premier ministre de l'histoire pourrait aussi être le plus éphémère. ■

NATHALIE SEGAUNES

A l'Assemblée, les députés sortants font leurs cartons

Les élus, sonnés, font face à une cascade de démarches administratives

«**PERSONNE NE S'ATTENDAIT À UN DÉPART AUSSI BRUTAL POUR UNE ÉLECTION EUROPÉENNE. MAIS ON ALLAIT VERS UNE IMPASSE POLITIQUE**»

ÉRIC WOERTH
député Renaissance de l'Oise

sont réunis pour échanger sur la marche à suivre, tous pris au dépourvu par l'annonce subite de la dissolution. Certains s'émeuvent de devoir renoncer à leur permanence parlementaire, d'autres se demandent comment contracter un prêt pour financer leur campagne dans des délais aussi courts.

Le député Renaissance de l'Oise Eric Woerth décrit «*une forme de sidération ce matin en réunion de groupe. Personne ne s'attendait à un départ aussi brutal pour une élection européenne. Mais on allait vers une impasse politique*». «*Il n'y a plus de groupe. Tout le monde est en train de préparer sa campagne pour repartir*», avance le président du groupe Renaissance, Sylvain Maillard. Une dizaine de députés devraient ne pas se représenter pour cause de «*fatigue perso*» et «*non de positionnement politique*», prend-il soin de préciser.

Car les oppositions s'en donnent à cœur joie pour attaquer le camp présidentiel, affaibli par une nouvelle défaite électorale. «*C'est fini, Macron a perdu*», juge Eric Coquerel, le président de la commission des finances. «*Le macronisme disparaîtra totalement de l'Assemblée*», abonde

M. Brun. Chez Renaissance, le leitmotiv reste le même : «*C'est évidemment une crainte que l'extrême droite arrive au pouvoir et c'est pour ça que tout le monde doit se mobiliser, que ce soit au sein de la majorité ou dans les autres partis*», souligne Eléonore Caroit, députée Renaissance des Français établis hors de France.

Repartir de zéro

La campagne doit officiellement démarrer le 17 juin. D'ici là, la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, «*assure les affaires courantes*» tout comme les élus de la questure. «*Il n'y a plus aucun texte, plus de questions au gouvernement, plus d'activité de l'Assemblée nationale*», a-t-elle détaillé, lundi 10 juin, sur France 2. Les visites, les colloques, les voyages à l'étranger... Tous ces événements sont annulés, faute de députés pour les encadrer.

Les députés sortants doivent encore recevoir une note détaillée des services de l'Assemblée pour les éclairer sur les modalités de leur départ. La dernière dissolution remonte à 1997, sous la présidence de Jacques Chirac, et peu de souvenirs subsistent quant à ce moment politique si particulier.

LE CALENDRIER PARLEMENTAIRE EST VIDÉ : TOUS LES DÉBATS QUI ONT EU LIEU EN COMMISSION SPÉCIALE ET DANS L'HÉMICYCLE SONT EFFACÉS

Le calendrier parlementaire est lui aussi vidé – tous les débats qui ont eu lieu en commission spéciale et dans l'Hémicycle sont effacés : plus de texte sur la fin de vie, sur la simplification administrative, la réforme de l'audiovisuel, la loi de règlement des comptes... Ils devront être redéposés par le gouvernement. Et rien ne garantit qu'ils le soient par le gouvernement qui découlerait des nouveaux équilibres à l'Assemblée après les législatives. Dès lors, tous les textes qui n'ont pas été adoptés en première lecture à l'Assemblée et transmis au Sénat sont condamnés à être débattus, s'ils sont représentés, en repartant de zéro.

Certains membres du bureau de l'Assemblée nationale conservent néanmoins leurs fonctions – et non pas leurs mandats – pour assurer la gestion de l'Assemblée comme Eric Woerth, en tant que questeur. «*Par mes fonctions, je conserve mon bureau jusqu'au second tour des législatives, mais je vais aussi commencer à faire mes cartons comme j'ai un peu de temps*», relate-t-il. Les anciens députés vont continuer à percevoir leurs frais de mandat pendant cinq jours et leur indemnité jusqu'à la fin du mois de juillet.

L'incertitude demeure sur le calendrier de la session extraordinaire. Les nouveaux députés élus le 7 juillet pourraient en théorie, selon les délais prévus par la Constitution à l'article 12, siéger jusqu'au 1^{er} août, soit après le début des Jeux olympiques. D'ici là, des bennes bleues sont entreposées dans les couloirs pour permettre aux députés sortants de débarrasser leurs bureaux. Tout doit disparaître avant l'arrivée des nouveaux élus en juillet. ■

MARIAMA DARAME

Le Sénat suspend sa session parlementaire

LA SÉANCE FUT COURTE. A 16 heures, lundi 10 juin, Alain Marc, vice-président du Sénat, prend rapidement la parole pour annoncer solennellement ce que tout le monde sait déjà : une conférence des présidents va se tenir. Tout le monde en connaît déjà l'issue. La veille, le président de la République a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale. Pourtant, une dissolution n'a constitutionnellement aucun impact sur le Sénat. La décision respecte en fait une tradition : quand l'Assemblée nationale ne siège pas, le Sénat non plus. La décision est «*cohérente*», selon le sénateur Les Républicains Cyril Pellevat (Haute-Savoie), «*vu que les deux hémicycles doivent travailler en simultané*».

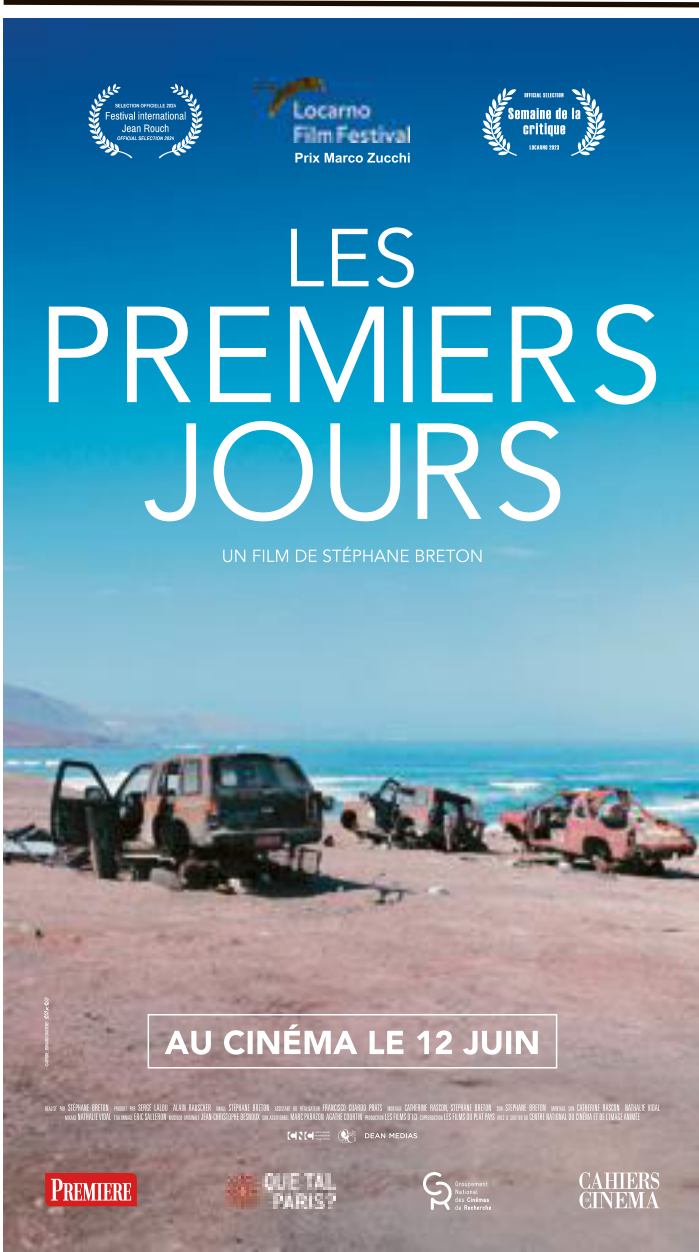
Tous les sénateurs ne cessent pas leur activité pour autant. «*Je continuerai mon travail dans le cadre de la mission d'information sur les femmes dans la rue*», précise la sénatrice socialiste du Val-de-Marne Laurence Rossignol. Dans les semaines à venir, ils pourront continuer de travailler dans le cadre des missions d'information et des commissions d'enquête, dont les délais de rendu des conclusions n'ont pas été modifiés. Seuls les travaux législatifs sont suspendus. Les textes dont l'examen a commencé au Parlement ne sont, quant à eux, pas seulement mis en pause, ils sont tout simplement abandonnés.

« On vit tout heure par heure »

Sous les dorures du Palais du Luxembourg, ils sont peu à savoir ce qui les attend dans les jours et semaines à venir. «*On vit tout heure par heure*», glisse une collaboratrice d'élu. «*C'est le flou total*», renchérit un autre. «*Je vais assurer la gestion quotidienne du groupe. Et je ferai activement campagne dans le Nord pour soutenir les candidats qui me solliciteront*», explique Patrick Kanner, à la tête du groupe socialiste au Sénat. «*C'est en partie pour permettre aux sénateurs de faire campagne que l'on a décidé de suspendre les travaux parlementaires*», explique le vice-président écologiste Guillaume Gontard.

A 17h15, le président du Sénat, Gérard Larcher, relance la séance pour quelques minutes seulement : il confirme la suspension du travail législatif, qui ne reprendra que le 18 juillet avec, selon Guillaume Gontard, un discours de politique générale du prochain premier ministre. ■

SOFIANE ORUS BOUDJEMA



Au lendemain de la dissolution, le chef de l’Etat s’affiche conquérant

Le président devait s’exprimer, mardi, pour détailler son programme

TULLE, ORADOUR-SUR-GLANE (HAUTE-VIENNE) - *envoyée spéciale*

Ce lundi 10 juin au matin, Emmanuel Macron a l’allure des conquérants, ceux à qui rien ne résiste. Le président de la République, sourire éclatant, grimpe au pas de course, sans veste, dans l’hélicoptère Super Puma élyséen qui doit l’amener à Tulle, ville martyre de la Libération. La défaite cuisante subie par son camp aux élections européennes, la veille, face à une extrême droite triomphante, semble déjà loin. Les regards sont maintenant tournés vers les législatives anticipées. Une campagne éclair se prépare depuis que le chef de l’Etat a, dimanche soir, prononcé la dissolution de l’Assemblée nationale.

Semblant ne pas craindre d’offrir, par ce stratagème, une victoire au Rassemblement national (RN), Emmanuel Macron retrouve, à bord de l’appareil, son conseiller mémoire, Bruno Roger-Petit. Le sexagénaire a orchestré le parcours mémoriel dans la commune de Corrèze où furent pendus, quatre-vingts ans plus tôt, 99 hommes sur ordre de la 2^e division blindée Das Reich, trois jours après le débarquement des Alliés en Normandie.

Mais, ce matin, les deux hommes ne parlent ni de l’histoire ni du passé, mais de la bataille qui se profile. L’ancien journaliste, spécialiste des intrigues florentines des années Mitterrand, est l’un des artisans de cette dissolution, qui a désarçonné les adversaires autant que les alliés. Emmanuel Macron, auteur de *Révolution* (XO Editions, 2016), y voit un re-

tour aux sources, une audace retrouvée : « *L’esprit du macronisme, c’est aller au peuple français en lui faisant confiance* », dit-il en s’épanchant devant son conseiller.

Le coup de tonnerre a mis sur pause le récit d’une fin de règne. Et même si le RN a des chances de rafler une majorité de sièges de députés, l’Élysée préfère dessiner une France, à rebours des tendances européennes, capable de s’unir derrière la majorité présidentielle contre les extrêmes. Les grandes manœuvres ont commencé au palais présidentiel. Le chef de l’Etat doit s’exprimer, dans les jours à venir, pour détailler le programme qui sera défendu dans les urnes. Il sera « *clair* » et, à en croire l’Élysée, des « *surprises* » sont encore possibles. Ensuite, « *viennne qui veut* », lance un proche du chef de l’Etat appelant toutes les forces républicaines de gauche ou de droite à rejoindre le camp présidentiel. Le président de la République tiendra une conférence de presse mardi après-midi.

« N’oublions jamais »

Echaudé par les compromis concédés aux Républicains (LR) pour le vote du projet de loi sur l’immigration, en décembre 2023, Emmanuel Macron n’entend plus « *se compromettre* », affirme un conseiller élyséen. Hors de question que le président de la République se lance dans des « *combinaison* » (des petits arrangements), comme le font les oppositions, grince un proche du chef de l’Etat. Ensuite ? « *Rien n’est écrit* », répète inlassablement Bruno Roger-Petit, qui, s’avançant vers un petit groupe de journalistes depuis

L’ÉLYSÉE PRÉFÈRE DESSINER UNE FRANCE, À REBOURS DES TENDANCES EUROPÉENNES, CAPABLE DE S’UNIR DERRIÈRE LA MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

Tulle, lance, l’air badin, « *ça suit son cours... de l’histoire* ».

Emmanuel Macron semble ne pas douter que son passage à l’Élysée marquera la V^e République. Et paraît ragaillard par le défi qui s’annonce. « *Le courage, c’est d’avoir peur et d’y aller quand même* », avait-il salué, quatre jours plus tôt, lors des commémorations du D-Day. Mais, depuis Tulle, où l’attend son prédécesseur à l’Élysée, François Hollande, accompagné de son épouse, l’actrice Julie Gayet, les mines sont sévères. « *La situation est grave, ce n’était pas la bonne décision à prendre* », lui confie l’ancien premier secrétaire du Parti socialiste, qui fut maire de la commune du Sud-Ouest. « *C’est une bonne décision, c’est pour cela que je l’ai prise* », rétorque sèchement le locataire de l’Élysée avant de saluer une petite foule.

« *Je me permets de vous féliciter pour ce que vous avez dit hier, parce que l’on ne peut pas recommencer ce qu’il s’est passé* », lui explique un homme, petit-fils de l’un des pendus de Tulle. « *Ni laisser quelque ambiguïté se jouer* »,

termine Emmanuel Macron avant de s’envoler pour Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne), la deuxième étape de son déplacement mémoriel. Là, l’attend le président allemand, Frank-Walter Steinmeier.

Dans l’église, hier dévorée par les flammes, où 450 femmes et enfants furent massacrés par les SS, Emmanuel Macron étreint son homologue allemand, signe de la réconciliation des peuples permise par la construction européenne. « *Alors que nous espérons, aujourd’hui aussi, que l’avenir sera bon, que nos enfants et petits-enfants vivront en paix et en liberté, cet espoir nous impose aussi une mission. Notre mission, c’est l’Union européenne !* », déclarera un peu plus tard le président allemand.

Outre-Rhin, l’extrême droite a, aussi, opéré une dangereuse percée lors des élections européennes, reléguant les socio-démocrates à la troisième place. « *N’oublions jamais les dégâts engendrés en Europe par le nationalisme et la haine ! N’oublions jamais quel miracle de réconciliation l’Union européenne a opéré ! Protégeons notre Europe unie ! Et n’oublions jamais combien la liberté est importante* », poursuit M. Steinmeier, bientôt relayé par Emmanuel Macron, qui vante le « *projet si singulier, fou, de paix* » au cœur de l’Union. « *Il n’y a dans ce projet rien d’évident, rien de spontané, rien de naturel. Il y a le courage des générations qui l’ont vécu, et il doit y avoir le même courage et la même détermination de leurs petits-enfants* », conclut le chef de l’Etat, regardant au loin. ■

CLAIRE GATINOIS

Les règles d’une campagne électorale express et inédite

Les candidatures aux élections du 30 juin et du 7 juillet doivent être déposées en préfecture avant dimanche 18 heures

Une campagne plus courte que jamais. Après la victoire spectaculaire de l’extrême droite, arrivée en tête dans 93 % des communes de France lors des élections européennes du 9 juin, la dissolution de l’Assemblée nationale annoncée dimanche soir par Emmanuel Macron marque le début d’une nouvelle campagne, celle pour élire 577 députés selon un calendrier particulièrement serré.

Vingt jours chrono L’article 12 de la Constitution prévoit qu’en cas de dissolution de l’Assemblée nationale, « *les élections générales ont lieu vingt jours au moins et quarante jours au plus* » après cette décision du président de la République. En l’occurrence, Emmanuel Macron a choisi le délai le plus court, vingt jours. Le premier tour des législatives aura lieu le dimanche 30 juin, de 8 heures à 18 heures (20 heures dans les grandes villes), et dès le samedi 29 juin 2024 à Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane, en Polynésie française. Le second tour est prévu le 7 juillet, au début des vacances scolaires d’été et peu avant le démarrage des Jeux olympiques de Paris.

La campagne électorale officielle, durant laquelle s’appliquent les règles spécifiques du code électoral, notamment en matière de communication, de temps de parole dans les médias audiovisuels, etc., sera ouverte lundi 17 juin à zéro heure, détaille le décret publié lundi. A cette date seront installées les commissions chargées d’assurer l’envoi et la distribution de tous les documents de propagande électorale.

Ce calendrier exceptionnel angosse certains maires. « *La décision soudaine du président de la République de dissoudre l’Assemblée nationale et de convoquer les électeurs dans un délai inédit dans l’histoire de la République suscite une réelle inquiétude chez de nombreux maires sur la capacité des communes à organiser ces deux scrutins dans des conditions satisfaisantes* », a alerté lundi l’Association des maires de France. L’association évoque en particulier la difficulté de trouver des assesseurs « *en raison du désengagement massif des candidats et des partis politiques à proposer des personnes bénévoles* ».

Les candidatures à déposer avant dimanche soir Pour les candidats aux législatives, le timing est particulièrement serré : ils peuvent déposer leur candidature à la préfecture à partir du mercredi 12 et « *jusqu’au dimanche 16 juin 2024 à 18 heures* », selon le décret de convocation des électeurs signé par Emmanuel Macron dimanche 9 juin. Pour le

second tour, les déclarations de candidatures devront intervenir avant le mardi 2 juillet.

Ce délai se révèle plus court que la pratique habituelle. Selon le code électoral, les déclarations de candidatures doivent normalement être déposées « *au plus tard à 18 heures le quatrième vendredi précédant le jour du scrutin* ». Compte tenu du calendrier dévoilé par le président de la République, cette date butoir aurait correspondu au vendredi 7 juin, donc avant l’annonce de la dissolution.

A deux occasions, en 1981 et en 1988, le Conseil constitutionnel a déjà validé des délais différents des règles du code électoral, en considérant que les dispositions constitutionnelles « *prévalent nécessairement, en ce qui regarde les délais assignés au déroulement de la campagne électorale et au dépôt des candidatures, sur les dispositions législatives du code électoral* », ainsi que le rappelle le site Vie-publique.fr.

Trop tard pour s’inscrire sur les listes électorales Est-il encore temps de s’inscrire sur les listes électorales ? Les Français qui atteignent le cap des 18 ans d’ici au 30 juin pourront-ils voter aux législatives ? Nombreux sont ceux qui s’interrogent. « *L’élection aura lieu à partir des listes électorales arrêtées à la date du décret* », c’est-à-dire du 9 juin, répond le ministère de l’intérieur, interrogé par *Le Monde* : « *Cela signifie donc qu’il n’y a pas de délai supplémentaire pour s’inscrire sur les listes* ». En effet, l’élection étant annoncée pour le 30 juin, le délai habituel du 6^e vendredi précédant l’élection comme date limite d’inscription ne peut être mis en œuvre. « *En revanche, toutes les personnes qui se sont inscrites entre le 3 mai (date limite d’inscription pour les élections européennes) et le décret du 9 juin sont bien inscrites pour les élections législatives* », précise le ministère.

Deux dispositifs pour les procurations Pour ces législatives anticipées, il est possible, comme pour tous les scrutins, de voter par procuration. Ce dispositif a toutes chances d’être particulièrement utilisé cette fois-ci, le deuxième tour ayant lieu durant les vacances scolaires. Les électeurs intéressés doivent alors donner procuration à une autre personne (le mandataire) inscrite sur les listes électorales pour voter à leur place. Le mandataire ne peut recevoir qu’une seule procuration établie en France (et deux procurations établies à l’étranger, ou bien une en France et une à l’étranger).

Deux procédures sont prévues. A l’occasion des élections européennes, le gouvernement a pour la première fois mis en place une procuration « *entièrement dématérialisée* », qui passe par le site Maprocuration.gouv.fr. Le système classique, avec un formulaire papier, qui nécessite de se rendre dans un commissariat, une gendarmerie ou un tribunal judiciaire, reste aussi valable. Les procurations peuvent être données jusqu’à la veille du scrutin, donc le samedi 29 juin pour le premier tour et le 6 juillet pour le second. Mais l’administration conseille de s’y prendre dès que possible : le mandataire risque de ne pas pouvoir voter si la commune n’a pas reçu à temps la procuration qui lui était destinée. ■

DENIS COSNARD

Les Républicains, courtisés à la fois par l’extrême droite et la Macronie

Le parti cherche tant bien que mal à ne pas devenir une simple force d’appoint

Il ne manquait que l’accusé de réception. Lundi soir sur TF1, Marine Le Pen a envoyé une invitation claire aux députés Les Républicains (LR) prêts « *à construire une majorité* » lors des législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet. Le guichet du Rassemblement national (RN) est donc officiellement ouvert et la triple candidate à l’élection présidentielle affirme que sa formation est « *bien sûr capable* » de ne pas présenter de candidats face aux LR sortants. Elle ajoute une condition : qu’ils soient prêts à accepter une « *charte* » sur laquelle travaille le parti d’extrême droite.

Toute cette journée de lundi, les élus du RN ont envoyé des messages explicites aux 61 députés LR. « *Il y aura probablement des candidats venus de LR* », a avancé dans l’après-midi le député du Loiret et porte-parole du groupe RN à l’Assemblée, Thomas Ménagé, sans préciser s’il s’agissait d’élus sortants ou de cadres locaux. Mais, pour l’ancien très jeune militant sarkozyste, cette ouverture à droite doit « *se faire sur notre projet, nos idées* » et prouver que « *le RN est un parti qui s’élargit avec des cadres venus d’horizons différents* ».

Devant le siège de sa formation, le président du RN, Jordan Bardella, a déclaré aussi avoir « *tendu la main* » aux Républicains et

évoqué des « *discussions* » avec certains de leurs « *cadres* ». Le terme reste vague et rien n’indique à l’heure actuelle l’existence de discussion entre des députés LR et le RN. La droite apparaît aujourd’hui comme une force d’appoint dans la perspective d’atteindre la majorité absolue.

Une ligne d’autonomie défendue

Qu’en pensent les principaux intéressés ? « *L’union des droites, c’est non pour moi* », prévient Yannick Neuder. Mais l’élu isérois ne veut pas non plus entendre parler de cette main tendue de la majorité depuis dimanche. « *La leçon des européennes, c’est que la Macronie s’est effondrée* », poursuit M. Neuder. *Et je ne monte pas sur le Titanic*. » Un sentiment partagé par son collègue des Alpes-Maritimes, Eric Pauget. « *Dimanche soir, on avait le premier baiser de la mort de la majorité, aujourd’hui [lundi] celui du RN. L’ai envie de leur dire de s’occuper de leur campagne. Je serai candidat contre eux comme en 2017 et 2022*. »

Cependant l’offre de service de la majorité s’adresse surtout aux députés dits « *constructifs* ». Transfuge de LR en 2022, Eric Woerth voit une ouverture possible chez certains de ses anciens camarades. « *La structure du parti peut fermer la porte. Les in-*

dividus regardent d’abord dans leur circonscription, mais aussi l’intérêt du pays, avance le député de l’Oise. On a beau taper sur la majorité présidentielle, elle a fait deux fois plus aux européennes que les LR qui crient victoire à 7,2 %. »

Face à tant de sollicitations, les députés de droite évitent de trop de répondre au téléphone, y compris aux journalistes. Surtout quand ils ont la réputation d’être présentés comme « *macroncompatibles* ». C’est le cas de Philippe Juvin, par exemple. L’élu des Hauts-de-Seine a pris ses distances lors d’une réunion à la mi-journée, dénonçant « *les manières de marchands de tapis des macronistes* », selon *Le Figaro*.

De son côté, Eric Ciotti plaide pour que la droite mène la bataille des législatives loin de « *toute forme d’alliance* ». A vrai dire, certains à droite ont douté des convictions du député des Alpes-Maritimes, décrit comme à l’écoute d’une offre de coalition de la majorité. « *[Eric] Ciotti a été tenté, à un moment, par la possibilité de devenir ministre, mais il en est revenu* », indiquait un député, la semaine dernière.

Toujours prompt à traquer les tentations de ralliement à la Macronie honnie, Aurélien Pradié (Lot) a exigé une « *clarification sur la ligne politique* ». Le chef de

parti lui a répondu que le débat était clos dans une réunion où chacun a fait valoir sa position. Depuis l’annonce de la dissolution, « *l’armée mexicaine des autoentrepreneurs* » – comme avait qualifié les LR le député Renaissance Sylvain Maillard, lors la réforme des retraites en 2023 – n’existe plus, pourtant son esprit demeure.

Laurent Wauquiez défend aussi cette ligne d’autonomie et entend peut-être le faire savoir sur le terrain dans la 1^{re} circonscription de la Haute-Loire. L’idée de se présenter a fait son chemin et le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, qui, depuis 2022, répète être le seul recours face à Marine Le Pen en 2027, devait arêter sa décision mardi.

En réunion, les intervenants ont surtout évoqué leur circonscription et certains de s’inquiéter de la progression du RN chez eux lors des européennes. Le début d’une tentation ? Le « *ni-ni* » défendu par Eric Ciotti risque d’avoir la vie dure d’ici au premier tour le 30 juin. Même si Xavier Bertrand, le président LR de la région Hauts-de-France, a rappelé sa position mardi sur X : « *Le FN, jamais. Ni aujourd’hui, ni demain, ni après-demain*. » Le président du parti devait clarifier sa ligne mardi à un journal télévisé. ■

ALEXANDRE PEDRO

« IL N’Y A PAS DE DÉLAI SUPPLÉMENTAIRE POUR S’INSCRIRE SUR LES LISTES ÉLECTORALES », A DÉCLARÉ LE MINISTÈRE DE L’INTÉRIEUR AU « MONDE »



A l'extrême droite, une alliance Maréchal-Le Pen ?

Ce possible accord de l'eurodéputée Reconquête ! avec le RN écarterait Eric Zemmour et Sarah Knafo

Pour avoir grandi au domaine de Montretout, le fief des Le Pen sur les hauteurs de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), Marion Maréchal connaît deux ou trois choses de la vie politique et de sa propre famille. Elle sait qu'on ne gagne rien à insulter l'avenir, surtout lorsque celui-ci porte le patronyme le plus célèbre de l'extrême droite française et dépasse 30 % des suffrages. La tête de liste Reconquête !, fraîchement élue au Parlement européen, a donc commencé, lundi 10 juin, à tirer les dividendes d'une campagne qu'elle avait choisie de mener à fleurets mouchetés face au Rassemblement national (RN). Elle est revenue à la maison mère, au siège du parti, le temps d'une réunion d'une heure et demie très médiatisée avec Jordan Bardella et Marine Le Pen. Le dernier épisode en date de la saga familiale de l'extrême droite, faite de ruptures et de réconciliations sur fond d'intérêts bien compris, visait à préparer les élections législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet.

Lundi, il a fallu faire fuiter au *Figaro* l'information d'une rencontre entre Jordan Bardella, Marine Le Pen et Marion Maréchal, en préciser l'heure et le lieu, pour que les caméras des chaînes d'information en continu puissent offrir cette stupéfiante mise en scène : le retour de l'enfant prodigue du lepénisme. Elle avait quitté le parti familial en 2017 par désaccord idéologique et stratégique, rejetant sa normalisation sociétale, la supposée « gauchisation » de sa ligne économique et son refus d'une union de la droite aux extrêmes droites. Sept ans plus tard, nantie d'un petit 5,5 % des suffrages exprimés aux européennes, la petite-fille de Jean-Marie Le Pen revient négocier une alliance électorale.

Après un entretien décrit comme positif, Jordan Bardella puis Marion Maréchal ont vanté successivement devant les caméras une possible « *union nationale* » pouvant conduire l'extrême droite à Matignon. Une « *union* » avec ceux ayant eu « *une attitude constructive* », a précisé Jordan Bardella, écartant notamment Eric Zemmour. Ce « *cadre* » de discussions, Marion Maréchal en « *prend acte* » avec un large sourire. Peu importe que le grand vainqueur des élections européennes n'ait pas eu lui-même un comportement des plus constructifs durant la campagne, souhaitant ouvertement pour Reconquête ! et Les Républicains un score inférieur à 5 %, synonyme de disparition.

CE RETOUR DÉGUISÉ DIVISERAIT UN PARTI QUI SE FÉLICITE D'AVOIR MIS EN SOURDINE SES VOIX LIBÉRALES-CONSERVATRICES

« *Il y a un choix qui s'offre à moi* », explique Marion Maréchal, promettant de faire en sorte d'intégrer ses idées conservatrices et identitaires à la plate-forme portée par le RN dont le programme ne lui sied toujours pas hormis, dans les grandes lignes, sur l'immigration. « *La volonté de Marion est de donner un débouché politique pour les adhérents, militants et électeurs de Reconquête !* », explique son directeur de campagne, l'identitaire niçois et ancien frontiste Philippe Vardon. *Est-ce que l'on veut jouer un rôle dans cette union nationale dont parle Jordan Bardella ou simplement regarder passer les événements ?* »

Pas de « ligne rouge »

La nièce de Marine Le Pen dit ne pas vouloir signer une plate-forme programmatique contraire à ses convictions. Ce qui implique, notamment, le refus de réformes sociétales – le RN n'en propose aucune – ou de l'abrogation de la réforme des retraites d'Emmanuel Macron – qui est, elle, promise par le RN. Pour autant, nulle « *ligne rouge* » dans les exigences posées par Marion Maréchal : « *Nous n'utilisons pas ce terme, tout le monde se connaît et se respecte suffisamment dans ce dialogue* », assure Philippe Vardon.

Les leviers de Marion Maréchal sont relativement faibles, mais cette amorçe de retour n'en est pas moins synonyme de revanche pour celle dont l'entourage décrit la campagne éculée comme « *la plus dure de sa vie* ». Car dans le même temps, le couple à la tête de Reconquête !, Eric Zemmour et Sarah Knafo, qui se gaussait depuis des mois de sa « *stratégie perdante* », semble écarté de cette hypothétique alliance.

Si ce n'est pas un hold-up sur le parti d'Eric Zemmour, qui en conserve tous les leviers, cela ressemble à une captation de son héritage électoral : 1,3 million de voix et ses premiers élus au Parlement européen. Entre Marion Maréchal et ses proches, d'un côté, et Eric Zemmour et Sarah Knafo, de l'autre, nul contact depuis la soirée électorale. Le RN n'a pas su faire disparaître Reconquête ! électoralement ? Qu'à cela ne



Marion Maréchal, à sa sortie du siège du Rassemblement national, à Paris, le 10 juin. CYRIL BITTON/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

tienne, il le fracture. Le jeune Stanislas Rigault, membre du bureau exécutif et fidèle de la première heure de Sarah Knafo, mais aussi ami du chef de cabinet de Jordan Bardella, Arthur Perrier, a été approché. Quant aux vice-présidents du parti, Guillaume Peltier et Nicolas Bay, tous deux élus dimanche au Parlement européen, ils ne donnent pas davantage de signes de vie au couple Zemmour-Knafo. Marion Maréchal se prévalait, mardi matin sur CNews, du soutien dans sa démarche de dialogue avec le RN de trois des quatre autres eurodéputés Reconquête !, dont les deux vices-présidents.

Mardi 11 juin au matin, les contours d'un possible retour de Marion Maréchal n'étaient pas encore définis. Un proche de Marine Le Pen hostile au projet freinait des quatre fers, assurant que rien n'était fait, tant le possible accord « *n'enchante pas grand monde* ». L'offre de plusieurs circonscriptions éligibles à Marion Maréchal, ses proches et des cadres de Reconquête ! est dans la balance – son entourage assure qu'elle-même hésiterait encore à renoncer au mandat européen qu'elle vient d'obtenir. Si la réadhésion de Marion Maréchal au RN n'est pas à l'ordre du jour, la voie d'un

partenariat rapproché aux législatives est désormais dégaagée.

Ce ne serait pas la première fois que Marion Maréchal se verrait proposer par le RN un rôle d'électron libre. Peu avant qu'elle annonce son soutien à Eric Zemmour à la présidentielle de 2022, le parti à la flamme lui avait proposé de l'aider financièrement à mener une campagne aux législatives dans une circonscription gagnable de son choix, sans qu'elle revienne formellement au parti. Elle avait décliné.

Débaucher des élus LR

Reconquête ! compte également dans ses rangs quelques cadres intermédiaires qui pourraient apporter au RN des ressources humaines bienvenues, alors que le parti peine à présenter des candidats crédibles dans de nombreuses circonscriptions et aux futures élections municipales de 2026. L'opération permet aussi d'entretenir la dynamique issue des élections européennes et d'offrir l'image d'un rassemblement de forces nationalistes, quand bien même l'ouverture du RN à Marion Maréchal, et éventuellement à Nicolas Dupont-Aignan, ne constituerait pas un bouleversement politique. Débaucher des élus Les Républicains serait plus

significatif, et Marine Le Pen le sait : lundi soir sur TF1, elle a annoncé ne pas vouloir présenter de candidat du RN face aux élus LR prêt à signer « *une charte avec des points politiques, sur lesquels chacun se met d'accord* ».

Pour autant, ce retour déguisé diviserait un parti qui se félicite de s'être débarrassé ou d'avoir mis en sourdine ses voix libérales-conservatrices, le courant qu'incarnait jadis Marion Maréchal. Depuis des mois, les quelques incarnations « progressistes » du parti, comme les députés Bruno Bilde ou Jean-Philippe Tanguy, se pressent pour souligner à quel point le retour dans le giron lepéniste de Marion Maréchal serait néfaste.

Il y a deux semaines, Marine Le Pen s'échinait elle-même à faire taire une rumeur insistante, propagée aussi bien par ses proches que par les dirigeants de Reconquête !, et affirmant que sa nièce créerait, après les élections européennes, un petit parti associé au RN. « *Ce sont des fantasmes !* », insistait-elle auprès du *Monde*. *Elle ne voudra jamais revenir au RN, c'est une certitude. Ce délire n'a ni queue ni tête, ni le début d'un commencement d'existence.* » Rien n'est toutefois jamais définitif dans le clan Le Pen.

Ni dans un sens, ni dans l'autre. Plusieurs bons connaisseurs de la famille Le Pen sont persuadés que ce qui se joue dans ces heures a une portée bien plus large qu'un seul accord programmatique ou la destruction de Reconquête ! Jordan Bardella considérerait Marion Maréchal comme une potentielle rivale et se méfierait, pour l'avenir, d'une alliance entre les deux femmes. Une théorie également agitée par... Sarah Knafo. « *Une théorie à deux balles digne de Gala ou d'une mauvaise télé-réalité* », balaie Marine Le Pen.

Un démenti qui ne convainc pas Leif Blanc, le délégué à la ruralité qui a accompagné les deux femmes de 2012 à 2022 avant de quitter le parti, fâché. « *C'est le début d'une longue bataille digne de Mégrét-Le Pen* [scission du Front national en 1998-1999], où les Le Pen soutiendront Marion contre Jordan. Zemmour hier, Bardella demain : la malédiction des Toutanlepen [allusion à Toutankhamon] va encore frapper », pressent-il, citant une expression jadis populaire dans les troupes d'extrême droite. Elle désignait le sort funeste réservé à ceux ayant tenté de contester Jean-Marie Le Pen, et a plutôt bien vieilli avec sa fille. ■

CLÉMENT GUILLOU

« Le vote RN traduit un malaise qui dépasse la question du racisme »

Le politiste Luc Rouban analyse comment le parti s'est délesté des traditionnels déterminismes du vote en faveur de l'extrême droite

ENTRETIEN

Luc Rouban est directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique et travaille au Centre de recherches politiques de Sciences Po. Il a publié *La Vraie Victoire du RN* (Presses de Sciences Po, 2022).

Ces élections ont-elles redessiné la sociologie du vote pour le Rassemblement national ?

Il y a globalement une généralisation sociologique du vote pour le Rassemblement national (RN). A part quelques grandes villes, le parti arrive partout en tête. Extension qui touche les classes moyennes et supérieures, cadres

compris : cette généralisation traduit un malaise social profond qui dépasse largement la question de la xénophobie et du racisme, qui caractérisait le FN.

Peut-on distinguer des facteurs communs du vote RN au sein de catégories de population si diverses ?

Le premier ressort du vote est un sentiment de déclin social aux multiples facteurs : la sensation qu'un diplôme n'assure plus la mobilisation sociale d'autrefois ; la perte de valeur sur le marché du travail ; un déclin perceptible jusqu'au sein de la cellule familiale, avec le sentiment de vivre moins bien que la génération au-

dessus et la crainte que ce soit encore pire pour celle d'en dessous. Tous ces phénomènes de dégradation du rapport au travail ou à la mobilité traduisent un scepticisme à l'égard du modèle méritocratique républicain.

Le deuxième ressort du vote RN est, selon moi, une demande d'autorité, non pas au sens d'un autoritarisme à la tête du pays, mais d'un retour de la proximité et de l'efficacité de l'appareil de l'Etat dans l'exercice de ses missions. Justice, sécurité, santé, transports, réseaux routiers : la confiance des Français a baissé non pas dans les services publics en tant que tels, mais dans la capacité des structures étatiques à

changer la réalité quotidienne. Emmanuel Macron symbolise, à ce titre, l'échec de celui qui se présentait, en 2017, comme un libéral efficace, un manager.

Le vote RN est-il débarrassé de tout déterminisme ?

La sociologie du vote RN ne repose plus sur une structuration en matière de classes ou de catégories socioprofessionnelles, mais sur une structuration en matière de classement subjectif de l'individu dans la société. L'électeur ne se définit plus en fonction des groupes définis par l'Insee, mais selon une représentation de sa propre situation, de sa dynamique sociale. Le vote RN

relève à ce titre moins d'un « mécontentement » ou d'une « colère », comme on le résume parfois, mais d'une analyse négative de sa propre trajectoire.

Le RN a-t-il brisé un « plafond de verre » générationnel ?

Au sentiment partagé par d'autres classes d'âge d'un déclin s'ajoute, chez les retraités, un phénomène générationnel de nostalgie d'un Etat puissant doté d'une capacité d'action, et d'effondrement de certains mythes, comme celui d'une Union européenne évacuant tout risque de guerre. En quête de protection, les personnes les plus âgées se tournent vers une offre alternative.

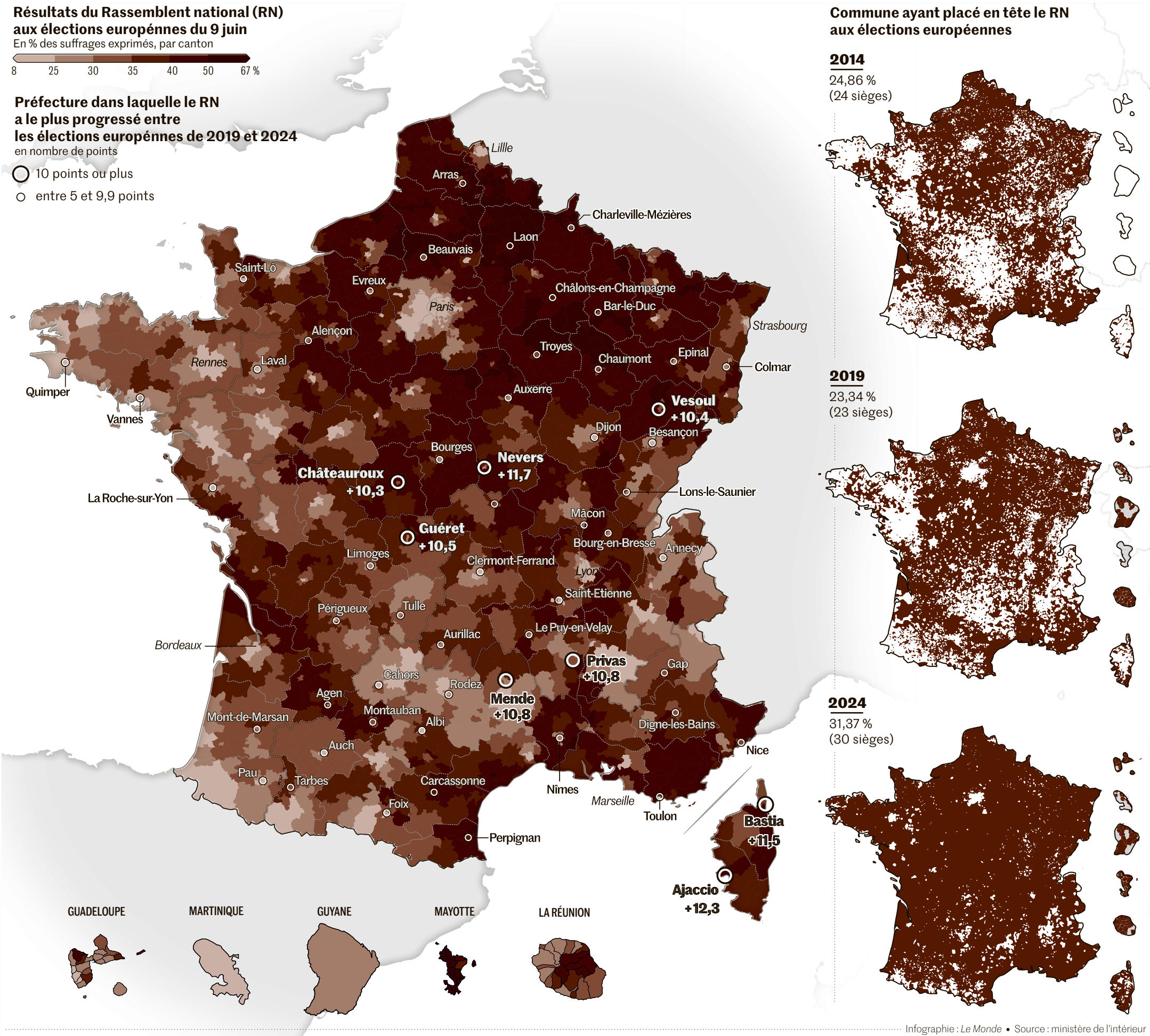
Ecarter-vous, donc, le moindre ressort raciste et xénophobe dans le vote RN ?

Il existe un noyau dur d'électeurs RN xénophobes et racistes, adeptes d'une lecture différentielle de la société, d'une hiérarchie par essence entre les individus. Mais la question de l'immigration ne relève pas uniquement du terrain identitaire, mais aussi de la situation sociale des votants. Des personnes pour lesquelles l'immigration est symptomatique d'un déclin, d'une mise en concurrence déloyale sur le terrain professionnel ou dans l'accès aux services publics. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CORENTIN LESUEUR

Le RN s'implante sur tout le territoire

Le parti d'extrême droite est arrivé en tête dans la quasi-totalité de la France lors du scrutin du 9 juin



Un Hexagone monochrome où n'émergent qu'une poignée de poches échappant à l'extrême droite. En récoltant plus de 7,7 millions de voix, dimanche 9 juin, aux élections européennes, la liste menée par Jordan Bardella n'a pas seulement engrangé le deuxième record en nombre de voix recueillies de l'histoire du Rassemblement national (RN), après le premier tour de la présidentielle 2022 (8,8 millions pour Marine Le Pen). Le parti d'extrême droite assoit une domination territoriale qui ne butte plus désormais que sur les grandes villes.

Sans surprise, l'ancien Front national (FN) établit ses meilleurs résultats au cœur de ses deux lignes de force géographiques historiques : dans le quart nord-est et sur les bords de la Méditerranée. Du Pas-de-Calais à la Haute-Saône, douze départements ont porté le RN à plus de 40 %, l'Aisne lui offrant même plus de la moitié des suffrages exprimés (50,6 %). Aucun n'avait porté l'organisation fondée par Jean-Marie Le Pen à un niveau si haut en 2019, lors des précédentes élections européennes. N'échappant pas à la

percée générale du mouvement dans ce scrutin, ces terres – depuis longtemps perméables à sa version social-populaire – enregistrent chacune une augmentation de près de 10 points de la liste frontiste en cinq ans.

Pléiade de records départementaux
Dans le Sud, zone plus sensible au versant identitaire du parti, le RN bénéficie de dynamiques similaires. Des Pyrénées-Orientales au Var, en passant par la Corse-du-Sud, six départements ont plébiscité l'équipe de Jordan Bardella à plus de 40 %. Une performance d'autant plus éloquent qu'elle est réalisée dans des secteurs où l'ex-FN a fait face, cette année, à un concurrent à l'extrême droite – le parti Reconquête ! d'Eric Zemmour, mené à cette élection par Marion Maréchal –, dont les meilleurs résultats ont été relevés près des côtes de la Méditerranée (9,1 % dans les Alpes-Maritimes ; 8,8 % dans le Var). En outre-mer, l'attrait du RN à Mayotte ne s'est pas démenti, quatorze des dix-sept communes du département plaçant la liste de Jordan Bardella au-dessus des 50 %.

LE PARTI DE MARINE LE PEN SE HEURTE ENCORE À LA RÉSISTANCE D'UNE BONNE PARTIE DES PLUS GRANDES VILLES, NICE ET MARSEILLE MISES À PART

Impossible, au lendemain du scrutin européen, de tirer des enseignements définitifs sur les perspectives qui s'ouvrent au RN lors des élections législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet, convoquées après la dissolution de l'Assemblée nationale prononcée dimanche par Emmanuel Macron. Les résultats du 9 juin affermissent cependant certains gains territoriaux engrangés par les nationalistes en 2022, lors du dernier renouvellement du Palais-Bourbon. Dans l'Eure, où le RN avait décroché quatre des cinq députations il y a trois ans, le parti totalise 42,6 % aux européennes (contre 31,6 % en 2019). Des confirmations du même ordre peuvent être isolées dans l'Aude (40,5 % contre 31,2 %), le Lot-et-Garonne (38,6 % contre 29,4 %) et le Tarn-et-Garonne (38,6 % contre 29,7 %).

Le 9 juin, le RN n'a pas seulement renforcé sa prise sur des territoires déjà conquis, il a aussi opéré, ou assuré, des bascules dans des départements échappant jusque-là à sa pleine domination. Dépourvus de députés frontistes, l'Indre (40 % contre 28,4 %), le Cher (37,9 % contre 27,4 %), la Nièvre (38,8 % contre 28 %), la Creuse (35,4 % contre 24,3 %) et la Saône-et-Loire (37,7 % contre 25,3 %)

pourraient être ciblés le 30 juin. La vitalité du RN dans les secteurs ruraux ne suffit pas à expliquer la pléiade de records départementaux. Des poussées du même ordre peuvent être observées dans de nombreuses préfectures du pays. Dans seize chefs-lieux, le résultat du parti présidé par Jordan Bardella lors de ces élections européennes a augmenté d'au moins 9 points en cinq ans, la palme frontiste revenant à Ajaccio (45 % contre 32,7 %).

Même porté par une expansion inédite et quasi généralisée, le RN se heurte encore à la résistance d'une bonne partie des plus grandes villes, ces agglomérations densément peuplées dont la conquête serait décisive pour le parti de Marine Le Pen. Nice (37,7 % contre 28,1 %) et Marseille (30,1 % contre 26,3 %) mises à part, les autres métropoles ont rarement donné plus de 15 % de leurs voix à l'équipe de Jordan Bardella. A Paris, le RN ne parvient toujours pas à franchir la barre des 10 % (8,5 % contre 7,2 %). Un seuil symbolique que la formation d'extrême droite s'est donné pour défi de passer, dans l'espoir d'accéder au pouvoir. ■

CORENTIN LESUEUR



Les Cévennes, territoire de gauche, n'ont pas résisté à l'extrême droite

Le RN a obtenu 40,42 % dans le Gard et réalisé de bon scores y compris dans l'arrière-pays, à la culture ouvrière très affirmée

NÎMES - *correspondante*

Du mont Aigoual jusqu'au bord de la Méditerranée, cette fois, une seule étiquette domine : celle du Rassemblement national (RN). Dans le Gard, un département déjà largement acquis à l'extrême droite, le RN réalise, avec 40,42 %, une nouvelle percée et gagne 8 points de plus qu'en 2019, en élargissant sensiblement son périmètre d'influence jusqu'à l'arrière-pays. Et, sur les hauteurs cévenoles, dans la cinquième circonscription qui, aux dernières législatives, avait résisté, le bastion rouge s'est écroulé.

La liste de Jordan Bardella obtient des scores qui font pâlir les électeurs de gauche : 26 % à Saint-Jean-du-Gard, fief des camisards, 46,3 % à Sainte-Cécile-d'Andorge (550 habitants) ou encore 36,6 % à Saint-Sauveur-Camprieux, à deux pas de la station de ski gardoise Alti Aigoual. « Je suis triste, je suis déçue, je suis en colère », commente Elsa, une trentenaire, enseignante dans une école élémentaire.

Car, ici, dans ce paysage dominé par l'industrie minière et celle du ver à soie, marqué par les guerres de religion et l'esprit de résistance, dans ces petits villages où se succèdent des paysages à couper le souffle, la culture ouvrière a longtemps réservé son vote aux partis de la gauche radicale. Un vote qui se transmettait presque dans les gènes de la famille, comme le syndicalisme.

Depuis quelque temps, la digue se fissure. D'une élection à l'autre, la domination de la gauche radicale n'est plus aussi nette, et l'extrême droite gagne du terrain. « On le sent à des petites choses », avoue Emmanuel Grieu, maire de Mandagout, l'une des seules communes du territoire à avoir hissé La France insoumise (LFI) en tête (24 %). « On ressent une scission entre les ruraux et les néo-Cévenols. »

« Dynamique négative »

Le secteur est aussi marqué par un pouvoir d'achat en berne et une ruralité en crise. Les agriculteurs y sont de moins en moins nombreux et les services publics disparaissent l'un après l'autre. « Il y a une grande désillusion, et un esprit anti-européen assez clair, note Roland Fruytier, habitant à Saint-Jean-du-Gard. Et il y a un tel désaccord à gauche que plus personne ne s'y retrouve et les gens vont vers le chaos. Mais peut-être que la dissolution va mettre un grand coup de pied dans la fourmilière. L'espoir, c'est qu'il y ait une coalition à gauche. » Marielle, son épouse, ne comprend pas comment « le vote écolo a complètement disparu » dans une région qui subit de plein fouet le réchauffement climatique et est soumise à des épisodes cévenols de plus en plus fréquents.

Déçu de voir que, même dans son village, Saint-Félix-de-Pallières, 207 habitants, le RN (22,46 %) double LFI (21,01 %), le député sortant Michel Sala ne veut pas se

« LE VOTE RN EST
AUJOURD'HUI ASSUMÉ
ET AVOUÉ. IL EST
MÊME PASSÉ DANS UNE
CERTAINE SOCIABILITÉ
ORDINAIRE »

EMMANUEL NÉGRIER
directeur du Centre d'études politiques et sociales à l'université de Montpellier

laisser porter par un vent de panique. Pour exemple, Le Vigan a, pour le scrutin européen, choisi Jordan Bardella (23 %), comme en 2019 (20 %), alors qu'elle a massivement voté LFI aux législatives (45,6 % au premier tour). « En 2022, nous étions portés par la dynamique de la Nupes, que nous n'avons pas eue cette fois. »

Dans ces hauts cantons aux hivers rudes, le vote ne s'est jamais porté au centre, dont les formations politiques ont peu de relais sur place, mais a suivi un mouvement local, souvent celui des luttes, qui s'est progressivement disloqué, analyse Emmanuel Négrier, directeur du Centre d'études politiques et sociales à l'université de Montpellier. « Une dynamique négative perdure : la perte de l'esprit coopératif, du syndicalisme fort... La discussion politique n'a plus vraiment sa place. Et l'on assiste à une évolution des

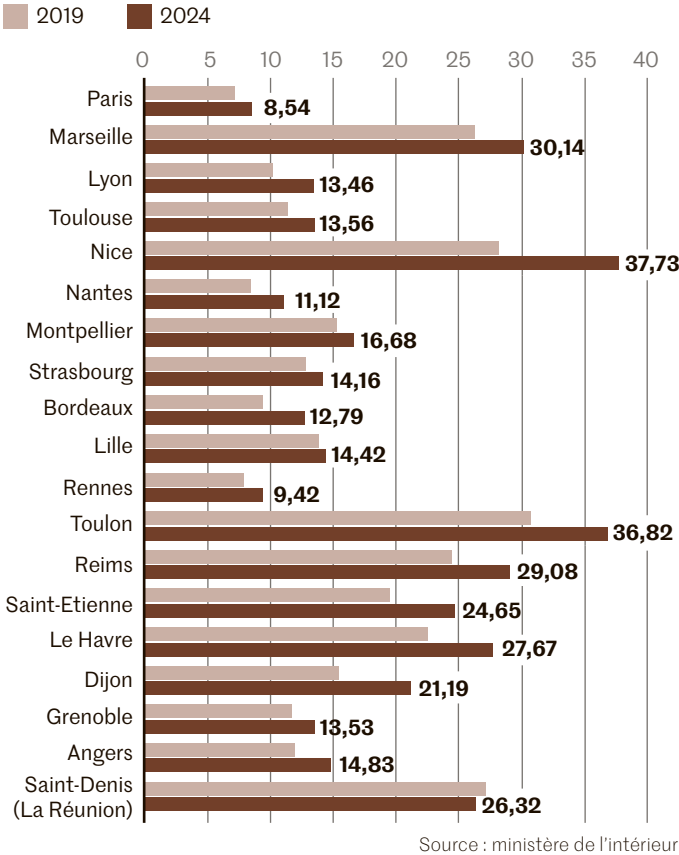
interactions politiques. Le vote RN, qui était honteux, est aujourd'hui assumé et avoué. Il est même passé dans une certaine sociabilité ordinaire. »

Hormis quelques îlots singuliers dans cette nouvelle donne électorale cévenole – La Grand-Combe est toujours fidèle à sa tradition communiste ; la verte Roquedur place les écologistes en tête (21,4 %) et retrograde le RN à la cinquième place (8,4 %) –, les Cévennes ont cédé à l'appel de l'extrême droite, peut-être par esprit rebelle. « C'est un parti qui n'a jamais gouverné, observe M. Négrier. L'électorat se retrouve sur des thématiques générales, mais il ne va pas vérifier que leur programme est, dans le cas des Cévennes, par exemple, plutôt hostile à la ruralité. »

Michel Sala, lui, veut avancer et ne croit pas à l'établissement durable de ses adversaires politiques dans les Cévennes. « Depuis ce [lundi] matin, je sens une volonté de mobilisation très importante. » Menuisier dans un village de la vallée Borgne, Mathieu, un quadragénaire qui votait communiste ou LFI, fait partie de ceux qui s'est laissé convaincre. Un peu honteux, il dit : « Je cumule deux boulots pour arriver à peu près correctement aux fins de mois, et la gauche continue de se déchirer. Je ne vois pas comment leur union va se faire. Je revoterai sans doute RN. » Les Cévennes rouges peuvent encore se réveiller, mais la marge semble de plus en plus étroite. ■

AGATHE BEAUDOUIN

Résultats du Rassemblement national aux élections européennes dans les vingt premières villes françaises, en % des votes exprimés



Les paradoxes d'une Corse autonomiste

Après la victoire du RN, le parti de la majorité territoriale appelle à l'union des nationalistes

AJACCIO - *correspondant*

Il est resté mutique le soir du premier tour. Elu depuis 2015, le président de l'exécutif corse, Gilles Simeoni, réserve ses commentaires, laissant son parti, Femu a Corsica, se fendre d'un communiqué. Les deux pages du parti siméoniste, transmises aux médias, ne trouvent pas un mot pour s'élever contre la montée de l'extrême droite, dans une île où les listes cumulées du candidat du Rassemblement national (RN), Jordan Bardella (40,8 %), et de la candidate de Reconquête!, Marion Maréchal (8,4 %), ont rassemblé la moitié des suffrages au terme d'un scrutin qui a mobilisé quatre électeurs sur dix.

Ce score dépasse encore de 12 points celui que le parti d'extrême droite avait réalisé dans l'île en 2019 et même pour la première fois au Parlement européen une femme corse, l'élue RN Nathaly Antona. Aux abois, le parti de la majorité territoriale entend œuvrer pour l'union sacrée des nationalistes, lors des élections législatives anticipées, et sauver vaille que vaille le processus avec la Place Beauvau en vue de l'autonomie de l'île, aujourd'hui « suspendue, voire menacée ».

Le RN a été absent de ce processus, entendu ça et là, mais laissé à la porte du comité stratégique qui regroupait une vingtaine de personnalités conversant avec le ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin. « Nous sommes pour la décentralisation, pas pour l'autonomie », recadre François Filoni, délégué régional et membre du bureau national du RN, qui se pose en « force d'alternance à l'Assemblée de Corse » et pour qui « ce vote est aussi le fruit de l'effritement de la majorité régionale ».

Cet Ajaccien, qui a parcouru le spectre politique du Parti communiste, en passant par le chevènementisme, à la droite de l'ancien maire d'Ajaccio Laurent Marcangeli, n'aurait « jamais rejoint le FN [Front national] de Jean-Marie Le Pen ». Ce dernier n'avait pu atterrir à Bastia, puis n'avait pas pu tenir un meeting à Ajaccio, en 1992, vilipendé par des nationalistes corses. « Mais avec Marine [Le Pen], c'est différent, argumente M. Filoni. Elle a des idées pour la Corse, nous ne

sommes pas jacobins, et puis, nous sommes sur le terrain, nous. »

« Nous ne sommes plus diabolisés, les gens sont aujourd'hui accueillants, leur regard a changé et puis ils en ont ras le bol de l'insécurité », raconte Lucie Leoni, une militante RN âgée de 37 ans. Le parti de Jordan Bardella a été le seul à se mobiliser lors de ces élections, où la majorité nationaliste n'avait pas donné de consigne de vote, comme lors de la dernière élection présidentielle de 2022.

« C'est un problème identitaire »

Le RN est largement en tête à Ajaccio (45 %), ancien fief municipal du député Laurent Marcangeli (Horizons) ou à Bastia (41,9 %), citadelle nationaliste du clan Simeoni. A Alata, à la périphérie d'Ajaccio, dont le maire, Etienne Ferrandi, est communiste, le bulletin Bardella a été glissé une fois sur deux.

« Mes administrés votent RN sur les élections nationales, et en local, ils choisissent l'homme, philosophe M. Ferrandi. Mais, aujourd'hui, l'extrême droite est décomplexée et c'est un vote préventif, pour envoyer un signal contre l'immigration même si on n'en a pas. » Avec, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques, la population la plus pauvre de France métropolitaine, avec 33 600 immigrés et une croissance démographique de 1 %, l'île cumule les thèmes de prédilection du RN. « C'est un vote sanction contre la majorité présidentielle, mais ces idées sont devenues majoritaires », résume François-Xavier Ceccoli, le patron des Républicains de Haute-Corse, sans s'expliquer ce « paradoxe ».

Il faut, selon le macroniste Jean-Charles Orsucci, 22^e sur la liste Renaissance, un « vrai débat sur l'islam, plus que sur le pouvoir d'achat ». « Personne n'ose le dire (...) mais les discussions des gens tournent autour du "grand remplacement", c'est un problème identitaire, il faut en parler ensemble », poursuit M. Orsucci. Que l'électeur vote nationaliste corse sur le plan local et RN sur le plan national ou européen ne constitue pas une antinomie : « Dans les deux cas, c'est un vote contre l'autre. Dans le premier cas, l'autre c'est le Français, dans le second, le Maghrébin. » ■

PAUL ORTOLI

En Bretagne, tous les départements ont basculé

Dans cette région au vote historiquement europhile et modéré, l'extrême droite s'est imposée à l'issue du scrutin européen du 9 juin, une première

RENNES - *correspondant*

Àu téléphone, Loïc Chesnais-Girard, président (divers gauche) de la région Bretagne, se dit « sonné », dimanche soir 9 juin. Les résultats des européennes ne laissent plus de doute. Le Rassemblement national (RN) s'impose largement dans tous les départements bretons avec 25,59 % des voix. Du jamais-vu dans cette région connue pour être la plus rétive aux idées d'extrême droite. « La Bretagne n'est pas étanche aux peurs ni à la fatigue démocratique à l'œuvre dans le pays. Nombre de nos concitoyens ont profité de cette élection qui leur semble lointaine pour exprimer leur ras-le-bol avec moins de retenue que lors d'un scrutin local », souffle l'édile. Loïc Chesnais-Girard s'empresse de souligner la « singularité » du score du RN, six points en dessous de la moyenne nationale.

Il n'empêche, ce résultat est un coup de tonnerre. Un « séisme », savoure Gilles Pennelle, directeur général du RN et élu eurodéputé. En 2013, il avait repris la fédération régionale du parti, dont personne ne voulait. Faisant oublier sa proximité passée avec l'extrême droite raciale, cet ancien professeur d'histoire a su faire exister les idées du RN localement.

Longtemps honteux, le vote nationaliste est désormais assumé à la sortie des bureaux de vote. Dimanche, sur le parvis de la mairie d'Uzel (Côtes-d'Armor), com-

mune rurale d'un millier d'habitants, José et Suzanne Diaz, deux retraités ayant fait carrière en région parisienne, encouragent à « essayer » le vote Bardella pour protester contre l'inflation. Maurice et Armelle Le Flohic, anciens employés dans l'agroalimentaire, opinent et veulent en finir avec le « manque d'autorité » de l'Etat, cette jeunesse « qui ne veut pas travailler », cette immigration à laquelle ils ne sont pas confrontés, mais qu'ils redoutent.

Tout autour, des commerçants, des cadres, des étudiants, des ouvriers agricoles abondent et évoquent un sentiment de délaissement dans cette Bretagne rurale où les services publics et les commerces ferment. Les réponses à la crise agricole du début d'année sont jugées insuffisantes. A Uzel comme dans nombre de territoires ruraux alentour,

« NOS CONCITOYENS
ONT PROFITÉ DE CETTE
ÉLECTION QUI LEUR
SEMBLE LOINTAINE
POUR EXPRIMER LEUR
RAS-LE-BOL AVEC MOINS
DE RETENUE QUE LORS
D'UN SCRUTIN LOCAL »

LOÏC CHESNAIS-GIRARD
président (divers gauche)
de la région Bretagne

peu parlent d'Europe, mais beaucoup souhaitent une « déculottée » à Emmanuel Macron, symbole d'une classe politique honnie. Le vote RN ne résonne plus comme un avertissement, mais comme l'expression d'« une profonde envie de changement ».

Préfectures et villes résistent

En 2019, la liste de Jordan Bardella avait réuni 17,31 % des suffrages, principalement dans les campagnes bretonnes. Lors de l'élection présidentielle de 2022, Marine Le Pen avait encore progressé avec 19,53 % des votants. Désormais, l'audience de l'extrême droite s'amplifie jusque dans les zones périurbaines, pourtant correctement desservies par les transports en commun et bien dotés en équipements publics. Seules les préfectures et des villes moyennes résistent à la vague RN.

A Rennes, Jordan Bardella ne dépasse pas la barre de 10 %. Quelque 2 500 personnes ont défilé contre l'extrême droite, lundi soir. Nathalie Appéré, maire (PS) de la capitale bretonne, salue le caractère « atypique » de sa ville, qui a plébiscité Raphaël Glucksmann. En Bretagne, le fondateur de Place publique termine en deuxième position, avec 18,44 % des voix. Il a rassemblé les sympathisants du Parti socialiste et capté une partie de l'électorat d'Europe Ecologie-Les Verts, qui chute de 16,22 % en 2019 à 7,28 %. A la sortie d'un bureau de vote à Saint-Brieuc, François et Nadia

(qui ont souhaité rester anonymes), employés dans des collectivités territoriales locales, s'en excuse presque : « Dans un contexte international tendu, la question écologique passe au second plan. » Derrière eux, Elisa, une enseignante, explique avoir préféré le bulletin socialiste à celui du camp présidentiel, qu'elle soutient pourtant depuis 2017. « Déçue » par l'ambition écologique du chef de l'Etat, « circonspecte » sur certaines nominations ministérielles et « heurtée » par la loi sur l'immigration, la quinquagénaire a décidé de « revenir » à gauche. Le président de la République a perdu la confiance de cet électeur social-démocrate qui était jusqu'alors le socle de sa réussite bretonne. La liste de Valérie Hayer se contente de quelques victoires dans des bastions de droite et échoue à la troisième place du scrutin, avec 17,41 %, huit points moins qu'en 2019.

A trois semaines des nouvelles élections législatives, Renaissance a beaucoup à perdre dans la péninsule où le parti revendique dix-sept des vingt-sept circonscriptions. D'autant que le RN ne compte aucun parlementaire. Secrétaire d'Etat à la mer et député des Côtes-d'Armor, Hervé Berville commente : « Il faut reconnaître notre défaite, ainsi que celle des autres partis républicains. Nous allons nous battre pour incarner l'esprit du consensus afin que ce qui s'est produit, dimanche, ne se répète pas. » ■

BENJAMIN KELTZ

Les maires de banlieue inquiets d'une éventuelle victoire du RN

Des élus de quartiers populaires témoignent du choc provoqué par l'annonce du chef de l'Etat de convoquer de nouvelles élections

Devant le bureau de vote d'Evry-Courcouronnes (Essonne), Adama Sy, père de famille, entrepreneur, décrivait dimanche 9 juin au matin sa désillusion de constater que ses origines sénégalaises continuaient, plus de quarante années après sa naissance en France, de lui être renvoyées à la figure. «*Je suis né en France, je travaille, mais, aux yeux des autres, je ne suis toujours pas français*», avait-il résumé en expliquant avoir choisi de voter La France insoumise (LFI) pour les élections européennes, afin de garder de l'espoir pour ses enfants.

Devant le même bureau, un peu plus tard, Rose Zagovian, 71 ans, infirmière à la retraite, expliquait voter Jordan Bardella, tête de liste du Rassemblement national (RN), pour la sécurité de ses petits-enfants et de son premier arrière-petit-fils. «*Quand on voit tout ce qu'on donne à des gens qui n'ont jamais travaillé de toute leur vie*», avait insisté cette ancienne électrice de gauche, qui se souvient pourtant avoir pleuré au soir du 21 avril 2002, après la qualification de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle. Comme un résumé des fractures et des transformations d'un pays.

Comme un résumé aussi du vertige qui a saisi électeurs et élus après l'annonce par le chef de l'Etat de la dissolution, dimanche soir. «*Je suis abasourdi et inquiet, c'est jouer à la roulette russe*», s'alarme le maire d'Evry-Courcouronnes, Stéphane Beaudet (ancien Les Républicains, aujourd'hui sans étiquette). «*Chez moi, LFI et le RN atteignent des proportions lunaires*» (respectivement 36,7 % et 17 %), relève l'élue, en soulignant combien, à ses yeux, les deux ex-

trêmes se rejoignent dans les programmes et les méthodes et combien celles-ci le rebutent. «*Les plafonds de verre des extrêmes ont sauté*», constate le maire, à l'unisson d'autres élus, qui disent l'importance des scores cumulés de LFI et du RN dans leurs territoires.

«Un plafond de plumes»
«*Je ne choisirai pas entre LFI et le RN, si c'est le scénario à venir*», clame ainsi le maire de Montfermeil (Seine-Saint-Denis), Xavier Lemoine (divers droite). «*Avec les législatives, cela va hystériser encore plus les débats. Je ne sais pas comment on s'en sortira dans nos villes*», note l'élue, en poste depuis 2002, déjà en première ligne pendant les émeutes de l'automne 2005. A Corbeil-Essonnes (Essonne), où LFI a obtenu 34 % des voix, devant le RN avec 24,2 % des suffrages, le maire, Bruno Piriou (divers gauche), décrit aussi une commune fracturée: «*J'ai une ville clivée. Les quartiers ont voté massivement LFI, les zones du centre ont placé Bardella en tête. On a besoin d'une énorme remise en question de la gauche, nous avons une immense responsabilité, c'est d'un aggiornamento que nous avons besoin. Mais en trois semaines, comment faire ?*»

Gilles Leproust, maire (Parti communiste français, PCF) d'Alzonnes (Sarthe), et président de l'association Ville et banlieue, parle d'un «uppercut» pour qualifier le choc de l'annonce d'une dissolution. «*Je suis particulièrement inquiet. Dissoudre le 9 juin pour voter le 30 juin, putain...*», lâche l'élue en évoquant des calculs politiques du chef de l'Etat d'une «*dangerosité et d'une gravité extrêmes*». «*Le plafond de verre de l'extrême droite, c'est désormais un plafond*

«QU'EST-CE QUI SE PASSERA SI J'AI UN SOUS-PRÉFET, UN PRÉFET, UN MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, UN PREMIER MINISTRE D'EXTRÊME DROITE ?»

ALI RABEH
maire de Trappes (Yvelines)

de plumes. Pendant la campagne, j'ai beaucoup entendu: «*On les a pas essayés*», à propos de l'extrême droite. » Dans sa commune, Jordan Bardella est arrivé nettement en tête dimanche, avec 37,6 % des suffrages, devant Manon Aubry, avec 14 %. Ali Rabeh, le maire (Génération. s) de Trappes, dans les Yvelines, a de la colère dans la voix: «*Tous les gens qui vont payer le prix fort si jamais l'extrême droite gagne, je les vois. Je n'en peux plus des apprentis sorciers, dans les salons parisiens, qui jouent au poker. Ceux qui risquent de sortir nus de tout cela, ce sont les miens.*»

Le maire de Grigny (Essonne), Philippe Rio (PCF), insiste lui aussi sur les conséquences concrètes d'une éventuelle victoire du RN au soir du second tour des législatives: «*Ce serait terrible pour nos villes. Les quartiers n'étaient déjà pas la priorité. Mais, si l'extrême droite gagne, ils vont nous matraquer fiscalement, financièrement. J'ai déjà eu des discussions avec mon administration sur ce qu'on peut perdre. Que ferait par exemple un gouvernement d'extrême droite dans le projet de loi de finances 2025 sur la dotation de soli-*

darité urbaine ? Pour nous, c'est 15 millions d'euros par an sur 45 millions de dotations. Or, avec toutes ses promesses, il faudra bien que Marine Le Pen aille chercher de l'argent quelque part.»

Le maire raconte l'angoisse qui a saisi les habitants présents dimanche. «*J'ai vu de la peur. La préférence nationale appliquée à nos territoires, cela voudra dire quoi ?*», interroge l'élue de Grigny. Analyse similaire d'Ali Rabeh, à Trappes: «*J'ai une politique volontariste pour les cantines, par exemple, pour que les parents payent un strict minimum. Demain, qu'est-ce qui se passera si j'ai un sous-préfet, un préfet, un ministre de l'intérieur, un premier ministre d'extrême droite ?*» Bruno Piriou, à Corbeil-Essonnes, pose la même question: «*On travaille tous les jours avec les pré-fets: quelles consignes auront-ils dans un mois ?*»

La perspective des élections législatives renvoie à d'autres inquiétudes. Celles de l'organisation concrète de deux tours de scrutin, en trois semaines, en pleine période de fêtes en tout genre. «*Macron est sur son perchoir, il n'a pas idée de la complexité à organiser des élections, ni même de leurs coûts pour des communes comme les nôtres*», glisse Bruno Piriou. Celle de la sécurité aussi. A Evry-Courcouronnes, Stéphane Beaudet rappelle les violences urbaines vécues en 2002, puis en 2007, après la victoire de Nicolas Sarkozy. Depuis, les émeutes de l'été 2023 ont secoué des élus pourtant habitués à gérer des phases de tension. «*J'ai peur de l'émeute partout*, s'alarme le maire. *J'ai vingt-cinq ans de mandats et je me sens démuné.*» ■

LUC BRONNER

En Nouvelle-Calédonie, un climat très défavorable pour une campagne

Après un scrutin européen marqué par une abstention de 86,87 %, et alors que la crise persiste dans l'archipel, l'inquiétude domine

NOUMÉA - envoyée spéciale

Chez nous, c'est le pire des moments pour une campagne électorale», a réagi dès lundi 10 juin, à Nouméa, le député Renaissance Philippe Dunoyer, membre de Calédonie ensemble, le parti local de la droite non indépendantiste modérée. Au lendemain de l'annonce par le président de la République d'une convocation des élections législatives les 30 juin et 7 juillet, même analyse pour Nicolas Metzdorf, l'autre député du Caillou membre de la majorité présidentielle, mais adversaire politique de Dunoyer sur la scène néo-calédonienne. «*Les campagnes participent toujours à exacerber les tensions. Le président Macron a regardé les législatives sous le prisme national en ne se souciant pas de la Nouvelle-Calédonie*», a déclaré l'élue loyaliste sur la chaîne Nouvelle-Calédonie La 1^{re}. «*On finit par croire que la politique de l'urgence est la marque de fabrique d'Emmanuel Macron, mais ce n'est pas une bonne chose et, à la fin, c'est l'échec*», a aussi dit Jean-Pierre Djaïwé, le responsable du Parti de libération kanak (Palika, composante modérée du Front de libération nationale kanak et socialiste), interrogé par Les Nouvelles Calédonniennes.

Après un scrutin européen marqué par une abstention de 86,87 %, et alors que la Nouvelle-Calédonie commence sa cinquième semaine de crise insurrectionnelle, l'inquiétude domine. «*Les Calédoniens n'ont toujours pas retrouvé la sécurité et les libertés publiques, et la dissolution leur impose de se pencher sur un sujet qui n'est pas leur priorité*», souligne M. Dunoyer. Les violences, persistantes même si elles sont circonscrites, et le couvre-feu, toujours en vigueur de 6 heures à 18 heures jusqu'au 17 juin, rendent difficile la tenue de réunions publiques. Décrédibilisés, de nombreux élus en place dans les institutions locales, qu'ils soient indépendantistes ou loyalistes, sont en outre menacés physiquement et craignent de se rendre sur le terrain.

Alors que 80 % de l'activité locale est à terre, «*avec un gouvernement réduit aux affaires courantes à Paris, les mesures attendues, très urgentes pour l'économie et le système de protection sociale calédoniens, risquent d'être reportées*», ajoute le député Dunoyer. Les dispositifs de soutien aux entreprises annoncées par Bruno Le Maire avaient déjà été qualifiées de «*poudre aux yeux*» par la Fédération des industries de Nouvelle-Calédonie. Un salarié sur quatre est en situation de perte d'emploi sur le territoire. Et les mines de nickel sont bloquées. Le chef du gouvernement local, Louis Mapou, a sollicité sans attendre plusieurs pays alliés du Pacifique, de l'Australie au Japon, pour soutenir financièrement l'archipel.

«LA DISSOLUTION IMPOSE AUX NÉO-CALÉDONIENS DE SE PENCHER SUR UN SUJET QUI N'EST PAS LEUR PRIORITÉ»

PHILIPPE DUNOYER
ex-député Renaissance, membre de Calédonie ensemble

La dissolution de l'Assemblée nationale interdit de fait, avant le 1^{er} juillet comme l'avait envisagé l'exécutif à Paris, l'adoption en Congrès du projet de loi constitutionnelle réformant le corps électoral qui a mis le feu aux poudres. Samedi 8 juin, Louis Mapou (membre du Palika), avait déjà conclu que «*les événements ont signifié la fin de vie de cette loi*». Selon lui, «*la situation est tendue à un point tel que les liens construits dans la population depuis les années 1980 se sont distendus et que les vieux démons du racisme sont réapparus. Il faut en sortir au plus vite pour ne pas verser dans un processus inéluctable d'affrontements au sein de notre population*».

«On repart de zéro»
Le responsable indépendantiste a appelé le chef de l'Etat à être «*explicite, avec plus de clarté sur ses intentions, dès les prochains jours*». Emmanuel Macron avait, le 23 mai à Nouméa, donné un mois aux dirigeants loyalistes et indépendantistes pour trouver un accord politique sur l'avenir du «pays». Les forces politiques traditionnelles demandaient du temps pour s'entendre, mais chaque jour qui passe joue désormais contre les voix raisonnables.

Lors d'un comité directeur crucial samedi, les élus de l'UC ont épousé le rapport de force instauré par les militants de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT). «*Notre souveraineté ne pourra qu'être immédiate, pleine et entière et non négociable*, a déclaré Daniel Goa, son président. *Nous proposons le 24 septembre pour la déclarer, ce sera aussi le début d'une nouvelle mandature avec de nouvelles élections. La souveraineté sera alors partagée si la France l'accepte. Elle sera pleine et entière au terme de cette période de transition le 24 septembre 2029, à la date anniversaire des 176 ans de colonisation.*» Les 13 et 14 juin, la CCAT doit se réunir, pour clarifier de fortes tensions internes entre des éléments durs et ses militants souhaitant maintenir une pression moins violente. Le 15 juin, un congrès du FLNKS décidera de la ligne. Il se prononcera aussi sur le choix de ses candidats pour les législatives nationales.

Le score des européennes a marqué à Nouméa les doutes d'une partie de l'électorat modéré quant au maintien d'une Nouvelle-Calédonie française. Valérie Hayer a limité la casse avec 28,6 %. Le score de Marion Maréchal, 16,01 % (5,47 % au niveau national), peut laisser penser que les loyalistes les plus durs ont envoyé un message sur ce thème à M. Macron, après que Marine Le Pen s'est rangée à l'idée d'un référendum d'autodétermination. Cette dernière agrège toutefois un fort vote anti-Macron, 21,71 %. Et la droite loyaliste républicaine locale échoue à envoyer un élu à Bruxelles.

La mission du dialogue, répartie le 5 juin vers Paris, doit proposer une option au président de la République. Le député Dunoyer, comme d'autres, attend que ce dernier prenne une «*initiative forte*» sur le dossier. «*On repart de zéro. Il doit constater qu'en un mois rien ne s'est arrangé et que la situation s'enfonce vers l'effondrement. Il faut engager maintenant la discussion*», espère l'ancien parlementaire de la majorité présidentielle. ■

NATHALIE GUIBERT

Un risque sur les finances publiques

Budget 2025, possible cohabitation avec le RN... Si la réaction des marchés est restée mesurée, l'écart entre les taux allemands et français s'est creusé, signe d'une plus grande défiance

La dégradation de la dette française par l'agence Standard & Poor's, au soir du 31 mai, l'avait laissé de marbre. Mais ce lundi 10 juin, au lendemain de l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron, cet investisseur basé à Paris a «*tout vendu*». «*Tout*», ce sont les titres de dette française qu'il détenait dans le portefeuille qu'il gère pour le compte de ses clients.

L'argent a été transféré sur de la dette espagnole, jugée moins risquée, du moins à court terme. Ses clients – de grands assureurs qui gèrent des dizaines de milliards d'euros – ont réagi comme lui lundi matin. «*Imaginez que vous êtes un investisseur américain, pourquoi rester investi en France avec un tel niveau d'incertitude ?*, résume-t-il. *Vous préférez tout vendre pour acheter du Nvidia* [une société américaine liée à l'IA]. *Et vous partez à la plage.*»

La réaction des marchés est néanmoins restée mesurée lundi. L'écart entre les taux allemands, qui servent de référence, et français s'est légèrement creusé, signe d'une plus grande défiance envers Paris. Mais le gros de la dette française est entre les mains d'investisseurs de long terme peu susceptibles de vendre du jour au lende-

main, ce qui atténue les variations quotidiennes. Et une forme d'attentisme prévalait encore lundi.

Pour autant, les investisseurs, qui font leurs propres scénarios, croient peu à l'hypothèse d'une victoire du camp présidentiel. Et savent que le programme du Rassemblement national (RN), tel qu'il a été présenté lors de la dernière élection présidentielle, est inapplicable et coûteux. L'Institut Montaigne l'avait chiffré à plus de 100 milliards d'euros pendant la campagne présidentielle de 2022. Comment financer un retour de la retraite à 60 ans ou des baisses de TVA alors que le déficit dépasse 5 % du PIB et la dette 110 % ?

Un calendrier périlleux
Dissoudre l'Assemblée comporte un risque politique évident, mais aussi un risque financier. Car quel que soit le vainqueur du scrutin en juillet, la feuille de route budgétaire des prochaines années est connue. L'ajustement attendu d'ici à 2027 est de l'ordre de trois points de PIB, soit près de 70 milliards d'euros d'économies à trouver, alors que les besoins d'investissement – défense, réchauffement climatique – sont colossaux. «*On ne peut pas exclure qu'une des motivations d'Emmanuel Macron pour la dissolution soit de confier*

le difficile exercice de l'ajustement budgétaire à Marine Le Pen, commente Zsolt Darvas, économiste associé à l'institut Bruegel à Bruxelles. En charge d'un tel chantier, elle perdrait certainement très rapidement en popularité.» Un ca-deau empoisonné destiné à torpiller le parti d'extrême droite, avancent certains analystes.

Avec des comptes publics très dégradés, un scénario de cohabitation avec le RN comporte en outre de vrais risques pour les finances publiques du pays. «*L'instabilité politique potentielle constitue un risque de crédit compte tenu de la situation budgétaire difficile dont héritera le prochain gouvernement*», averti l'agence de notation Moody's dans un communiqué lundi soir. En 1997, date de la dernière cohabitation, la dette s'élevait à 58 % du PIB, contre près du double aujourd'hui. Toute variation des taux d'intérêt peut se traduire très rapidement par une hausse de plusieurs milliards d'euros de la charge de la dette.

A cet environnement très défavorable s'ajoute un calendrier tout aussi périlleux: les élections législatives interviendront alors que les services de Bercy commencent juste à préparer le budget 2025, sans doute l'un des plus complexes du second mandat d'Emma-

ELSA CONESA



Paris préoccupe ses partenaires européens

La victoire du RN et le recul de la majorité présidentielle vont amoindrir l’influence de la France au Parlement

BRUXELLES - bureau européen

Il était encore difficile, lundi 10 juin, d’évaluer toutes les conséquences pour la France des élections européennes de dimanche. Une chose est sûre, la victoire écrasante du Rassemblement national (RN) et le recul de la majorité présidentielle vont amoindrir son influence au Parlement européen et, par voie de conséquence, sur la scène communautaire.

Avec treize eurodéputés, contre vingt-trois aujourd’hui, quand le RN devrait en compter trente, la majorité présidentielle a subi un sérieux revers à Strasbourg. Le groupe des libéraux, dont elle est la première délégation nationale, a lui aussi perdu du terrain, mais, à ce stade, il reste la troisième force politique dans l’Hémicycle.

Pour Valérie Hayer, la présidente du groupe, qui était aussi la tête de liste des macronistes pour les élections européennes, «*Renew est une force centriste et centrale pour former une majorité au Parlement européen*», au côté des droites européennes du Parti populaire européen (PPE) – le premier groupe, qui est sorti renforcé du scrutin de dimanche – et des sociaux-démocrates (S&D), qui ont, pour leur part, limité les dégâts.

«*La France est affaiblie au Parlement européen*», reconnaît l’eurodéputé macroniste Pascal Canfin, pour qui «*l’enjeu, désormais, c’est qu’elle garde la présidence de Renew*». Valérie Hayer sait qu’il lui faudra se battre. «*Si on perdait la présidence du groupe avant les législatives, cela enverrait un très mauvais signal*», explique un diplomate français.

Valérie Hayer va également se démener pour faire en sorte que Renew ne se laisse pas dépasser par l’actuel quatrième groupe, l’extrême droite des Conservateurs et réformistes européens (ECR), qui réunit Fratelli d’Italia, le parti postfasciste de Giorgia Meloni, Reconquête! ou encore le PIS polonais. Celui-ci multiplie en effet les contacts avec les nombreux partis qui aujourd’hui ne sont affiliés à aucune structure – au total, on parle d’une centaine d’élus – et dont une

IL N’EST PAS QUESTION DE BOULEVERSER LE CALENDRIER DE NOMINATIONS DES « TOP JOBS » AU SEIN DE L’UNION EUROPÉENNE

grande majorité est nationaliste.

Afin de neutraliser l’influence d’ECR, Valérie Hayer milite pour la mise en place d’un cordon sanitaire à son endroit, qui le priverait de tout poste de responsabilité au sein du Parlement. Identité et démocratie (ID), un autre groupe d’extrême droite qui accueille notamment le RN, y est, pour sa part, déjà soumis. Mais cette bataille n’est pas non plus gagnée. Chez Renew ou les S&D, le sujet n’est pas consensuel. Quant au PPE, il y est opposé, alors qu’il souhaite se garder la possibilité de faire des alliances avec ECR, au cas par cas, quand la majorité du centre à laquelle il appartient ne lui donnera pas satisfaction.

« Le centre de gravité va bouger »

Le résultat des élections européennes ne va pas non plus renforcer le poids d’Emmanuel Macron à la table du Conseil européen, qui réunit les chefs d’Etat et de gouvernement de l’Union européenne et autour de laquelle se prennent les décisions stratégiques pour l’UE. Le chancelier allemand, le social-démocrate Olaf Scholz, dont la coalition a également réalisé une contre-performance dimanche, y est aussi très affaibli. «*Le centre de gravité du Conseil européen va bouger vers la droite*», juge un proche de l’Elysée, qui souligne la victoire de Giorgia Meloni en Italie, mais également celle du libéral Donald Tusk en Pologne.

Pour le reste, la décision d’Emmanuel Macron de convoquer des élections législatives anticipées a provoqué une certaine stupeur chez ses partenaires, qui comprennent mal ses motivations et savent que la France n’est pas à l’abri d’un scénario catastro-



L’eurodéputée Valérie Hayer (Renew), à Bruxelles, lundi 10 juin. KENZO TRIBOUILLARD/AFP

phe qui verrait le RN en position de former un gouvernement au lendemain du 7 juillet.

Après quelques rendez-vous à Bruxelles, dont il connaît bien les arcanes, Mujtaba Rahman, spécialiste de l’Europe pour le cabinet de consultants Eurasia, a jugé, sur le réseau social X, lundi, que le «*pari*» d’Emmanuel Macron y était «*vu comme le moment Brexit de la France. L’équivalent du pari de [David] Cameron en 2016*», quand le premier ministre britannique de l’époque avait décidé d’organiser un référendum sur le maintien du Royaume-Uni au sein de l’UE. On connaît la suite.

«*Il y a des demandes d’explications. Mes collègues à Bruxelles sont interloqués plutôt qu’inquiets, ils veulent comprendre pourquoi Macron a fait ça*», nuance un haut fonctionnaire français. Avant d’ajouter : «*Ils espèrent surtout qu’il ne prépare pas*

quelque chose d’aussi disruptif sur la scène européenne.»

Pour l’heure, la sphère communautaire de Bruxelles imagine les différents scénarios sur lesquels pourraient déboucher les élections législatives en France, les 30 juin et 7 juillet. «*J’ai passé la journée à expliquer le système électoral français, pour que mes interlocuteurs comprennent qu’on ne peut projeter les résultats des européennes sur le prochain scrutin législatif*», poursuit une source française.

Relecture des traités

Il n’est pas question, en tout cas, de bouleverser le calendrier de nominations des «*top jobs*», qu’il s’agisse de la présidence de la Commission, du Conseil européen ou du poste de haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. «*Macron n’a aucun intérêt à*

donner l’impression que ce serait une prérogative partagée, si cohabitation il devait y avoir», affirme un diplomate. L’affaire sera évoquée par les Vingt-Sept lors d’un dîner à Bruxelles le 17 juin et devrait aboutir lors d’une nouvelle réunion les 27 et 28 juin. Trois jours avant le premier tour des législatives.

A Paris comme à Bruxelles, les Français qui œuvrent aux affaires européennes n’imaginent pas un seul instant que Jordan Bardella, le président du Rassemblement national, pourrait entrer à Matignon. Ils jugent bien plus crédible un autre scénario, qui verrait les macronistes perdre des élus au Palais-Bourbon et le RN y progresser, sans avoir la majorité.

Au Quai d’Orsay, on relit tout de même les traités pour anticiper les conséquences d’une victoire du RN. «*La nomination du commissaire français dépend des*

chefs d’Etat et de gouvernement, puisque, in fine, le collège des commissaires est approuvé au Conseil européen», assure ainsi un diplomate. Quand on entre dans le détail des prérogatives du président et du chef du gouvernement – le président siégera au Conseil européen, mais les ministres participeront aux conseils des ministres par secteur, là où les décisions sont prises –, il apparaît vite que la formation d’un gouvernement RN serait très dommageable à l’aide à l’Ukraine, à l’élargissement ou encore au pacte vert, pour ne citer que ces trois dossiers.

Quant aux ambitions d’Emmanuel Macron pour l’Union, celles qu’il a présentées dans son discours de la Sorbonne, en avril, elles seraient, pour la plupart d’entre elles, condamnées à rester lettre morte. ■

VIRGINIE MALINGRE

En Allemagne, Olaf Scholz refuse des élections anticipées

Les mauvais résultats de la coalition au pouvoir à Berlin et la dissolution de l’Assemblée en France affaiblissent un peu plus le gouvernement

BERLIN - correspondant

Le suspense a vite tourné court. Interrogé sur l’hypothèse d’élections législatives anticipées après les résultats calamiteux obtenus par les partis de la coalition d’Olaf Scholz aux élections européennes du dimanche 9 juin, le porte-parole du gouvernement allemand a assuré qu’il n’en était pas question : «*La date des prochaines élections est fixée à l’automne 2025 et nous prévoyons de nous y tenir*», a déclaré Steffen Hebestreit, lundi 10 juin, affirmant qu’«*à aucun moment, pas même une seconde, il n’a été envisagé d’organiser de nouvelles élections en Allemagne*».

Contrairement aux Français, les Allemands ne retourneront donc pas aux urnes dans les prochaines semaines. C’est pourtant ce qu’ont réclamé plusieurs responsables de l’opposition conservatrice – ainsi que quelques éditorialistes – dès l’annonce des premières estimations donnant la CDU-CSU largement en tête (30 %, + 1,1 point par rapport à 2019), devant le parti

d’extrême droite AfD (15,9 %, + 4,9) et les trois composantes de la coalition «*feu tricolore*» au pouvoir à Berlin : le Parti social-démocrate (SPD) de M. Scholz (13,9 %, – 1,9), les Verts (11,9 %, – 8,6) et les libéraux-démocrates du FDP (5,2 %, – 0,2).

«*Il doit se passer la même chose qu’en France, où Macron a répondu à ceux qui réclamaient de nouvelles élections*», a ainsi déclaré le chef de la CSU bavaroise, Markus Söder, lundi. «*L’Allemagne a aussi besoin d’un nouveau départ. La coalition n’a plus la confiance de la population. Il faut donc de nouvelles élections le plus vite possible*», a-t-il ajouté, demandant au chancelier d’«*avoir le même courage que Gerhard Schröder*» : en 2005, après la débâcle du SPD aux régionales en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le chancelier avait sollicité la confiance du Bundestag qui la lui refusa, ce qui avait conduit le président de la République, Horst Köhler, à dissoudre celui-ci, provoquant des législatives anticipées.

M. Scholz a décidé de ne pas prendre un tel risque. Lundi, les dirigeants des trois partis de sa

coalition ont réuni, chacun de leur côté, leur formation pour tirer les leçons du scrutin. Au SPD, qui a perdu la moitié de ses électeurs entre les législatives de 2021 et les européennes de dimanche, le secrétaire général, Kevin Kühnert, en est convaincu : «*Les gens veulent nous voir plus combattifs*». Concrètement, cela signifie qu’«*un budget d’austérité au détriment de la cohésion sociale ne sera pas possible avec la social-démocratie au pouvoir*», a-t-il ajouté.

Les Verts sonnés

Le message est directement adressé au FDP et à son président, Christian Lindner, le ministre fédéral des finances. Or celui-ci a rappelé, lundi, que «*les partis de la coalition se sont engagés à ne pas augmenter les impôts et à respecter le frein à la dette*», ce dispositif constitutionnel qui restreint le déficit public à 0,35 % du produit intérieur brut. Alors que le FDP risque, en 2025, de ne pas atteindre les 5 % nécessaires pour être représenté au Bundestag, M. Lindner se veut plus que jamais le

LUNDI, LES DIRIGEANTS DES TROIS PARTIS AU POUVOIR ONT RÉUNI, CHACUN DE LEUR CÔTÉ, LEUR FORMATION POUR TIRER LES LEÇONS DU SCRUTIN

gardien intransigeant de l’orthodoxie budgétaire. En attendant le conseil des ministres du 3 juillet, lors duquel doit être adopté le projet de loi de finances 2025, qui prévoit près de 40 milliards d’euros de dépenses en moins par rapport à 2024, la bataille des arbitrages s’annonce rude. Parmi les points de frictions figure notamment le *Bürgergeld*, l’allocation citoyenne pour les chômeurs de longue durée, créée en 2022 par le gouvernement Scholz, mais que le FDP veut déjà réformer, estimant qu’elle n’incite pas assez les demandeurs d’emploi à chercher un travail.

Sonnés par leur débâcle, les Verts, formation qui a le plus reculé par rapport aux dernières européennes, se sont montrés, lundi, beaucoup moins bavards. Mais au sein de l’aile gauche, restée très discrète depuis le début de la législature, certains estiment que la ligne très modérée incarnée par leurs deux ministres phares, Robert Habeck (économie) et Annalena Baerbock (affaires étrangères), a fait son temps et que le parti doit se montrer plus offensif pour 2025. Notamment en se montrant plus ambitieux sur les questions climatiques et plus généreux en matière de politique migratoire.

Et M. Scholz dans tout cela ? Malgré des sondages catastrophiques – seules 23 % des personnes interrogées le considèrent comme un bon chancelier, alors que 85 % pensent qu’il doit affirmer plus clairement ses orientations et que 77 % estiment que ses promesses n’ont rien changé à la vie des gens, selon le dernier baromètre ARD DeutschlandTrend, publié dimanche –, le SPD continue officiellement de faire bloc derrière lui.

Reste à savoir pour combien de temps : en cas de nouvelle déroute – probable – aux régionales de septembre dans trois Länder d’ex-Allemagne de l’Est, certains estiment que la question se posera de savoir si le parti ne devrait pas présenter un autre candidat à la chancellerie en 2025. Par exemple Boris Pistorius, le ministre de la défense, aujourd’hui personnalité politique la plus populaire du pays.

Présent dimanche soir à la Willy-Brandt Haus, le siège du SPD à Berlin, M. Scholz n’a laissé transparaître aucune déception. Quand des journalistes lui ont demandé de réagir au score du SPD, le pire de son histoire, il s’est contenté d’un «*non*», avant de tourner les talons pour aller faire des selfies avec des militants. Lundi, il a été à peine plus disert lors de son point presse avec le président du Chili, Gabriel Boric, qu’il recevait à la chancellerie : «*Pour les partis du gouvernement, ce n’est pas un bon résultat. (...) Nous devons faire notre travail et résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés.*» ■

THOMAS WIEDER

Le chef de l'Etat fragilisé sur la scène internationale

L'instabilité politique suscitée par la dissolution provoque une onde de choc chez les partenaires de la France

Comme si de rien n'était, en dépit du séisme politique. Au lendemain de la dissolution de l'Assemblée nationale, Emmanuel Macron s'est rendu à Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne), comme prévu de longue date avant la débâcle du camp présidentiel au scrutin européen. Dans ce village martyr de la seconde guerre mondiale, dont 643 habitants furent assassinés par les nazis voici quatre-vingts ans, le chef de l'Etat a retrouvé, lundi 10 juin, le président allemand Frank-Walter Steinmeier, qui l'avait accueilli en visite d'Etat dans son pays, fin mai.

Les deux hommes n'ont fait aucun commentaire sur la situation intérieure française, en dépit de l'onde de choc que le choix de la dissolution suscite à l'étranger. Et de l'impact forcément négatif de cette décision sur l'influence du chef de l'Etat sur la scène internationale, surtout en cas de victoire du Rassemblement national (RN) lors des législatives des 30 juin et 7 juillet.

Ce revers est d'autant plus retentissant qu'Emmanuel Macron a joué à fond la carte européenne et internationale dans les derniers jours de la campagne. Après son voyage en Allemagne, où il ne s'était pas privé de mettre en garde contre le « vent mauvais » soufflant sur une Europe « mortelle », pour alerter sur la montée des extrêmes, le locataire de l'Élysée a accueilli en Normandie les chefs d'Etat et de gouvernement invités aux 80 ans du Débarquement.

Les présidents ukrainien, Volodymyr Zelensky, et américain, Joe Biden, ont même été reçus à Paris dans la foulée, afin d'asseoir un peu plus le leadership européen que revendiquait jusqu'ici le chef de l'Etat. Une séquence mémorielle riche en discours qui n'a, à l'évidence, pas réussi à infléchir les choix des électeurs.

Embarras au Quai d'Orsay

Dès cette semaine, l'ultime coup de poker du président français menace de peser sur son influence lors de ses engagements internationaux, notamment le sommet des dirigeants du G7, dans les Pouilles, en Italie, du 13 au 15 juin. Pour ne rien arranger, M. Macron y sera reçu par l'une des grandes gagnantes du scrutin européen, la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, figure in-



Le président allemand, Frank-Walter Steinmeier, et Emmanuel Macron, à Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne), le 10 juin. L. MARIN/AFP

contournable de l'extrême droite continentale, au point d'être devenue une sorte de référence pour Marine Le Pen et ses troupes, en dépit de leurs désaccords, en particulier sur l'Ukraine et la Russie.

Si elle n'est pas remise en cause, la participation de M. Macron au sommet pour la paix organisé par Kiev et la diplomatie suisse, le 15 juin, près de Lucerne, devrait être rapide, après le sommet du G7 italien. Le chef de l'Etat honorerait aussi ses rendez-vous bruxellois, notamment le dîner du 17 juin avec les Vingt-Sept afin de discuter de l'impact des résultats du scrutin sur le choix des dirigeants des instances communautaires, présidents de la Commission et du Conseil européen et haut représentant de l'UE. Après un nouveau conseil européen, les 27 et 28 juin, il devrait cependant renoncer à un déplacement au Maroc, début juillet, censé avoir lieu avant le second tour des législatives.

« S'il y a quelqu'un qui peut se réjouir des événements en cours, c'est bien Vladimir Poutine, en raison de

la dynamique qui porte en France, plus que partout ailleurs sur le continent, les forces politiques favorables à ses arguments dans la guerre en Ukraine et du trouble suscité par la décision de dissoudre, qui constitue un aveu de blocage du système politique français », observe Thomas Gomart, le directeur de l'Institut français des relations internationales. « Cette décision risque d'avoir un fort impact sur l'image de la France, un peu comme le fut pour les Britanniques le choix de l'ex-premier ministre David Cameron d'organiser le référendum sur le Brexit, qu'il a ensuite perdu. »

Au Quai d'Orsay, l'embarras était palpable, lundi, chacun s'interrogeant sur les conséquences du choix présidentiel sur le rôle et le poids de la France. Le ministère des affaires étrangères va, sur le plan pratique, être contraint d'organiser le vote des Français de l'étranger dans des délais très courts. Surtout, chacun s'inquiète de la disponibilité du ministre, Stéphane Séjourné, par ailleurs secrétaire général de Renaissance,

en première ligne pour organiser la campagne électorale de ces trois prochaines semaines. « Il va lui être difficile de se rendre à l'étranger et son agenda va devoir être allégé, alors que les échéances sont nombreuses, ne serait-ce qu'en raison de la guerre en Ukraine et du conflit israélo-palestinien », prévient un diplomate, sous le couvert de l'anonymat.

« La décision de dissoudre provoque une sorte de sidération, du fait du flou qu'elle génère pour les semaines de campagne, mais aussi des inquiétudes entourant les résultats, poursuit-il. En cas de victoire du RN, son arrivée au pouvoir va susciter un grand malaise, et des interrogations d'ordre personnel [pour les diplomates] : que faire si une figure prorusse comme Thierry Mariani devait devenir ministre des affaires étrangères ? »

Des retards sont aussi à craindre dans les nominations en cours à la tête de certaines ambassades, notamment à Moscou, dont le titulaire, Pierre Lévy, est censé passer la main à l'été. Le président de

la République nomme les ambassadeurs, mais il le fait sur proposition de son ministre des affaires étrangères. La procédure peut s'avérer plus complexe en cas de désaccord sur les candidats.

Des marqueurs forts pour le RN

Les diplomates redoutent une cohabitation particulièrement houleuse, bien davantage encore que les précédents expérimentés sous François Mitterrand (avec Jacques Chirac, de 1986 à 1988, puis Edouard Balladur, de 1993 à 1995) et sous Jacques Chirac (avec Lionel Jospin, après la dissolution ratée de 1997). Pendant cinq ans, le fondateur du Rassemblement pour la République et son premier ministre socialiste ont notamment participé tous les deux aux sommets européens, où leur binôme n'allait pas sans frictions.

« La cohabitation avait pu fonctionner, car sur les questions de politique étrangère leurs désaccords n'étaient pas fondamentaux », note cependant le politiste Gérard Grunberg pour le centre de

LES DIPLOMATES REDOUTENT UNE COHABITATION PARTICULIÈREMENT HOULEUSE

réflexion Telos. Dans le cas d'une arrivée du RN au gouvernement, « ce ne serait pas le cas, alors que, sur la construction européenne et l'aide à l'Ukraine, les positions du président et du futur premier ministre seraient irréconciliables ».

En principe, le président de la République, chef des armées, est censé garder la main sur la politique étrangère, celle-ci figurant au cœur de son « domaine réservé ». Mais, cette répartition tacite des tâches risquerait d'être remise en cause par un gouvernement d'extrême droite, d'autant que les questions européennes et internationales constituent des marqueurs forts pour le RN. « Chirac et Jospin avaient la même grammaire des relations internationales, mais les divergences sont trop flagrantes entre le RN et le pro-européen Macron », observe Thomas Gomart.

Pour lui, les décisions récemment esquissées par le président français en vue de céder des Mirage 2000-5 à l'Ukraine et d'y envoyer des instructeurs français risquent de prendre du retard, bien au-delà de la séquence électorale. « La situation rend très difficile toute prise d'initiative à court terme pendant la campagne et, bien sûr, en cas de cohabitation », dit M. Gomart.

En cas de victoire du RN le 7 juillet, ou de majorité introuvable à l'Assemblée, M. Macron pourrait encore se rendre seul au sommet de l'OTAN, à Washington, du 9 au 11 juillet, avant de désigner le chef du gouvernement. Mais son influence serait alors fortement réduite par ce nouveau désaveu. « Emmanuel Macron pourrait-il rester à l'Élysée, et, si oui, aurait-il une autonomie suffisante alors que, ayant mené la campagne, il serait le premier perdant de son camp ? », s'interroge même Gérard Grunberg. Dans l'hypothèse inverse, notamment en cas de défaite du RN, les alliés de la France ne manqueraient sans doute pas de manifester leur soulagement. ■

PHILIPPE RICARD

Pour Moscou, Macron et Scholz sont des dirigeants « illégitimes »

Responsables politiques et commentateurs russes se félicitent de la percée des formations d'extrême droite au niveau européen

La honte de l'Europe : défaite fracassante pour Macron et Scholz. » En commentant le résultat des élections européennes, lundi 10 juin, Viatcheslav Volodine ne cachait pas sa satisfaction. « De tels résultats étaient prévisibles, écrit le président de la Douma, le Parlement russe, sur Telegram. Une économie stagnante, la crise migratoire, des pays qui s'engagent dans la guerre en Ukraine à l'encontre de leurs intérêts nationaux... » Au-delà de ce constat la préconisation du quatrième personnage de l'Etat russe est catégorique : « Macron et Scholz s'accrochent au pouvoir, mais le plus correct pour eux serait de démissionner et d'arrêter de se moquer de leurs concitoyens. »

Sans aller aussi loin, les commentateurs russes, experts et responsables politiques ont tous les yeux braqués sur les situations allemande et française, les plus orageuses dans un paysage européen

relativement stable, qui voit même une légère progression des conservateurs au pouvoir à Bruxelles.

La lecture dominante de ces résultats est dans la ligne des derniers propos de Vladimir Poutine, le 7 juin, sur des élites européennes « soumises aux Etats-Unis et travaillant contre les intérêts de leur population ». « Après n'avoir fait qu'exécuter les ordres de Washington et abandonné toute souveraineté, ils [Macron et Scholz] ne pouvaient compter sur rien d'autre que ce résultat mérité, qui confirme leur indigence en tant que dirigeants politiques nationaux et européens », estime la présidente du Conseil de la Fédération, Valentina Matvienko. « Il semble qu'un dangereux virus d'illégitimité commence à se propager à travers le continent européen », note encore M^{me} Matvienko, apparatchik fidèle de tous les pouvoirs russes depuis l'époque soviétique.

« CE RÉSULTAT MÉRITÉ CONFIRME L'INDIGENCE DE [MM. MACRON ET SCHOLZ] EN TANT QUE DIRIGEANTS POLITIQUES »

VALENTINA MATVIENKO
présidente du Conseil
de la Fédération

La tonalité est un peu moins virulente au Kremlin. Dans son point presse journalier, le porte-parole, Dmitri Peskov, note que « la majorité [au Parlement européen] sera pro-européenne et pro-ukrainienne (...), mais nous pouvons voir la dynamique des partis de droite qui gagnent en popularité. Il semble qu'avec le temps, ces formations seront en progression et nous suivons ce processus avec attention. »

Dans la presse, le thème de l'illégitimité vise particulièrement Emmanuel Macron, cible numéro un des médias et des responsables russes depuis qu'il prétend se poser en pointe dans le soutien occidental à l'Ukraine. La France a aussi été le théâtre de plusieurs opérations de déstabilisation portant la marque de Moscou, dans les dernières semaines de la campagne électorale.

« Le rôle du canard boiteux »

« Macron se retrouve de fait avec le même statut que Zelensky, celui de président illégitime, écrit, dans son analyse postélectorale, le quotidien Komsomolskaïa Pravda. Il espère, bien sûr, la constitution de coalitions parlementaires après les nouvelles élections, mais il est condamné à jouer le rôle du canard boiteux jusqu'à la fin de son mandat. »

Hasard de calendrier ou non, l'envoyé spécial du ministère des

affaires étrangères « pour les crimes du régime de Kiev » a choisi ce moment pour évoquer, lundi à la télévision, une possible « inculpation » du président français pour sa « complicité » dans lesdits crimes ukrainiens. La veille, ce même diplomate, Rodion Mironchikov, plaisantait sur les réseaux sociaux : « Zelensky s'est exprimé devant le Parlement français et hop ! le Parlement est dissous. Ils ne savaient pas que l'apparition de Zelensky mène toujours au fond du fond. »

Sur les chaînes Telegram spécialisées, où se retrouve la communauté des « blogueurs militaires Z » et autres soutiens les plus fervents du régime, la perspective d'une arrivée au pouvoir de l'extrême droite en France suscite nombre de fantasmes, d'un arrêt des livraisons d'armes à l'Ukraine jusqu'à « une vague de répressions en Europe contre les forces conservatrices et nationalistes »,

comme l'écrit la chaîne Telegram Rybar, liée à l'armée.

Konstantin Kalatchev, politologue proche du pouvoir, relativise toutefois l'enthousiasme ambiant en rappelant que « les partis d'extrême droite ouest-européens sympathisent avec Poutine seulement tant qu'ils sont dans l'opposition ».

Les résultats français, à l'origine d'un séisme politique dans le pays, n'auront en tout cas guère attristé les électeurs français installés en Russie. Dans le bureau de vote sis à l'ambassade de France à Moscou, la liste conduite par Jordan Bardella arrive en tête (24,94 % des 398 votants sur 2386 inscrits), comme lors des précédents scrutins. Le Rassemblement national est suivi par la liste « Frexit » de François Asselineau (18,83 %), celle de Marion Maréchal (13,23 %), et celle du militant antivaccin Florian Philippot (9,67 %). ■

BENOÎT VITKINE

Le lieutenant-colonel Mohamed Ismail, à l'hôpital Roi-Hussein, à Amman, le 21 mai. Il a dirigé l'hôpital de campagne de Khan Younés, à Gaza. NADIA BSEISO POUR « LE MONDE »

AMMAN - envoyée spéciale

Les ors de leurs missions de trois mois dans la bande de Gaza, les médecins militaires jordaniens Talal Al-Jalabneh, chirurgien, Mohamed Ismail, anesthésiste, et Moath Al-Qawaqenah, pédiatre, ont été les témoins des bombardements contre la population de Gaza dans la guerre menée depuis le 7 octobre 2023 par Israël, qui affirme vouloir éradiquer le Hamas. Ces hommes sont accoutumés à soigner des traumatismes sévères au centre médical Roi-Hussein, à Amman, un immense complexe hospitalier militaire réputé dans le royaume, où se présentent soldats et civils en cette matinée de mai. Et tous trois ont déjà servi en situation de conflit. *« Mais il n'y a pas de comparaison possible entre Gaza aujourd'hui et d'autres terrains de guerre, comme l'Irak ou l'Afghanistan. Ce qui se déroule à Gaza, nous ne l'avons vu nulle part ailleurs »,* estime le lieutenant-colonel Talal Al-Jalabneh, en montrant des photographies insoutenables de blessés, dans un bureau du centre médical. Ses confrères acquiescent.

Les médecins ont servi dans deux hôpitaux, tenus par l'armée jordanienne dans l'enclave palestinienne, dont un hôpital de campagne monté à Khan Younés, dans le sud, depuis le début de la guerre. Les structures médicales opèrent discrètement et ont reçu des dizaines de milliers de blessés ou malades depuis octobre 2023.

BOMBARDEMENTS INCESSANTS

Les praticiens ont troqué leur blouse pour l'uniforme à l'occasion de la rencontre avec *Le Monde*. Ils racontent la descente aux enfers de Gaza : ils ont vu des blessés polytraumatisés, des enfants souffrant de malnutrition aiguë, des familles décimées. *« Au début de notre mission [en décembre 2023], quand un enfant était pris en charge, je lui demandais : "C'est ton père, à côté de toi ?" J'ai arrêté de poser cette question : tant d'enfants me répondaient : "Mon père est mort" »,* rapporte le docteur Al-Jalabneh, avant d'ajouter : *« Si vous étiez à notre place, vous prieriez pour que cette guerre s'arrête au plus vite. »*

« Nous nous attendions à traiter beaucoup de patients, mais pas dans ces proportions », abonde le lieutenant-colonel Mohamed Ismail. Il a fallu parfois ajouter des lits au sol. Pendant que ces deux officiers servaient à Khan Younés, la ville était un *« point chaud »*, en raison de l'offensive israélienne au cours de l'hiver. Passé la première semaine sur place, les bombardements sont devenus incessants, *« tout autour »* d'eux. A deux repri-

ses, l'hôpital de campagne a été touché : en novembre 2023 – du personnel médical a été blessé, et évacué –, puis en janvier.

A la suite de la première guerre de Gaza, en 2008-2009, la Jordanie a ouvert un hôpital, en 2009, à Tel Al-Hawa, un quartier de la ville de Gaza. Il est toujours qualifié d'*« hôpital de campagne »*, mais c'est une structure en dur, installée dans un immeuble réhabilité.

Dès le début des années 2000, la Jordanie a dépêché des équipes médicales militaires en Cisjordanie. Des malades du cancer sont aussi évacués depuis longtemps de Gaza vers Amman. L'hôpital de Tel Al-Hawa a permis de maintenir des réseaux de contacts sur place, alors que les liens entre le royaume hachémite et le Hamas, au pouvoir dans l'enclave depuis 2007, sont distants : la direction politique du mouvement islamiste avait été expulsée de Jordanie en 1999. En 2019, dans un moment d'assouplissement, Ismail Haniyeh, chef du bureau politi-

« DES MEMBRES DE NOS ÉQUIPES ONT PARFOIS DONNÉ LEUR SANG, EN RAISON DES BESOINS URGENTS »

LIEUTENANT-COLONEL
MOHAMED ISMAÏL
anesthésiste

que du Hamas à Gaza, avait visité l'hôpital de Tel Al-Hawa, et remercié la Jordanie pour ses efforts.

En novembre 2023, quelques semaines après l'offensive sans précédent d'Israël sur Gaza après l'attaque sanglante du Hamas sur son sol, des militaires jordaniens sont dépêchés à Khan Younés, où ils installent des tables d'opération sous des tentes. Quelque cent cinquante médecins et infirmiers militaires, hommes et femmes, sont répartis entre cet hôpital de campagne et l'établissement de Tel Al-Hawa. Leur mission fait partie de l'engagement humanitaire d'Amman auprès des Gazaouis que les autorités du royaume cherchent à valoriser : l'opinion publique jordannienne bout de colère face à la *« guerre contre Gaza »*, comme la qualifient les médias arabes. Le pouvoir hachémite, signataire d'accords de paix avec Israël en 1994, et l'un des plus proches alliés arabes des pays occidentaux, redoute que cette animo-

sité ne finisse par se retourner contre lui. Le roi Abdallah II, comme le chef de la diplomatie, Ayman Safadi, ont condamné l'offensive à Gaza, mais la coopération entre les services de sécurité israéliens et jordaniens s'est maintenue.

« IL FAUT FAIRE DES CHOIX »

A Tel Al-Hawa, le capitaine Moath Al-Qawaqenah, dont la mission a pris fin en avril, a soigné des enfants dont les symptômes reflétaient la privation et des conditions de vie indécentes : déshydratation, gale et autres maladies de peau contagieuses. Alors responsable médical de l'hôpital, il se souvient de ce père est entré, portant dans ses bras ses trois enfants, inconscients, âgés de 3 à 6 ans : *« Il avait marché pendant deux heures, dans l'obscurité et le danger. Les enfants vomissaient, étaient pris de convulsions. Il nous a dit qu'il leur avait donné à manger des feuilles d'un arbre, car il n'avait aucune nourriture à leur offrir. Mais ces feuilles étaient toxiques. »* Les petits ont pu être sauvés.

A Gaza, depuis le début de la guerre, les équipes jordaniennes disposent de ressources que n'ont pas les autres hôpitaux ou cliniques humanitaires. Ils sont directement ravitaillés en médicaments et en nourriture par les largages aériens menés par les pilotes jordaniens, alors que les autres structures dépendent des convois humanitaires, au passage entravé par les restrictions des autorités is-

raéliennes. Les colis jordaniens sont attachés à des parachutes téléguidés par GPS, un système extrêmement coûteux. Leur acheminement, tout comme les rotations du personnel médical, fait l'objet d'une coordination avec Israël.

Sur la base militaire d'Al-Ghabawi, au nord-est d'Amman, d'où partent les avions vers Gaza, des paquets destinés aux deux hôpitaux contiennent des médicaments et du lait pour enfants. La Jordanie bénéficie de donations internationales. *« D'autres colis, ou des poches de sang, sont envoyés par camions »,* précise le docteur Ismail, qui a dirigé l'hôpital de campagne de Khan Younés pendant plus de trois mois, jusqu'à la mi-mars. *« Des membres de nos équipes ont parfois donné leur sang, en raison des besoins urgents. »* La structure médicale a été très tôt sous pression : *« Dès notre arrivée, en décembre, les hôpitaux du nord ne fonctionnaient plus. L'hôpital Nasser, voisin, débordé, nous transférait des blessés. »*

LES HÔPITAUX JORDANIENS À GAZA SONT RAVITAILLÉS EN MÉDICAMENTS ET EN NOURRITURE PAR DES LARGAGES AÉRIENS

Les opérations se font sous anesthésie, un luxe à Gaza. Mais il n'y a pas de miracle : *« Quand vingt blessés affluent pour une opération urgente, il faut faire des choix, en sachant que ceux qui attendent ne survivront peut-être pas »,* dit Talal Al-Jalabneh.

Ces médecins, qui ont servi à Gaza les années précédentes, s'accordent sur un point : la bande de terre est méconnaissable en raison du niveau de destruction. *« Il est impossible de s'en rendre compte par les images. Sur place, tu te dis : "Pourquoi cet endroit est-il détruit à ce point ?" C'est un choc »,* souligne M. Al-Qawaqenah. Militaires dans l'âme, les praticiens veillent à ne pas aller sur le terrain politique et à ne pas critiquer ouvertement l'armée israélienne. Une prudence mal récompensée : des convois terrestres partis d'Amman pour Gaza ont été attaqués par des colons en Cisjordanie, et de nouvelles restrictions imposées au point de passage entre Jordanie et Cisjordanie occupée, contrôlé par Israël, selon une source au fait du dossier. Depuis fin avril, aucun camion civil d'aide n'est parti de Jordanie.

Mais, derrière leurs mines impassibles et les formules en filigrane, la colère des médecins militaires transparait, lorsqu'ils décrivent leurs émotions, face aux *« innocents qui tentent de survivre »*, ou devant des enfants amputés des deux jambes ou des mains. *« Il faut que cette guerre finisse »,* ré-
pète Talal Al-Jalabneh. ■

LAURE STEPHAN

Un sommet en Jordanie pour récolter des fonds pour Gaza

La Jordanie organise, mardi 11 juin, une conférence internationale visant à récolter des fonds pour l'aide humanitaire destinée aux Palestiniens de la bande de Gaza, dévastée par huit mois de guerre. Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, qui a entamé une nouvelle tournée au Moyen-Orient, lundi 10 juin, afin de plaider pour un cessez-le-feu, doit assister à cette conférence, organisée conjointement par les Nations unies, la Jordanie et l'Egypte. Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, y était également attendu.



CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Gaza : l’ONU adopte un texte sur un cessez-le-feu en trois phases, porté par les Etats-Unis

Le plan doit recevoir l’approbation du Hamas ; les divisions politiques en Israël compliquent les efforts diplomatiques américains

NEW YORK (NATIONS UNIES) -
correspondante

Alors que l’administration Biden intensifie ses efforts diplomatiques pour conclure un cessez-le-feu entre Israël et le Hamas, et a dépêché son secrétaire d’Etat, Antony Blinken, pour sa huitième mission en Israël lundi 10 juin, Washington a tout fait ces derniers jours pour s’entourer de l’approbation de la communauté internationale. Lundi, ces efforts ont semble-t-il payé : le Conseil de sécurité de l’ONU a adopté une résolution coordonnée par les Etats-Unis et basée sur le plan présenté par Joe Biden le 31 mai, prévoyant une fin des hostilités en trois phases.

Le texte a emporté 14 votes favorables – la Russie s’est abstenue. La décision du Conseil a été favorablement accueillie dans la foulée par l’Autorité palestinienne et le Hamas, qui doit pourtant encore consentir formellement à ce plan auprès des négociateurs. Si le président américain répète à l’envi que ce plan a « déjà été accepté par Israël », et proposé au Hamas, le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, nie farouchement que ce texte mène à une fin explicite de la guerre, comme M. Biden l’indique, et répète vouloir poursuivre la guerre jusqu’à la destruction du Hamas.

Aussi le chef de la diplomatie américaine est-il venu défendre les conditions d’un cessez-le-feu auprès de M. Netanyahu et de son ministre de la défense, Yoav Gallant. Mais les divisions politiques israéliennes, amplifiées par la récente décision de Benny Gantz de quitter le gouvernement d’union nationale, pourraient compliquer les efforts diplomatiques de Washington. Après le vote, la représentante israélienne à l’ONU, Reut Shapir Ben Naftaly, a pour sa part répété que « la guerre s’arrêtera » quand les « objectifs » israéliens, notamment la libération des otages et la « destruction » du Hamas, seront « remplis ».

Retrait « total »

La résolution exhorte Israël et le Hamas « à mettre pleinement en œuvre ses termes, sans délai et sans conditions », et présente les grandes lignes opérationnelles d’un plan en trois phases, dont la première prévoit la libération d’un plus grand nombre d’otages et une pause temporaire dans les hostilités qui durera aussi longtemps qu’il faudra pour négocier la deuxième phase, visant à la libération de tous les otages, à un « retrait complet des forces israéliennes de Gaza » et à « une fin permanente des hostilités ». La troisième phase appelle à la reconstruction à Gaza.

C’est une « opportunité », a expliqué l’ambassadrice américaine

DÉPLORANT UNE ABSENCE DE « CLARTÉ QUANT À L’ACCORD OFFICIEL D’ISRAËL » SUR CE PLAN, LA RUSSIE MENAÇAIT DE METTRE SON VETO

Linda Thomas-Greenfield. « Israël a accepté un accord global qui est l’accord actuellement sur la table, presque identique aux propositions du Hamas. » Avant d’assurer qu’il avait été approuvé par des pays de la région, « notamment l’Algérie, l’Egypte, le Qatar, l’Arabie saoudite, la Jordanie et les Emirats arabes unis », ainsi que par le G7 et les 16 pays dont des citoyens sont détenus par le Hamas.

Si le style de la résolution 2735 contraste avec les décisions du Conseil censées poser le droit international, et que les détails précis du plan n’ont pas été présentés aux membres du Conseil, la majorité a tout de même voté en faveur pour ne pas entraver la dynamique de rapprochement et le soutien arabe aux annonces américaines, plus de huit mois après le début de la guerre engendrée par l’attaque meurtrière et les prises d’otages du Hamas, le 7 octobre 2023.

En raison de l’opacité sur les détails et déplorant une absence de « clarté quant à l’accord officiel d’Israël » sur ce plan, la Russie menaçait de mettre son veto depuis quelques jours. Elle s’est finalement abstenue, comprenant qu’elle se retrouverait isolée, puisque la Chine a pour habitude de suivre la volonté des pays arabes sur ce dossier. Depuis le 7 octobre 2023, de nombreux projets de résolution ont été rejetés par le Conseil de sécurité, soit par manque de voix, soit en raison de veto américains d’un côté, russes et chinois de l’autre.

« Le leadership palestinien accueille ce pas dans la bonne direction, a pour sa part déclaré l’ambassadeur palestinien Riyad Mansour, lundi. Maintenant, la balle est dans le camp d’Israël. Nous ne voulons plus voir les combats perdurer. » Le soulagement du représentant de l’Autorité palestinienne laisse entendre que la pression américaine s’exerce toujours sur Israël. Le texte s’oppose à « toute tentative de modification démographique ou territoriale de la bande de Gaza, y compris toute action qui réduirait » son territoire, et vise le retrait « total » des forces israéliennes, réaffirmant la solution à deux États, et contredisant les velléités israéliennes de maintenir sa présence à long terme lors de la reconstruction.

Lors de sa rencontre avec le premier ministre israélien, lundi, Antony Blinken a souligné que « la proposition sur la table ouvrirait la voie au calme le long de la frontière » avec le Liban et « à une intégration plus poussée » d’Israël « avec les pays de la région », a indiqué le département d’Etat. M. Blinken devait rencontrer, mardi, Benny Gantz, membre démissionnaire du cabinet de guerre israélien, puis le chef de l’opposition Yaïr Lapid, avant de se rendre en Jordanie et au Qatar. ■

CARRIE NOOTEN

SAO PAULO (BRÉSIL) - correspondant

Le changement n’a échappé à personne à Brasília : Luiz Inacio Lula da Silva a drastiquement diminué ses excursions à l’étranger. Depuis le début de l’année, le président brésilien n’a effectué que trois déplacements internationaux, pour l’essentiel en Amérique latine, contre six voyages sur trois continents pour la même période en 2023. Confronté à de fortes difficultés politiques à domicile, le leader de gauche s’est résigné à rester au Brésil pour tenter de raffermir son pouvoir ébranlé.

Officiellement, tout semble pourtant sourire au chef du Parti des travailleurs (PT), revenu aux responsabilités en janvier 2023. Le taux de chômage, tombé à 7,5 %, est au plus bas depuis dix ans. Le Brésil a enregistré au premier trimestre une croissance de 0,8 % de son produit intérieur brut, supérieure aux prévisions des économistes. La déforestation en Amazonie est en chute et le pays a retrouvé sa place sur la scène internationale. Il préside actuellement le G20.

Mais l’opinion publique allemande ne semble pas tenir compte de ces bons résultats. Selon un sondage publié par l’institut PoderData le 29 mai, une majorité de Brésiliens désapprouvent désormais l’action du gouvernement Lula (47 % d’opinion défavorable contre 45 % favorable) : une première depuis le début du mandat. Et 41 % des électeurs jugent la politique de l’exécutif « pire » que celle de l’ex-président d’extrême droite Jair Bolsonaro (2019-2023), contre seulement 38 % qui l’estiment « meilleure ».

« Il y a une certaine déconnexion entre l’opinion et les performances du gouvernement, à l’image des Etats-Unis, où Joe Biden, malgré de solides résultats en économie, n’est par pour autant très populaire », analyse Carlos Pereira, politiste à la Fondation Getulio Vargas. Un an et demi après son retour aux affaires, le président de gauche est toujours à la recherche d’une majorité solide.

« Lula a bâti une coalition “Frankenstein” formée par quatorze partis très hétérogènes et sans projet commun », poursuit M. Pereira. Celle-ci va des élus communistes jusqu’à la droite très conservatrice du Parti populaire (PP), la formation du président de la Chambre des députés, Arthur Lira, ancien allié de poids de M. Bolsonaro. « Pour les électeurs, il est très difficile de comprendre quelle est la ligne du pouvoir », conclut le chercheur.

Contraint et forcé, Lula a fait entrer en septembre 2023 deux ministres de droite dans son gouvernement, issus du PP et du parti Republicanos. Mais cela n’a pas suffi à lui garantir la large majorité tant

« Lula a bâti une coalition “Frankenstein”, formée par quatorze partis très hétérogènes et sans projet commun »
CARLOS PEREIRA
politiste

Des milliers de migrants africains expulsés par l’Algérie en détresse au Niger

Refoulés dans le désert, dans la région d’Agadez, des Sénégalais témoignent de leur calvaire

DAKAR - correspondance

Où est la rupture ? Où est le changement [promis par le nouveau président du Sénégal, Bassirou Diomaye Faye] ? », proteste Mouhamadou Makhtar Thiam, étudiant perdu dans l’enfer d’Assamaka, poste-frontière nigérien, à 15 kilomètres de l’Algérie et 4 000 kilomètres de Dakar. L’homme de 24 ans, joint au téléphone par Le Monde, a été jeté dans le désert, le 29 mars, par les forces de sécurité algériennes. Depuis, il multiplie les appels aux autorités sénégalaises pour être rapatrié.

« On est 150 migrants sénégalais coincés dans le désert, témoigne, à ses côtés, un compatriote. Il y a urgence, certains sont blessés. » Le centre de santé d’Assamaka, géré par Médecins sans frontières (MSF), est en effet débordé par l’afflux de migrants. Dans une vidéo transmise au Monde, un autre Sénégalais, Mohamed Diallo, montre les brûlures qui constellent ses bras et son torse. « Un lynchage », survenu à Tamanrasset, la dernière ville du Grand Sud algérien, assure Mouhamadou Makhtar Thiam. « Il est souffrant, on doit l’évacuer au plus vite », s’énervait-il, alors que l’Algérie multiplie les refoulements massifs.

En 2023, d’après MSF, plus de 22 250 migrants subsahariens

ont été expulsés à Assamaka. Selon les sources, Alger en a expulsé entre 7 000 et 9 000 autres depuis le début de l’année, provoquant un raidissement diplomatique avec le Niger.

En dépit de l’émoi suscité dans les médias sénégalais – une vidéo que Mouhamadou Makhtar Thiam avait envoyée à l’ONG sénégalaise Horizons sans frontières a été diffusée au journal télévisé de TFM, l’une des chaînes les plus regardées du Sénégal, début juin –, ni le président, Bassirou Diomaye Faye, ni son premier ministre, Ousmane Sonko, ni le secrétaire d’Etat chargé des Sénégalais de l’extérieur n’ont réagi publiquement. « On n’est pas dans l’émotionnel », s’agace une source proche de ce dernier.

Drames à répétition

Les expulsions, elles, se font sans compassion : des camions à bestiaux partis d’Algérie déversant des sans-papiers au « point zéro » de la frontière avec le Niger, forçant, en 2023, selon une source humanitaire, au moins 16 000 personnes à parcourir 15 kilomètres sous le soleil brûlant jusqu’à Assamaka. « Je pensais que mon cauchemar allait prendre fin, confie Mouhamadou Makhtar Thiam. Mais ça n’était que la suite de l’enfer que je vis depuis février. »

espérée. Au Congrès, les députés issus des deux formations concernées mêlent régulièrement leurs voix à celle de l’opposition. Ces dernières semaines, le président a été mis en minorité à plusieurs reprises et a collectionné les déroutes parlementaires.

Le 28 mai, les élus ont massivement révoqué un veto présidentiel et rétabli des restrictions portant sur les sorties temporaires pour les prisonniers ; avant, le lendemain, d’alléger les restrictions sur le port et la possession d’armes à feu, autorisant au passage l’installation de clubs de tir à moins d’un kilomètre des écoles. Le 5 juin, contre l’avis de l’exécutif, le Sénat a approuvé une taxe de 20 % sur les biens d’une valeur inférieure à 50 dollars (46,50 euros) achetés à l’étranger par Internet.

Un « amendement patriote »

Le Congrès va jusqu’à défendre l’héritage de l’extrême droite. Le 28 mai, les élus ont maintenu une norme adoptée sous Jair Bolsonaro en 2021, spécifiant que nul ne pouvait être condamné au Brésil pour diffusion de fake news. Par la suite, les parlementaires ont approuvé un « amendement patriote », porté par le député Eduardo Bolsonaro, fils de Jair Bolsonaro, interdisant à l’Etat de financer tout projet qui favoriserait l’« invasion ou occupation de propriétés rurales privées », ou qui inciterait les enfants et adolescents à changer de sexe ou « avoir des options sexuelles différentes de leur sexe biologique », et, de manière générale, toute action qui menacerait la « famille traditionnelle ».

Conscient du danger, Lula met désormais la pression sur ses mi-

nistres. Le 3 juin, le président a réuni les principaux responsables des relations entre l’exécutif et le législatif afin de définir une nouvelle feuille de route. « Rien de ce qui s’est passé au Congrès national n’a surpris les personnes chargées d’articuler la politique du gouvernement (...), nous n’avons pas été vaincus sur ce qui est essentiel », a tenté de relativiser, devant la presse, le ministre des relations institutionnelles, Alexandre Padilha, à l’issue de la rencontre.

En privé, M. Padilha est pourtant sévèrement critiqué par les piliers de la majorité, qui regrettent l’absence, au sein du palais présidentiel du Planalto, d’une figure « robuste » capable de tendre les relations avec le législatif. A défaut, Lula a décidé de se charger personnellement du dossier et annoncé son intention de rencontrer régulièrement les leaders du Congrès, dont Arthur Lira. Le 30 avril, 4,9 milliards de reais (850 millions d’euros) de subventions parlementaires ont été débloquées pour convaincre les élus récalcitrants : un record pour une seule journée.

Mais il n’est pas sûr que tout cela suffise pour renverser les rapports du pouvoir vis-à-vis du Congrès et de l’opinion. « Le Brésil demeure un pays extrêmement polarisé. Une partie de la société s’est radicalisée à l’extrême droite et ne se laissera pas convaincre par des arguments rationnels, estime la politiste Mayra Goulart, professeure à l’université fédérale de Rio de Janeiro. La gauche n’est pas armée pour répondre aux questions religieuses et morales qui traversent maintenant une bonne partie de la société. » ■

BRUNO MEYERFELD

« Il faut mettre en place une agence autonome chargée des migrations internationales pour avoir un réel accompagnement pour toutes ces personnes en détresse », dit Boubakar Sèye, président d’Horizons sans frontières. Sans le batage médiatique, les milliers de Sénégalais partis sur les routes de l’exode auraient été abandonnés à leur sort, veut croire cette infatigable vigie des migrations.

Alors qu’approche la Tabaski, l’équivalent ouest-africain de l’Aïd-el-Kébir, l’exécutif sénégalais observe avec prudence les appels à l’aide, par crainte d’éveiller une opinion choquée par les drames répétés de l’immigration clandestine et les arrivées massives de concitoyens sur les îles Canaries.

D’après les autorités espagnoles, la majorité des 32 000 migrants arrivés – un record – en 2023 étaient des Sénégalais. Selon nos informations, aucune autorité consulaire sénégalaise n’a rencontré Mohamed Diallo. Pour le faire soigner, ses proches ont fini par le faire évacuer à Agadez, à quelques centaines de kilomètres de « la prison à ciel ouvert d’Assamaka », selon l’expression de Mouhamadou Makhtar Thiam. ■

ABBAS ASAMAAN

Europe : une nouvelle diaspora russe bien intégrée

Pour la première fois, une enquête d’ampleur s’intéresse aux Russes poussés à l’exil par la guerre en Ukraine

Combien sont-ils, ces Russes qui ont quitté leur pays dans les jours ou les mois suivant l’invasion de l’Ukraine, en février 2022 ? 700 000 ? Un million ? L’estimation est hasardeuse, et certains ont fini par rentrer au pays, après la fuite initiale. Reste que l’apparition d’une nouvelle diaspora russe, après plusieurs vagues successives au XX^e siècle, est l’un des faits majeurs du conflit ukrainien, s’agissant du devenir de la Russie, mais aussi, dans une moindre mesure, de celui de l’Europe.

Pour la première fois, une enquête sociologique d’ampleur s’intéresse à cette autre Russie. Celle-ci a d’ailleurs le mérite de placer cette émigration dans le temps plus long, en comparant cette dernière vague à celles arrivées dans les années 2000, mais aussi après 2014, véritable début du conflit ukrainien.

Commandée par l’Institut français des relations internationales au Center for Analysis and Strategies in Europe, le nouveau think tank créé par des chercheurs russes en exil, l’étude est basée sur un sondage conduit par l’université de Nicosie. Trois mille deux cent trente-sept personnes installées en Allemagne, en France, en Pologne et à Chypre ont été sondées, en ligne et en face à face. L’étude, dévoilée mardi 11 juin, est signée par deux économistes, Vladislav Inozemtsev et Dmitri Nekrasov, associés à l’ancien député de la Douma Dmitri Goudkov, tous aujourd’hui en exil.

Les « *relokanty* » de l’après-2022 (littéralement les « *relocalisés* », le néologisme qui s’est imposé en Russie pour qualifier ces exilés) représentent 44 % du panel étudié (contre 35 % pour ceux partis entre 2014 et 2022). Sans surprise, ils sont majoritairement jeunes, masculins, éduqués et occupaient (ou occupent) des emplois qualifiés.

Les auteurs mettent en garde sur l’attention excessive accordée ces dernières années aux opposants pourchassés par le régime de Vladimir Poutine, qui ne représentent qu’une poignée – quatre à cinq mille personnes seulement, selon leurs estimations. La masse des nouveaux

Les nouveaux exilés sont majoritairement jeunes, masculins, éduqués, et occupaient (ou occupent) des emplois qualifiés

exilés est plutôt constituée d’individus qui ne courent pas un danger immédiat (hormis pour ceux fuyant la menace d’une mobilisation dans l’armée), mais dont la vie, ou les perspectives d’avenir, ont été rendues impossibles dans une Russie tout entière livrée à l’autoritarisme et à sa confrontation avec l’Occident.

Parmi les derniers arrivés, 65 % citent tout de même le « *conflit russo-ukrainien* » comme raison de leur départ de Russie, 44 % évoquant « *d’autres raisons politiques* », 33 % des motivations économiques et 8 % leur orientation sexuelle (plusieurs réponses étaient possibles.)

Revenus élevés

Sur l’ensemble du panel, 56 % des répondants disent « *soutenir davantage l’Ukraine* » dans la guerre lancée par le Kremlin, 11 % « *davantage la Russie* », et 17 % évoquent une « *situation complexe dans laquelle les deux parties sont à blâmer* ». Plus généralement, seulement 12 % des sondés disent « *approuver* » ou « *plutôt approuver* » les politiques du président Vladimir Poutine, quand 64 % les « *désapprouvent totalement* ».

L’opposition au régime est inversement proportionnelle à l’ancienneté du départ. Autrement dit, les représentants des vagues d’émigrations antérieures à 2013 (21 % de l’échantillon total) sont plus enclins à soutenir le Kremlin. Toutes les générations d’exilés se retrouvent en revanche pour rejeter le concept de « *responsabilité collective* » des Russes dans les actions de leur pays.

L’un des constats les plus frappants est que cette immigration récente s’inscrit probablement



Lors d’un hommage à l’opposant russe Alexei Navalny, le 22 février, place du Trocadéro, à Paris. HERVÉ CHATEL/HANS LUCAS

dans la durée. Seulement 11 % des sondés disent avoir l’intention de rentrer en Russie ; 37 % pourraient rentrer « *si la situation change* » ; et 34 % n’ont pas ce désir. Soixante-quinze pour cent ont d’ailleurs la volonté d’obtenir la nationalité du pays d’accueil, quand 20 % l’ont d’ores et déjà. L’adhésion aux valeurs démocratiques et libérales est aussi plébiscitée.

L’intégration est également économique. Soixante-dix-neuf pour cent des sondés tirent leurs revenus de l’activité qu’ils exercent dans leur pays d’accueil. Et pour 62 % des sondés, ces revenus sont supérieurs à 3 000 euros mensuels. Le secteur des technologies de l’information domine largement, en employant 28,1 % du panel (chiffre qui tombe à 10,9 % en France).

Cette intégration n’empêche pas le maintien d’un lien fort avec le pays d’origine : une grande partie des sondés continuent à s’engager dans la vie politique russe,

par le biais de discussions sur ces sujets avec leurs proches restés en Russie (44 %), par des publications sur les réseaux sociaux (23 %), en participant à des rassemblements et manifestations (21 %) ou en participant à des associations (7 %). Les auteurs évoquent ainsi une « *dualité* » dans les attitudes et les identités multiples des émigrés, qui, contrairement à ceux des vagues d’émigration du XX^e siècle, « *ne se sentent pas exclus de la Russie* ».

Particularité française

Parmi ceux qui évoquent un possible retour, les « *changements* » attendus sont avant tout d’ordre politique : changement de régime en Russie (20 %), reprise des relations entre la Russie et les pays européens (20 %), fin des opérations militaires en Ukraine (18 %), absence de menace de persécutions politiques (13 %), absence de menace d’enrôlement dans l’armée (11 %)...

Ceux installés en France sont les moins enclins à rester, sur les quatre pays étudiés. Dix-neuf pour cent excluent l’idée d’un retour en Russie, contre 38 % en Allemagne. Cette donnée rejoint une autre particularité française : les exilés russes y sont un peu moins éduqués et à l’aise que l’ensemble de l’échantillon, et surtout un peu moins politisés et attachés aux valeurs démocratiques.

Le soutien affiché à l’Ukraine est de 46 % parmi les Russes installés en France contre 59 % en Allemagne ou 64 % à Chypre. Ces nuances se retrouvent également s’agissant de « *l’approbation des politiques de Vladimir Poutine* », légèrement plus élevée en France (18 %, contre 51 % de « *désapprobation complète* »).

Cette enquête sociologique inédite sert de point de départ aux auteurs pour plaider en faveur d’une ouverture plus grande des pays européens à ces exilés, dont

la plupart résident actuellement hors de l’Union européenne, et qui font face à de nombreux obstacles, administratifs en particulier. « *Les “relokanty” pourraient être utilisés à la fois comme une ressource économique et sociale importante pour les pays européens*, écrivent-ils en conclusion, *mais aussi comme un instrument efficace pour affaiblir une Russie agressive.* »

En clair, la nouvelle diaspora russe, jeune, éduquée, professionnellement intégrée et qui partage les valeurs démocratiques des sociétés européennes ne présente pas un danger pour celles-ci. Son accueil plus massif constituerait au contraire une arme « *aux effets comparables à ceux des sanctions prises contre Moscou* » – politiquement mais surtout économiquement, à l’heure où le Kremlin lui-même reconnaît un déficit de main-d’œuvre qualifiée. ■

BOËNÔT VITKINE

En Ukraine, démission d’un responsable de la reconstruction

Un haut responsable alerte l’opinion, alors qu’une conférence internationale sur le redressement à long terme du pays se tient à Berlin

KIEV - correspondant

L’annonce de la démission du chef de l’agence nationale chargée de la reconstruction du pays a provoqué une vive émotion au sein de la société civile réformatrice du pays. Dans une lettre publiée sur sa page Facebook, lundi 10 juin, Mustafa Nayyem accuse le gouvernement ukrainien de saper son travail au sein de l’institution chargée de coordonner les travaux de réparation des infrastructures détruites et endommagées par la guerre.

L’annonce de sa démission ne pouvait tomber plus mal pour Kiev, alors qu’une dizaine d’Etats alliés du pays, des chefs d’entreprise et des organisations internationales se retrouvent mardi et mercredi pour une conférence organisée à Berlin visant à lancer des projets pour financer le redressement à long terme de l’Ukraine. Une conférence qui intervient à la veille du sommet du G7, organisé de jeudi à samedi en Italie, au cours duquel devraient être annoncées de nouvelles aides à Kiev.

La conférence se déroule à un moment crucial pour Kiev alors que les autorités du pays déplorent la perte d’environ 50 % des capacités de production d’énergie du pays. Les centrales thermiques et les réseaux de distribution sont en effet la cible de frappes russes systématiques. « *Face à la terreur aérienne de la Russie, les solutions urgentes pour le secteur de l’énergie seront notre priorité* », a affirmé le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, lundi soir, à la veille du sommet auquel il devait participer avec d’autres membres de son gouvernement.

« Obstacles artificiels »

Outre la date du départ, ce sont les propos tenus par Mustafa Nayyem dans sa lettre publiée lundi qui ont choqué en Ukraine. Nommé à ce poste crucial et délicat en janvier 2023, l’homme déplore en effet une « *opposition constante* » au travail de l’agence. Sa démission semble avoir été motivée par la décision du premier ministre, Denys Chmyhal, que M. Nayyem ne participerait pas à la conférence de Berlin. Les

raisons de son départ n’ont pas été commentées par des membres du gouvernement, mais des sources étatiques anonymes ont affirmé à plusieurs médias que l’annulation de sa participation à la conférence était due à une erreur d’agenda et que sa présence était nécessaire à Kiev mercredi.

Mustafa Nayyem avait été nommé à ce poste par l’ancien ministre des infrastructures du pays Oleksandr Kubrakov. Naguère proche de Volodymyr Zelensky, ce dernier a été brutalement limogé le 9 mai en raison de ce que les experts et journalistes présentent comme des affaires de rivalités politiques. Oleksandr Kubrakov disposait d’une excellente réputation auprès des interlocuteurs occidentaux de l’Ukraine et de la société civile du pays. Lui et Mustafa Nayyem travaillaient en étroite collaboration.

L’absence de représentants officiels chargés de la reconstruction du pays à la veille d’un tel sommet fait craindre que l’image du pays, déjà marquée par de récents scandales de corruption, en sorte encore plus affectée. Pour Martyna

Mustafa Nayyem affirme, dans une lettre publiée lundi, que son agence a subi une « opposition constante »

Boguslavets, directrice de l’organisation anticorruption Mezha, l’absence de tels responsables pourrait donner l’impression aux partenaires occidentaux que la reconstruction ne représente pas un « *problème urgent pour l’Ukraine* ». Cela pourrait aussi, affirme-t-elle dans une chronique publiée sur le site du média *Ukrainska Pravda*, déclencher une « *diminution des financements* » du pays, totalement dépendant de l’aide internationale, et « *miner la confiance* » des partenaires occidentaux.

Le contenu de la lettre de Mustafa Nayyem, dont la démission doit encore être approuvée,

est encore plus embarrassant pour le pouvoir. Il dresse un tableau très critique, sans toutefois attaquer directement le président. Il explique que l’agence a commencé à faire face à une « *opposition constante, à une résistance et à la création d’obstacles artificiels* » dans son travail à partir de novembre 2023.

S’il dit reconnaître l’enjeu des dépenses militaires pour l’effort de guerre de l’armée ukrainienne, il affirme que l’annulation de certains fonds pour la reconstruction affectera « *inévitablement l’état des routes de défense et, par conséquent, toute la logistique militaire* ».

Mustafa Nayyem déplore en outre que le gouvernement n’ait pas approuvé « *le versement de près de 150 millions d’euros empruntés par l’Etat à la BEI* [Banque européenne d’investissement] *pour des projets essentiels* », notamment l’approvisionnement en eau et la protection de l’énergie, depuis trois mois. Par ailleurs, il affirme que la majorité des salaires des employés ont été réduits, parfois jusqu’à « *68 %* ».

Cela a entraîné une perte de « *25 %* » des effectifs de l’agence.

Mustafa Nayyem se félicite malgré tout de plusieurs succès. Notamment le lancement de travaux sur « *353* » sites de reconstruction à travers le pays, le rétablissement de 1300 kilomètres de routes et la circulation sur 330 ponts dans les territoires précédemment occupés par l’armée russe, ainsi que la construction de canalisations dans la région de Dnipropetrovsk pour fournir de l’eau potable à 1,5 million de personnes privées d’eau après la destruction du barrage hydroélectrique de Kakhovka, un an plus tôt.

Les propos tenus dans la lettre et la démission de Mustafa Nayyem sont d’autant plus sensibles que l’homme bénéficie d’une réputation d’irréprochabilité auprès de la société civile du pays et des partenaires occidentaux. Connu pour son éthique, il avait encore prouvé ses valeurs en novembre lorsqu’il avait dénoncé les tentatives de la corrompre par le député ukrainien du parti présidentiel Serviteur du peuple Andriï Odarchenko. ■

THOMAS D’ISTRIA

Formation des profs : crispations et incertitude

Le ministère de l'éducation a maintenu la présentation du décret de la réforme décriée, malgré la dissolution de l'Assemblée

Rarement l'élaboration d'une réforme à l'éducation nationale aura été soumise à autant de soubresauts. Depuis la première présentation aux syndicats du projet de révision des concours et de la formation initiale des enseignants, début novembre 2023, trois ministres se sont succédé Rue de Grenelle. C'est finalement mardi 11 juin que le décret entérinant cette transformation d'ampleur devait être présenté au comité social d'administration du ministère, malgré l'absence de la ministre, Nicole Belloubet, tenue par la période de réserve électorale liée à la dissolution de l'Assemblée nationale, décidée dimanche 9 juin par Emmanuel Macron.

Cinq ans après la dernière réforme, le texte, qui relève du domaine réglementaire et pourrait donc être mis en œuvre par le gouvernement en dépit de la suspension des travaux parlementaires, déplace notamment dès l'année scolaire 2024-2025 les concours à la fin de la troisième année de licence, et non plus à l'issue d'un bac + 5 comme actuellement. Il prévoit ensuite une formation spécifique en master nécessaire à la titularisation.

Toutes les organisations, exception faite du SE-UNSA, avaient demandé un retrait du décret de l'ordre du jour du comité social d'administration de mardi, dénonçant une élaboration « bancal » et « non concertée » de la réforme, dont la mouture soumise au vote fait la quasi-unanimité contre elle. Pour marquer leur désapprobation, quatre d'entre elles (la FSU, FO, la CGT et le Snalc) ont finalement décidé de boycotter le comité social d'administration, ce qui devait obliger le ministère à le reporter à une date ultérieure.

« Nous n'avons eu aucun échange avec le ministère entre

novembre et mai, des groupes de travail se tiennent au pas de course depuis quelques semaines, nous n'avons toujours aucune vision d'ensemble de la réforme et nous devons désormais en parler sans savoir si les responsables qui la portent seront encore là dans trois semaines... Ce n'est pas tolérable pour une politique d'une telle importance », tance Sophie Vénétitay, secrétaire générale du SNES-FSU, premier syndicat du secondaire.

Le statut des lauréats du concours en master 1, la « ligne rouge » Les représentants de la profession s'expriment d'une même voix pour qualifier le projet ministériel d'inacceptable sur ce point. Après avoir réussi les concours à la fin de leur bac + 3, les lauréats seraient admis dans un master « professionnalisant », selon le ministère, et rémunéré, mais ils ne bénéficieraient pas du statut de fonctionnaire stagiaire avant la deuxième année. En master 1, ils ne seraient ainsi pas rémunérés à l'indice minimum (1400 euros net par mois) comme annoncé initialement, mais percevraient une « gratification » mensuelle de 900 euros net, et n'auraient pas les droits sociaux découlant du statut de la fonction publique.

Le ministère fait valoir que les jeunes recrues bénéficieraient d'un « soutien financier alors même qu'elles ne seraient pas en responsabilité en classe au cours de cette année d'étude » et que cette gratification serait « cumulée avec une bourse de l'enseignement supérieur ». Un tel « statut hybride » n'est cependant pas justifiable pour les syndicats. « Quand on réussit un concours de la fonction publique, on est recruté et on a le statut qui va avec. Les enseignants sont le plus gros contingent de fonctionnaires du pays, il

est totalement anormal de prévoir une telle dérogation pour eux », dénonce Jean-Rémi Girard, du Snalc. Plusieurs syndicats envisagent de saisir le Conseil d'Etat pour contester cette disposition.

Un engagement de quatre ans au service de l'Etat, la disposition inattendue Non évoqué par le président de la République lorsqu'il a entériné la réforme le 5 avril, l'engagement des lauréats du concours à servir au sein de la fonction publique a été annoncé aux syndicats début mai. D'abord pour une durée de cinq ans, l'obligation a été ramenée à quatre ans après la sortie de la formation. En cas de manquement, les jeunes enseignants devraient « verser au Trésor une somme », dont les modalités de calcul sont à préciser.

Pour le ministère, il s'agit d'une « pratique habituelle dans la fonction publique dès lors que l'employeur finance tout ou partie de la formation ». Mais, là encore, il s'agit d'une ligne rouge pour tous les syndicats, incompatible pour eux avec l'absence de statut en master 1 et la mutation obligatoire. « Demander à de jeunes enseignants qui craqueraient de rembourser de l'argent à l'Etat est une aberration », dénonce Clément Pouillet, de la FNEC-FP-FO. La moitié des démissions d'enseignants ont aujourd'hui lieu dans les six

premières années de la carrière. « L'affectation subie, couplée à un engagement de quatre ans, ferait peser d'importants risques psychosociaux sur les collègues », souligne aussi Cécile Suel, du SE-UNSA.

L'inconnue des candidats titulaires d'un master ou en reconversion Le décret n'impose pas les deux ans de formation aux candidats qui seraient déjà titulaires d'un master, ou qui auraient déjà cinq ans d'expérience professionnelle. Ces lauréats intégreraient directement le master 2, rémunéré 1800 euros net, et durant lequel les enseignants stagiaires devraient effectuer un mi-temps en classe. Ils seraient donc dans la situation qui est celle des admis au concours actuel. « Pour eux, la réforme n'aurait aucun effet : ils seraient envoyés, comme aujourd'hui, dans des classes sans formation préalable », déplore Guislaine David, du SNUipp-FSU. Une « dérogation » est cependant possible pour effectuer les deux années.

L'enjeu n'est pas anecdotique : les admis au concours qui avaient déjà une activité professionnelle antérieure constituent entre 30 % et 40 % des lauréats aux concours des premier et second degrés chaque année, et même 60 % en lycée professionnel. Le cas des personnes en reconversion qui ne

Le texte déplace les concours à la fin de la troisième année de licence, et non plus à l'issue d'un bac + 5

sont titulaires que d'une licence pose également question si elles doivent effectuer deux ans de master, dont un rémunéré 900 euros net par mois. Dans un rapport d'information sénatorial, présenté jeudi 6 juin, les sénateurs Max Brisson (Les Républicains, Pyrénées-Atlantiques) et Annick Billon (Union centriste, Vendée) ont également alerté sur « un risque de décrochage salarial important par rapport au salaire perçu dans leur précédente carrière », qui constituerait un frein aux candidatures.

Pour l'enseignement supérieur, un calendrier « intenable » Pour que les premiers concours à bac + 3 se tiennent en 2025, les universités sont censées créer, dès septembre, des « modules de préparation ». Elles doivent aussi bâtir les cursus des futures « licences préparant au

professorat des écoles » pour les voter en novembre afin que ces formations figurent, en décembre, sur Parcoursup. Un calendrier qu'une large intersyndicale de l'enseignement supérieur, qui appelait à la mobilisation mardi 11 juin, juge « irresponsable » et « intenable » compte tenu de l'absence de texte officiel et du fonctionnement des instances universitaires dans l'élaboration des contenus des formations.

Fin mai, la ministre de l'enseignement supérieur, Sylvie Retailleau, a assuré au Monde « regarder comment minimiser les changements pour les universités et donner rapidement des billes » aux futurs candidats.

« Le calendrier semble immuable donc on fait même si c'est mal fait et, à l'arrivée, on va de nouveau consciencieusement rater une réforme de la formation », fustige Catherine Nave-Bekhti, de la CFDT-Education formation recherche publiques. La FSU, la FNEC-FP-FO, la CFDT, la CGT Educ'action et le Snalc, ainsi que tous les syndicats de l'enseignement supérieur et plusieurs présidents d'université, réclament un report. Une revendication que l'incertitude quant à l'avenir de la majorité à l'Assemblée nationale, et donc de cette réforme, n'a fait que renforcer. ■

ÉLÉA POMMIERS



La ministre de l'éducation nationale, Nicole Belloubet, à l'Assemblée nationale, à Paris, le 7 mai. LUDOVIC MARIN/AFP.

Inquiétudes sur le risque d'une baisse du niveau des futurs recrutés

La réforme annoncée ranime le débat sur l'articulation des connaissances disciplinaires et des compétences professionnelles

La dissolution de l'Assemblée nationale n'a pas interrompu le travail du ministère de l'éducation sur la réforme des concours et de la formation initiale des enseignants, qui ne nécessite pas de changer la loi. Cette réforme alimente chez les responsables universitaires et parmi les professeurs du second degré, une vive angoisse quant au niveau des futurs recrutés.

Les changements, promis en avril par le gouvernement pour une entrée en vigueur dès l'année scolaire 2024-2025, « annonce[nt] un effondrement des connaissances disciplinaires des futurs professeurs », se sont alarmés des sociétés savantes, associations de professeurs du second degré, ou membres du Conseil national des universités, dans une tribune publiée dans *Le Monde*, le 4 juin. Ils dénonçaient un « choix aberrant » de l'exécutif, qui « met en péril la qualité de l'apprentissage des futurs élèves ».

Le premier syndicat des enseignants de collège et lycée, le SNES-

FSU, partage cette crainte d'un « recrutement au rabais », qui se fonde sur la disposition phare de la réforme : le déplacement des concours, aujourd'hui passés à l'issue d'un master à bac + 5, durant la troisième année de licence. Les lauréats seraient ensuite formés pendant deux ans, dans un master spécifique et « professionnalisant ».

Pour les enseignants de collège et de lycée, cette décision, destinée à améliorer l'attractivité du concours, reviendrait à organiser le capes plus tôt qu'il ne l'a jamais été depuis sa création, en 1950. Avant la première « mastérisation » du concours, en 2010, le capes était accessible après une licence 3 (L3) validée, à laquelle s'ajoutait un an de préparation des épreuves. « Avec la réforme, les étudiants passeraient le concours avant même la fin de la licence, soit cinq semestres après le bac, et leur troisième année d'études risquerait d'être largement consacrée à la préparation des épreuves », s'inquiète Philippe Prudent,

de l'association des professeurs d'histoire-géographie (APHG). « Cette proposition fait fi du niveau scientifique des étudiants de L3 », fustige une lettre ouverte, signée par plus de 1500 responsables universitaires, qui estiment nécessaire de détenir un socle disciplinaire de niveau master pour passer le concours.

Vision d'ensemble

Ce repositionnement du concours ranime, pour les enseignants du secondaire, un débat ancien et politique quant à l'articulation des connaissances disciplinaires et des compétences professionnelles dans la formation. Un débat fondateur pour le capes, rappelle l'historien Claude Lelièvre. Le premier concours, en 1950, était composé de deux parties, et les épreuves théoriques « à caractère très étroitement professionnel » n'intervenaient qu'après une épreuve pratique, adossée à un stage. Constaté, il est réformé dès 1952 pour reposer avant tout sur des épreuves théoriques à caractère scienti-

Ce nouveau positionnement du concours relance, pour les enseignants du secondaire, un débat ancien et politique

fique. « Le capes est devenu une petite agrégation, sur un modèle très disciplinaire désormais intériorisé : cette excellence dans une discipline est au cœur de l'identité professionnelle », souligne l'historien.

De l'avis de ceux qui font face aux élèves de collège et lycée, un important bagage disciplinaire est fondamental dans l'exercice du métier. La maîtrise des connaissances et des méthodes à un niveau élevé est, pour eux, la garantie de disposer d'une vision d'ensemble sur leur discipline, de savoir s'adapter à tous les ni-

veaux, de pouvoir rendre accessible aux plus jeunes sans simplifier ni caricaturer, approfondir avec les plus âgés, suivre tous les changements de programmes.

Double fonction du capes

Des voix tempèrent cependant les inquiétudes en rappelant que modifier le positionnement du concours revient aussi à changer son rôle. Le capes est investi depuis sa création de la double fonction de recruter les enseignants et de sanctionner le niveau académique requis. Mais « les deux logiques ne se confondent pas nécessairement », souligne l'ancien recteur Alain Boissinot. Nous pouvons faire reposer le recrutement sur un concours en L3 selon des exigences à définir, et considérer que le master 2 garantit ensuite le niveau nécessaire pour enseigner. Tout dépend de la formation proposée. »

En dehors du SNES-FSU, les syndicats du secondaire ne s'opposent d'ailleurs pas à un concours plus précoce tant que l'exigence d'un master perdure. C'est bien le

cas dans la réforme mais, à ce stade, le contenu de la formation reste inconnu. Tous les acteurs estiment qu'il n'existe pas de garanties quant au renforcement disciplinaire pendant ces deux ans post-concours, alimentant les inquiétudes sur la baisse du niveau.

« L'enjeu de fond, qui mérite un débat démocratique, est de savoir ce que nous considérons être de bons enseignants et donc comment nous les formons, en articulant le disciplinaire et le didactique, résume Frank Burbage, président du jury de l'agrégation externe de philosophie. On bute sur ce problème depuis des décennies et on hésite sur la réponse, la succession de réformes en témoigne. » Chacun se retrouve en revanche sur un point : les délais d'élaboration et de mise en œuvre, contraintes, et couplés désormais à un contexte politique instable, n'offrent pas les conditions pour faire émerger la solution à une équation que les réformes précédentes n'ont pas résolu en trente ans. ■

É. P.

En Limousin, une mégaferme bovine suscite l'émoi

Le projet de la société T’Rhéa d’ouvrir un centre d’engraissement de 3100 bovins est source de vives inquiétudes

PEYRILHAC (HAUTE-VIENNE) -
envoyée spéciale

A 50 mètres de l'exploitation d'Emmanuel Thomas, un panneau de signalisation indique aux bétailières la direction à suivre pour trouver l'entrée du centre d'allotement – ces sites où les animaux d'élevage sont regroupés et triés. Outre son troupeau de 80 vaches limousines, l'agriculteur de 61 ans gère un centre d'import-export par lequel peuvent transiter jusqu'à 700 bovins avant de partir pour l'étranger : dix bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques, 605 hectares de terrain répartis sur les communes voisines de Peyrilhac et Nieul, à 20 kilomètres au nord de Limoges, en Haute-Vienne. De quoi inciter T’Rhéa, filiale du groupe de négoce de viande Carnivor, à se positionner pour reprendre la SAS Terres de Chavaignac à son propriétaire, sur le point de partir à la retraite.

L'agro-industriel a déposé en août 2023 une demande d'autorisation environnementale en préfecture pour transformer le site en atelier d'engraissement destiné à accueillir 3100 ruminants. « 2500 en bâtiments et 600 en pâturages », détaille Pascal Novak, chargé de mission développement des territoires chez T’Rhéa, ce qui le classerait parmi les plus grandes unités de ce type en France, rivalisant en taille avec les grands centres d'engraissement espagnols ou italiens.

Signe de l'émotion provoquée dans la région, l'enquête publique organisée du 11 mars au 12 avril a recueilli pas moins de 12 000 contributions de particuliers, associations, syndicats ou collectivités. L'ampleur de la mobilisation a surpris jusqu'au commissaire-enquêteur, qui a été contraint de solliciter un délai supplémentaire pour examiner l'ensemble des dépôts. Le préfet de la Haute-Vienne, François Pesneau, lui a donné jusqu'au mercredi 12 juin pour rendre son rapport.

Les avis sont partagés

En attendant, face à ce qu'ils considèrent comme une « mégaferme » inspirée des fermes-usines américaines, les opposants font bloc. Premiers concernés, les riverains installés dans un rayon de 100 à 500 mètres autour de l'exploitation s'inquiètent de possibles nuisances liées à l'épandage du fumier et à son transport vers un méthaniseur situé à Saint-Laurent-sur-Gorre, à une trentaine de kilomètres de là, pour lequel aucun projet n'a encore été déposé.

A ces inquiétudes viennent se greffer celles des associations de protection de la nature. Michel Galliot, le président de France Nature Environnement Limou-

sin, qui en fédère une quarantaine implantée sur le territoire, souligne les carences de l'étude d'impact présentée par le porteur de projet. Idem pour l'association Les Amis de la Terre, qui met en doute la capacité du futur centre à être autonome en eau. « L'évaluation des besoins est fantaisiste : la consommation journalière par bête risque fort d'être très supérieure aux prévisions », écrit-elle dans sa contribution à l'enquête publique.

L'entrée dans le débat de l'association de défense des animaux L214 « a fait bondir le nombre de contributions », explique Isabelle Marais, adhérente du Parti animaliste et coadministratrice du groupe Facebook « Tous contre l'engraissement intensif à Peyrilhac ». « Le projet de T’Rhéa est une insulte au bien-être animal : la majorité des animaux n'aura aucun accès à l'extérieur. Il faut bannir ce système concentrationnaire », s'insurge-t-elle.

Pour toutes ces raisons, les opposants se demandent pourquoi le préfet de la Haute-Vienne n'a pas saisi la Mission régionale d'autorité environnementale de Nouvelle-Aquitaine, qui aurait fourni un avis indépendant sur le sujet. Sollicitée, la préfecture n'a pas répondu à nos questions. En 2023, la mission a fait l'objet de 17 saisines, « dont une majorité émanant de la préfecture », si l'on en croit sa présidente, Annick Bonneville.

Dans le monde agricole, les avis sont partagés. Chez les agriculteurs partisans d'un modèle d'agriculture intensive, la jeune génération accueille plutôt favorablement le projet de T’Rhéa, qui « correspond à une évolution logique de la société », estime Antony Feissat, l'ancien président des Jeunes agriculteurs (JA) de la Haute-Vienne. « Les Français veulent garder une agriculture qui n'existe plus. A l'heure où l'on parle de souveraineté alimentaire, ce projet permettra de capter de la plus-value économique en gardant les animaux sur place au lieu de les envoyer en Italie ou ailleurs. »

« L'activité va générer de l'emploi, certes salarié, mais de l'emploi quand même, relève Jonathan Barrat, un ancien agriculteur de 38 ans de Peyrilhac reconverti dans le transport d'animaux. Ce sera aussi une façon de maintenir un niveau de travail suffisant pour le personnel

des abattoirs, à commencer par celui de Limoges. »

La génération intermédiaire, celle des quadras et des quinquas, est plus fataliste. « Est-ce qu'on a le choix de refuser un tel projet ? s'interroge Pascal Germond, élu à la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) de Haute-Vienne. A part un groupe, personne n'a les épaules assez larges pour racheter une exploitation de la taille de celle d'Emmanuel Thomas. Même en divisant les hectares, on n'aurait pas non plus les bras en face pour reprendre. »

Construction d'une alternative

A l'autre bout du spectre du syndicalisme agricole, le discours est tout autre. Vincent Laroche, le porte-parole de l'association Terres de liens Limousin, redoute que l'agro-industrie, à travers l'exemple de T’Rhéa, ne prenne le contrôle de la terre. « Après nous avoir essorés avec des prix bas

« Le projet est une insulte au bien-être animal : la majorité des animaux n'aura aucun accès à l'extérieur »

ISABELLE MARAIS
adhérente du Parti animaliste

pendant des décennies, les agro-industriels veulent posséder le foncier. Si on laisse faire, l'agro-industrie finira par évincer les paysans du monde agricole », s'agace-t-il, avant de plaider pour la construction d'une alternative au projet de T’Rhéa.

« Lors de la réunion d'information organisée en mars, Emmanuel Thomas, le propriétaire de la ferme, s'est plaint de ne pas trouver de repreneur. Mais il n'a

pas fait de publicité autour du foncier disponible. Sinon, des paysans se seraient manifestés pour se partager les 85 hectares qu'il possède et les 525 qu'il loue à des propriétaires. » Emmanuel Thomas n'a pas souhaité répondre à nos questions.

La Société d'aménagement foncier et d'établissement rural de la Haute-Vienne aura-t-elle un droit de regard sur le transfert des terres ? Pas si le vendeur est appelé à devenir actionnaire de la nouvelle société, comme le prévoit la loi Sempastous sur les cessions de parts sociales adoptée en 2021. Une subtilité juridique qui pourrait profiter à T’Rhéa : Pascal Novak, qui plaide pour la mise en place d'une structure à l'intérieur de laquelle les salariés sont aussi des associés, confirme que « M. Thomas va continuer à exercer son activité comme salarié sur le centre d'engraissement pour transmettre son savoir-faire ». ■

ANNE-FLEUR BOST

LE CONTEXTE

Les ateliers d'engraissement, peu présents en France

En France, les ateliers spécialisés dans l'engraissement de bétail, tel que celui projeté par T’Rhéa en Haute-Vienne, sont peu nombreux. Ceux d'une taille significative (plus de 20 places) étaient 905 en 2023, avec 188 bovins en moyenne par exploitation. L'Espagne et l'Italie, pays vers lesquels la France a exporté en 2023 un peu moins d'un million d'animaux destinés à l'engraissement, comptent beaucoup plus de grandes structures. Trois cent quarante-cinq ateliers comptent plus de 500 bovins à l'engraissement en Italie, avec une moyenne à près de 1 000 têtes. En Espagne, 1 400 fermes ont plus de 1 000 places. Aux Etats-Unis, les *feedlots* comptent des dizaines de milliers de places.



ON PEUT FAIRE BASSE CONSOMMATION ET HAUT NIVEAU DE CONFORT À TOUS LES ÉTAGES



La rénovation énergétique est le chantier du XXI^e siècle. En Europe, 85% des bâtiments existants doivent ainsi être modernisés⁽¹⁾. Chez Saint-Gobain, la rénovation énergétique est au cœur de notre savoir-faire. Chaque jour, nous imaginons des solutions innovantes⁽²⁾ pour les professionnels et les particuliers avec des matériaux plus légers et à faible impact carbone, des isolants à haut rendement énergétique, des vitrages de haute technologie pour réduire l'empreinte environnementale des immeubles collectifs et des maisons individuelles et améliorer le bien-être et la santé des habitants. Concevoir des solutions pour des bâtiments plus confortables, plus économes en énergie et en ressources, c'est le défi que nous nous engageons à relever pour une construction toujours plus durable.

SAINT-GOBAIN.COM

(1) Commission Européenne 2020 : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52020DC0662>.
(2) Retrouvez toutes les informations concernant notre engagement pour une construction responsable : <https://www.saint-gobain.com/sites/saint-gobain.com/files/media/document/2021-06/net%20zero%20carbon%20roadmap.pdf>.

RCS Nanterre B 542 039 532, groupe Saint-Gobain, société anonyme, siège social : Tour Saint-Gobain - 12, place de l'Iris, 92096 La Défense Cedex - France. Capital social : 2 025 752 048 €.

SANTÉ Pollution de l'air : près de 135 millions de morts prématurées

La pollution atmosphérique, provenant des émissions humaines ou d'autres sources, comme les feux de forêt, serait à l'origine de 135 millions de décès prématurés dans le monde entre 1980 et 2020, selon une étude de l'université technologique Nanyang de Singapour, publiée lundi 10 juin dans *Environment International*. Ce total représente des personnes mortes plus jeunes que l'espérance de vie habituelle, de maladies cardiaques, pulmonaires, de cancers ou encore d'AVC. Plus de 98 millions d'entre elles sont originaires d'Asie, principalement de Chine et d'Inde.

INTEMPÉRIES Mousson meurtrière au Vietnam

Des inondations et des glissements de terrain ont entraîné la mort de trois personnes dans le nord du Vietnam et contraint à évacuer près de 400 touristes. Les médias d'Etat ont diffusé, lundi, des images montrant des torrents d'eau submergeant les routes de la province montagneuse de Ha Giang. Surpris, des habitants ont dû se réfugier sur le toit de leur maison. Après plusieurs jours de pluie ininterrompue, la rivière Lo, à la frontière avec la Chine, est sortie de son lit, provoquant des éboulements, selon un communiqué des autorités provinciales.

L'entretien des réseaux fait flamber le gaz

Le prix de vente de l'énergie augmentera de 11,7 % en moyenne à compter du 1^{er} juillet par rapport à juin

Une fois de plus, la hausse à venir sur la facture de gaz des ménages français promet d'alimenter le débat politique : ladite hausse s'intercalera entre les deux tours des élections législatives anticipées, prévus les 30 juin et 7 juillet.

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) en a fait l'annonce, lundi 10 juin au matin, juste au lendemain des élections européennes : son prix repère de vente du gaz augmentera sensiblement (+ 11,7 % en moyenne) à compter du 1^{er} juillet, toutes taxes comprises, par rapport au mois précédent. Selon ce calcul, la facture annuelle s'élèvera alors à 1184 euros « pour un consommateur moyen », précise le régulateur. Soit bien plus qu'en juin, donc, mais... moins qu'en janvier (- 3,5 %), relativise-t-il.

C'est toujours autour de la même période, mois après mois, que l'autorité administrative indépendante communique son prix repère. Ce « n'est pas une offre de fourniture en soi », rappelle-t-elle. Cette valeur, publiée « uniquement à titre indicatif », doit plutôt permettre de s'y retrouver dans la jungle tarifaire. Mais elle ne garantit aucune protection contractuelle aux usagers – à la différence du tarif réglementé de vente du gaz, qui a disparu à l'été 2023, jugé contraire au droit européen de la concurrence.

Maintenance et exploitation

L'évolution du prix repère a beau être indicative, elle a tout de même un effet direct. Dans le marché libéralisé, les fournisseurs indexent une partie de leurs offres à partir de ce montant. Quelque 11 millions de clients, résidentiels ou non, sont encore abonnés au gaz. Classiquement, leur addition se décompose en trois éléments : d'abord la fourniture de l'énergie en tant que telle, mais aussi l'utilisation des réseaux pour l'acheminer, ainsi que les taxes.

Le rebond du 1^{er} juillet était attendu depuis quelques mois déjà. Cette fois, en effet, c'est un peu spécial : il s'explique d'abord par les dépenses liées à la maintenance et l'exploitation des réseaux gaziers, que par le coût de cette énergie en elle-même – même si, ces dernières semaines, celui-ci remonte aussi. Les dépenses pour les infrastructures sont considérées comme des droits de péage. Le jargon les désigne comme l'« accès des tiers au réseau de distribution ». Elles sont prévues pour une période allant jusqu'en 2027. La

CRE les avait calibrées dès le mois de février.

Ces sommes fléchées iront au budget de GRDF, gestionnaire national du réseau de distribution dans le pays. L'entreprise est une filiale complète d'Engie (ex-GDF), dont l'Etat reste le premier actionnaire. Elle prévoit des dépenses en moyenne de 1 milliard d'euros par an pendant les années à venir, dont une moitié pour la modernisation et la modification des ouvrages. Suivent des coûts pour de nouveaux raccordements et d'autres spécifiques au biométhane, c'est-à-dire au gaz « vert » produit localement.

La hausse des droits de péage, en juillet (+ 27,5 %), d'une ampleur « inédite », selon l'opérateur industriel, tiendra à plusieurs facteurs. D'abord, pour plus des deux tiers de ce pourcentage, la CRE a voulu rattraper un manque à gagner : la stabilité des tarifs entre 2020 et 2024 avait entraîné des pertes de recettes pour GRDF, no-

GRDF prévoit des dépenses en moyenne de 1 milliard d'euros par an pendant les années à venir

tamment en période d'inflation. Ensuite, la hausse anticipera une baisse attendue des consommations de gaz dans les années à venir. Une tendance déjà observable entre 2021 et 2023, avec 20 % de consommation en moins. Les températures élevées ont diminué le recours au chauffage. Et les cours élevés du gaz ont aussi eu un rôle dissuasif, en pleine crise énergétique. Dorénavant, « les clients restés au gaz paieront plus cher, parce que les coûts fixes seront répartis soit sur une consom-

mation plus faible, soit sur un plus faible nombre de consommateurs », résume Jacques Percebois, professeur émérite à l'université de Montpellier et fondateur du Centre de recherche en économie et droit de l'énergie.

« A l'euro près »

« Les fournisseurs d'énergie répercutent ces charges sur les consommateurs à l'euro près, sauf s'ils décident d'en faire cadeau, ce qui dépend de leur politique commerciale », souligne Nicolas Leclerc, cofondateur d'Omnegy, cabinet de conseil en énergie. « Nous appelons les fournisseurs à limiter l'augmentation de leur coût d'abonnement », déclare l'entourage de Roland Lescure, ministre délégué à l'industrie et à l'énergie. Emmanuelle Wargon, présidente de la CRE, reconnaît qu'« il faut engager une réflexion stratégique » sur le financement des réseaux gaziers. Notamment pour raccorder les producteurs locaux

de gaz « vert » et éliminer peu à peu les importations de gaz fossile, qui est l'une des causes du dérèglement climatique.

Pour conserver l'essentiel de ses infrastructures, la filière gazière espère maintenir la consommation dans le pays autour de 320 térawattheures (TWh) à l'horizon 2050, contre 381 en 2023. Avec une petite différence, cependant : dans cette projection, le gaz « vert » aurait alors remplacé le gaz fossile. Pour l'heure, le biométhane ne représente qu'une capacité de production d'à peine 12 TWh.

Une grande partie du réseau de distribution resterait ainsi nécessaire d'ici à la moitié du siècle, selon la Commission de régulation de l'énergie. « Localement néanmoins (...), précise son étude sur l'avenir des infrastructures gazières, en avril 2023, certains actifs pourraient être abandonnés, dans une proportion qui devrait rester très limitée. » ■

ADRIEN PÉCOUT

LES CHIFFRES

10,538

C'était, en millions, le nombre de clients résidentiels abonnés au gaz (chauffage, cuisson ou eau chaude sanitaire) en France, fin 2023. Soit 193 000 de moins que fin 2019. Et 642 000 clients non résidentiels étaient aussi abonnés, fin 2023. Soit 17 000 de moins que fin 2019, selon les données de la Commission de régulation de l'énergie.

381

C'était, en térawattheures, la consommation de gaz dans le pays en 2023. Soit le plus bas niveau depuis au moins les années 2000. La quasi-totalité dépend de l'importation de gaz fossile, outre le gaz « vert » produit localement.

L'envolée des factures d'énergie, un enjeu politique

Les difficultés de pouvoir d'achat sont en tête des préoccupations des Français, alors que s'annoncent des législatives anticipées

Alors que la flambée des factures d'énergie a été un des sujets récurrents de la campagne pour les élections européennes, la Commission de régulation de l'énergie a indiqué, lundi 10 juin, que le prix moyen de la facture de gaz allait augmenter de 11,7 % en juillet par rapport à juin. De quoi renforcer les inquiétudes des ménages et les débats alors qu'auront lieu des législatives les 30 juin et 7 juillet.

Mardi 11 juin, le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, s'est engagé, sur BFM-TV et RMC, à faire baisser de 10 % à 15 % la facture d'électricité en février 2025. Ces dernières semaines, plusieurs candidats de gauche comme de droite avaient souligné le poids de l'énergie dans les difficultés de pouvoir d'achat des ménages,

sujet placé en tête des préoccupations des Français. Durant les débats, le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, a fait miroiter des baisses de prix, quand Manon Aubry, la tête de liste de La France insoumise, a rétorqué que celui-ci parlait « sans cesse de la hausse des factures d'énergie », mais ne s'était « pas opposé au marché européen de l'électricité, responsable de la flambée des prix ».

L'effort financier sans précédent qu'ont dû fournir nombre de ménages, ces dernières années, a fait du règlement des factures de gaz ou d'électricité un enjeu politique. Dès le second semestre 2021, les prix de l'énergie ont commencé à grimper avec la reprise économique mondiale post-Covid-19, puis la hausse s'est accélérée au printemps 2022 en Europe, après le déclenchement de la guerre en Ukraine, entraînant des augmentations massives. Si des boucliers tarifaires ont en partie amorti le choc, leur efficacité n'a pas été complète, tant s'en faut. Leur coût brut a été évalué par la Cour des comptes à 72 milliards d'euros pour les finances publiques depuis l'automne 2021.

« On craque, on n'est pas riches »

Près d'un ménage sur trois a ainsi rencontré des difficultés pour payer certaines factures d'énergie en 2023, contre 18 % en 2020, selon le baromètre Energie-info réalisé à l'automne 2023 par le médiateur de l'énergie. La proportion monte à un plus d'un ménage sur deux chez les moins de 35 ans. « La part des consomma-

teurs pour qui les factures d'énergie représentent une part importante du budget atteint 84 % [en 2023], poursuit l'enquête menée auprès d'un échantillon représentatif de 2002 foyers. C'est une hausse de 13 points par rapport à 2020. »

La part des foyers ayant souffert du froid s'élève à 26 % (+ 12 points par rapport à 2020). Si bien qu'en 2023, les interventions pour impayés de factures, qu'il s'agisse de limitations de puissance en électricité ou de coupures d'électricité ou de gaz naturel, ont pour la première fois franchi le cap du million, selon les chiffres du médiateur national de l'énergie. Leur nombre a augmenté de 49 % par rapport à 2019.

« On craque. On n'est pas riches. On ne gaspille rien sur l'eau et le

chauffage, et pourtant nos factures explosent ! », s'est alarmée une locataire du bailleur social Logirem à Gardanne (Bouches-du-Rhône), dans un courrier envoyé à l'association Consommation, Logement et Cadre de vie (CLCV), le 25 février. Le détail de sa note de charges indiquait une hausse de 10 % des dépenses d'électricité pour les parties communes et de 25 % pour l'eau chaude et le chauffage collectif – à laquelle s'ajoutait une augmentation pour l'eau froide, l'enlèvement des ordures ménagères et les charges de nettoyage des parties communes.

« Certains locataires ont eu de 60 à 300 euros de charges en plus. Certains sont âgés, avec seulement 700 euros de revenus par mois, et d'autres se privent déjà sur le chauffage et leurs dépenses

courantes. On survit, explique cette habitante. Vu le montant important des charges, les aides proposées par notre bailleur sont insuffisantes. »

C'est dans ce contexte que l'association de consommateurs a lancé, en avril, une campagne pour la revalorisation du « forfait charges », qui fait partie intégrante de l'aide personnalisée au logement, et n'a connu, depuis 2006, « qu'une très maigre revalorisation, totalement décorrélée de l'évolution du coût de la vie », déplore le président de la CLCV, Jean-Yves Mano. Avant d'ajouter : « Quand vous vous retrouvez dans une situation de privation alors que vous travaillez, ou bien c'est l'explosion sociale ou bien c'est l'explosion politique. » ■

VÉRONIQUE CHOCRON

Apple introduit l'IA et ChatGPT dans son écosystème

Depuis le lancement de l'assistant d'OpenAI, le groupe américain était resté muet sur l'intelligence artificielle

Apple se lance dans l'intelligence artificielle (IA) : pour la première fois, le fabricant de l'iPhone, de l'iPad et du Mac intègre des fonctionnalités d'IA dans tout son environnement. C'est un tournant mais aussi une forme de rattrapage : depuis le lancement de ChatGPT fin 2022, l'entreprise est restée quasi muette sur l'IA, quand les géants OpenAI, Microsoft, Google ou Meta rivalisaient d'annonces. L'entreprise fondée par Steve Jobs tente aujourd'hui de trouver sa place ; elle annonce un partenariat avec ChatGPT, mais s'appuie aussi sur ses propres atouts : son environnement mêlant matériel et logiciel, avec plus de 2 milliards d'appareils en service et des millions d'applications de développeurs tiers. « Notre approche unique combine l'IA générative avec le contexte personnel de l'utilisateur pour proposer une intelligence véritablement utile », a assuré le patron du groupe, Tim Cook, lundi 10 juin, lors d'une conférence pour les développeurs.

La plupart de ces nouveautés seront disponibles à partir de l'automne, mais limitées aux iPhone 15 Pro et Pro Max, ainsi qu'aux iPad et Mac équipés d'une puce M1 ou ultérieure.

Aucune des fonctionnalités d'IA présentées n'est totalement inédite. L'entreprise cherche à se démarquer par sa stratégie d'intégration de l'IA dans les logiciels déjà utilisés par ses clients. Elle cherche à tirer parti de tous les documents et informations déjà stockés par ces derniers sur leurs smartphones et appareils. « Les services d'IA

sur le marché savent très peu de choses sur vous », a remarqué, lundi, le responsable du développement logiciel, Craig Federighi. Cette approche est étendue aux applications tierces et à leurs développeurs, qui pourront proposer et créer des fonctionnalités d'IA.

Sont proposées des capacités d'écriture avec l'IA : résumer un e-mail ou un texte dans le bloc-notes, réécrire un passage d'une présentation ou faire vérifier son orthographe et sa grammaire... Dans le logiciel Mail seront suggérées des réponses aux courriels reçus. Il sera aussi possible de retranscrire en texte des enregistrements audio du dictaphone ou des conversations téléphoniques (l'interlocuteur sera alors prévenu).

Ne pas se laisser distancer

Apple rend aussi possible de générer des images et de créer ses propres émojis (ces petits pictogrammes signifiant une réaction). Le logiciel Photos permettra aussi de retoucher ses clichés ou de faire une recherche grâce à l'IA.

Plus généralement, les utilisateurs pourront accéder à une version renouvelée de l'assistant Siri, interrogé par la voix ou en tapant une requête. C'est dans ce cadre que seront proposées, gratuitement, les fonctionnalités de ChatGPT, pour des requêtes complexes, nécessitant des recherches ou l'analyse d'une image.

Enfin, le groupe est très ambitieux sur la fonctionnalité permettant de demander à Siri de réaliser des actions d'une de ses applications, mais aussi de tiers : si un utilisateur reçoit l'adresse



d'un ami en message, il pourra dire : « Ajoute cette adresse à sa fiche de contact », promet l'entreprise. Il pourra demander : « Envoie les photos du barbecue de samedi à Caroline », assure Apple, sous-entendant que Siri saura les trouver, dans un e-mail ou dans une conversation SMS.

Avec ces annonces, Apple cherche à éviter de se faire distancer

par Google ou Samsung, qui ont déjà intégré l'assistant IA de Google Gemini dans des « smartphones IA ». Google et Microsoft l'ont aussi intégré dans leurs outils de bureautique Workspace et Office. Les ventes d'iPhone se tassant, les analystes financiers mettaient la pression pour intégrer de l'IA. Tim Cook avait, dès 2018, débouché un ingénieur IA de Google,

John Giannandrea, mais, selon le *Wall Street Journal*, en raison des ressources utilisées par le projet de voiture autonome Apple Car et de questions d'organisation interne, la firme a été prise de court quand ChatGPT a fait exploser l'IA générative. Depuis, le groupe a adopté une tactique déjà utilisée pour l'iPod, l'iPhone : ne pas être le premier mais proposer un produit de qualité.

Ces annonces posent toutefois des questions. La firme sait qu'elles peuvent entrer en conflit avec ses promesses de protection de la vie privée. « Apple n'a aucune idée de ce qui se passera une fois qu'il confiera vos données à OpenAI. Ils vous poignardent dans le dos », a immédiatement prétendu sur X le fondateur de Tesla et cofondateur d'OpenAI, Elon Musk, menaçant de bannir les iPhone de ses entreprises. Le groupe de Tim Cook promet pourtant que toutes les données seront analysées sur l'appareil de l'utilisateur par des petits modèles d'IA, sauf pour les requêtes complexes, notamment par le biais de ChatGPT, traitées sur des « serveurs alimentés par des puces Apple pour en contrôler la confidentialité ».

L'entreprise risque d'être confrontée aux erreurs et aux problèmes de fiabilité des IA, comme Google sur son moteur de recher-

La firme a adopté une tactique déjà utilisée pour l'iPod ou l'iPhone : ne pas être le premier, mais proposer un produit de qualité

che. Se pose aussi la question du modèle économique. Enthousiastes, les analystes croient que l'IA va pousser des utilisateurs à renouveler leurs iPhone, iPad... Mais l'accès à des assistants comme ChatGPT à un coût en calcul informatique, et OpenAI, Google ou Microsoft ont, eux, été poussés à les commercialiser par l'intermédiaire des abonnements payants.

Le partenariat avec OpenAI risque d'attirer l'attention des autorités de concurrence, déjà penchées sur l'alliance entre Microsoft et OpenAI et sur le deal Apple-Google dans les moteurs de recherche. Mais le fabricant de l'iPhone a déjà annoncé envisager d'intégrer aussi l'assistant IA de Google, voire d'autres fabricants. ■

ALEXANDRE PIQUARD

Les fabricants de smartphones et de PC espèrent un rebond

DE NVIDIA À AMD, de Qualcomm à Intel, le salon Computex réunissait, du 4 au 7 juin à Taipei, à Taiwan, tous les géants des semi-conducteurs. Ce rendez-vous annuel est un bon baromètre pour prendre le pouls des innovations à venir dans le domaine de l'informatique et au-delà, pour la téléphonie mobile. Cette année, sans surprise, un thème a dépassé tous les autres : l'intelligence artificielle (IA). Le PDG d'Intel, Pat Gelsinger, l'a expliqué de manière limpide : « L'IA guide l'une des périodes d'innovation les plus importantes que l'industrie ait jamais connues. »

Le succès rencontré par les solutions d'IA générative, capable de produire de manière automatisée des contenus (texte, image, musique, code informatique...) nécessite en effet de nouveaux composants capables d'endurer l'immense capacité de calcul que nécessite cette technologie. Une aubaine pour les fabricants de semi-conducteurs,

mais aussi pour les producteurs de terminaux informatiques.

Si la pandémie de Covid-19 a offert un rebond pour les acteurs du PC et de la téléphonie, ils voient, depuis, leurs ventes diminuer. En 2023, le marché des smartphones accusait un recul de 5 % en volume par rapport à 2022, tombant à un plus bas depuis 2014, selon le cabinet Counterpoint. La chute est encore plus sévère pour le marché des PC (− 14 %).

Une croissance prévue à 2 %

Cette année, avec l'enthousiasme provoqué par l'IA générative, les perspectives sont plus heureuses. Pour le cabinet IDC, le marché des PC devrait connaître une croissance de 2 %, portée par une nouvelle catégorie qu'elle identifie comme des « AI PC » équipés de puces spécifiques, à même de traiter les opérations par le terminal et non pas à distance, dans le cloud. D'ici à

2027, cette catégorie devrait même représenter 60 % des volumes de PC produits dans le monde. La charge a en particulier été lancée par Microsoft. La firme californienne entend bien imposer au marché son logiciel d'IA générative Copilot, elle qui détient plus de 70 % de parts de marché des logiciels de système d'exploitation des ordinateurs dans le monde.

La bascule vers l'IA s'est aussi produite dans les smartphones, avec les derniers appareils présentés par le numéro un mondial Samsung, qui permettent notamment de traduire en direct une conversation avec un locuteur d'une langue étrangère. Toutes les marques chinoises se sont lancées dans la course. L'arrivée d'Apple sur le segment des téléphones dopés à l'IA devrait encore soutenir le marché, dont la croissance est attendue à 3 % cette année, selon Counterpoint. ■

VINCENT FAGOT

Les géants du logiciel redoutent d'être les grands perdants

Les entreprises se concentrent sur la mutation de l'intelligence artificielle et signent moins de contrats informatiques

NEW YORK - correspondant

Dans l'intelligence artificielle (AI), on connaît le premier gagnant, le géant des puces numériques Nvidia. La valeur de l'entreprise, inconnue du public il y a quelques trimestres, a été décuplée depuis le plus bas d'octobre 2022. Elle vaut désormais 3 000 milliards de dollars (2 800 milliards d'euros), derrière Microsoft, et a dépassé Apple accusé d'avoir pris en retard le train de l'intelligence artificielle. Nvidia a entraîné avec elle l'industrie mondiale des semi-conducteurs, dont l'indice SMH a augmenté de 70 % en un an en Bourse.

Mais on commence aussi à découvrir les premiers perdants, et ceux-ci ne sont pas nécessairement ceux qu'on attendait. Il s'agit des firmes de logiciels, à commencer par Salesforce. L'entreprise d'aide à la gestion client des entre-

prises a annoncé des prévisions de résultats décevants jeudi 30 mai et a perdu plus de 20 % de sa valeur le lendemain. Explication : les entreprises signent moins de contrats informatiques, se concentrant sur la mutation de l'IA. « La plupart des entreprises n'ont pas de budget dévolu à l'intelligence artificielle, elles prennent donc de l'argent dans les dépenses non liées à l'IA et le réaffectent », a décrypté Anurag Rana, analyste chez Bloomberg Intelligence. « Elles continuent d'acheter des puces Nvidia et des serveurs Dell, mais elles ne signent pas de gros contrats logiciels. Les logiciels finiront par bénéficier de l'IA, mais cela pourrait prendre des années pour que cela se concrétise. »

« Carnage boursier »

Les entreprises spécialisées dans le cloud sont sanctionnées dès que leurs résultats ne sont pas parfaits. Comme le relève CNBC, Paycom,

GitLab, Snowflake et ServiceNow ont perdu plus de 10 % de leur valeur après leurs résultats tandis qu'Okta, spécialiste de l'authentification, a reculé de 25 %. « Le carnage boursier continue pour les sociétés de logiciels qui déçoivent Wall Street, attisant les craintes que la course à l'intelligence artificielle crée une nouvelle génération de gagnants et de perdants », commente l'agence Bloomberg.

D'une manière générale, l'engouement pour l'IA commence à se canaliser. L'époque où Soundhound, spécialiste de la voix artificielle, triplait de valeur en Bourse sous prétexte que Nvidia avait pris une petite participation à son capital, comme ce fut le cas en février, est un peu révolue.

Il ne suffit pas de prononcer le nom en conférence de presse ou d'ajouter « .ai » à sa dénomination sociale : des premiers résultats tangibles sont exigés. IBM n'a

guère progressé depuis le début de l'année, alors qu'elle figurait parmi les espoirs de l'IA. « Les revenus liés à l'IA d'IBM ne génèrent pas de ventes significatives malgré de nombreuses annonces de partenariats et de collaborations », déplore l'analyste de Stone Fox Capital, Mark Holder. « Le manque d'investissement d'IBM dans l'IA... suscite des inquiétudes quant à sa capacité à capitaliser sur l'IA. »

Même les gagnants avérés de l'intelligence artificielle subissent leurs premières déconvenues. Faire du chiffre d'affaires, c'est bien, mais encore faut-il engranger des profits. Le géant des ordinateurs Dell, qui vend des serveurs informatiques, a certes vu ses commandes augmenter de 30 % mais il prévoit une baisse de ses marges : « Compte tenu de l'inflation des coûts des intrants, de l'environnement concurrentiel... nous prévoyons que notre taux de marge

diminuera d'environ 150 points de base », a déclaré Yvonne McGill, directrice financière de Dell. Selon l'analyste de la firme Bernstein, les serveurs Dell sont vendus avec « une marge proche de zéro ». Conséquence, l'action a perdu plus de 20 % après avoir triplé en un an. A l'inverse, HP s'est envolé de 12 % après de bons résultats, le 5 juin.

Guerre des prix

Coté numérique, entre l'investissement et le profit, le chemin peut impatienter Wall Street. Si Google et Microsoft ont déjà des résultats tangibles, ce n'est pas complètement le cas de Meta. Fin avril, en présentant ses résultats trimestriels, son patron fondateur Mark Zuckerberg a échaudé les investisseurs en annonçant une fringale d'investissements pour les trimestres à venir, faisant décrocher son titre de 18 % le lendemain. Comme toujours, la course à l'or

de l'AI risque de se terminer en guerre des prix, comme l'a expérimenté Tesla dans la voiture électrique. C'est ce qu'ont déjà fait en Chine Alibaba, Baidu et ByteDance. Résultat, depuis le 20 mai, le titre de deux premiers, cotés à Wall Street, a reculé de 12 et 15 %.

Il n'empêche, la révolution est là, et elle est globale. « L'enjeu, c'est la diffusion de l'intelligence artificielle à la banque, l'énergie, la pharmacie », explique Jean-Hugues Monier, associé à New York au cabinet de conseil McKinsey. Jamie Dimon, le patron de J.P. Morgan s'est dit dans sa lettre aux actionnaires convaincu que « les conséquences [de l'AI] seront extraordinaires et probablement aussi transformatrices que certaines des inventions technologiques majeures des derniers siècles ». Et de citer l'imprimerie, la machine à vapeur, l'électricité, l'informatique et Internet. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

Atos, le pari gagnant de l'entrepreneur David Layani

Le géant informatique a retenu l'offre de reprise du fondateur de Onepoint, écartant celle du milliardaire tchèque Daniel Kretinsky

David Layani a gagné son pari : prendre les commandes d'Atos, un groupe pourtant vingt fois plus gros que le sien. Après de longues hésitations, le conseil d'administration de la société d'informatique, étouffée par 5 milliards d'euros de dette, a retenu, lundi 10 juin dans la soirée, l'offre de reprise du fondateur de Onepoint et d'une partie des créanciers, la préférant à celle défendue par l'homme d'affaires tchèque Daniel Kretinsky.

« Une solution a émergé, mieux orientée en matière d'intérêt des parties prenantes de la société, en particulier de ses salariés et de ses clients », explique Jean-Pierre Mustier, le président du conseil d'administration d'Atos, dans un communiqué publié le 11 juin au matin. Cette proposition « a également le soutien d'un grand nombre de créanciers financiers d'Atos et assure ainsi avec plus de certitude la conclusion d'un accord définitif de restructuration financière » d'ici à fin juillet, ajoute le groupe. Pour être validé par le tribunal de commerce, le plan devra obtenir la majorité des deux tiers de l'assemblée générale des créanciers.

L'offre retenue prévoit d'effacer 2,9 milliards d'euros de dette existante pour la convertir en fonds propres, ce qui fera des créanciers les principaux actionnaires d'Atos, avec environ 79 % du capital. Onepoint et ses alliés Butler et Econocom injecteront 175 millions d'euros, ce qui leur donnera 21 % des parts. Les créanciers compléteront avec 75 millions. Les actionnaires actuels, eux, perdront tout : leur participation sera réduite à moins de 0,1 % du capital. Enfin, 1,5 milliard

d'euros de nouveaux fonds seront débloqués sous forme de dette, dont 300 millions d'euros de garanties bancaires, pour permettre au groupe d'informatique de relancer son activité, fortement dégradée ces derniers mois par ses difficultés financières.

A ces sommes, s'ajoutera dans les prochains mois l'argent qu'Atos récupérera de la vente à l'Etat de ses activités les plus sensibles, dans le militaire et l'énergie. L'Agence des participations de l'Etat doit déposer une offre d'achat formelle sur les systèmes critiques, les supercalculateurs et les produits de cybersécurité, pour une valeur estimée entre 700 millions et 1 milliard d'euros. Worldgrid pourrait, pour sa part, être racheté par EDF ou une entreprise proche du producteur d'électricité, a annoncé le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, le 28 mai.

Revanche

Soutenu dès le départ par une partie des créanciers d'Atos, qui appréciaient son projet industriel et le fait qu'il leur demandait moins d'effort financier, David Layani a pourtant failli perdre la partie dans les dernières heures. Daniel Kretinsky a tout fait pour renverser le cours du jeu. L'amélioration, à trois reprises, de son offre a fait basculer dans son camp plusieurs banques, dans le sillage de BNP Paribas, qui pesait de tout son poids en faveur de l'homme d'affaires tchèque.

M. Kretinsky est un grand client de la première banque française et cette dernière voulait une restructuration financière radicale, comme il le proposait, avec un effacement quasi total des 5 mil-

Avec son plan, David Layani se dit capable de faire passer le chiffre d'affaires de 9,6 milliards d'euros en 2024 à 10,6 milliards en 2027

liards de dette afin d'éviter de nouvelles difficultés dans les mois suivants. Mais une grande partie des créanciers ne voulaient pas faire de tels efforts. Un vote, organisé par la conciliatrice Hélène Bourbouloux, le week-end du 8 juin, a permis de définitivement départager les deux camps.

Cette victoire est une revanche pour M. Layani, lui qui rêve, depuis près de deux ans, de changer de dimension en s'emparant d'Atos. En octobre 2022, profitant de la mauvaise santé du groupe d'informatique, il fait une offre sur la moitié de ses activités, pour une valeur de 4,2 milliards d'euros. Mais la direction l'éconduit sèchement, jugeant qu'il n'a pas les épaules pour reprendre une entreprise de cette taille : comment un entrepreneur pesant moins de 500 millions d'euros de chiffre d'affaires peut-il prétendre diriger un groupe de 10 milliards ?

Vexé, le fondateur de Onepoint ne renonce pas. Il débourse 80 millions d'euros (somme qu'il a perdue par la suite avec la chute de l'action) pour acheter 11 % du capital d'Atos, entre au conseil

d'administration et embauche des conseils prestigieux, comme la banque Lazard et Saam Gols-hani, avocat au cabinet White & Case. Ce dernier, considéré comme l'un des meilleurs pour ce type d'opérations financières, avait travaillé, avec succès, dans le dossier Casino pour le compte de... Daniel Kretinsky.

Avec une mise limitée, nettement inférieure à celle qu'il aurait dû mobiliser en 2022, David Layani, appelé à devenir directeur général d'Atos, va finalement prendre les commandes de tout le groupe. Mais le plus difficile commence. Saura-t-il relancer une entreprise qui a accumulé 7,5 milliards d'euros de pertes en trois ans et qui a vu partir de nombreux cadres et clients ? Avec son plan, il se dit capable de faire passer le chiffre d'affaires de 9,6 milliards d'euros en 2024 à 10,6 en 2027, avec marge d'exploitation plus que triplée à 7,7 % et un cash-flow multiplié par près de sept. Il promet de ne pas toucher à l'emploi. En cas de nouvelles difficultés, aura-t-il les moyens de remettre de l'argent ?

M. Layani saura-t-il également cohabiter avec des créanciers devenus actionnaires, et qui n'ont pas nécessairement les mêmes objectifs ? Dans quelques années, ces fonds d'investissement voudront revendre leurs parts, pour encaisser les bénéfices de la restructuration financière. L'entrepreneur, lui, est bien décidé à rester longtemps aux commandes et pourquoi pas, comme il l'évoque dans son document d'offre, fusionner un jour Atos et Onepoint, pour entrer, vraiment, dans la cour des grands. ■

OLIVIER PINAUD



PERTES & PROFITS | HP
PAR PHILIPPE ESCANDE

L'inéluctable déclin du papier

Les électeurs qui se sont rendus aux urnes, samedi 8 et dimanche 9 juin s'en sont rendu compte immédiatement : il manquait des bulletins de vote. Pas ceux de Renaissance, du Rassemblement national ou de la France insoumise, mais des défenseurs des animaux, des pirates ou de l'espéranto. Sur les 38 listes enregistrées pour ces élections européennes, une bonne partie n'a pas réussi à fournir tous les bureaux de vote.

La raison est simple, à un centime le bulletin, fournir les 49 millions d'inscrits peut devenir ruineux. Avec son budget de près de 70 000 euros, le parti Pirate par exemple, pour tant l'un des plus connus, ne peut financer que l'impression de six millions de bulletins. D'autant qu'en dessous de 3 % des suffrages, ces dépenses ne sont pas remboursées par l'Etat. Seule solution, demander à ses électeurs d'imprimer le billet chez eux.

Voilà au moins une décision qui a mis un peu de baume au cœur des fabricants d'imprimantes et de cartouche, car de ce côté, les bonnes nouvelles ne sont pas foison. Le processus électoral français est l'un des derniers représentant de la civilisation du papier. De son bulletin de paie à son ticket de train, sans parler des journaux, la dématérialisation gagne chaque jour du terrain. Et le roi de l'imprimante, Hewlett-Packard (HP), leader mondial du secteur est le premier à le reconnaître.

Lors d'une intervention à une conférence organisée par la société financière Bernstein, le 30 mai dernier, Enrique Lores, le patron d'HP, a expliqué que le nombre de pages imprimées a baissé de 20 % depuis la pandémie de Covid-19 et ses confinements. Explication principale, le télétravail qui a contraint les em-

ployés à imprimer chez eux, ce qu'ils ont fait avec parcimonie. Cela a des conséquences sur les ventes de cartouches d'encre et d'imprimantes. Selon la firme d'analyse IDC, celles-ci ont baissé de 17 % au premier trimestre 2024, par rapport à l'année précédente et de 20 % en Europe.

Tendance de long terme

Le patron d'HP reconnaît que cette tendance de long terme ne s'inversera pas, même si sa domination forte du marché lui permet d'atténuer la chute (-8 % au dernier trimestre). Cela fait longtemps que pour des raisons de coût et d'environnement, les entreprises réduisent le volume des impressions. Les particuliers suivent cette voie depuis que les administrations, les transports ou les spectacles prennent l'habitude des transferts de fichiers et du scan des codes sur le smartphone.

Cette tendance est d'autant plus fâcheuse pour les fabricants d'imprimantes que ce métier est resté longtemps très lucratif du fait du modèle économique inventé par le fabricant de rasoirs à lame Gillette : on vend pour presque rien le matériel (le rasoir, l'imprimante) et on se rattrape sur les consommables vendus avec des marges très confortables. Tout cela prend fin.

HP concentre ses efforts sur les gros consommateurs et leur propose des formules d'abonnements. A l'instar du courrier papier ou des disques vinyle, ce commerce est en voie de marginalisation. Cela ne se fera pas en un jour. Selon IDC, on imprime dans le monde 4,4 millions de pages par minute, soit de quoi couvrir 39 terrains de football. Mais le pli est pris. A défaut de consommer des arbres (surtout les branchages), on dépensera de l'électricité. ■

Le « Washington Post » traverse une crise majeure et existentielle

L'audience du grand quotidien américain a chuté de moitié depuis les années Trump

NEW YORK - correspondant

Lorsque Donald Trump est élu président des Etats-Unis, en novembre 2016, le *Washington Post* inscrit en une : « La démocratie meurt dans les ténèbres ». En réalité, ces années Trump ont été extraordinaires pour le quotidien. Mais, comme CNN, le quotidien qui a révélé le scandale du Watergate et a provoqué la chute de Richard Nixon n'arrive pas à se remettre de l'après-Trump.

Le *Post* a perdu la moitié de son audience, avec 50 millions de visiteurs uniques fin 2023, contre 101 millions en 2020, alors que son nombre d'abonnés est passé de 3 millions à 2,5 millions, selon le *New York Times*. Il a accumulé 77 millions de dollars (71,7 millions d'euros) de pertes l'an dernier. C'est dans ce contexte que la rédactrice en chef depuis trois ans, Sally Buzbee, a annoncé brutalement sa démission, le 2 juin.

Cette journaliste, qui avait effectué l'essentiel de sa carrière à Associated Press, a été remplacée avec effet immédiat et temporaire par Matt Murray, ancien rédacteur en chef du *Wall Street Journal*. Le calendrier de ce changement est très inhabituel, alors que les Etats-Unis entrent dans la phase la plus active de l'élection présidentielle, avec le premier

débat Trump-Biden fin juin, les conventions de deux partis cet été et l'élection début novembre.

Derrière les problèmes financiers du *Post*, d'autres histoires en poupée gigogne apparaissent, notamment la détérioration des relations entre M^{me} Buzbee et l'éditeur et PDG du *Washington Post*, le Britannique Will Lewis. La confiance s'est brisée définitivement, lorsque M. Lewis a voulu empêcher la parution d'un article sur ses activités passées, lorsqu'il travaillait pour les tabloids du groupe de Rupert Murdoch.

Réorganisation

D'abord, le redressement économique. M. Lewis, ancien patron de Dow Jones, la maison mère du *Wall Street Journal*, a été nommé à la tête du *Washington Post* pour redresser un titre en perte de vitesse et acheté 250 millions de dollars en 2013 par Jeff Bezos, le fondateur d'Amazon.

Le quotidien, qui a 2 600 salariés dont 1 000 journalistes, a annoncé, fin 2023, la suppression de 240 emplois. Ses revenus numériques baissent plus vite que ceux du papier. « Pour parler franchement, nous sommes au fond du trou, et ce, depuis un certain temps, a déclaré, lundi 6 mai, M. Lewis à ses troupes. Les gens ne lisent pas vos articles, je ne peux plus l'édulcorer. »

M. Lewis a décidé de réorganiser la rédaction en trois pôles indépendants : actualité, opinions et un troisième censé se concentrer sur les médias sociaux, comme la vidéo, ainsi que sur le journalisme serviciel.

M. Lewis avait un temps proposé à M^{me} Buzbee de diriger une de ces trois divisions. « Cette réorganisation aurait constitué une rétrogradation pour M^{me} Buzbee », commente le *New York Times*. Quand, dimanche 2 juin M. Lewis l'a informée qu'il allait recruter quelqu'un pour son poste, son destin était scellé. La transformation pourrait renforcer le pouvoir de M. Lewis, puisque les trois éditeurs responsables des trois divisions – trois hommes blancs comme lui ce qui agace une partie de la rédaction – lui « rendront compte directement », écrit le *Post*.

La crise fait remonter le passé de M. Lewis, lorsqu'il avait été nommé, en 2011, éditeur de la maison mère de *News of the World*. Le tabloïd britannique était pris dans un scandale pour avoir hacké les téléphones de personnalités, notamment la famille royale britannique, et il fallait limiter les dégâts. Dans un procès civil qui se tiendra en janvier 2025, et examiné par un juge londonien le 21 mai, des plaignants, dont le prince Harry, alléguant que M. Lewis a été impliqué dans des efforts pour étouffer l'af-

faire, en partie en détruisant des preuves. Des accusations que l'intéressé nie.

Mi-mai, M^{me} Buzbee a informé son patron de son intention de publier un article sur le sujet. M. Lewis, selon le *New York Times*, a alors répliqué que l'affaire ne méritait pas de couverture. Le *Post* a finalement publié un article, lorsqu'un juge britannique a autorisé la mention de personnalités, dont M. Lewis. Depuis, ce dernier se débat, assurant qu'il n'a pas fait pression pour empêcher la parution de l'article.

La défense de M. Lewis a été affaiblie par un journaliste de la National Public Radio (NPR), qui a expliqué qu'avant de prendre la direction du *Post*, il avait proposé à la NPR une interview exclusive sur ses projets – à condition que l'antenne laisse tomber un article sur son implication dans le piratage téléphonique. L'article était paru fin décembre 2023.

Dans cette affaire, Jeff Bezos, dont le journal ne parvient pas à trouver un modèle économique viable, n'a rien dit. Le syndicat des journalistes du *Post* s'est, lui, dit inquiet par le départ soudain de M^{me} Buzbee et par « l'idée de [M. Lewis] que les problèmes financiers qui affligent l'entreprise proviennent de [leur] travail en tant que journalistes ». ■

ARNAUD LEPARMENTIER

10 000

C'est, en dollars – soit 9 287 euros –, le montant des compensations que Singapore Airlines a proposé aux passagers ayant subi des blessures légères lors d'un vol soumis à de violentes turbulences, mardi 21 mai. Il s'agissait d'un Boeing 777 à destination de Singapour, qui transportait 211 passagers et 18 membres d'équipage. La compagnie aérienne a également annoncé, mardi 11 juin, qu'elle discutera de sommes plus élevées avec ceux qui ont été grièvement blessés. Un Britannique de 73 ans est mort, et plus d'une centaine de personnes ont été blessées.

CONJONCTURE Nouvelle hausse du taux de chômage au Royaume-Uni

Le taux de chômage a de nouveau légèrement progressé au Royaume-Uni, à 4,4 % pour les trois mois achevés fin avril, contre 4,3 % à fin mars, poursuivant une progression ininterrompue depuis fin 2023 a indiqué l'Office national des statistiques, mardi 11 juin, dans son rapport mensuel sur le marché du travail. – (AFP)

ÉNERGIE Nucléaire: la Bulgarie commence à remplacer le combustible russe

La Bulgarie a commencé, lundi 10 juin, à utiliser du combustible du géant américain Westinghouse dans son unique centrale nucléaire de Kozlodouï (nord), nouvelle étape dans la réduction de sa dépendance à l'énergie russe. Ce site, qui fournit plus d'un tiers de l'électricité du pays, fonctionnait jusqu'à présent grâce à du combustible russe. – (AFP)

TÉLÉCOMS L'UE ouvre une enquête antisubventions visant un opérateur émirati

Bruxelles a ouvert, lundi 10 juin, une enquête approfondie visant le rachat de l'opérateur télécoms tchèque PPF Telecom par Emirates Telecommunications soupçonné d'avoir bénéficié de subventions publiques qui pourraient fausser la concurrence dans l'Union européenne. Ce rachat a été notifié le 26 avril à la Commission. – (AFP)

PRESSE « Causette » placée en liquidation judiciaire

Après que le groupe Hildgarde a déposé le bilan de *Causette Média*, le 22 mai, le magazine féministe a été placé en liquidation judiciaire le 6 juin, a annoncé l'équipe, lundi 10 juin, dans un communiqué. Le mensuel, devenu 100 % numérique en octobre 2023 dans le but de réduire ses coûts, continue de chercher un repreneur.

ENQUÊTE

Début avril, un mercredi, Ludovic Boespflug a fermé les portes de la fabrique de Sevran, en Seine-Saint-Denis, sans savoir quand elles rouvriraient. Le lendemain, le tribunal de commerce prononçait la liquidation judiciaire. Trois semaines plus tard, trois lignes étaient postées sur LinkedIn. « *La fabrique Cycle Terre a dû malheureusement fermer ses portes le 10 avril dernier. Pour des raisons essentiellement conjoncturelles, techniques et financières, la fabrique n'était plus en mesure d'assumer sa mission.* »

« *Un projet qui avait du sens... Un investissement de 4,9 millions d'euros par l'Europe, de 200 000 euros par la région... et ce simple message comme fin d'histoire???* », réagit un retraité. Sur Instagram, une avalanche de smileys en larmes, autant qui demandent comment aider. « *On parle de 500 000 euros? C'est quoi par rapport au prix d'un stand au Mipim [le salon de l'immobilier]?* », soupire l'architecte Nicola Delon, cofondateur de l'agence Encore heureux et qui cherche une réponse collective « *pour sauver cet outil nécessaire* ».

La déception est à la hauteur des espoirs soulevés lors de l'inauguration de l'atelier, en novembre 2021. Le bâtiment, dont les grandes baies donnent sur les arbres du parc voisin, est splendide. Il est surtout le navire amiral d'une communauté qui cherche des alternatives au tout béton et voit dans la terre crue, matériau local, réutilisable à l'infini, universel – « *avec l'eau, la terre est un des rares communs partagés par tous* », rappelle M. Delon – une solution aux deux grands maux de la construction : l'émission de gaz à effet de serre et la production démesurée de déchets.

LA RESSOURCE NE MANQUE PAS

L'idée est séduisante : avec les terres excavées du Grand Paris, on allait produire des briques, des enduits, des mortiers. Avec, on bâtirait des écoles, des médiathèques, des logements. La ressource ne manque pas. A lui seul, le nouveau métro, le Grand Paris Express, doit sortir 47 millions de tonnes de terre. Soit 27 centimètres de plus à étaler sur toute l'Ile-de-France.

Les 5 000 forages réalisés le long des 200 kilomètres du tracé offrent justement une occasion unique de connaître la nature des sols. L'idée fait son chemin alors que les architectes Paul-Emmanuel Loiret et Serge Joly exposent, fin 2016, au Pavillon de l'Arsenal, leur réflexion sur le potentiel des déblais de chantier. Les échantillons sont envoyés au laboratoire CRAterre, à Grenoble, une référence dans le domaine. L'année suivante, le Chinois Wang Shu (Prix Pritzker 2012) et le promoteur Quartus sont retenus pour réaménager le quartier de l'usine des eaux à Ivry, dans le Val-de-Marne. Les bâtiments seront en bois et en terre crue, annoncent-ils. C'est le dédic. Il faut des briques ; Cycle Terre les produira. L'Union européenne adhère et verse 5 millions d'euros.

Les vertus du matériau sont infinies, insistent ses ambassadeurs, dont quelques noms illustrent de l'architecture. En 2014, l'agence suisse Herzog & de Meuron et l'Autrichien Martin Rauch livraient à Ricola le plus grand bâtiment en pisé d'Europe pour que le fabricant de bonbons stocke ses plantes. La terre conserve la chaleur l'hiver, laisse les intérieurs frais l'été, régule l'hygrométrie, demande peu d'énergie à la production. Sa mise en œuvre est simple. Coulée, elle se cofre comme du



Le pavillon en terre crue et bois dans la cour du groupe scolaire Le Vau, à Paris.

STIJN BOLLAERT

PLEIN CADRE

Espoirs et déboires de la construction en terre

Matériau local et réutilisable, la terre crue permet de concevoir des briques, alternative au béton. Mais la filière, fragile, peine encore à se faire une place parmi les mastodontes du bâtiment

béton. Les briques, compressées ou extrudées, se posent comme des matériaux traditionnels. Seule la nature du mortier change. En fin de vie, si rien n'a été ajouté, le mur redevient tas de sable.

« ON A L'ENTHOUSIASME »

La fabrique de Sevran livre ses premières briques en 2022. Plus de quatre mille élèves, étudiants, entrepreneurs défilent pour voir, toucher, se former. Les carnets de commandes se remplissent. En 2023, le chiffre d'affaires quadruple. Il doit encore doubler en 2024, atteindre 800 000 euros. Mais l'élan est stoppé net. Des chantiers dérapent, « *les recettes ne rentrent pas* », explique Ludovic Boespflug, administrateur de la Fabrique et directeur général de Quartus. « *On a eu beaucoup de problèmes techniques sur les machines, on a manqué de trésorerie pour les absorber* », complète l'architecte Paul-Emmanuel Loiret, président de la coopérative.

En avril 2023, un incendie ravage le chantier d'une école à

Montfermeil, en Seine-Saint-Denis. Les briques prévues pour les parois restent à l'atelier. C'est le coup de grâce. « *Il nous manquait encore une année avant d'être autonome financièrement* », explique-t-il. Stéphane Blanchet, le maire de Sevran, espère toujours une réouverture à l'automne.

« *En plus de réindustrialiser un territoire, d'agir pour la transition écologique, ce projet lutte contre l'économie souterraine* », insiste-t-il, faisant référence à l'enquête en cours sur un trafic de terres impliquant des élus franciliens, un agriculteur et d'anciens brasseurs. La reprise d'activité de Cycle Terre et le plan à cinq ans sont estimés à 1,3 million d'euros. Les collectivités soutiennent. « *On a l'enthousiasme, il faut l'industriel* », insiste l' élu. Des investisseurs doivent rencontrer les fondateurs de la fabrique, cette semaine.

Les déboires de Cycle Terre racontent la fragilité d'une filière qui a encore besoin de soutien pour se faire une place parmi les mastodontes. La crise des deux dernières années n'a pas aidé. Des programmes ont été revus à la baisse. La terre, plus chère, a été remplacée par des matériaux conventionnels. Résultat, des commandes lancées deux ans plus tôt ont été annulées. A Toulouse, l'entreprise BTC (Briques Technic Concept), la fabrique lancée par Philippe Madec pour alimenter le chantier du pôle culturel de Cornebarrieu, en Haute-Garonne, vacille également.

Fin mars, elle était placée en redressement judiciaire. « *C'est dif-*

ficile, car c'était notre année d'équilibre, regrette Etienne Gay, le fondateur. Il y a une sacrée accélération depuis deux ans et demi, malheureusement l'écologie s'arrête au portefeuille. Les gens n'acceptent pas de mettre le prix. Pourtant, vous le récupérez dix ans plus tard : les bâtiments sont moins énergivores, il n'y a pas besoin de climatisation. »

« *La filière se développe, c'est indéniable. Il n'y a plus besoin de convaincre. Mais il reste des blocages. Financiers, d'abord. Sans changement d'échelle, la terre restera plus chère* », développe Laetitia Fontaine, la directrice du centre de formation et bureau d'études Amàco, spécialiste des matériaux de construction locaux et naturels. L'objectif de Cycle Terre était précisément celui-ci : alimenter les chantiers avec du prêt à l'emploi. Avec l'idée de multiplier les sites de production. « *Il y a aussi des freins réglementaires. Et il faut former. Même si les architectes, les maîtrises d'ouvrage sont sensibilisés, les bureaux d'études structure ne savent pas encore suffisamment intégrer la terre dans leurs calculs.* »

DES PLUIES TORRENTIELLES

« *On n'a pas réussi du premier coup, mais ça n'est pas la fin de la terre crue* », veut croire Ludovic Boespflug. Philippe Madec, coauteur du Manifeste pour une frugalité heureuse, n'a eu aucun mal à embarquer Tristan Le Lous, président du laboratoire pharmaceutique Urgo, qui voulait rénover son chai, au cœur du vignoble bordelais. L'un des plus longs

La terre conserve la chaleur l'hiver, laisse les intérieurs frais l'été, régule l'hygrométrie, demande peu d'énergie à la production

murs de pisé construit en France borde désormais la propriété, qui domine les plateaux Cantenac et Margaux, à trois quarts d'heure de route de Bordeaux. Derrière, dans de grandes barriques posées à l'horizontal, dort la récolte de l'année précédente, et bientôt une seconde.

« *Le pisé et l'aménagement d'un puits canadien permettent de maintenir une température à 15 °C* », explique Tristan Le Lous. A Paris, la ville accepte de mettre un peu plus d'argent pour porter des projets comme celui du pavillon Le Vau, dans le 20^e arrondissement, une cabane circulaire en pisé, dessinée par l'Atelier Senzu. Posée à l'entrée de l'école, elle accueille le café des parents, des ateliers de rempotage, et fait le lien entre les familles et l'institution.

L'aventure a aussi ses déconvenues. Les professionnels doivent souvent tout (ré)apprendre de ces techniques vernaculaires (bauge, torchis, pisé, adobe) que le béton a éclipsées. Le mur de terre doit avoir « *de bonnes bottes et un bon*

chapeau », rappelle aussi Philippe Madec. Autrement dit, être protégé de la pluie et de l'humidité.

Les jeunes architectes de la coopérative Les Grands Moyens, qui ont monté, à Bagneux, dans les Hauts-de-Seine, avec l'agence TOA, cent cinquante murs du plus grand bâtiment en terre crue non stabilisée (sans adjuvant) en France – six étages, quarante-deux logements – l'avaient bien en tête. Les entreprises qui aspergeaient les dalles de béton à proximité, beaucoup moins. Un retour de week-end de mai fut aussi particulièrement douloureux. Des pluies torrentielles avaient endommagé vingt-trois murs : « *L'étanchéité n'était pas terminée, tout ruisselait* », racontent Adrien Poullain et Léo Guiraudie, deux des cofondateurs. Il a fallu en démolir certains, réparer les autres et faire une croix sur deux semaines de travail.

RELANCER UNE FILIÈRE

Le Graal des architectes engagés est de relancer une filière grâce à l'un de leur programme. C'était l'ambition de l'agence Encore Heureux en proposant de construire le lycée de Longoni à Mayotte – 22 000 mètres carrés au cœur de la forêt, deux mille élèves, tous futurs professionnels du bâtiment – avec cent mille briques de terre crue. « *Quand on a vu qu'il n'y a pas d'autre ressource que la terre, on a proposé une cité scolaire qui reflète la diversité des pratiques locales* [terre, bois, métal, béton de terre] », raconte Nicola Delon.

Dans les années 1980, les grands programmes de logements sociaux (vingt mille logements) faisaient vivre cinq cents entreprises artisanales. Le territoire devenu français, les normes ont changé, la pratique a reculé. L'équipe d'Encore Heureux a dû lever des verrous réglementaires, il reste deux ans de chantier, mais ils ont leur belle histoire. Un entrepreneur « *maçonnerie classique* » s'est laissé convaincre d'investir dans une presse : « *Il sort mille briques par jour* ». Une partie alimente le chantier. Le reste est vendu 1 euro pièce aux Mahorais, qui redécouvrent le matériau pour construire leur maison. ■

ÉMELINE CAZI

Dans le service et le soin, une pénibilité invisibilisée

Les jeunes travailleuses de ces secteurs féminisés font face à une charge physique et mentale peu reconnue

Des années « très éprouvantes ». Ces mots viennent tout de suite à Amel Medjahed, 22 ans, quand on lui demande de décrire son parcours dans la vente de prêt-à-porter. « *On ne l’imagine pas d’emblée*, soulève la Parisienne, qui a commencé comme vendeuse à 15 ans durant son bac pro commerce, *mais vendeuse, c’est faire de la manutention toute la journée.* » Porter des colis de vêtements de plusieurs kilos, débaler, placer en rayon – parfois à plusieurs mètres de hauteur –, ramasser, plier, encaisser... Le tout en restant constamment debout.

Passée par diverses enseignes, de la lingerie aux magasins haut de gamme, Amel rentre alors le soir avec d’importants maux de jambes, causés par le piétinement répété. Avant 20 ans, elle développe des douleurs aux bras, aux épaules et aux côtes qui s’installent durablement. Dans les galeries marchandes où elle a travaillé, l’absence de fenêtres et donc de lumière naturelle vient dérégler son rythme biologique et fait progressivement baisser sa vue.

Dans son entourage, toutefois, certains ont tendance à « minimiser » la fatigue générée par cette profession très féminisée (88 % des vendeurs en prêt à porter sont des vendeuses), rapporte Amel. « *Les gens vont se dire que c’est un métier facile, mais faut voir ce que c’est que de porter pendant des heures des colis qui font quatre fois son poids !* », s’exclame la jeune femme qui, essorée, a quitté récemment le secteur du prêt-à-porter pour l’optique.

A l’instar de la vente, la coiffure, l’esthétique ou l’hôtessariat sont autant de secteurs très féminins où les travailleuses, souvent jeunes, sont exposées à de nombreux risques physiques. Et cela en toute invisibilité. Lorsqu’elle a coréalisé une étude sur les apprentis des métiers de l’automobile et de la coiffure, la sociologue Fanny Renard a pourtant constaté que, dans la coiffure, « *la pénibilité s’avère aussi forte que dans les garages auto : beaucoup de troubles musculo-squelettiques, en raison des postures des bras et des gestes répétés, ou encore une confrontation quotidienne à des produits toxiques* ».

Dès ses débuts dans la coiffure, Tifanny (qui ne donne pas son nom de famille), aujourd’hui 31 ans, a souffert de tendinites à répétition. Dans le salon low cost du Nord où elle a commencé en CAP puis en BTS, les shampooings, les coupes et les brushings se font « *à la chaîne* », coudes constamment en l’air à porter sèche-cheveux et ciseaux. Sans avoir toujours le temps de bien se positionner ni de récupérer, avec « *beaucoup d’heures supplémentaires* ».

Les conditions plus instables dans lesquelles s’insèrent les jeunes femmes, notamment peu diplômées, qui se caractérisent par plus de temps partiel et de périodes d’inactivités que les hommes, renforcent cette pénibilité. Pour espérer intégrer l’emploi de manière durable, elles acceptent les tâches les plus ingrates et harassantes, et une instabilité des horaires. C’est ce qu’a observé la sociologue Perrine Agnoux, qui a étudié le parcours de jeunes femmes de milieu rural, issues de bac pro soin à la personne, devenues aussi bien aides-soignantes que caissières. « *Usées très vite, certaines de ces jeunes travailleuses développent des invalidités précoces*, rapporte-t-elle. *Ce qu’elles vivent d’autant plus mal que ces femmes de milieux populaires ont vu les trajectoires de leurs propres mères et leurs corps abîmés, et s’étaient promis de ne pas en arriver là.* »

Dans la vente, les jeunes recrues, souvent positionnées aux moments de grande affluence, se voient reléguées au « *sale boulot* », a aussi constaté Anaïs Lehmann,



CHARLES MONNIER

qui prépare une thèse de sociologie sur les vendeuses de prêt-à-porter. Assignées aux livraisons, et donc au tri des cartons, retranschées dans des réserves exigües, les jeunes vendeuses abattent un travail qui « *ressemble beaucoup à l’usine* », pointe la sociologue. « *Alors, dès les premières semaines d’expérience, on se retrouve cassées* », se souvient Amel Medjahed.

« Angle mort de la science »

Ces dimensions corporelles sont largement « *sous-évaluées* » dans des métiers dont l’aspect relationnel est davantage mis en avant, bien qu’il s’avère vite secondaire dans la pratique, observe Anaïs Lehmann. Mais aussi parce que la santé des femmes au travail demeure un « *angle mort de la science* », comme le montre l’ergonome québécoise Karen Messing, dans *Le Deuxième Corps* (Ecosociété, 2022). Souvent, les études sur les risques au travail n’incluent tout simplement pas les femmes dans leurs panels.

Si bien que la « *tendance à interpréter les maux d’origine professionnelle des femmes comme des conséquences de leur (petite) nature* » reste vivace dans le monde du travail, déplore-t-elle. En 2023, un rapport sénatorial dénonçait les « *lacunes préjudiciables* » que ce « *manque de reconnaissance de la charge physique* » endossée par les femmes entraîne en matière de politique publique de prévention.

« Usées très vite, certaines de ces jeunes travailleuses développent des invalidités précoces »

PERRINE AGNOUX
sociologue

Mais ce manque est surtout lié à un « *mépris de genre* », pour Anaïs Lehmann. « *Les risques encourus dans la vente ou l’esthétique sont d’autant moins pris au sérieux que ces professions sont jugées futiles. Ce sont des métiers de femmes pour des femmes, donc catalogués superficiels.* » Elle observe aussi qu’ils « *sont supposés ne pas demander de réelles compétences, mais relever de qualités “naturelles” pour les femmes, comme le soin ou le lien à l’autre* ».

Georgina Peteau, qui a commencé ses premiers jobs de serveuse à 16 ans avant que cela ne devienne son emploi principal, a régulièrement été confrontée à l’idée qu’il ne s’agissait pas d’un « *vrai métier* ». « *Les clients comme les proches pensent toujours que n’importe qui pourrait le faire et se montrent peu compatissants* », soulève la trentenaire, originaire d’un village de Dordogne, qui raconte aussi les varices apparues dès la vingtaine, les genoux « *en miettes* » et les douleurs au dos.

Peu est alors fait pour atténuer cette pénibilité que personne ne veut voir. Esthéticienne de 22 ans, Emelyne (qui ne donne pas son nom de famille) regrette le manque fréquent de matériel ergonomique en institut. « *Même levées au maximum, les tables ne permettent pas d’avoir une bonne posture, et on doit se courber à fond pour pratiquer nos soins. Et encore... quand elles se lèvent !* », témoigne

la jeune femme, qui a recours à des séances d’ostéopathie régulièrement pour soulager son dos. « *Sauf que, sur le moment, il ne faut surtout pas montrer qu’on est en train de se faire mal* », ajoute-t-elle.

Tel est le paradoxe de ces métiers de service et de soin : les travailleuses se mettent « *au service de l’embellissement du corps des autres, tout en masquant les douleurs infligées au leur, sommées d’être invisibles aux yeux de la clientèle* », analyse Fanny Renard. Pour ne pas laisser paraître de signes de fatigue, les employées en vente ou en esthétique n’ont généralement pas le droit de s’asseoir, y compris en l’absence de clients. « *Quand j’étais en parfumerie, il n’y avait carrément pas de chaises en boutique*, témoigne Emelyne. *Il fallait représenter l’entreprise, toujours debout et disponibles.* »

Leurs corps deviennent le reflet d’une « *image de marque* ». Les travailleuses de ces secteurs doivent alors aussi se plier à tout un « *travail esthétique* », qui vient renforcer la pénibilité subie, pointe Anaïs Hermann. Au sein de divers secteurs de service, des restaurants aux événements recevant du public, de nombreuses prescriptions vestimentaires et corporelles s’imposent aux employées. Dans *Jeunes, jolies, et sous-traitées : les hôtesses d’accueil* (La Dispute, 2018), la chercheuse Gabrielle Schütz décrit ainsi, au sein des métiers d’accueil, un « *contrôle des corps* » très

La santé des femmes au travail demeure un « angle mort de la science »

poussé pour correspondre à un certain modèle de féminité.

« *Certaines sociétés prestataires vont jusqu’à préciser la hauteur des talons, les accessoires de cheveux, le maquillage ou la couleur exacte de vernis à ongles acceptés* », décrit-elle. Les règles peuvent s’étaler sur des pages, demandant un temps non négligeable de préparation non rémunéré, et n’ont surtout « *pas d’équivalence chez les hôtes hommes* ». Dans la coiffure, Tifanny s’est confrontée à la même sanction esthétique : « *Durant mon apprentissage, on m’a retiré une demi-heure de rémunération, car j’étais arrivée “pas assez apprêtée”*. J’avais juste fait mon teint et mis du mascara. Je m’étais attaché les cheveux, mais on voyait l’élastique. Depuis, je fais super attention. »

Sanction esthétique

Les vêtements imposés viennent souvent « *aggraver les douleurs* » quotidiennes, ajoute Gabrielle Schütz, qui cite « *les hauts talons, les collants chair qu’il faut porter l’été sous un soleil cuisant, ou au contraire l’absence de vêtements chauds en hiver en pleins courants d’air* ». Amel se souvient, dans les boutiques de luxe où elle est passée, des mocassins rigides qu’elle devait porter qui blessaient ses pieds, et dont elle conserve encore des séquelles.

Toutes ces prescriptions esthétiques contribuent également à sexualiser les corps de ces travailleuses. « *Cela les markete comme des femmes pleinement disponibles et érotisables, ce qui les expose fortement à la drague et au harcèlement sexuel* », souligne Gabrielle Schütz. La chercheuse y voit une autre forme de pénibilité, trop peu prise en compte, voire « *banalisée* », dans les agences de recrutement.

« *C’est usant, la drague lourde qu’on doit encaisser toute la journée en plus de la fatigue du service* », confie Georgina Peteau, dans la restauration. « *A 16 ans, je me faisais déjà draguer par des mecs de 60 piges, qui appelaient au bar pour me proposer de venir en soirée avec eux. On n’est toujours que “la petite serveuse”*. » Aujourd’hui, elle a beau être propriétaire de son propre bar, elle comprend qu’elle est toujours astreinte à cette position : « *Quand il s’agit de discuter affaires, on me regarde à peine et on demande à parler “au patron”*. » ■

ALICE RAYBAUD

« Dans les métiers dits “féminins”, les hommes montent plus vite en hiérarchie »

DANS « SE DISTINGUER DES FEMMES » (La Documentation française, 2023), la chercheuse en sociologie Alice Olivier s’est intéressée aux trajectoires de jeunes hommes passés par des études de sage-femme et d’assistant de service social – quasi exclusivement féminines –, et au traitement de faveur qui leur est accordé.

Les attentes portées sur les hommes et sur les femmes sont-elles les mêmes, dans les secteurs très féminisés que vous avez étudiés ?

Pour ce qui est du cœur du métier, notamment le travail de soin et d’attention à l’égard des personnes accompagnées, on attend la même chose des femmes et des hommes. Mais on pense aussi souvent qu’elles et ils n’ont pas les mêmes qualités intrinsèques, et que les hommes peuvent apporter quelque chose « en plus » dans ces secteurs très féminisés. Ainsi, les équipes professionnelles voient souvent d’un bon œil l’entrée d’hommes dans les formations. Elles considèrent qu’ils apportent, comme de façon innée, du sang-froid, de la force physique, de l’humour, qu’ils sont plus techniques, plus rationnels et scientifiques. Ces projections contribuent à les valoriser en stage. D’ailleurs, comme ils sont très peu nombreux, on les y repère vite. Dans

des services surchargés comme le sont ceux de sages-femmes, le fait d’être très visible donne plus de place pour montrer ses compétences et pour apprendre. Souvent, on leur pardonne aussi plus facilement leurs erreurs. On considère que les hommes sont « moins scolaires » mais qu’ils ont des qualités de finesse, par exemple, et il y a une forme de bienveillance à leur égard. Cela aide à leur donner confiance en eux.

Comment la mise en avant dont bénéficient les hommes favorise-t-elle leurs parcours ?

Les hommes dans les métiers dits « féminins » montent plus vite en hiérarchie, prennent plus la lumière, connaissent moins de temps partiel ou de chômage. Dans mon étude, j’ai pu voir les racines de ces mécanismes dès la période de la formation. Par exemple, les hommes prennent souvent les rôles de représentation, comme ceux de délégué, de président d’association étudiante ou de porte-parole de la classe, quand bien même celle-ci est composée quasiment exclusivement de femmes. Ces positions leur permettent de renforcer des compétences de leadership, de négociation, d’aisance pour parler en public. Cela se retrouve ensuite dans l’insertion professionnelle. Ils ont davan-

tage de facilités à trouver un travail (parfois même avant la fin de la formation), à la fois parce que les structures apprécient les équipes mixtes et en raison des représentations valorisantes dont ils font l’objet.

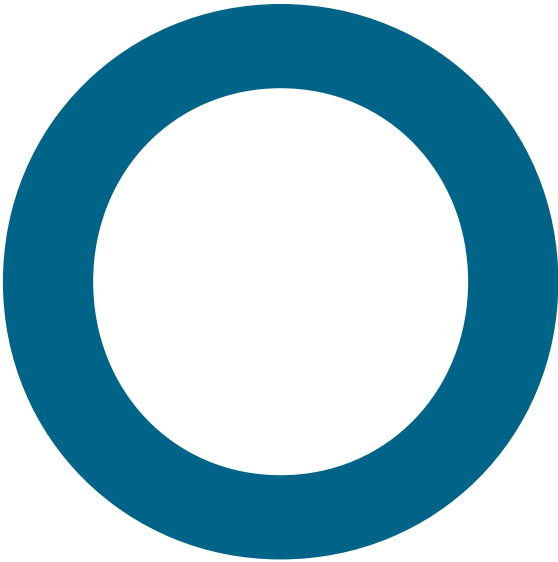
Ce qui n’est pas le cas pour les femmes qui tentent de s’insérer dans des milieux professionnels très masculins...

Non, en effet. Etre très visibles en tant que minorité numérique ne leur donne généralement pas de privilèges, au contraire. Ces femmes connaissent de nombreux obstacles. Dans des filières de lycée professionnel très masculinisées comme celles du BTP ou de la mécanique, étudiées par la sociologue Clotilde Lemarchant, les filles ont du mal à trouver leur place dans leur classe ou en stage. Elles subissent des moqueries, des brimades sexistes, de l’exclusion. Ce n’est pas du tout le cas pour les hommes dans les formations que j’ai observées. Dans le milieu du travail, on parle d’ailleurs d’un phénomène d’« escalator de verre » pour les hommes dans des professions féminisées qui bénéficient de promotions accélérées – en miroir du concept du fameux « plafond de verre » expérimenté par les femmes. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR A. RA.

Dans « La mort est notre business », publié le 12 juin chez Flammarion, deux journalistes russes, Ilia Barabanov et Denis Korotkov, parmi les premiers à avoir révélé l'existence du groupe fondé par Evgueni Prigojine, retracent le parcours de ces mercenaires à la solde du Kremlin

“ Le principal critère pour faire partie du Groupe Wagner était d'avoir envie de gagner de l'argent à la guerre ”



n pouvait distinguer, au sein du Groupe Wagner, plusieurs catégories d'employés. Il y avait d'abord les cadres supérieurs : il s'agissait des subordonnés immédiats de Prigojine, directeur général, dont les pouvoirs s'étendaient à l'ensemble de l'organisation ; ces gens étaient chargés de prendre les décisions. Il y avait ensuite le niveau intermédiaire : les chefs de service et les commandants de bataillons d'assaut. Ils étaient chargés d'élaborer des plans opérationnels précis et de les mettre à exécution ; ils envoyaient des hommes au combat sous leur commandement. Enfin, il y avait les mercenaires ordinaires, qui pouvaient être des spécialistes pointus ou de simples soldats.

Andrei Trochev, l'un des deux principaux dirigeants du Groupe Wagner, n'avait pas le profil typique d'un collaborateur de la société militaire privée. Il avait terminé son service dans la police avec le grade de colonel à Saint-Petersbourg, il connaissait beaucoup de gens non seulement dans les institutions, mais aussi dans le milieu des affaires et il était connu de tous. Comme il avait mené une carrière de policier tout à fait honorable, il aurait pu obtenir un poste dans une entreprise gouvernementale ou commerciale pour s'occuper des questions de sécurité ou des relations avec le gouvernement. Trochev et d'autres anciens policiers préférèrent sûrement travailler pour Prigojine car, au sein du Groupe

Concord, ils pouvaient certes être en charge des questions de sûreté et des contrôles routiniers de sécurité, mais ils pouvaient aussi réaliser un vrai travail opérationnel, au sens où ils l'entendaient, c'est-à-dire organiser des surveillances, provoquer des accidents et des attaques, infiltrer des agents dans des entreprises concurrentes. Et tout cela dans des conditions de relative sécurité : au plus haut niveau, les collaborateurs étaient couverts par le propriétaire du groupe ; et dans les échelons inférieurs, les employés pouvaient faire appel à la protection d'anciens collègues et piocher pour cela dans le bud-

get spécialement alloué pour les pots-de-vin et les cadeaux.

Mais la plupart des wagnériens avaient un parcours tout à fait différent, qui ressemblait plutôt à celui du numéro 2 de la société militaire privée, Dmitri Outkine dit Wagner. Ancien commandant d'un bataillon des forces spéciales à la tête de trois cents soldats, lieutenant-colonel de réserve sans véritables moyens ni perspectives réelles, il était entré au service de Prigojine, avait été honoré du titre de Héros de la Fédération de Russie par le président Vladimir Poutine et était devenu le chef d'une armée privée. En réalité, il devait tout à Evgueni Prigojine, sans le patronage duquel personne n'aurait jamais eu recours à lui, si ce n'est dans les organes d'enquête d'une dizaine de pays. D'autres combattants et employés du Groupe Wagner étaient également redevables à Prigojine, mais pas de la même manière ; grâce au propriétaire du Groupe Concord, ils avaient obtenu une seconde chance dans la vie et avaient pu gagner de l'argent. C'est pourquoi par la suite, quand viendrait l'heure de choisir entre le propriétaire du Groupe Wagner et l'Etat russe, l'écrasante majorité d'entre eux choisirait Prigojine.

(...)

Avant l'invasion de l'Ukraine, des hommes très différents s'engageaient au sein du Groupe Wagner comme simples combattants. Il y avait des spécialistes de très haut niveau comme le double champion de Russie de tir à la carabine en duel Alexandre Zalitchev, qui fut recruté par le Groupe Wagner en 2015 et reçut le surnom de Boroda ou le « Barbu », ou Oleg Simouniak alias Skelet ou le « Squelette », plus connu sous le pseudonyme d'« Oleg Valietski », un vétéran de la guerre en Yougoslavie, auteur de livres sur l'usage de munitions d'ingénierie et expert reconnu en explosifs de mines. Jetons un œil à la liste des hommes tués en Syrie : Alexandre Sagaïdak alias Iskander, tireur d'élite de reconnaissance ayant acquis une expérience de combat à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan ; Alexei Naïnodine alias Bekas, ex-directeur du département de combat du SOBR, une unité spéciale de la Garde nationale russe, près de Moscou ; Ivan le Arkhimovitch alias Polack, ancien soldat des forces spéciales de la GRU [direction du renseignement militaire] ayant déjà combattu en Tchétchénie et en Géorgie.

Dans l'ensemble, au moment de s'engager dans le Groupe Wagner, ces mercenaires avaient déjà participé à des combats dans le Caucase, ou servi dans des forces spéciales, ou passé plusieurs années dans la Légion étrangère française. Ils avaient généralement l'habitude de faire la guerre.

Les compétences de ces hommes étaient difficiles à valoriser dans la vie civile. Elles pouvaient seulement être utiles pour des postes de collecteurs de fonds ou dans des agences de sécurité privée, mais ce type de travail rapportait habituellement peu d'argent et était très ennuyeux. Certains d'entre eux avaient réussi à se trouver une place au sein d'une société militaire privée opérant sur le marché international, mais ce n'était pas si simple : il fallait parler une langue étrangère et bien souvent avoir des certificats reconnus de formation spécialisée, deux choses qui n'étaient en règle générale pas à la portée des vétérans russes. Lorsque en 2014 un conflit armé éclata en Ukraine, ces hommes eurent soudain la possibilité de « travailler » dans leur spécialité au sein du Groupe Wagner et de gagner d'énormes

sommes d'argent selon les standards du pays, c'est-à-dire 240 000 roubles par mois [environ 4 700 euros à l'époque]. Le choix fut évident pour nombre d'entre eux, d'autant qu'au début, les combattants découvraient l'existence de postes vacants au sein de la société militaire privée via d'anciens collègues et connaissances. Il suffisait de passer deux ou trois coups de fil pour que l'aspirant soit reçu en entretien au téléphone, invité à donner quelques informations sur son parcours et son expérience de combat, puis appelé à se rendre au village de Molmino [camp de base du Groupe Wagner] dans le kraï de Krasnodar.

À l'été 2015, cette adresse était déjà connue de toutes les personnes potentiellement intéressées, et pas seulement d'hommes ayant une véritable expérience de combat et un palmarès décent. Huit ans plus tard, Evgueni Prigojine déclarerait qu'avant le début de la guerre en Ukraine, le Groupe Wagner n'était constitué que de « surhommes », ce qui n'était bien évidemment pas le cas. Des hommes russes ordinaires devenaient également mercenaires, et ce pour diverses raisons.

Certains étaient simplement en quête d'aventure. Ils étaient parfois partis dans le Donbass comme volontaires en 2014-2015 et avaient réalisé là-bas qu'il était beaucoup plus avantageux de se battre au sein du Groupe Wagner pour la « libération de la Nouvelle-Russie » [Novorossia, terme qui désignait les territoires colonisés au XVIII^e siècle sous Catherine II, notamment l'Ukraine méridionale et des régions conquises sur les Ottomans, et repris dès 2014 par Vladimir Poutine avec l'annexion de la Crimée] que pour 15 000 roubles [294 euros à l'époque] dans les rangs des républiques autoproclamées de Louhansk et de Donetsk. Ce fut le cas de Nikolai Bouchouïev, surnommé le Minus, originaire de la ville de Kamyziak près d'Astrakhan : il avait fait son service militaire comme mécanicien-électricien spécialisé en diesel et s'était retrouvé à travailler, à l'âge de 22 ans, comme vendeur au supermarché Perekriostok ; il était fan de jeux vidéo. En février 2015, il décida de partir se battre à Donetsk, servit dans les « forces spéciales de la GRU de la RPD [république populaire autoproclamée de Donetsk] », puis s'enrôla au sein du Groupe Wagner à la fin de la même année. Il mourut quelques mois plus tard en Syrie, très loin du « monde russe ».

D'autres s'enrôlaient dans le Groupe Wagner pour fuir une vie miséreuse. Ce fut le cas par exemple d'Alexandre Kartchenkov, 45 ans, originaire de Stary Oskol. À l'époque soviétique, il avait servi comme conscrit dans les troupes balistiques et, en 2010, il avait une femme, trois fils, une fille et pas d'emploi. Kartchenkov ne buvait pas, ne fumait pas et il nota, dans son questionnaire, que son principal passe-temps était de « faire des puzzles en famille ». Il s'enrôla au sein du Groupe Wagner en décembre 2015 et mourut moins de trois mois plus tard.

Pour être recrutés au sein du Groupe Wagner, les futurs mercenaires devaient courir trois kilomètres en environ quinze minutes et faire au moins neuf tractions, ce qui n'était pas très exigeant pour de futurs surhommes. Après avoir suivi une préparation et réalisé quelques missions, les wagnériens pouvaient acquérir ce que les militaires de carrière russes n'avaient presque pas : une expérience de combat.

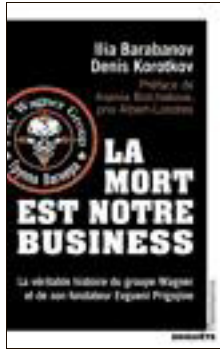
Voilà comment fut constituée la réserve de personnel de la société militaire privée.

Après une mission en Ukraine, en Syrie ou en Afrique, le wagnérien recevait une somme d'argent tout à fait décente pour les standards russes, entre 1,5 et 2 millions de roubles [l'équivalent, aujourd'hui, de 15 310 à 20 415 euros]. La plupart de ces hommes, qui n'avaient pas la moindre connaissance en matière de gestion financière, dépensaient cet argent aussi vite qu'ils l'avaient gagné : en dettes, en choses coûteuses, en alcool ou en filles. Ils espéraient dès lors être rappelés pour une nouvelle mission. La vie paisible leur semblait souvent insipide, notamment lorsqu'ils avaient participé aux aventures africaines. Et puis elle frappait leur amour-propre et leur statut social : hier encore, ils étaient les héros de Palmyre [en Syrie] et ils se retrouvaient désormais agents de sécurité sur un parking. Leur statut de « soldat de fortune » leur paraissait bien plus valorisant.

Le Groupe Wagner et les wagnériens furent à l'origine de nombreux mythes : les sombres déclarations de Prigojine, les tendances nazies de Dmitri Outkine et les crimes de guerre commis par des mercenaires dans différents pays laissent supposer que la société militaire privée recrutait uniquement des Russes nationalistes ou d'extrême droite. Les documents à notre disposition et les témoignages des wagnériens eux-mêmes montrent que ce n'était pas le cas : il n'y avait aucune restriction en termes de nationalité ou d'idéologie au sein de la « Société ». Le principal critère pour en faire partie était d'avoir envie de gagner de l'argent à la guerre. Bien sûr, la majorité des hommes du Groupe Wagner étaient des chrétiens orthodoxes russes, comme partout en Russie. Mais parmi les mercenaires, il y avait aussi des musulmans, des bouddhistes et des athées. Il y avait des Ukrainiens et des représentants de presque tous les peuples de l'ex-URSS. La « tolérance » s'étendait également aux convictions politiques : le Syrien El-Ismaïl fut torturé et tué en 2017 par le Russe orthodoxe Stanislav Dytychko, le musulman pamirien Djahonguir Mirazorov, le Moldave Vladislav Apostol, le Biélorusse Andreï Bakounovitch, le communiste Vladimir Kitaïev et le monarchiste Oleg Konguin.

Au fil des années, la composition des mercenaires évolua. Nombre d'anciens combattants étaient morts ou avaient subi des blessures les rendant inaptes au combat. D'autres avaient décidé qu'ils avaient suffisamment gagné d'argent et eu d'adrénaline et étaient désormais à la recherche d'un travail plus paisible. D'autres encore s'étaient fait congédier, le plus souvent pour des questions d'alcool, de drogue ou de violation des règles de confidentialité, les fameux délits sur lesquels les employés du département spécial enquêtaient. De nouveaux candidats vinrent aussitôt prendre la relève car, selon les standards russes, le Groupe Wagner payait très bien et n'avait presque aucun concurrent sur le marché des sociétés militaires privées. Pour autant que l'on puisse en juger, Prigojine parvint dans l'ensemble à maintenir un bon niveau de préparation parmi ses hommes jusqu'en 2022. Et plus ses effectifs devenaient importants, plus ses hommes étaient présents dans un grand nombre de pays, plus le fondateur du groupe devenait lui-même actif. Au début des années 2020, Evgueni Prigojine, dont peu de gens connaissaient encore le nom quelques mois auparavant, devint l'une des personnalités publiques les plus agressives de la société russe. ■

ILIA BARABANOV ET DENIS KOROTKOV



LA MORT EST NOTRE BUSINESS
d'Ilia Barabanov
et Denis Korotkov
Flammarion,
384 pages, 22 euros

Tout Leos Carax en quarante minutes

Le cinéaste fait son introspection dans un film de montage où il déploie son imagination sensorielle

C'EST PAS MOI

■■■■

Le titre sonne comme une protestation enfantine (dont nous savons, chacun de nous, ce qu'elle vaut). C'est aussi un art fieffé du contre-pied, spécialement quand l'expression intitule un film qui se présente comme autobiographique. Tout Carax, qu'il s'agisse de lui ou de l'autre, tient dans ce titre qui conjoint l'enfance butée, le bras d'honneur dadaïste, le goût rimbaldien de l'incantation et du mystère. Il se trouve, chose assez rare, que le distributeur Les Films du losange nous propose d'aller découvrir un film de quarante et une minutes et dix-neuf secondes dans lequel Carax – qui n'a rien fait pour le mettre en conformité avec la durée d'une séance – bricole cette chose à la fois bâtarde et ourlée, ouvertement intime, qui saigne et rit en même temps.

Ici, histoire de savoir dans quoi on met les pieds, on tranche au bistouri le curriculum de l'artiste. Né à Suresnes (Hauts-de-Seine), d'une mère américaine et d'un père suisse, sous le nom plus commun d'Alex Dupont, voici soixante-trois ans. A réalisé six longs-métrages en trente ans d'une carrière inaugurée en 1980 par un court-métrage joyeusement intitulé *Strangulation Blues*. De *Boy Meets Girl* en 1984 à *Annette* en 2021, en passant par *Les Amants du Pont-Neuf*, qui manque ruiner, en 1991, l'industrie du cinéma français, voilà un réalisateur qui éclaire ses personnages – amants souffrant du mal paroxystique des amants – au soleil noir de la mélancolie, n'en cherchant pas moins dans le cinéma la lumière primitive d'un éternel renouveau.

Le couple Denis Lavant-Juliette Binoche l'accompagne dans cette passion. Elle moins longtemps que lui, qui devient l'alter ego du cinéaste à l'écran. L'ombre de Jean-Luc Godard (1930-2022), autre romantique, s'appesantit en pleine conscience sur Leos Carax depuis ses débuts – il en est de pires. Lequel peut prétendre sans rougir avoir relevé le flambeau d'un cinéma saturé d'inquiétudes et de beautés, qui ne se sera, ô grand jamais, couché devant rien ni personne, et dont le pays s'appelle la nuit. Cela à sa manière et selon ses moyens propres, dans une sorte de grand mix remontant aux sortilèges du muet, au rayonnement insurrectionnel de l'enfance, au lyrisme étoilé des corps en mouvement. On pourra se lever de bonne heure pour trouver plus habité.



Leos Carax et Monsieur Merde (Denis Lavant), LES FILMS DU LOSANGE

De quoi attiser un peu l'intérêt, on le comprendrait à moins, pour les quarante minutes et quelques poussières qui se présentent aujourd'hui à l'attention générale. Tout y commence, comme dans la Bible, par la genèse: une commande par le Centre Pompidou d'un court-métrage destiné à une exposition qui ne s'est jamais faite. Sujet de l'interrogation: «*Où en êtes-vous, Leos Carax?*» Réponse de l'intéressé: un grand «*merde*» vert barrant un écran noir et une voix caverneuse en off – «*Si je savais...*» – qui semble contrefaire celle du vieux modèle JLG.

Un art consommé des contraires
Ça ne pourrait plus mal – ou plus drôlement – commencer, sauf que le film enchaîne et entreprend, le plus sincèrement qu'il peut pour autant qu'on en puisse juger, de répondre à cette question.

On ne se hissera jamais avec des mots, toutefois, au niveau d'imagination sensorielle suscité par un aussi beau film de montage. Gar-

dons le cap descriptif et analytique. Roman des origines. Rapport kafkaïen à la famille. Romantisme de la malédiction. Image ambivalente du père. Affiliation inédite au judaïsme et à l'héritage de la Shoah. Confrontation aux horreurs et aux salauds contemporains qui prolongent le rictus du XX^e siècle. Élégie de l'être aimé et disparu. Evocation des puissances érotiques et politiques du cinéma. Voilà pour les motifs. La manière seule en délivre la puissance d'évocation. Par la beauté, d'une part: scintillants jeux de matière, lyrisme musical (Ravel, Miles Davis, les Sparks, Britten, Fayrouz...), colusions poétiques des arts (citations filmiques, archives, photos, littérature, peinture, musique...).

Par une irrésistible passion de l'ambivalence, d'autre part, et un art consommé des contraires. Carax en pyjama, peut-être sorti d'un rêve, allume-t-il l'interrupteur, l'image passe en négatif irisé de couleurs électriques. Nomme-t-il son père sur des photographies

(«*C'est lui, là!*»), les images d'Hitler, de Ferré ou de Godard clignotent. Se compare-t-il à Polanski («*cinéaste*», «*petite taille*», «*juif*», «*hétérosexuel*»), il ne fait pas l'économie du viol dont cet autre modèle s'est rendu coupable. Une mère lit-elle tendrement un conte à ses enfants, c'est celui d'Adolf Hitler qui crée un grand camp de vacances pour éliminer tous les gens mauvais. Il n'y manquerait plus, à un raccord de la station Bonne-Nouvelle, qu'un coq qui braie et qu'un âne qui coquerique, et ils y sont aussi!

Simple jeu d'enfant? Bien plutôt ambition de l'artiste à tout emporter imaginairement de l'humain, le mal comme le bien, la cruauté comme l'amour, l'abjection comme la dignité. Et à nous apostropher, tel Denis Lavant dans la limousine d'*Holy Motors* (2012) citant le célèbre «*nos frères dans l'ordre de la nuit*» d'André Malraux. Et à nous scandaliser, tel Lavant encore, renfilant ici son costume de Monsieur Merde, l'une des

Denis Lavant renfile son costume de Monsieur Merde, créature récurrente de l'univers caraxien

créatures récurrentes les plus drôles et immondes de l'univers caraxien, pour aller faire un gros besoin sur l'état du monde actuel.

Il y aurait beaucoup à dire sur cette extraction des immondes, sanglée dans un costume de velours vert, cheveux roux hirsutes, sale comme un peigne, ongles longs comme un doigt, éructant des borborygmes dans un dialecte non identifié, apparu pour la première fois en 2008 – dans le film à sketches *Tokyo!* – pour semer la panique dans les rues de la capitale japonaise, dans les égouts de

laquelle il avait élu domicile. On retrouve ce clochard terroriste et obsédé sexuel dans *Holy Motors*, faisant un sort à Eva Mendes dans une crypte du Père-Lachaise, à Paris. On n'est pas moins ravi de le revoir bras dessus bras dessous avec Leos Carax, grîmé aussi en Monsieur Merde, dans *C'est pas moi*.

Voilà encore une figure de l'art insomniaque et gifleur de Leos Carax, qui ne craint rien tant que de s'assoupir alors que l'art est quand même fait pour nous sauver du pire. Peut-être, quand il fait ses films, Carax pense-t-il à cette phrase de *Gaspard de la nuit* (1842), d'Aloysius Bertrand: «*Nous avons tous dans le passé un jour de bonheur qui nous désenchantent l'avenir.*» Cela pourrait expliquer son désir, si palpitant, si vivant, de régénérer le présent. ■

JACQUES MANDELBAUM

Film français de Leos Carax. Avec Denis Lavant, Kateryna Yuspina, Nastya Golubeva Carax (41 min).

Denis Lavant: « Notre relation passe beaucoup par le silence »

L'acteur, qui incarne Leos Carax dans « C'est pas moi », tourne sous la direction du réalisateur depuis « Boy Meets Girl », il y a quarante ans

ENTRETIEN

Prodigieux acteur, venu de l'école du cirque et de la commedia dell'arte, Denis Lavant est devenu au cinéma l'alter ego de Leos Carax à l'écran, la géniale inquiétude du second se voyant ainsi augmentée par l'expressivité bouleversante et la corporéité explosive du premier. Inaugurée en 1984 avec *Boy Meets Girl*, l'association se poursuit sur *Mauvais sang* (1986), *Les Amants du Pont-Neuf* (1991), *Merde* (2008), *Holy Motors* (2012) et *C'est pas moi*.

Il semblerait que Leos Carax ne donne pas d'entretien sur ce film, pourtant très personnel...

Non, en effet, j'ai l'impression que c'est moi qui fais tout...

N'y a-t-il pas une sorte d'ironie à ce que l'alter ego que vous êtes à l'écran le devienne à présent dans la vie réelle?

N'exagérons rien, je me garderais bien de parler en son nom. Je comprends sa rétention. Il est devenu rare aujourd'hui de vouloir s'exprimer uniquement à travers ses œuvres, sans vouloir en rajouter. J'ai d'ailleurs des souvenirs saisissants de Leos, plus jeune, dans cet exercice qu'il n'affectionne pas. Notamment une conférence de presse à Berlin, où les journalistes s'acharnaient à lui faire préciser les références de *Mauvais sang*. Il a fini par répondre qu'il n'aimait pas le mot « référence » parce qu'il lui faisait penser à « révérence » avec un accent nazi. Je me demande si ce n'était pas pire.

« Le point limite a été “Les Amants du Pont-Neuf”, où on a frôlé le naufrage, mais dont on est sortis indemnes »

Pourriez-vous raconter votre rencontre?

C'est simple et banal. J'étais en première année de Conservatoire chez Jacques Lassalle, et il m'aurait repéré, selon la légende, sur un fichier de l'ANPE [devenue *France Travail*] d'après ma photographie. Je l'ai rencontré chez lui, il m'a donné le scénario de *Boy Meets Girl*, et voilà.

Votre longue collaboration a-t-elle induit un lien électif, voire amical, entre vous?

Il n'y a pas d'amitié à proprement parler. C'est une relation très étrange, non poreuse, qui tient sur la connivence et l'intensité du travail. Elle est faite de peu de mots. Ça passe beaucoup par le silence. Chaque film génère son cahier des charges, dans l'ordre de l'intensité et de la posture plutôt que de la psychologie. Le point limite, c'a évidemment été *Les Amants du Pont-Neuf*, où on a frôlé le naufrage, mais dont on est sortis indemnes. Cette relation s'est renouvelée plus tard avec la création du personnage de Monsieur Merde, où on a commencé à travailler sur le postiche, le pur artifice. Je crois que c'est le fait d'avoir joué tous les deux dans *Mister Lonely* [2007], d'Harmony

Korine, où il jouait l'agent de Michael Jackson et moi Charlie Chaplin, qui lui en a donné l'idée.

Vous y revenez d'ailleurs dans une séquence de « C'est pas moi ». Pour vous, qui est, au juste, Monsieur Merde?

C'est d'abord le personnage le plus épatant que j'aie jamais joué. Je rappelle que Leos l'a créé au moment où il n'avait plus aucun crédit dans la profession. *Les Amants du Pont-Neuf* avait été une faillite financière, et *Pola X* n'avait pas du tout marché. C'est donc un anti-conformiste, rebelle à toute société, un hyperindividualiste qui ne se définit au nom de rien, sinon de son propre désir. Personnage anarchique, enfantin, destructeur, monstrueux, ubuesque et, en même temps, séduisant parce que issu des burlesques. Et qui ap-

partient vaguement à une ethnie de merdeux parlant une langue très particulière, dont nous avons trouvé la tonalité chez Antonin Artaud. Je me souviens de Jean-François Balmer, qui devait interpréter le compatriote et l'avocat de Monsieur Merde, disant à Leos Carax qu'il avait besoin de comprendre ce qu'il disait. Leos, deux jours après, est revenu avec un lexique merdogon-français, que j'ai un peu enrichi de mon côté...

A votre avis, pourquoi Leos Carax, qui met suffisamment sa peau dans ses fictions, s'est-il, pour la première fois, engagé dans un essai explicitement autobiographique?

Je ne sais pas. Je crois qu'il a suffi que l'expérience soit nouvelle pour lui. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR J. MA.

■□□□ POURQUOI PAS
Excursion

Film bosnien, croate, norvégien et serbe d’*Una Gunjak* (1h33). Inspiré d’un fait réel qui a secoué la Bosnie, *Excursion* suit Iman, adolescente en quête d’amour et de reconnaissance qui, lors d’une partie du jeu « action ou vérité », avoue avoir perdu sa virginité avec l’un de ses camarades. La jeune fille se dit enceinte et tandis que le mensonge enfle, la situation finit par lui échapper. Mais la partition de ce premier long-métrage d’une jeune réalisatrice bosnienne tangué entre deux veines. D’une part, l’édifiant film à sujet tentant de mettre au jour le piège de l’intolérance – entre hypersexualisation et puritanisme – qui se referme inexorablement sur les jeunes filles. De l’autre, le portrait indolent, hors de tout discours, d’une adolescente empêtrée dans ses fantasmes et son ennui, rêvassant à un garçon qui, lui, est indifférent. Deux ambitions qui finissent, hélas, par se saborder mutuellement. ■ **M. JO.**

□□□□ ON PEUT ÉVITER
Gloria !

Film italien et suisse de Margherita Vicario (1h46). Nous sommes à Venise en 1800, à l’orphelinat et conservatoire pour jeunes filles Sant’Ignazio où la visite du nouveau pape Pie VII est attendue. Pour lui faire honneur et le surprendre, un concert doit être préparé, une partition écrite. Ce à quoi le curé et maestro de l’institut tente de s’employer, sans succès. A l’inverse des jeunes pensionnaires qui, dans les caves de l’établissement, découvrent un piano-forte autour duquel elles vont chaque jour, en secret, se réunir afin de composer des airs de jazz et de variété italienne pour le moins surprenants, et peu crédibles. A l’image du film qui accumule les invraisemblances, pour asséner son propos féministe, puis conduire à un concert final délirant. Et ce, sans véritablement prendre soin des personnages qui, grossièrement dessinés, se divisent en deux camps, d’un côté les bons, de l’autre les méchants. Une partition simpliste. ■ **V. CAU.**

Paradis Paris

Film français de Marjane Satrapi (1h30). Déclarée morte par erreur, une cantatrice s’impatiente de voir les hommages que lui rend la presse ; une ado kidnappée transforme son ravisseur en psy ; un présentateur d’une célèbre émission criminelle se questionne sur la mort... *Paradis Paris* entrelace ces destinées dans une capitale cosmopolite, avec, pour thème principal la mort, que chaque personnage doit affronter d’une manière ou d’une autre. Le modèle ? Le film à sketches à l’italienne avec son ironie mordante, sa morale dessinée à grands éclats de rire. Sauf qu’ici, à tous les étages, rien ne fonctionne. La pléiade d’actrices et d’acteurs est bloquée dans un registre outrancier de pastille télévisuelle, et les saynètes prennent un temps fou à délivrer le message qu’on voit pourtant arriver de loin : Paris est beau, vivons avant de mourir. ■ **M. JO.**

À L’AFFICHE ÉGALEMENT

Crépuscule

Film hongrois de György Feher (1h45).

Haikyu !! La guerre des poubelles

Film d’animation japonais de Susumu Mitsunaka (1h25).

Les Guetteurs

Film américain d’Ishana Night Shyamalan (1h42).

Tehachapi

Documentaire français et suisse de JR (1h32).

LES MEILLEURES ENTRÉES EN FRANCE

	Nombre de semaines d'exploitation	Nombre d'entrées (1)	Nombre d'écrans	Evolution par rapport à la semaine précédente	Total depuis la sortie
<i>Un p'tit truc en plus</i>	6	655 902	1 100	↘ – 36 %	6 456 087
<i>Bad Boys. Ride or Die</i>	1	317 069	719		317 069
<i>La Petite Vadrouille</i>	1	126 813	425		126 813
<i>Furiosa. Une saga...</i>	3	104 022	762	↘ – 50 %	708 634
<i>La Planète des singes...</i>	5	101 200	758	↘ – 51 %	2 192 019
<i>Blue & Compagnie</i>	5	69 053	790	↘ – 46 %	1 054 604
<i>Abigail</i>	2	31 547	342	↘ – 54 %	112 209
<i>Chien blanc</i>	3	28 747	235	↗ + 406 %	28 747
<i>Le Deuxième Acte</i>	4	27 385	773	↘ – 59 %	446 124
<i>Memory</i>	2	20 657	229	↘ – 57 %	79 920

AP : avant-première
Source : « Ecran total »

* Estimation
Période du 5 au 9 juin inclus

Indétrônable, *Un p’tit truc en plus*, la comédie d’Artus mettant en scène de jeunes adultes en situation de handicap, coiffe la concurrence au poteau pour la 6^e semaine consécutive, enregistrant 655 902 nouveaux spectateurs sur un total qui s’envole vers les 6, 5 millions. Autre percée française, plus timide, *La Petite Vadrouille*, de Bruno Podalydès, atteint tout de même la 3^e place, s’attirant 126 813 curieux. Ces bons scores hexagonaux bénéficient de contre-performances de plusieurs grosses machines hollywoodiennes attendues pour jouer les locomotives. Le duo de flics de *Bad Boys. Ride or Die* est le seul à s’inviter dans le trio de tête, en 2^e position, avec 317 069 spectateurs – pas encore la foule des grands jours. *La Planète des singes. Le nouveau royaume* accuse le coup en 5^e semaine, sans trop démériter, avec ses 2192 019 de convaincus. *Furiosa. Une saga Mad Max*, en revanche, patine sous la barre du million d’entrées, avec « seulement » 708 634 billets vendus. A force de tirer sur la corde, les franchises s’essoufflent.

NOMINATION
Jean Robert-Charrier
nouveau directeur
des Bouffes parisiens

L’actuel directeur du théâtre de la Porte Saint-Martin, à Paris, Jean Robert-Charrier, âgé de 40 ans, a été nommé, lundi 10 juin, à la tête du théâtre des Bouffes parisiens par son ac-

tionnaire, Marc Ladreit de Lacharrière (patron du groupe Fimalac Entertainment, propriétaire de nombreux lieux culturels parisiens). Il succède à Richard Caillat à la direction de cette salle privée de 600 fauteuils qui accueille de temps en temps des productions du secteur public.



Juliette (Izia Higelin) et son père (Jean-Pierre Darroussin).
DIAPHANA DISTRIBUTION

Retour en enfance gai et lucide

Adapté d’un roman graphique de Camille Jourdy, le long-métrage de Blandine Lenoir décrit les retrouvailles d’une famille de classe moyenne

JULIETTE AU PRINTEMPS

Quand la nuit tombe, Juliette (Izia Higelin) a les jambes qui bougent toutes seules. On appelle ça des « impatiences » comme les enfants qui trépigment sous le coup de l’émotion. Ce n’est pas bien grave, peut-être dû à une insuffisance en fer ou à un manque de dopamine, mais cette illustratrice souffre aussi d’aménorrhée, se sent fatiguée et traverse une phase dépressive... En mission de guérison, elle quitte Paris pour se ressourcer chez son père (irrésistible Jean-Pierre Darroussin) dans la campagne de l’Ain où elle a grandi. L’occasion de rendre visite à sa sœur aînée, coiffeuse à domicile, à sa mère, artiste peintre, et à sa grand-mère qui perd un peu la tête.

Avec ses scènes chorales, ses décors douillets et ses bons petits plats, le quatrième long-métrage de Blandine Lenoir, *Juliette au printemps*, adapté d’un roman graphique de Camille Jourdy, *Juliette. Les fantômes reviennent au printemps* (Actes Sud, 2016), fait

preuve de la même hospitalité que ses précédents films. Nous y sommes chouchoutés (parfois trop), toujours conviés à la bonne place, pour ne rien perdre de vue.

Cela dit, c’est la première fois que la réalisatrice ne s’appuie pas sur un sujet de société qui tient le cap de la bonne cause. Après avoir déstigmatisé l’amour chez les personnes âgées (*Zouzou*, 2014), brisé le tabou de la ménopause (*Aurore*, 2017) et rappelé l’importance du MLAC, le Mouvement pour la liberté de l’avortement et de la contraception, fondé en 1973 (*Annie Colère*, 2022), elle s’autorise à décrire les retrouvailles d’une famille de la classe moyenne, somme toute standard, avec son lot de crises de nerf, de scènes de jalousie, de marques de pudeur et d’affection.

Quête sensorielle

Il y a quelque chose qui tient du vagabondage, assez rare dans la comédie française pour être souligné. Au contact des siens, Juliette, célibataire parisienne, comme absente à elle-même, déambule dans son passé à la recherche des bruits (une poignée

Il y a quelque chose qui tient du vagabondage, assez rare dans la comédie française pour être souligné

de porte, un interrupteur, le parquet), des images ou des objets de son enfance. Sa quête confère au reste du film tout feu tout flamme une jolie part sensorielle dont le mystère doit aussi beaucoup à la bande originale de Bertrand Belin.

Mais le véritable intérêt se joue ailleurs, dans le quotidien de Marylou, la grande sœur (audacieuse Sophie Guillemin). Sa partition de mère de famille débordée, agacée par la gentillesse de son époux, vivant avec l’impression que le monde s’arrêtera de tourner si elle ne tient plus les rênes de la famille, contient les épisodes les plus surprenants qu’on pourrait rassembler sous le titre de « *Ciel,*

mon mari ! » Ainsi va-t-il de l’intimité partagée avec son amant à l’abri d’une serre dont la fantaisie florale n’élude rien de la pétulance charnelle et du plaisir partagé. Et de l’amoureux sorti du placard, dans un costume de fantôme, attirant plus l’attention qu’il ne passe inaperçu.

Alors qu’on se demande où tout cela peut bien nous mener, le film prend sa forme définitive dans sa seconde partie, lorsque Juliette découvre un non-dit de famille. Cela ressemble à un secret, parce que personne n’en parle, à ceci près qu’il n’y a pas de mensonge. A l’aune de cette mise en lumière, Blandine Lenoir donne une pente psychogénéalogique à son récit, qui se double dès lors d’une lecture transgénérationnelle apte à renforcer notre empathie pour la bande. C’est sans doute la marque de ses feel-good movies (« films pur bonheur »), joyeux et tout de même assez lucides pour nous réconforter sans nous duper. ■

MAROUSSIA DUBREUIL

Film français de Blandine Lenoir. Avec Izia Higelin, Sophie Guillemin et Jean-Pierre Darroussin (1h36).

Un salutaire poème venu des « recoins du monde »

L’ethnologue Stéphane Breton suit, en Amérique latine, des ramasseurs d’algues et de déchets

LES PREMIERS JOURS

Chercheur talentueux et atypique qui met cul par-dessus tête la relation ethnologique, homme de terrain et de voyage attentif à la trivialité des choses, esprit ouvert à l’interdisciplinarité et aux enjeux esthétiques, l’ethnologue Stéphane Breton (à l’instar d’un Jean Rouch) a adopté le cinéma comme méthode d’approche. Depuis plus de vingt ans, une œuvre précieuse, inventive, fantasque, en ressort, dont on a pu découvrir certains maillons au cinéma.

On le trouve ainsi aux côtés des Wodani de Nouvelle-Guinée occidentale (Indonésie) (*Eux et moi*, 2001 ; *Le Ciel dans un jardin*, 2003 ; *Nuages apportant la nuit*, 2007) ; avec des bergers kirghiz (*Un été silencieux*, 2005) ; dans les petits matins parisiens (*Le Monde extérieur*, 2007) ; plus récemment, avec les soldates kurdes sur le front ira-

kien (*Filles du feu*, 2018). A chaque fois, le chercheur-cinéaste surprend. Explorateur de ce qu’il appelle les « recoins du monde » – zones marginales et insues où l’humanité échappe à la mondialisation –, il y cultive l’étrangeté plutôt que l’explicatif, le partage plutôt que l’objectivité, la singularité irréductible de la sensation et de l’expérience, plutôt que le marché commun des mots mis sur les choses. *Les Premiers Jours*, à cet égard, ne décevra pas.

Présentons le film tel qu’il se présente lui-même : un groupe d’hommes non identifiés, vivant sur un territoire inconnu où le désert joute la mer, collectent des monceaux d’algues et de déchets qu’ils rapportent sur la terre ferme, où cohabitent des meutes de chiens pacifiques et des épaves de voitures mangées par la rouille. Qui sont-ils ? Où est-on ? De quoi vivent ces gens ? A quoi sert au juste leur activité ? Rien de tout cela n’est précisé. Et le

reste pas davantage. Pas un mot de commentaire. Pas un carton explicatif. Ce que l’on peut constater : une bande-son travaillée à l’extrême. Des bribes d’espagnol, version Amérique latine, dans des dialogues qui ne surnagent qu’à peine. Des clapotis. Pas mal de vent. Des ronflements de moteur.

Etrangeté absolue

Un paysage tantôt lunaire, tantôt solaire, à la fois immaculé et souillé d’immondes, d’une beauté radicale et d’une grande inquiétude, qui pourrait être, par voie de conséquence, celui du début comme celui de la fin du monde. En un mot, il resterait à penser que Stéphane Breton a voulu tourner une version alternative de *Mad Max*, qui laisserait la baston hors champ, pour ne conserver que l’étrangeté absolue d’un monde où la présence humaine apparaît comme la seule et véritable contingence. Ecopant ici ce qu’ils ont jeté ailleurs. Des

chaises en plastique, des métaux divers, des tubes d’aspirateur, des cordons électriques, des chaussures par monceaux, des bouteilles de tout contenant, des véhicules divers, des carcasses et des pneus. Une sorte de suite postmoderne au catalogue ironique de *La Complainte du progrès* (1956), de Boris Vian.

Multitude d’objets d’une civilisation de l’obsolescence dérivant à l’aveugle, et dont le film – accompagnant les silhouettes fébriles, lumpen prolétariées et un rien burlesques, qui les recueillent et les détournent – se veut le tombeau. On notera, sur le déroulant des remerciements, les mentions particulières à Jacques Tati, La Monte Young, Jean Epstein et Ossip Mandelstam. Voilà un film qui respire fort, une œuvre salutaire de désaliénation. ■

JACQUES MANDELBAUM

Documentaire français de Stéphane Breton (1h14).

Au festival Côté court, Emmanuel Mouret fait ses gammes

Le cinéaste présente à Pantin « La Réputation », réalisé avec Carmen Leroi



Carmen Leroi et Emmanuel Mouret, lors de la projection de « La Réputation », le 6 juin à Pantin (Seine-Saint-Denis). MARGO MAYER

RENCONTRE

Il y a les grandes histoires d'amour, mais il y a aussi les petites histoires d'amour, les petites histoires de séduction, les petites histoires qui n'arrivent pas... Le format du court-métrage offre la possibilité de raconter ces histoires aux enjeux peut-être moins volumineux, passionnels ou vitaux, mais tout aussi passionnants que les autres», formule Emmanuel Mouret. Le réalisateur a continué de tourner des films d'une quinzaine de minutes après être passé au long (entre *Laissons Lucie faire!*, 2000, et *Chronique d'une liaison passagère*, 2022). Ils ne sont pas si nombreux, les cinéastes à être restés fidèles au court... On peut citer en tout et pour tout les expérimentateurs Leos Carax (*C'est pas moi*), Yorgos Lanthimos et Michel Gondry. « Tourner des courts-métrages est aussi un moyen de pratiquer régulièrement », ajoute Emmanuel Mouret. Son neuvième « petit film », *La Réputation*, coécrit et coréalisé avec Carmen Leroi, également actrice, concourt dans la sélection fiction de la 33^e édition du festival Côté court de Pantin (Seine-Saint-Denis), qui a lieu jusqu'au 15 juin. Le rendez-vous est célèbre pour avoir montré les premières images des frères Larrieu, d'Alain Guiraudie, de François Ozon, Justine Triet... Cette année, l'événement propose également un focus sur le cinéma iranien, une rétros-

« Tourner des courts-métrages est aussi un moyen de pratiquer régulièrement »

EMMANUEL MOURET

pective Laurent Achard (mort le 24 mars) et une conversation avec Juliette Binoche. Sous ses allures de fable légère, *La Réputation* aborde un thème dont le cinéma s'est assez peu emparé, mais dont on se dit, après visionnage, qu'il est peut-être bien à l'origine de bon nombre de scénarios. À savoir combien notre réputation est affaire de récits... « Chacun d'entre nous est le fruit de plusieurs récits, nos relations ne sont qu'un tissu de ces récits... Nous avons pensé que cette idée pouvait se déployer au cinéma », décrit Emmanuel Mouret, rejoint par Carmen Leroi : « C'est l'histoire d'un personnage sur lequel les autres projettent beaucoup de choses, ce qui finit par modifier leur perception sans que lui-même change de comportement. » La trame de cette comédie, plus sentimentale qu'on ne le croit, est la suivante : Lina, réalisatrice, apprend par une amie que Bastien, le monteur son avec lequel elle travaille, est un grand séducteur.

Pourtant, le garçon n'a rien d'un Casanova, il n'est pas particulièrement élégant ni délicat ou drôle... En deux mots, il est tout à fait résistible. Alors que Lina ne prête aucune attention aux rumeurs, l'insistance de son entourage finit par altérer sa perception. Pourquoi donc ce garçon ne cherche-t-il pas à la séduire ? C'est ainsi que les derniers jours de montage se muent, pour elle, en de pseudo-rendez-vous galants avec l'être fantasmé.

« Cinéma de proximité »

Carmen Leroi, jeune réalisatrice de 36 ans, originaire de Caen, et Emmanuel Mouret – qu'elle avait dirigé dans son précédent court-métrage, *Sans regret* – partagent le goût des historiettes, des tâtonnements sentimentaux, des conversations anodines, qui finissent par poser des questions philosophiques, et une passion pour le cinéma d'Eric Rohmer. Ils citent *Quatre aventures de Reinette et Mirabelle* (1987), l'histoire de deux amies : Mirabelle, une étudiante parisienne, vit en colocation avec Reinette, une fille de la campagne. « Leurs aventures relèvent de la vie domestique et quotidienne : la gestion de l'argent, la confrontation avec un serveur désagréable... Ces microrécits disent beaucoup de ce qui se passe autour de nous », décrit Carmen Leroi. « C'est un cinéma de proximité, poursuit-elle. Or la proximité a beaucoup à voir avec l'intimité. Le réalisateur et écrivain Jean-Louis Comolli me disait

souvent que la politique commençait dans la chambre à coucher... »

C'est la première fois, en vingt-huit ans de carrière, qu'Emmanuel Mouret coécrit et coréalise : « J'en rêvais depuis longtemps, dit-il. Ça touche à une part d'ego, mais ce qui m'excitait, c'était justement de déconstruire un peu tout ça et de désacraliser le rôle de l'auteur. Ça demande d'accepter, grosso modo, de ne pas être auteur. » Cela dit, il nous a paru déplacé de les questionner sur la nature de leur lien. On sait que leur correspondance contient des tas d'« idées de petites histoires » pour le cinéma. Leur premier long-métrage, *Une chose et son contraire*, sortira le 6 novembre.

Ils insistent sur l'« inactualité » de *La Réputation*. Il va sans dire que le format court offre encore la liberté de faire des films ne relevant pas d'un fait de société récent, de l'air du temps, alors même que le secteur du long-métrage semble de plus en plus contraint de respecter ce cahier des charges. « Je crois que cela vient du fait que c'est plus facile de parler d'un sujet de société que d'un film, dit Emmanuel Mouret. Tout cela infuse... Ainsi, une commission d'aide financière a l'impression que sa mission vaut la peine si le film parle d'un sujet de société. Je crois aussi qu'il y a une grande naïveté à croire que le cinéma, c'est la vie. » ■

MAROUSSIA DUBREUIL

Festival Côté court, à Pantin (Seine-Saint-Denis). Jusqu'au 15 juin.

Trois thrillers érotico-horribles sur fond de peur et de désir mêlés

Un coffret de la société Artus réunit des films de Sergio Martino, réalisés dans les années 1970, reposant sur l'ambiguïté des images

DVD

Une femme est seule. Elle a peur. Mais peut-être désire-t-elle avoir peur. C'est ainsi que l'on pourrait résumer, sommairement, le principe des trois films édités par la société Artus dans un coffret proposant, en Blu-ray et en DVD, sous l'intitulé générique et mercantile *La Trilogie du vice*. *L'Etrange Vice de M^{me} Wardh*, *Toutes les couleurs du vice* et *Ton vice est une chambre close dont moi seul ai la clé* ont tous été réalisés par Sergio Martino entre 1970 et 1972. Ils font partie des quelques titres les plus réussis de la filmographie de ce prolifique réalisateur, attaché à suivre, durant toute sa carrière, les modes les plus lucratives du cinéma populaire transalpin. La beauté poétique de cette trilogie doit aussi beaucoup à la musique, suave, psychédélique, inquiétante, signée Nora Orlandi (pour le premier titre) et Bruno Nicolai (pour les deux autres), ainsi qu'à la perversité des scénarios écrits par l'érudit et productif Ernesto Gastaldi.

Début des années 1970. La censure recule, et l'érotisme devient une donnée essentielle des films du samedi soir. L'épouvante subit une mutation profonde. Après avoir puisé, la décennie précédente, dans la littérature du XIX^e siècle, elle se modernise, s'enracine dans une réalité contemporaine et triviale, s'imprègne d'un moment paranoïaque de la société. C'est sans aucun doute le phénoménal succès, en 1970, du premier long-métrage de Dario Argento, *L'Oiseau au plumage de cristal*, qui encourage cet élan.

Théâtralisation de la terreur

Les trois films de Sergio Martino sont des thrillers érotico-horribles construits sur les circonvolutions baroques de récits de machination. Une femme y est jetée au cœur d'une conjuration sordide, qui prend la forme d'un cauchemar éveillé et les apparences trompeuses d'un surnaturel fabriqué. Critique d'un monde construit sur l'avidité, peinture fascinée d'une classe sociale en voie de pourrissement, les titres de cette trilogie sont, par ailleurs, de fascinantes, et peut-être inconscientes, expériences formelles et figuratives, construites sur la déformation et l'anamorphose.

Car tout fonctionne sur le principe même d'une ambiguïté des images, rêve ou réalité, visions mentales ou expérience concrète.

Edwige Fenech, sex-symbol du cinéma d'exploitation italien, incarne à chaque fois la victime

Le spectateur est constamment sommé de s'identifier à une héroïne qui peine elle-même à déchiffrer le monde qui l'entoure et les obsessions qui la tourmentent. Dans les trois titres, c'est Edwige Fenech, sublime et désirable actrice du genre, à tout jamais sex-symbol du cinéma d'exploitation italien, qui incarne la victime et l'objet d'un scénario écrit par d'autres qu'elle.

S'il fallait leur trouver une généalogie au cinéma, ce serait dans *Les Diaboliques* (1955), d'Henri-Georges Clouzot, les chefs-d'œuvre de Jacques Tourneur, et surtout les films d'Alfred Hitchcock, mais aussi dans toute une inspiration proprement nationale, qu'elle soit cinématographique (l'œuvre de Mario Bava) ou autre (la bande dessinée, le roman-photo, soit une sous-culture particulièrement riche en Italie). Mais sans doute faudrait-il remonter plus loin dans l'histoire du cinéma transalpin pour trouver les racines d'une telle théâtralisation de la terreur.

Ces trois longs-métrages ne sont pas construits sur autre chose que la mise en scène de névroses féminines. La frigidité et le masochisme caractérisent des héroïnes qui ont tout autant peur du désir qu'elles désirent avoir peur. Et c'est sans doute du côté des origines de l'art cinématographique italien qu'il faudrait en trouver une véritable détermination. Il y avait, dans les années 1910, toute une tradition de films dans lesquels les interprètes féminines, véritables stars du moment, se distinguaient par un jeu outré, censé exprimer les tourments les plus intenses. Cette figuration de l'hystérie semble avoir retrouvé une nouvelle vigueur avec les trois films de Sergio Martino. ■

JEAN-FRANÇOIS RAUGER

La Trilogie du vice : L'Etrange Vice de M^{me} Wardh, Toutes les couleurs du vice, Ton vice est une chambre close dont moi seul ai la clé, coffret DVD et Blu-ray Artus.

La fuite en avant d'un duo féminin plein de rage

La Britannique Rose Glass met en scène un film pop et ogresque, avec Kristen Stewart et Katy O'Brian

LOVE LIES BLEEDING

À u rang des fictions féministes, on attendait de pied ferme *Love Lies Bleeding*, nouveau film de la cinéaste britannique Rose Glass (*Saint Maud*, 2019). Il nous appâtait de loin, accumulant complaisamment les effets de mode : une romance lesbienne, dans le milieu du culturisme, avec pour héroïne Kristen Stewart, icône féministe et rebelle qui circule savamment entre grosse production et auteurisme confidentiel. On pouvait se méfier d'un objet aussi parfaitement marketé, comme généré par un algorithme qui aurait pleinement absorbé le cahier des char-

ges de l'empowerment au féminin. Sur le versant blockbuster, *Barbie* a ouvert la voie, que *Love Lies Bleeding* semble poursuivre sur le terrain du film d'auteur. Nous sommes dans un coin paumé d'Amérique, en 1989 : une vague de culturisme accompagne l'ère Reagan, la coupe mulet règne alors sur le monde. Lou (Kristen Stewart), gérante d'une salle de sport, est encerclée par la violence : elle est la fille d'un mafieux de la région et observe, impuissante, sa sœur se faire battre par son mari. Seule et déprimée, la jeune femme retient en elle une rage qui éclate le jour où elle rencontre Jackie, somptueuse bodybildeuse addict aux stéroïdes, s'entraînant pour un concours de

culturisme qui aura lieu à Las Vegas. Un soir, au milieu des machines de musculation, c'est le coup de foudre. Un beau monstre Objet outrageusement pop, *Love Lies Bleeding* enquille les références jusqu'au vertige : *Hulk*, *L'Attaque de la femme de 50 pieds* (Nathan Juran, 1958), *Bonnie et Clyde* (Arthur Penn, 1968), les frères Coen, le *body horror* cronenbergien, le film prend sans cesse le risque de se réduire à celles-ci, s'en servant comme d'un produit dopant qui fait pétarader le récit. Précisément, le charme du film relève de son appétit ogresque, n'ayant jamais peur d'en faire trop et cherchant inlassablement quel-

que chose qui le déborde, à commencer par Jackie : elle figure la part d'ombre de Lou, son inconscient fait femme, qui exaucera un à un ses rêves de vengeance. Un corps qui ne fait que gonfler de rage, au bord d'implorer sous des siècles de colère féminine contenue. Une créature surréelle venue semer le chaos dans cette atmosphère poisseuse de néonoir. A ce titre, Kristen Stewart accepte humblement d'évoluer dans l'ombre de sa partenaire, Katy O'Brian, la révélation du film, croisée dans quelques longs-métrages de super-héros : avec ses muscles, son érotisme trouble et androgyne, dopée aux entraînements comme aux effets numériques. C'est à travers elle que Rose Glass

accomplit son programme : faire passer des idées en les incarnant, donner à voir quelque chose de nouveau plutôt que de le théoriser platement. Qu'il y ait, à un moment, un beau monstre à aimer. On sait gré au film d'être conscient de ce qui le menace (la dissertation pop) et habile dans sa manière de ménager quelques embardees dans une partition féministe que l'on pensait courue d'avance (le duo de femmes vs le patriarcat) : d'abord un personnage féminin antipathique et encombrant, qui se dresse sur la route des amoureuses. Rose Glass ne sacrifie rien à une vision angéliste qui voudrait que l'amour lesbien soit une bouée de sauvetage dans un monde d'hommes.

Ce serait oublier que la monstruosité est son sujet, et que Jackie dévore tout, à commencer par Lou. Il existe une violence qui n'est pas l'apanage d'un sexe en particulier, mais d'un affect : l'amour. Tandis que la bodybildeuse enragée sème des cadavres partout où elle passe, Lou se charge de les dissimuler l'un après l'autre. Sur la route qui les mène à leur bonheur, Jackie dort paisiblement dans l'habitacle, tandis que Lou se débarrasse d'un dernier corps sur le bord de la route. Heureuse d'avoir enfin pu choisir son bourreau. ■

MURIELLE JOUDET

Film américain de Rose Glass. Avec Kristen Stewart, Katy O'Brian, Jena Malone (1 h 44).

Quatre femmes et une primaire démocrate

Aux Etats-Unis, des journalistes suivent des candidats en campagne

MAX
À LA DEMANDE
SÉRIE

En 1973, Timothy Crouse publiait *The Boys on the Bus* (Random House, rééd. 2003, non traduit), un essai dévoilant les coulisses du travail d'un groupe de journalistes suivant la campagne électorale pour la présidentielle américaine de 1972. Cinquante ans plus tard, *The Girls on the Bus* prend acte de la féminisation de la profession et en propose une version *girly* pétillante, qui n'empêche pas la série de prendre son sujet au sérieux.

Développée par Amy Chozick à partir de sa propre expérience de journaliste « embarquée » auprès de Hillary Clinton, deux fois candidate, la série se déroule sur les sept mois qui séparent le caucus de l'Iowa de la nomination du finaliste, à travers le regard de quatre reporters ayant pris place dans le bus réservé à la presse.

Sadie (Melissa Benoist, ex-*Supergirl*) est au purgatoire professionnel après avoir commis plusieurs impairs lors d'une précédente campagne. Biberonnée aux *Hommes du président* et fan de journalisme « gonzo », elle vient tout juste de regagner la confiance de son rédacteur en chef. Sa vieille amie Grace (Carla Gugino) est une vétérane, froide et pugnace, qui fait passer son job avant sa famille. Kimberlyn (Christina Elmore), caution noire d'une chaîne d'information conservatrice, a du mal à faire son trou. Lola (Natasha Behnam), influenceuse de son état, souffre quant à elle d'un grave déficit de crédibilité auprès de ses consœurs.

Nouvelle doxa sororale
Ce petit monde est croqué avec un souci de véracité substantiel, malgré la solennité de certaines tirades sur la grandeur du journalisme, qui masquent mal la réalité d'un secteur sinistré.

Au-delà du portrait d'une profession qui fait peut-être encore un peu rêver, *The Girls on the Bus* se donne surtout pour mission de chercher ce que peut faire la presse face aux polarisations idéologiques de la société américaine. Car, du côté des politiques, c'est presque perdu. La série dresse un tableau effrayant des tenants du pouvoir, « cancelled », vieux, corrompus, inexpérimentés, et elle n'a pas grand-chose à opposer à la médiocrité du débat.

Concentré sur ce qui se passe dans le bus, les chambres d'hôtel et les salles de rédaction, le récit prend des voies secondaires pour évoquer des sujets majeurs (l'avortement, les menaces sur la liberté de la presse...) et tricote une vaste affaire de financement occulte pour donner de l'agentivité à ses personnages et les poser comme remparts contre la désintégration de la démocratie.

La fin de la saison laisse entrevoir la possibilité d'un séisme po-

litique, mais le fait que Max ait annulé la série, deux mois après avoir diffusé la première saison aux Etats-Unis, prive de toute façon les téléspectateurs d'une suite. Il faudra donc se contenter de dix épisodes menés tambour battant en compagnie de ces femmes qui, malgré leurs différences d'âge, de statut et de convictions, finiront, selon la nouvelle doxa sororale, par trouver de nombreux terrains d'entente, voire d'entraide.

L'énorme potentiel de sympathie des personnages (et des actrices) est, paradoxalement, ce qui limite la portée de la série et la place résolument du côté de la comédie – assez réussie – plutôt que du brûlot politique. ■

AUDREY FOURNIER

The Girls on the Bus, d'Amy Chozick et Julie Plec. Avec Melissa Benoist, Carla Gugino, Christina Elmore, Natasha Behnam (EU, 2024, 10 × 45 min).



Zoom sur une jeunesse passionnée de lecture

Plus de 120 000 jeunes ont participé aux éliminatoires de l'émission présentée par François Busnel, neuf sont en finale

FRANCE 5
MERCREDI 12- 21 H 10
ÉMISSION

Plus de 120 000 élèves, de la 6^e à la terminale, ont participé aux éliminatoires de la cinquième saison de « Si on lisait à voix haute », émission jeu présentée par François Busnel. Les neuf finalistes se retrouvent ce soir. Répartis en trois catégories (les 6^e-5^e, les 4^e-3^e et les lycéens), ils vont s'affronter à coups de mots et d'intonations justes.

Chacun d'eux a découvert le texte à lire vingt-quatre heures auparavant. C'est court. Aussi ont-ils bénéficié de conseils de trois coaches bienveillants : la comédienne Anne Loiret, le comédien Thibault de Montalembert et l'auteur et slameur Souleymane Diamanka. Et, visiblement, tous trois ont pris leur rôle au sérieux, couvant du regard « leurs » candidats au moment de leur audition. Presque aussi attendris que les parents aperçus dans le public.

Il en est de même pour les quatre membres du jury, épatés par la qualité des lectures, mais qui ont la lourde tâche de les départager. Si la romancière Cécile Coulon et l'actrice Rachida Brakni ont déjà participé, il s'agit d'une première pour Yann Queffélec (Goncourt 1985 pour *Les Noces barbares*) et le chanteur Marc Lavoine. Tous s'y attellent avec humour et professionnalisme.

Empruntant aux codes des concours télévisés, chaque jeune est présenté, dans son cadre familial,

avant sa prestation. Frère mais ne s'en laissant pas conter, Gregory, élève de 6^e à La Réunion, ouvre le bal avec *Les Premières Histoires du Petit Nicolas*, du duo Goscinny-Sempé (IMAV, 2012) – chaque livre est l'occasion d'un aparté littéraire. Vont suivre Joanne, lectrice de *L'Homme-Joie*, de Christian Bobin (L'Iconoclaste, 2012), et Eloïse, qui lit un passage du *Petit Prince*, d'Antoine de Saint-Exupéry (1943).

Dans le deuxième groupe, où concourent Aya, Mathias et Lena, on apprend que cette dernière ap-

précie les soirées lecture en famille, parce que « la lecture permet de se construire », dit-elle. Ce que confirment les lycéens Cerise, Timothée et Elina.

Ces adolescents incarnent une jeunesse que l'on voit peu, à la passion communicative. Il y en a ainsi pour tous les goûts, de *Comme un roman*, de Daniel Pen-nac (Gallimard, 1992), à *Sauve-toi, la vie t'appelle*, de Boris Cyrulnik (Odile Jacob, 2012) – « un texte d'actualité », souligne Yann Queffélec. Mais aussi Jonathan Li-

vingston *le goéland*, de Richard Bach (Flammarion, 1973). Au point de s'interroger : et si le jeu s'avérait, à l'avenir – un peu plus d'un mois après la mort de Bernard Pivot –, la formule gagnante pour échanger, dans la bonne humeur, à la télévision, sur le plaisir de lire ? Tel est le pari de François Busnel. ■

CATHERINE PACARY

Si on lisait à voix haute, présenté par François Busnel (Fr., 2024, 130 min).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 136
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 135

HORIZONTALEMENT **I.** Verrouillage. **II.** Exeat. Lianes. **III.** RTL. Été. Bart. **IV.** Ires. Asters. **V.** Faveur. **ILS.** **VI.** Icare. ORL. AM. **VII.** Attelés. Ivre. **VIII.** Bi. Ienisseï. **IX.** Loin. Tépaes. **X.** Enlèveraient.

VERTICALEMENT **1.** Vérifiable. **2.** Extraction. **3.** Relevât. **II.** **4.** Râ. Sereine. **5.** Oté. Uélé. **6.** Tar. Ente. **7.** Iles. Osier. **8.** Li. Tir. Spa. **9.** Labellisai. **10.** Anars. Vêle. **11.** Gers. Arien. **12.** Est. Ame. St.

HORIZONTALEMENT

I. Permise de temps en temps mais pas trop. **II.** Paroi cérébrale. Ouverture des comptes. **III.** Pour un petit soulèvement. Roi d'Athènes. Marqué d'un coup de fer. **IV.** Délicatement colorée. Affluent de l'Oubangui. **V.** Bien arrivée. Donné par le hautbois. Atteindre les fonds. **VI.** Le strontium. Badinera gaïement. **VII.** Aura beaucoup de mal à faire son choix. Préposition. **VIII.** Roi de Juda. Reste à terre. D'un auxiliaire. **IX.** Impeccable. Gaz d'éclairage. A perdu un E à Maastricht. **X.** A la longue, elles deviennent perturbantes.

VERTICALEMENT

1. A beaucoup de mal à rester sur le même chemin. **2.** Rendre soyeux son coton. **3.** A garder en cas de soif. Devra tout reprendre. **4.** Précède homo dans les tableaux. Note. **5.** En rogne. Chassa un peu plus loin. **6.** Travail postal. Apportent leur soutien. **7.** Aussi mais avant. Cordes dans la fosse. **8.** Peut être cassée de temps en temps. Négation. **9.** Ceux d'hier. Protecteurs des foyers romains. **10.** Géniteur. Au cœur des atrocités. **11.** Celui de la lampe est décoratif. Père de l'Eglise, évêque de Lyon. **12.** Bousculent tous nos sens.

SUDOKU

N°24-136


						9	3	
				1		2		
					9			
		1				5	8	
		9			7		4	6
	4	3		7				5
	7	5		3		9	6	8
	9			8	5			

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

2	9	4	6	3	7	5	8	1
5	6	7	2	1	8	3	9	4
1	3	8	5	9	4	2	6	7
8	4	5	9	6	3	1	7	2
7	1	9	4	8	2	6	5	3
3	2	6	7	5	1	8	4	9
4	5	3	8	2	9	7	1	6
9	8	2	1	7	6	4	3	5
6	7	1	3	4	5	9	2	8

Facile

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.



**MAI 68 :
CABU LANCE LE
GRAND DUDUCHE**

UN HORS-SÉRIE **Le Monde**
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ET SUR LEMONDE.FR/BOUTIQUE
96 PAGES - 10,99 €

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124 610 348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037



Directrice générale
Elisabeth Cialdella




PRINTED IN FRANCE
67-69, avenue
Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26



L'imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux




Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
Eutrophisation : P'tot = 0,0083 kg/tonne de papier




en vente
actuellement


En kiosque



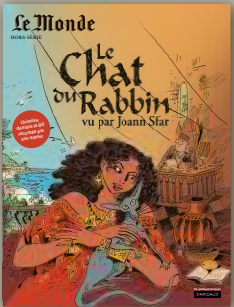
Hors-série




Hors-série



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Magazine

Nos services

Lecteurs

Abonnements


Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
de 9 h à 18 h (prix d'un appel local)

Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS

www.sourcisme.fr




Le Carnet

Vous pouvez nous faire
parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
*(en précisant impérativement
votre numéro de téléphone
et votre éventuel numéro
d'abonné ou de membre
de la SDL)*

soit sur le site :
<https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet
reviendra vers vous
dans les meilleurs délais
pour vous confirmer
la parution.

 carnet@mpublicite.fr

<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Saint-Vigor (Eure).

Dominique de Talancé,
son épouse,
Anne, Jacques et Arnaud Beauvois,
ses enfants
et leurs conjoints,
Simon et Jeanne de Gliniasty,
ses beaux-enfants
et leurs conjoints,
Nicolas, Claire, Elodie, Julie, Coline
et Robin Beauvois,
ses petits-enfants
et leurs conjoints,

ont la profonde tristesse de faire part
du décès de

Roger BEAUVOIS,
magistrat honoraire,
ancien président
de la 3^e chambre civile
de la Cour de cassation,

survenu le 6 juin 2024,
à Lézignan-Corbières (Aude),
à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

La crémation aura lieu le jeudi
13 juin, à 11 heures, au crématorium
d'Evreux et sera suivie d'un hommage
au Mesnil-Anseume, à Saint-Vigor.

Anne-Christine Bornecque,
Hélène Cumin,
Agnès de Loisy,
Ivan Bornecque,
Nicolas Bornecque,
ses enfants
et leurs conjoints,
Ses dix-sept petits-enfants,
Ses trois arrière-petits-enfants,

font part du retour à Dieu du

professeur
Robert BORNECQUE.

Les funérailles seront célébrées
le jeudi 13 juin 2024, à 10 heures,
en l'église Sainte-Thérèse, à Corenc
(Isère).

Florence (Italie).

Son frère,
Sa famille,
Ses amis,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean Michel CARASSO,

survenu le samedi 8 juin 2024,
à Florence.

Il est inhumé dans sa terre de
Toscane qu'il aimait tant !

Ciao fratello !*
*Salut, mon frère !

M^{me} Marie-France Carnet,
son épouse,
Sophie et Caroline,
ses filles
et leurs compagnons,
Antoine, Zoé, Emmanuelle et Théo,
ses petits-enfants
Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Michel CARMET,
magistrat honoraire,

survenu à Paris, le 4 juin 2024,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Un dernier hommage aura lieu
le jeudi 13 juin, à 13 h 45, au
crématorium du Val-de-Bièvre, 8, rue
Ricardo, à Arcueil (Val-de-Marne).

Élancourt. Le Brusc.

Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants,
Sa famille
Et ses ami(e)s,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Philippe CHARTIER,
directeur scientifique
de l'AFME
puis de l'ADEME
de 1982 à 1999,

survenu le 1^{er} juin 2024,
au Beausset (Var),
à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Les obsèques auront lieu dans
l'intimité.

Janine Desvallées,
son épouse,
Ses cinq enfants
et leurs conjoints,
Ses treize petits-enfants
et leurs conjoints
Et ses quatre arrière-petits-enfants,
Ses amis et collègues,

ont la profonde tristesse d'annoncer
le décès de

André DESVALLÉES,
muséologue français,
conservateur général honoraire
du patrimoine,
membre d'honneur de l'ICOM,
conseiller municipal
pendant dix-huit ans à Nanterre,
chevalier
de l'ordre national du Mérite,
chevalier
de l'ordre des Arts et des Lettres,

survenu le 5 juin 2024,
dans sa quatre-vingt-treizième année.

Nous saluons son parcours
militant et une œuvre engagée
au service de l'humain tant dans
sa commune que dans sa vie
professionnelle.

Les obsèques ont lieu ce mardi
11 juin, dans sa région natale.

Les messages de condoléances sont
à adresser via
andre.desvallees@gmail.com

Le 7 juin 2024,

Marianne FRANCHEO,
lectrice puis maître de conférences
en études germaniques
à l'École normale supérieure
(Fontenay-Saint-Cloud, Lyon,
1969-2003).

Tu resteras dans nos cœurs.

Maya, Olivier, Jeanne, Arthur,
Aris, Simon, Ivan, Emile.

Philippe Lamy,
son époux,
Mathieu Lamy,
son fils
et sa compagne, Alexandra,
Serge, Annette, Arlette Labat,
son frère, ses sœurs
et leurs conjoints,

ont la douleur de faire part du décès de

Régine LABAT-LAMY,
militante associative,

survenu le 2 juin 2024,
à l'âge de soixante-douze ans.

Ses obsèques auront lieu le jeudi
13 juin, à 15 h 15, au crématorium du
cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Ses cendres seront déposées le
samedi 15 juin, à 10 h 15, dans le caveau
familial, au cimetière de Carsac-de-
Gurson (Dordogne).

Ni fleurs ni couronnes.

Limoges (Haute-Vienne).

Marie-Anne et Patrick Carré,
ses enfants,
Laurent et Stacey Carré,
Eric Carré,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean MOYEN,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier
de l'ordre national du Mérite,
officier de l'ordre
des Palmes académiques
et des Arts et des Lettres,

survenu le 6 juin 2024,
à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Les obsèques ont eu lieu le lundi
10 juin, à 14 h 30, en l'église Sainte-
Bernadette, 6, rue Marcel-Pagnol, à
Limoges, suivies de l'inhumation au
cimetière de Louyat.

La famille remercie par avance
toutes les personnes qui prendront
part à sa peine.

Roc Eclerc Limoges, marbrerie
Jouandou,
87000 Limoges.

Claire Ingenuaud,
sa mère,
Eric Plessz,
son père,
Violette Plessz,
sa sœur
et son conjoint, Maciej Ryba,
Marie-Thérèse Ingenuaud,
sa grand-mère,
Marc Ingenuaud et Bénédicte
Emmanueli,
ses oncle et tante
et leur fils, Elliott,
Lucile Délye et Danaé Délye,
ses demi-sœurs,
Marie-Paule Lecourt et Anne
Chapuis,
ses grand-tantes
ainsi que leurs conjoints et enfants,
Catherine Plessz et Anne Plessz
Glatz,
ses tantes
ainsi que leurs conjoints et enfants,
Les familles Garrigou, Goellner et
Topet,

ont la douleur de faire part du décès
subit, de

Lucas PLESSZ,

survenu à Ecqueville, le 4 juin 2024,
à la veille de ses trente-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi
13 juin, à 15 h 15, au cimetière de
Montrouge, 18, avenue de la porte de
Montrouge, Paris 14^e.

Antoine, David, Nicolas et Thomas
Roux,
ses fils,
Valentine, Alice, Clémence et Elsa,
ses belles-filles,
Ses petits-enfants,
Véronique Dreyfus,
sa nièce,

ont le chagrin de faire part du décès de

M. Charles ROUX,
PU-PH d'embryologie
à la Faculté de médecine
de Saint-Antoine,

survenu le 7 juin 2024, à Paris,
à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans,
sereinement à son domicile, entouré
de sa tribu.

Odile Saglio,
son épouse,
Marie-Caroline et Nicolas
Yatzimirsky,
Marc-Antoine et Dounia Saglio,
Pierre-Olivier et Charlotte Saglio,
ses enfants et leurs conjoints,
Alexandra, Leyth, Irène, Yanis, Pierre,
Maxime et Clara,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part de la
mort de

Jean-François SAGLIO,
ingénieur général des Mines,
officier de la Légion d'honneur,
croix de la Valeur militaire,

le 7 juin 2024, dans sa quatre-vingt-
huitième année.

La célébration religieuse aura lieu
le vendredi 14 juin, à 10 h 30,
en l'église Notre-Dame-des-Champs,
Paris 6^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière
du Montparnasse, Paris 14^e.

Condoléances

Michel Ktorza,
président du Maguen David Adom
France,
Olivier Kaplan,
trésorier,
Victor Wintz,
directeur général du Maguen David
Adom Europe,
Eli Bin,
directeur général du Maguen David
Adom Israël,

avec une profonde tristesse, annoncent
le décès du

docteur
Lazare KAPLAN,
membre éminent de notre comité,
vice-président et ancien président
de l'association.

Fils du grand rabbin de France
Jacob Kaplan et de Fanny Kaplan,
fondatrice du MDA France, le docteur
Lazare Kaplan a dédié sa vie à servir
l'organisation de secours qui sauve
des vies en Israël et à travers le
monde.

La peine est partagée par tous les
bénévoles de l'association et l'ensemble
des délégations de l'association en
province.

Ses contributions inestimables et
son engagement indéfectible resteront
gravés dans nos mémoires.

Souvenir

À la mémoire de


Pierre VERDOUX,
1907-1944,
fusillé par la division SS
« Das Reich » le 11 juin 1944,

des soixante et une autres victimes
du 11 juin 1944, à Trébons, Pouzac et
Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées),

de son fils,

Jean VERDOUX,
1926-2004,
combattant volontaire
de moins de vingt ans.

Colloque



L'Institut Pierre Mendès France
organise un colloque
1954-17 juin-2024
Il y a soixante-dix ans
le gouvernement
de Pierre Mendès France ;
une démocratie en actes,

le lundi 17 juin 2024,
9 heures - 19 heures,
salle Victor Hugo,
101, rue de l'Université,
75007 Paris.

Organisé par Françoise Chapon,
Vincent Duclert, Robert Frank,
Sabine Jansen.


Avec Marc-Olivier Baruch,
Gérard Bossuat, Alain Chatriot,
Joan Mendès France, Guia Migani,
Emilia Robin, Eric Roussel,
Perrine Simon-Nahum,
Jean François Sirinelli,
Georges Henri Soutou,
Frederic Turpin, Philippe Vial.

Inscription impérative
avant le 13 juin 2024
sur www.mendes-france.fr
Actualités colloque /
formulaire de contact.

IPMF, 60, rue des Francs Bourgeois,
75003 Paris.
contact@mendes-france.fr

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis,
Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Harold Thibault
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Evénements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin,
Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

Vos
signatures
projections-
débats
expositions
colloques
conférences
concerts
Cours



Le Carnet

Pour toute information :
carnet@mpublicite.fr
Prix à la ligne : 33.60 € TTC.

Nonna Mayer Le succès du RN ne signifie pas que les jeux sont faits pour les élections à venir

Avec 31,5 % des suffrages exprimés, Jordan Bardella donne à son parti son meilleur score à des élections européennes, supérieur de 8 points à celui de 2019. C'est la troisième fois que le Rassemblement national (RN) devance les listes de la majorité en place, mais jamais l'écart n'a été si grand, passé de 4 points en 2014 et 1 point en 2019 à près de 17 cette année. Et jamais il n'est ainsi arrivé en tête dans toutes les régions et dans tant de communes. Cette prouesse s'inscrit dans une dynamique européenne des droites populistes, nationalistes et xénophobes en Europe, arc-boutées contre la mondialisation, et consacre le succès de la stratégie de normalisation menée par Marine Le Pen.

Depuis 2011, se démarquant de la ligne antisémite de son père, présentant son parti comme le rempart de la laïcité et de la démocratie contre la menace islamiste, et s'affichant comme une « *quasi-féministe* », elle a réussi à transformer son image. En 2023, les sondés voyant dans le RN un danger pour la démocratie n'étaient plus que 41 % contre 58 % en 2017. Près d'un sur deux considère que le RN est devenu plus modéré ces dernières années, et deux sur trois que le RN pourrait arriver un jour au pouvoir.

Cette stratégie lui a permis de progresser dans les catégories les plus réticentes à son égard. Son père recueillait 4 % des voix, en 2007, dans l'électorat de confession juive, elle en gagnait le triple en 2012, victoire symbolique s'il en est pour un parti dont le fondateur considère toujours les chambres à gaz comme « *un point de détail* ».

Dès les élections régionales de 2015, le Front national passe pour *gay friendly*, et fait des scores supérieurs à la moyenne chez les hommes vivant en couple. Depuis 2012, à chaque élection présidentielle, les femmes que rebutaient le sexisme et l'extrémisme de Jean-Marie Le Pen sont aussi nombreuses que les hommes à voter pour sa fille, à âge, diplôme, pratique religieuse et statut so-

Si les résultats de Jordan Bardella aux européennes consacrent le succès de la stratégie de normalisation de Marine Le Pen, l'électorat du parti d'extrême droite se diversifie socialement, alors que la droitisation de la société française reste relative, explique la politiste

cio-économique égaux. Un atout décisif, puisque les femmes représentent 53 % de l'électorat inscrit. Avec son style lisse et avenant, Jordan Bardella apporte la dernière touche à ce processus de dédiabolisation et en tire les fruits, élargissant l'audience du RN chez les 60-70 ans et les classes moyennes et supérieures jusqu'ici hors d'atteinte.

Référendum anti-Macron

Il a aussi été bien aidé par ses adversaires. Jouant sur l'aversion croissante suscitée par le président de la République et sa politique, il a fait des élections européennes un référendum anti-Macron. La motivation de vote le plus souvent avancée par son électorat à la veille du scrutin est de « *manifester son opposition au président de la République et au gouvernement* » (68 % contre 38 % en moyenne, selon une enquête Ipsos de mai).



PLUS L'ÉLECTORAT DU RN S'ÉLARGIT, PLUS IL LUI EST DIFFICILE DE MASQUER LES CONTRADICTIONS DE SON PROGRAMME ÉCONOMIQUE

Macron a fait exactement ce que les études sur les stratégies face à l'extrême droite déconseillent, en réduisant le débat politique à un affrontement entre lui et Marine Le Pen et en polarisant le débat autour des idées du RN. Il y a même puisé son inspiration comme dans la dernière loi sur l'immigration restreignant initialement le droit des étrangers aux prestations sociales.

Sans oublier deux partis qui ont servi de repoussoirs au RN. A l'extrême droite, les outrances sexistes et xénophobes d'Eric Zemmour feraient presque apparaître Jordan Bardella comme modéré. A l'extrême gauche, La France insoumise a réussi le tour de force d'apparaître comme plus dangereux pour la démocratie que le RN (57 % contre 52 %). Depuis le 7 octobre 2023, les ambiguïtés de Jean-Luc Mélenchon sur l'antisémitisme permettent à Marine Le Pen, contrairement à lui, de défilér à la marche contre l'antisémitisme du 12 novembre 2023. Elle se pose alors en protectrice des juifs de France, un comble quand on connaît les origines collaborationnistes et négationnistes de ce parti.

Le succès de la liste RN ne signifie pas pour autant que les jeux sont faits pour les élections à venir, qu'il s'agisse de la présidentielle de 2027 ou des législatives que le président de la République vient d'annoncer. Le scrutin européen n'est pas de la même nature que la présidentielle. Il mobilise moins. Même si la participation est remontée de 2 points et demi depuis le scrutin précédent, un peu moins de la moitié du corps électoral n'a pas voté. Et il favorise le vote sanction. On ne peut extrapoler tels quels ses résultats.

Les derniers sondages qui donnaient Le Pen en tête au premier tour présidentiel avec 35 % des voix, et gagnante au second dans tous les cas de figure, Bardella faisant presque aussi bien qu'elle, n'ont aucune valeur prédictive, trois ans avant le scrutin. Au mieux, ce sont des tests de popularité qui ne se transformeront pas nécessairement en votes. Quant aux législatives, ce sont autant d'élections qu'il y a de circonscriptions sur le territoire, l'enracinement local y joue un rôle décisif. Et celles de juin prennent le parti de court, l'obligeant à retourner en catastrophe sur le terrain, sans laisser à Bardella le temps de savourer sa victoire.

Electrochoc salutaire

Ce dernier a incontestablement élargi l'électorat du RN. Mais plus l'électorat du RN est socialement diversifié, plus il lui est difficile de masquer les contradictions de son programme économique, séduire à la fois ouvriers et cadres, indépendants et salariés. Même l'électorat féminin populaire conquis par Marine Le Pen au fil des ans pourrait se réduire, alors que, dans le contexte post-#metoo, on voit monter la tendance des jeunes femmes à se positionner plus à gauche que les hommes du même âge.

Le score historique du parti lepéniste, après la sidération, provoque un électrochoc salutaire chez ses adversaires tant de gauche que de droite, incités à essayer de surmonter leurs divisions et à se reconnecter avec leur base sociale. Et la droitisation de la société française qui semble porter le RN est toute relative (Vincent Tiberj, *Le Mythe de la droitisa-*

tion française, Presses universitaires de France, à paraître en septembre). A rebours de la rhétorique du RN, les enquêtes de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, année après année, montrent que l'acceptation des minorités et des immigrés progresse depuis trente ans, portée par le renouvellement générationnel, la hausse du niveau d'études, la diversité croissante de la société.

Mais elle ne se traduit pas dans les urnes. Pas plus que les attentes en matière de justice sociale et de dignité au travail dont témoignaient les mobilisations massives contre la réforme des retraites. En France comme dans toutes les vieilles démocraties, la participation électorale est déclinante et socialement biaisée. A l'abstention traditionnelle, plus fréquente dans les milieux socialement et culturellement défavorisés, s'ajoute un phénomène générationnel. Chez les nouvelles cohortes, même diplômées, l'acte de vote devient épisodique. En 2022, 17 % des moins de 30 ans ont voté aux quatre tours présidentiels et législatifs de 2022, contre 48 % à partir de 65 ans. Au bout du compte, les votes émanent d'un corps électoral réduit, plus âgé, plus aisé, moins issu de la diversité et plus à droite que l'électorat potentiel. Il y a là une source de frustration et un potentiel électoral immense qui, remobilisé, pourrait changer la donne. ■

Nonna Mayer est chercheuse émérite en science politique au Centre d'études européennes de Sciences Po et directrice de recherche émérite au Centre national de la recherche scientifique. Spécialiste de sociologie électorale et des phénomènes racistes et antisémites en France et en Europe, elle est l'autrice de « *Ces Français qui votent Le Pen* » (Flammarion, 2002)

L'union des gauches et des écologistes, maintenant !

Plus de 350 personnalités, parmi lesquelles Julia Cagé, Esther Duflo, Didier Fassin, Cyril Dion et Ariane Ascaride, appellent au rassemblement pour proposer une issue enthousiasmante aux désastres de l'époque

Il faut un sursaut. Maintenant ! L'extrême droite vient de réaliser un score historique qui s'inscrit dans un contexte mondial menaçant. Elle semble en mesure de réaliser l'union des droites et se retrouve désormais aux portes du pouvoir en France. En jouant au poker avec la démocratie, Emmanuel Macron prend le risque de lui ouvrir la porte aux affaires, six mois après avoir voté avec eux une loi honteuse sur l'immigration.

Cet événement doit créer un électrochoc. Il nous reste moins de trois semaines pour empêcher l'extrême droite de diriger le pays. Très peu de temps pour proposer une issue enthousiasmante aux désastres de notre époque. A gauche, nous devons renouer, enfin, avec la victoire et les meilleures heures de notre histoire. Comme en 1934, il nous faut défendre « *ce que le peuple a conquis de droits et de libertés publiques* ».

Seule l'union des gauches et des écologistes peut contrer cette effroyable perspective et ouvrir l'espoir d'une vie meilleure. Seule cette union peut permettre de fédérer les classes populaires et les classes

moyennes des bourgs et des banlieues, des villages et des métropoles, comme cela s'est fait dans le passé. Seule cette union peut agir sérieusement face à la triple urgence climatique, sociale et démocratique.

A condition que les gauches et les écologistes au sens large présentent partout des candidatures uniques pour les législatives des 30 juin et 7 juillet. Unis, les gauches et les écologistes ont les moyens d'être la première force politique dans la pro-



EN JOUANT AU POKER AVEC LA DÉMOCRATIE, EMMANUEL MACRON PREND LE RISQUE DE PORTER L'EXTRÊME DROITE AUX AFFAIRES

chaine Assemblée nationale. Séparés, nous ouvrons la voie du pouvoir à l'extrême droite.

Nous, dans notre diversité, personnalités du monde du travail, de la recherche et de la culture, activistes, militantes et militants associatifs, sommes convaincus que la victoire est possible, si nous répondons aux attentes sociales urgentes, si nous défendons les solutions pour le vivant, l'écologie et le climat, si nous valorisons les luttes féministes, le combat contre tous les racismes, contre le rejet des musulmans et l'antisémitisme, contre la stigmatisation des migrants et des minorités sexuelles et pour le respect, la dignité et l'égalité. Et si nous avons pour obsession la justice et pour boussole la démocratie, y compris pour nous-mêmes.

Nous savons que ces combats et ces valeurs doivent être portés par une force pluraliste, sociale, culturelle, politique. Les partis politiques n'y arriveront pas seuls. Il faut que les citoyennes et citoyens s'en mêlent pour qu'une dynamique de mobilisation voie le jour. Une mobilisation pour l'union. Aujourd'hui et maintenant. ■

Parmi les signataires : Ariane Ascaride, actrice ; Pénélope Bagieu, dessinatrice de bandes dessinées ; Ludivine Bantigny, historienne ; Lauren Bastide, journaliste et autrice ; Lucas Belvaux, cinéaste ; Romane Bohringer, actrice ; Patrick Boucheron, historien ; Julia Cagé, professeure d'économie à Sciences Po Paris ; Marie Darrieussecq, autrice ; Laurence De Cock, historienne et enseignante ; Caroline De Haas, militante féministe ; Marie Desplechin, journaliste et autrice ; Cyril Dion, écrivain et réalisateur ; Annie Ernaux, Prix Nobel de littérature 2022 ; Didier Fassin, professeur de sciences sociales, Collège de France ; François Héran, sociologue, Collège de France ; Bruno Kar senti, philosophe, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) ; Hervé Kempf, journaliste et écrivain ; Pierre Lemaitre, écrivain ; Sabri Louatah, écrivain ; Anna Moug lalis, actrice ; Claire Nouvian, fondatrice et directrice générale de l'association Bloom ; Thomas Piketty, directeur d'études à l'EHESS ; Lydie Salvayre, autrice ; Gisèle Sapiro, sociologue, directrice d'études à l'EHESS ; Dominique Sopo, président des SOS-Racisme. Retrouvez la liste complète des signataires sur [Lemonde.fr](https://www.lemonde.fr)

Florent Gougou La dissolution, conséquence d'une puissante dynamique de vote sanction

Le 9 juin restera à jamais une soirée historique. Pour la première fois dans la vie politique française, les résultats d'un scrutin intermédiaire ont conduit à une dissolution de l'Assemblée nationale. Au matin du scrutin européen, la distribution du pouvoir gouvernemental n'était pas une question à l'agenda ; le peuple français et les citoyens de l'Union étaient « seulement » convoqués pour désigner leur représentation au Parlement européen. Une heure à peine après la fermeture des derniers bureaux de vote, alors que les opérations de dépouillement n'étaient pas encore achevées, l'annonce solennelle d'une dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron a sonné comme un coup de tonnerre. Lors des législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet, le fauteuil de premier ministre sera officiellement en jeu. S'il existe une régularité dans l'histoire des élections européennes en France, c'est le recul de la majorité gouvernementale : depuis 1979, toutes les listes soutenues par le pouvoir en place ont obtenu de moins bons résultats aux élections européennes qu'à la dernière élection nationale de référence. De ce point de vue, la liste conduite par Valérie Hayer n'a pas connu de destin extraordinaire. Avec 14,6 % des suffrages, elle s'est effectivement située à un niveau inférieur aux 27,8 % d'Emmanuel Macron lors du premier tour de la présidentielle de 2022. L'ampleur même de ce recul n'est pas exceptionnelle : des pertes similaires avaient touché les listes du Parti socia-

Les résultats des élections européennes montrent l'échec de la stratégie d'affrontement prioritaire avec le Rassemblement national mise en place par Emmanuel Macron, analyse le politiste

liste en 2014 par rapport au score de François Hollande en 2012. Dans l'histoire des élections européennes, les reculs de la majorité gouvernementale n'ont pas toujours conduit à une défaite électorale : à quatre reprises en 1979, 1994, 1999 et 2009, la liste du pouvoir gouvernemental est sortie en tête. Et ces reculs n'ont jamais eu de conséquences directes sur le pouvoir en place, y compris en cas de pertes sévères : aucun premier ministre n'a été démis de ses fonctions à la suite d'une défaite à des européennes. De fait, c'est bien la poussée impressionnante de la liste conduite par Jordan Bardella à 31,4 % des suffrages exprimés, plus du double du score de la liste Hayer, qui a conduit le président de la République à réagir en prononçant la dissolution de l'Assemblée.

Des pertes vers les listes adjacentes
La défaite de la liste Hayer n'a que peu à voir avec les enjeux strictement européens du scrutin : dans la plupart des électorats, et singulièrement dans celui de Bardella, le poids des questions nationales a été déterminant dans le vote. Aux yeux des électeurs, le scrutin européen n'engage pas de réel enjeu de pouvoir, ce qui permet de libérer toute la dimension expressive du vote. Or, le dernier baromètre de popularité IFOP, publié dans la deuxième quinzaine de mai, indiquait

que seules 31 % des personnes interrogées étaient satisfaites de l'action du président de la République. C'est la première leçon de ce scrutin européen : une puissante dynamique de vote sanction contre Emmanuel Macron s'est exprimée. La stratégie de campagne du camp présidentiel était bâtie sur le modèle des élections européennes de 2019. Déjà, à cette époque, à la suite du mouvement des « gilets jaunes », un fort mécontentement existait contre l'exécutif : deux semaines avant le scrutin, le baromètre de

C'EST BIEN LA POUSSÉE IMPRESSIONNANTE DE LA LISTE DE JORDAN BARDELLA QUI A CONDUIT EMMANUEL MACRON À DISSOUDRE L'ASSEMBLÉE

l'IFOP recensait seulement 30 % de personnes satisfaites de l'action du président. En mettant en scène au niveau européen l'affrontement entre « progressistes » et « nationalistes » et en imposant un duel avec le Rassemblement national (RN), la liste menée par Nathalie Loiseau avait su résister à la dynamique de vote sanction : elle était arrivée en deuxième position avec 22,4 %, devancée de moins d'un point par la liste Bardella. La majorité a utilisé les mêmes ressorts en 2024, allant jusqu'à solliciter un débat entre le premier ministre, Gabriel Attal, et Jordan Bardella. C'est la deuxième leçon de ce scrutin européen : la stratégie d'affrontement prioritaire avec le RN a cette fois-ci été un échec. La liste Hayer n'a pas été particulièrement pénalisée par les évolutions de la participation électorale. De ce point de vue, les premières indications des enquêtes par sondage sont concordantes avec l'analyse des résultats effectifs des élections. Dans le 16^e arrondissement de Paris, caractéristique de la fraction la plus aisée économiquement de l'électorat macroniste, la participation progresse d'un point. Dans le 3^e arrondissement, typique de la fraction très diplômée de l'électorat macroniste, la participation est en hausse de 0,6 point. De fait, ce sont plutôt des pertes vers d'autres listes qui expliquent le recul de

la majorité présidentielle. Là encore, les résultats dans les 3^e et 16^e arrondissements sont particulièrement éloquentes. Dans le 3^e arrondissement, la liste Hayer obtient 21,3 % contre 37,8 % à la liste Loiseau en 2019 ; elle est devancée par la liste Glucksmann, qui obtient 29,4 % dans un contexte de forte progression de la gauche. Symétriquement, dans le 16^e arrondissement, la liste Hayer obtient 24,5 % contre 46,1 % à la liste Loiseau en 2019, et elle est devancée par la liste Bellamy, qui obtient 25,5 % dans un contexte de nette progression de la droite. C'est la troisième leçon de ce scrutin européen : les pertes de la majorité présidentielle se sont effectuées vers les deux listes adjacentes à gauche et à droite, celles des anciens grands partis de gouvernement. Dès la soirée électorale, toute l'attention des observateurs s'est portée sur la préparation des législatives anticipées. Pour les forces politiques, et singulièrement pour la majorité présidentielle, tirer d'abord les leçons des résultats des élections européennes paraît nécessaire. ■

Florent Gougou est enseignant-chercheur à Sciences Po Grenoble et au laboratoire Pacte

Gilles Candar
La gauche, qui demeure à un niveau très bas, ne peut pas se raconter d'histoires

L'historien dresse un panorama des gauches à l'issue du scrutin européen du 9 juin, et relève que ce courant maintient certes ses positions, mais à un niveau précaire

LES RANCŒURS, DÉTESTATIONS, SUSPICIONS ET MISES EN CAUSE CROISÉES SONT NOMBREUSES

La dissolution de l'Assemblée nationale pose des enjeux bien plus considérables que ceux relatifs aux élections européennes qui viennent d'avoir lieu. Elle n'empêche pas d'examiner la situation et le rapport des forces actuel tel qu'il vient de se manifester. Mais il faut se souvenir que les européennes doivent être comparées aux autres scrutins européens et qu'elles préjugent d'autant moins des prochaines législatives que, outre les enjeux, le mode de scrutin est entièrement différent. Voyons les élections européennes depuis quinze ans. Celles de 2009 avaient été marquées par un net recul des gauches, en France comme dans la plupart des pays de l'Union européenne. Pourtant, les listes de gauche regroupaient encore plus de 45 % des suffrages nationaux et faisaient élire 33 députés européens sur 72 (près de 46 % des sièges). En 2014 comme en 2019, le recul global des gauches était sévère : à peu près 34 % à chaque fois, en comptant large (trotskistes et régionalistes compris) : 23 députés sur 74, puis 25 sur 79, 26 avec le retour en 2022 de Pascal Durand dans un groupe de gauche, soit moins d'un tiers de l'effectif national. En 2024, l'ensemble des gauches, en n'oubliant vraiment personne, plafonne autour de 32 % avec 27 eurodéputés (un élu de plus donc que dans le Parlement sortant, mais l'effectif du contingent national a augmenté de deux unités). Globalement, la gauche maintient à peu près ses positions, mais à un niveau toujours faible. Ce n'est pas désespérant, mais c'est un point de départ incontournable.

Les équilibres internes sont-ils bouleversés ? En apparence, et dans la réalité également, le résultat de la liste PS-Place publique emmenée par Raphaël Glucksmann (13,8 %) est bon, puisque en net progrès par rapport à 2019. Elle a plus que doublé son pourcentage en cinq ans. C'est le fruit d'une alliance bienvenue entre une personnalité un peu décalée par rapport à l'héritage socialiste traditionnel, avec son talent et sa force de conviction, mais sans rupture avec ce que la gauche socialiste conserve de positif dans la mémoire commune, même dans son présent d'élus, de politiques publiques considérées comme positives.

Entre audace et prudence
Il faut toutefois apporter de fortes nuances à ce constat. Il ne s'agit pas d'une inversion totale de ce que certains appellent « la gauche de gouvernement ». Simplement, cette fois, c'est la liste socialiste (et alliés) qui prend l'ascendant, obtenant un peu plus que celle des écologistes emmenée par Yannick Jadot en 2019, alors que le groupe écologiste de Marie Toussaint fait un peu moins que la liste Glucksmann de 2019... Le total des deux (légèrement moins de 20 %) demeure le même, tandis qu'en 2014 l'addition virtuelle des socialistes et des écologistes représentait le quart et, en 2009, le tiers de l'électorat. Une double conclusion semble s'imposer : ces deux forces auraient tout intérêt à se coordonner, au minimum à se concerter davantage, pour peser plus au sein de la gauche. Mais à elles seules, elles ne peuvent toutefois pas grand-chose,

même en agrégeant quelques forces supplémentaires (Génération.s, radicaux de gauche, « sociaux-démocrates », etc.). La gauche ne peut prétendre compter face à l'extrême droite, qui la surclasse nettement, et à la droite comme au centre, que prise dans sa totalité. La France insoumise (LFI) confirme en effet son implantation, progressant par rapport à 2019, obtenant trois sièges de plus. Pour trouver un résultat équivalent à gauche de la gauche, il faudrait remonter à 1999, lorsque, en s'unissant, Lutte ouvrière et de la Ligue communiste révolutionnaire obtenaient plus de 5 % des voix, talonnant le Parti communiste français (PCF) de Robert Hue, qui approchait encore les 7 %. On sait que le scrutin européen est traditionnellement difficile pour ce secteur de la gauche, en raison d'une abstention plus forte dans l'électorat le plus susceptible de voter en sa faveur. Sans doute portée par la mobilisation en faveur de la Palestine, mais pas seulement, LFI démontre qu'elle conserve sa force militante et un soutien électoral consistant. Là aussi, les limites de ce bon résultat sont évidentes. Il ne donne pas un mandat pour changer le pays. Le PCF, surclassé depuis quelques années par LFI, a choisi d'affirmer sa propre voie, qui se veut à la fois antilibérale et anti-impérialiste, mais unitaire au sein de la gauche. Cela lui vaut des sympathies, mais ne suffit pas à constituer un socle électoral suffisant pour obtenir seul des élus. Le but recherché était sans doute de maintenir une perspective et un cadre militant afin de préparer la suite. Le résultat, stable, mais à un niveau toujours bas (2,4 %)

signifie bien que le rôle politique des communistes ne prend son sens que dans des rassemblements plus larges. Certes, « insoumis » et communistes, de toute façon en net désaccord sur bien des points actuellement, ne peuvent pas non plus faire grand-chose réduits à leurs seules forces. Lors de la soirée électorale, nous avons pu entendre Mathilde Panot évoquer le succès des luttes des femmes polonaises sur l'avortement, qui avaient ouvert la voie à une défaite électorale de la droite nationaliste. Sans doute, mais la gauche, très faible, s'est alliée pour cela aux centristes et à la droite libérale... La situation n'est donc vraiment pas comparable. La gauche, prise dans son ensemble comme en particulier, par courants ou organisations, ne peut pas se raconter d'histoires. Elle demeure à un niveau bas. La flamboyance n'est au rendez-vous d'aucune liste, d'aucune personnalité et d'aucun programme. Les rancœurs, détestations, suspensions et mises en cause croisées sont nombreuses. Seule une prise de conscience de ses faiblesses, une volonté humble de rassemblement et de travail pourrait permettre de trouver l'équilibre recherché entre l'audace et la prudence susceptibles de lui donner toutes ses chances dans le prochain scrutin. ■

Gilles Candar est président de la Société d'études jaurésiennes et membre du conseil d'administration de la Fondation Jean Jaurès

Bruno Cautrès Dissoudre l'Assemblée issue du suffrage universel n'est pas anodin en démocratie

Au-delà de la perplexité que suscite légitimement la décision du président Macron de dissoudre l'Assemblée nationale, le politiste presse à se pencher sur le sentiment de pessimisme et de défiance qui s'est emparé de l'opinion depuis plusieurs années

L'annonce surprise de la dissolution de l'Assemblée nationale plonge le pays dans un mélange d'interrogations, de perplexité et même de sidération. Quelles analyses peuvent être faites de ce «*pari fou*», une expression en vogue depuis l'annonce ? Trois lectures se dessinent face à cette dissolution.

La première est celle d'une manœuvre tactique du chef de l'Etat pour reprendre la main et l'initiative d'une situation qui lui a échappé dès sa réélection, en 2022. Bien que missionnant Elisabeth Borne en début de mandat pour trouver des «*majorités de projets*», le chef de l'Etat n'est jamais parvenu à résoudre l'équation presque impossible sous la V^e République d'un pouvoir privé de majorité parlementaire. L'arrivée de Gabriel Attal à Matignon n'a rien changé à cette donne. La tactique du chef de l'Etat consisterait dès lors à pousser les oppositions dans les retranchements de leurs contradictions pour sauver son mandat : contraindre Les Républicains à le soutenir, fragmenter la gauche en misant sur les tensions internes, mettre le Rassemblement national (RN) au pied du mur.

La seconde lecture est celle d'une manœuvre plus stratégique, qui se projette déjà vers 2027 et même au-delà : remettre en exergue le clivage fondateur

et principal entre les «*progressistes*» et les «*conservateurs*», le faire renaître de ses cendres sous la forme d'un nouveau combat entre les forces du bien («*l'arc républicain*») et celles du mal («*les nationalistes, les démagogues*»). Cette stratégie miserait alors tout sur les tensions internes à la gauche et à la droite, ainsi que sur l'hypothèse que le macronisme a conservé sa force centripète pour attirer des particules de gauche et de droite vers le centre.

Conséquences nationales spectaculaires
La troisième lecture est moins favorable, voire clairement négative ou sombre, pour l'exécutif. Ni manœuvre tactique ou stratégique, la dissolution de l'Assemblée nationale ne serait avant tout qu'un terrible aveu d'échec pour le pouvoir. Contraint par l'écrasante victoire du RN, le chef de l'Etat n'aurait alors pas eu d'autre choix que d'obtempérer à la demande de ce parti, qui avait clairement exprimé son souhait d'une dissolution en cas de victoire le 9 juin. Marine Le Pen avait d'ailleurs fait de la dissolution, voire d'une démission du chef de l'Etat en cas de victoire du RN, l'une des conditions d'un éventuel débat avec le chef de l'Etat pendant la campagne électorale.

Ce sont bien sûr les résultats du 30 juin et du 7 juillet qui trancheront entre ces trois grilles de lecture et nous diront quel sens, a posteriori, on peut donner à cette dissolution surprise. Car, en vérité, le sens politique de cette dissolution a bien du mal à être mis au jour au lendemain de son annonce.

Si la majorité a voulu souligner la part d'audace du pari présidentiel, évocatrice de la figure héroïque chez les macronistes d'un président courageux face aux situations de crise, force est de constater que la part d'incertitude et de contradictions soulevées par cette décision l'emporte. Contradiction en effet entre un chef de l'Etat qui dissout l'Assemblée au nom d'une «*fièvre qui s'est emparée ces dernières années du débat public et parlementaire dans notre pays*», mais qui ex-

pliquait, il y a seulement un an, que le gouvernement arrivait à faire «*passer nombre de textes de loi qui étaient difficiles*» (interview à TF1 le 15 mai 2023) et que jamais autant de textes n'avaient été adoptés en début de législature. Contradiction également entre un exécutif qui nous invitait à ne penser qu'à l'Europe lors des élections européennes, mais qui en tire le jour même du scrutin des conséquences nationales spectaculaires.

« Où allons-nous ? »

Au-delà de toutes ces interrogations et, il faut bien le dire, de la perplexité sur le sens du «*pari fou*» de la dissolution, il est un sujet qu'il convient plus que jamais de prendre au sérieux : le pays ne va pas bien et les sentiments d'angoisse, d'anxiété, de pessimisme et de défiance sont très présents dans l'opinion, comme le montre, vague après vague, le Baromètre de la confiance politique du Cevipof ou l'enquête électorale que nous réalisons avec nos partenaires (*Le Monde*, Fondation Jean-Jaurès, Institut Montaigne et Ipsos).

Dans la dernière vague de cette enquête, réalisée quelques jours avant les européennes, c'est l'inquiétude, l'incertitude et la fatigue qui s'expriment avant tout. Il n'est donc pas impossible que cette dissolution, qui se veut pourtant clarificatrice, soit avant tout perçue comme porteuse de confusion, rendant la situation encore plus floue et incertaine. Les questions prioritaires que le pays se pose ne sont pas les configurations de candidatures aux législatives ou les considérations tactiques sur le basculement de tel ou telle député vers la majorité.

Si les questions de justice sociale, de reconnaissance des efforts faits dans sa vie, de changement climatique, d'immigration ou de sécurité préoccupent beaucoup, le pays attend peut-être encore plus du politique qu'il réponde avec lisibilité à des questions simples que tout le monde se pose : Où allons-nous ? Quel est le résultat fondamental d'action publique que notre chef de l'Etat souhaite avoir atteint à la fin de son second mandat et au bout de dix ans d'exercice de la fonction suprême ? Est-ce la réduction des déficits ? La modernisation de l'Etat et des services publics ? Une justice plus proche et efficace ? Les injustices sociales réduites drastiquement ? Moins de violence dans la société ? etc. Et quelle est la hiérarchie de ces objectifs ? L'objectif numéro un ? Quelles marges de manœuvre dans un contexte international de plus en plus tendu, et un contexte budgétaire de plus en plus contraint ?

Ces questions sont capitales car dissoudre l'Assemblée issue du suffrage universel est tout sauf un acte anodin en démocratie. Les motivations de cet acte hautement symbolique tout comme le sens politique qu'il porte doivent être à la hauteur des attentes d'une France en pleine malaise démocratique doublée d'une crise de sens profonde. ■

Bruno Cautrès est chercheur au CNRS et enseignant au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof)

Jean Garrigues Ce quitte ou double est un pari osé et dangereux

Le résultat des futures élections législatives dépendra de la recomposition de la gauche, et des choix effectués par les candidats des Républicains, vers la Macronie ou vers le Rassemblement national, analyse l'historien

Tu commets une faute, Jacques, une lourde faute. Je devrais te mettre mon poing dans la gueule.» Ainsi parlait Pierre Mazeaud, député gaulliste historique, prenant au collet son ami Jacques Chirac, qui venait de lui annoncer sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale, le 21 avril 1997. Juriste chevronné, M. Mazeaud estimait qu'il s'agissait d'une «*dissolution de convenance*», incompatible avec l'esprit de l'article 12 de la Constitution. A ses yeux, elle était justifiée pour François Mitterrand après son élection en 1981 et sa réélection en 1988 car il était alors confronté à des majorités de droite, donc incapable de gouverner.

Mais tel n'était pas le cas en 1997, car le gouvernement d'Alain Juppé pouvait s'appuyer sur une confortable majorité de 484 sièges issue des élections de 1993. En organisant de nouvelles élections, Chirac voulait rendre cette majorité plus cohérente et disciplinée. Ce fut tout le contraire qui se produisit, car la «*gauche plurielle*», réunie sous la bannière de Lionel Jospin, remporta haut la main les élections de juin 1997, ce qui conduisit à la troisième cohabitation de la V^e République.

Quelles conclusions tirer de ce précédent historique pour analy-

ser la dissolution surprise annoncée par Emmanuel Macron au soir de la défaite cuisante de son camp aux élections européennes ? A priori, on pourrait estimer, à l'instar de Pierre Mazeaud en 1997, qu'il s'agit d'une dissolution «*de convenance*», puisque le président dispose encore, à l'heure qu'il est, d'une majorité à l'Assemblée nationale, et que la France ne traverse pas une crise grave justifiant l'usage de l'article 12.

Incertitude à gauche

Mais ce serait négliger les énormes difficultés de la gouvernance, telles qu'elles se sont posées depuis 2022, dans une situation de majorité relative qui se heurte d'un côté aux ambiguïtés des Républicains et de l'autre à la stratégie de conflictualité paralysante déployée par La France insoumise au Palais-Bourbon. Dans ce contexte d'une France ingouvernable, et par ailleurs pour répondre à une demande sociale de «*respiration démocratique*» qui ne cesse de monter dans l'opinion, notamment depuis la crise des «*gilets jaunes*», on peut considérer qu'une dissolution peut largement se justifier. Mieux encore, elle correspond à la notion d'appel au peuple qui est dans le droit-fil de l'interprétation gaul-

lienne des institutions de la V^e République.

Est-ce pour autant un bon calcul politique de la part d'Emmanuel Macron, au moment où une majorité de Français viennent d'exprimer un cinglant désaveu de sa politique, et peut-être plus encore de sa personnalité ? Une enquête réalisée fin 2023 par l'institut Ipsos indiquait que le Rassemblement national [RN] pourrait recueillir entre 243 et 305 sièges lors des élections législatives, donc au moins une majorité relative, et peut-être même une majorité absolue. Auquel cas il semblerait difficile à Emmanuel Macron de ne pas appeler à

Matignon Jordan Bardella, candidat désigné par son parti pour assumer cette fonction. Ce serait la première fois qu'un responsable de l'extrême droite française se retrouverait en situation de gouverner la France, si l'on excepte les ultras de la Restauration ou les ministres de Vichy... dont certains venaient de la gauche.

Faut-il considérer un raz de marée du RN comme inéluctable ? Ce serait oublier les spécificités des élections législatives, organisées selon un mode de scrutin majoritaire de circonscription, et dont on sait qu'elles favorisent a priori les élus déjà en place, les partis notabilisés et, surtout, les candidats susceptibles de contracter des alliances de second tour.

Dans cette perspective, et en dépit de la normalisation électorale qui a permis au RN de recueillir 89 sièges en 2022, on peut se dire que le «*cordon sanitaire*» de «*l'arc républicain*» pourrait atténuer la dynamique de victoire du parti de Marine Le Pen. Par ailleurs, la perspective du précédent historique évoqué plus haut, plaçant l'électeur au pied du mur d'un gouvernement d'extrême droite, avec son cortège de réminiscences historiques et culturelles, pourrait aussi être un frein à cette dynamique de conquête. Subsidiairement, la polarisation induite par

cette menace de l'extrême droite au pouvoir pourrait favoriser les candidats de la majorité présidentielle, en encourageant des alliances locales avec Les Républicains, voire avec les écolo-socialistes hostiles à la Nouvelle Union populaire écologique et sociale.

A cet égard, l'une des grandes incertitudes de la campagne concerne justement la pérennité de cette alliance des gauches, qui avait été très efficace en 2022, comme en 1997. N'est-elle pas aujourd'hui caduque sous sa forme originelle, tant les divergences sont profondes entre la gauche conflictuelle de Jean-Luc Mélenchon et le projet d'une gauche écolo-socialiste, européenne et apaisée que porte Raphaël Glucksmann ? Beaucoup de choses vont dépendre de cette recomposition de la gauche, comme d'ailleurs des choix effectués par les candidats des Républicains vers la Macronie ou vers le RN.

Reste enfin un dernier paramètre, que certains s'empressent d'assimiler à un calcul cynique d'Emmanuel Macron. S'il advenait que les résultats des élections amènent Jordan Bardella à Matignon dans une situation de cohabitation similaire à celle de 1997, on peut imaginer qu'il pourrait s'y brûler les ailes, comme ce

fut le cas de tous ses prédécesseurs. Comment pourrait-il résoudre efficacement en trois ans de gouvernance les problèmes de fond qui se posent à la société française depuis des décennies ? Auquel cas, le RN verrait inévitablement s'affaiblir son capital de légitimité, ce qui pourrait nuire gravement à la candidature annoncée de Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2027 et faire le jeu de celui qui s'inscrirait dans l'héritage d'Emmanuel Macron. Ce dernier pourrait ainsi apparaître, aux yeux de l'histoire, comme celui qui a fait battre une troisième fois le RN.

C'est peut-être ce quitte ou double qui est une clé de lecture de la dissolution. Mais c'est un pari osé et dangereux, car une victoire de Marine Le Pen le conduirait inévitablement à être considéré comme celui qui aurait permis ce tournant de notre histoire. L'avenir nous le dira. ■

Jean Garrigues est président du Comité d'histoire parlementaire et politique. Il a écrit notamment «*Jours heureux. Quand les Français rêvaient ensemble*» (Payot, 2023)

Salvador: la volte-face des Etats-Unis sur le régime Bukele

ANALYSE

QUELQUE
2,5 MILLIONS
DE SALVADORIENS
VIVENT AUX
ÉTATS-UNIS ET
ILS SOUTIENNENT
MASSIVEMENT
NAYIB BUKELE

Que faire de Nayib Bukele ? Samedi 1^{er} juin, alors que la Constitution salvadorienne interdit dans plusieurs articles la réélection immédiate d'un président, le chef de l'Etat, élu une première fois en 2019 dans ce petit pays d'Amérique centrale de 6,3 millions d'habitants, a été investi pour la seconde fois d'affilée. Connus pour ses jeans, sa veste de cuir et sa casquette à l'envers, M. Bukele est, cette fois, apparu avec une longue veste noire classique agrémentée de broderies dorées. Applaudi à tout rompre, le président réélu jubilait. Le 4 février, 84,6 % des électeurs avaient plébiscité la politique d'incarcération massive des membres des gangs qui ensanglantaient le pays depuis les années 1990, faisant chuter drastiquement le taux d'homicides et ramenant la paix civile. Dans le public, la délégation des Etats-Unis ne comprenait pas moins de cinq hauts fonctionnaires, dont Alejandro Mayorkas, secrétaire à la sécurité intérieure. Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, s'est, lui, fendu d'un post sur X félicitant le « *président Bukele* », sans un mot sur ses atteintes à l'Etat de droit ni sur les nombreuses violations des droits humains dans sa lutte contre les gangs. Quel contraste avec les virulentes diatribes que les fonctionnaires américains de l'administration Biden ont prononcées depuis 2021 ! En particulier depuis que, le 3 septem-

bre de cette année-là, le Tribunal constitutionnel – dont Nayib Bukele avait modifié la composition quatre mois plus tôt en choisissant des magistrats complaisants – avait réinterprété la Loi fondamentale, assurant qu'elle permet la réélection. De nombreux constitutionnalistes avaient considéré que le second mandat du président serait illégitime. Une vision alors partagée par Washington. « *Décision clairement contraire à la Constitution salvadorienne* », « *déclin de la démocratie* » qui « *porte atteinte aux relations entre les Etats-Unis et le Salvador* », « *stratégie visant à saper l'indépendance du pouvoir judiciaire* » : la chargée d'affaires américaine, Jean Manes, n'avait pas eu de mots assez forts. « *Les actions de Bukele mènent ce pays dans une direction beaucoup plus autoritaire que celle que nous avons vue au début des années d'Hugo Chavez* » au Venezuela, avait même asséné Juan Gonzalez, alors principal conseiller de Joe Biden pour l'Amérique latine. Logiquement, Washington n'aurait pas dû reconnaître davantage la légitimité de la réélection de 2024 que celle du Vénézuélien Nicolas Maduro en 2018. Alors, pourquoi ce changement ? A cinq mois de la présidentielle américaine, le facteur électoral pèse dans l'équation : 2,5 millions de Salvadoriens vivent aux Etats-Unis et beaucoup ont le droit de vote. Or, ils soutiennent massivement Nayib Bukele. Donald Trump Jr, le fils de l'ex-président républicain et candidat à la présidentielle de novembre, était d'ailleurs, lui aussi, à San Salvador pour l'investiture de Nayib Bukele.

« *Washington reconnaît aussi que, si controversées que soient les méthodes utilisées, Bukele produit des résultats sur l'une des questions qui intéressent le plus les Etats-Unis dans la région : la lutte contre le crime organisé et les gangs* », signale Tiziano Breda, expert de l'Amérique latine au sein de l'ONG Aclad. Certains analystes pensent que Washington table également, avec la diminution drastique de la violence, sur une baisse de l'immigration de Salvadoriens – qui ne s'est pas encore vérifiée dans les chiffres des arrivées à la frontière américaine – ou même sur une inversion des flux et un retour au pays de la diaspora. « *Le flux de retour n'est pas non plus significatif, car la situation économique au Salvador continue d'être difficile* », estime M. Breda. Pour l'analyste, « *le principal facteur qui explique le changement de la position des Etats-Unis est la reconnaissance que la stratégie de confrontation avec un gouvernement aussi populaire est un échec, et qu'il faut désormais émettre des critiques de manière privée* ». « **Incohérence** » de Washington Un pragmatisme qui rejoint celui de la plupart des diplomates européens, qui ont toujours considéré comme contre-productives les violentes attaques de Washington. « *Si on considère qu'un président appuyé par 85 % de la population est illégitime, que fait-on une fois qu'il est réélu ?* », s'interrogeait, en 2022, un diplomate occidental que *Le Monde* avait rencontré à San Salvador. On n'a pas d'autre choix que ce qu'on appelle la « *realpolitik* ». Si

nous disions ce que nous pensions sur la réélection, nous ne pouvions plus avoir de relation concrète avec le président. On a préféré travailler en privé pour que la situation ne s'aggrave pas, voire pour qu'elle s'améliore. » Lors de la réception qui a suivi son investiture, Nayib Bukele n'a pas manqué de s'en féliciter : « *Ce gouvernement a été reconnu par 100 % des pays du monde, s'est-il exclamé. L'opposition n'a pas pu trouver un seul pays, pas même une petite île, pour dire : (...) Nous ne reconnaissons pas ce président illégitime* ». » C'est bien ce qui indigne Oscar Martinez, rédacteur en chef du média d'investigation en ligne *El Faro* : « *L'incohérence [de Washington] a abouti à un message que le régime bukélite utilise pour se légitimer, et il continuera à le faire* », fulmine le journaliste dans une tribune à la *Deutsche Welle*. Avant de demander au gouvernement américain : « *Tenez votre parole, nous sommes face à une dictature, et vous savez ce que font les dictatures, vous en avez déjà soutenu quelques-unes* ». » Nayib Bukele contrôle désormais 95 % de l'Assemblée nationale. Le 1^{er} juin, à la fin de son discours, il a demandé à tous les Salvadoriens, massés devant le Palais national ou devant leurs écrans, de jurer de « *défendre de manière inconditionnelle* » son projet, « *en suivant chacun de ses pas au pied de la lettre, sans se plaindre* » et « *sans jamais écouter les ennemis du peuple* ». ■ ANGELINE MONTOYA (SERVICE INTERNATIONAL)

CHRONIQUE | PAR JULIEN BOUISSOU

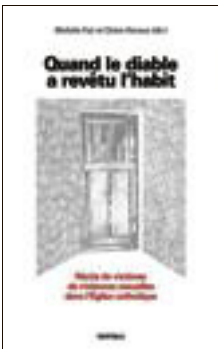
En Inde, le capitalisme de connivence déstabilisé

La déconvenue électorale du premier ministre indien, Narendra Modi, le 4 juin, en a entraîné une autre, qui se chiffre en milliards de dollars. Le score mitigé du parti au pouvoir, le Parti du peuple indien (BJP, pour Bharatiya Janata Party), qui, avec une minorité de 240 députés sur un total de 543, doit gouverner au sein d'une coalition, a fait plonger en Bourse les entreprises du conglomérat Adani. Près de 45 milliards de dollars (41,9 milliards d'euros) de valorisation sont partis en fumée en une seule journée. Gautam Adani, fondateur du groupe du même nom, est connu pour sa proximité avec le pouvoir nationaliste et autocratique de M. Modi, originaire, comme lui, du Gujarat, dans l'ouest du pays. Son groupe, présent dans les infrastructures, l'énergie, la défense, l'aérospatial ou encore le secteur minier, dépend en grande partie des marchés publics ou des concessions. Lorsque M. Modi devient ministre en chef de l'Etat du Gujarat, en 2001, la fortune de M. Adani est évaluée à 70 millions de dollars. Elle a bondi à 7 milliards quand M. Modi est devenu premier ministre, en 2014. Depuis lors, l'homme d'affaires s'est hissé au rang des plus grandes fortunes d'Asie, avec une fortune évaluée à 140 milliards de dollars.

Dégringolade boursière Sa dégringolade boursière souligne la vulnérabilité du capitalisme indien, dit « de connivence ». Lorsqu'une entreprise dépend des faveurs d'un dirigeant, le moindre revers électoral provoque son effondrement comme un château de cartes. La protection de l'Etat offre aussi une certaine impunité, ce qui augmente les risques – et les soupçons – de fraude. L'autorité indienne des marchés financiers enquête sur de possibles manipulations et fraudes comptables ayant permis de gonfler artificiellement la valorisa-

tion du groupe Adani, comme l'a pointé le fonds spéculatif américain Hindenburg Research, dans un rapport publié en 2023. Le quotidien *Financial Times* a révélé, dans une enquête publiée en mai, que le groupe indien avait escroqué une compagnie publique d'électricité du sud de l'Inde en lui fournissant un charbon de plus mauvaise qualité que celui qu'il lui avait vendu. Une fraude qui lui aurait rapporté plusieurs centaines de millions de dollars. Des accusations toutes rejetées par Adani. En dépit de ces fragilités, le groupe reste courtisé. Le pétrolier TotalEnergies a noué plusieurs partenariats avec lui et, surtout, les banques lui ont prêté des sommes colossales, doublant son endettement au cours des cinq dernières années. La victoire de Modi pouvant rapporter gros aux investisseurs, ces derniers n'ont pas intérêt à ce que celui-ci perde le pouvoir. Les donations au BJP ont atteint, entre 2019 et 2024, 730 millions de dollars, dont près de 100 millions venant d'entreprises en situation de redressement fiscal, contre 171 millions de dollars à son principal rival, le Parti du Congrès. Persuadés que la croissance économique élevée (7,2 % en 2022-2023) et la domination sans partage du BJP allaient donner à M. Modi une franche victoire, ils n'ont pas anticipé son résultat étriqué. Une campagne électorale, si grandiose soit-elle, se heurte au mur des réalités économiques et sociales, à savoir l'atonie de l'industrie manufacturière et la crise agricole qui alimentent le chômage. Dans le Maharashtra, un Etat de l'ouest de l'Inde, les petits producteurs d'oignon, qui ont souffert des restrictions aux exportations ayant entraîné une chute des cours, se sont tournés vers l'opposition. Comme l'a montré l'économiste Arvind Subramanian, le capitalisme dit « de connivence » fausse la compétition et décourage les investissements, notamment dans le secteur industriel. Les ventes décevantes de deux-roues et de produits de grande consommation montrent que la croissance est loin d'être partagée par tous, dans un pays où 1 % des plus riches ont accumulé le quart des revenus nationaux depuis l'élection de M. Modi en 2014. Une croissance économique portée par un tel capitalisme ne produit pas que de bons résultats. ■ JULIEN BOUISSOU

DES VICTIMES DE L'ÉGLISE TÉMOIGNENT



QUAND LE DIABLE A REVÊTU L'HABIT
sous la direction
de Michèle Fay
et de Claire Horeau,
Karthala, 240 p., 20 €

LIVRE L'objectif de ce livre est de démontrer que la plupart des violences sexuelles répondent à un schéma. Les prédateurs vous enrôlent dans une toile d'emprise, vous hypnotisent par leur prétendue sainteté, leur honorabilité. Avant de passer à l'acte et de vous laisser seul avec vous-même. » Gaël (le prénom a été changé), 58 ans, a été violé à plusieurs reprises par des moines, lorsqu'il avait entre 14 et 18 ans. A l'instar de dix autres victimes de religieux, il a décidé de raconter son agression dans un ouvrage inédit (*Quand le diable a revêtu l'habit*, sous la direction de Michèle Fay et Claire Horeau, Karthala, 240 pages, 20 euros). Si certains et certaines avaient déjà témoigné au sein du rapport de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Eglise (2021), il s'agit du premier livre donnant aussi largement la parole aux victimes. L'ouvrage, à l'initiative la Commission Reconnaissance et réparation (CRR), instance indépendante fondée en 2021 pour aider

les victimes de religieux, propose ainsi une puissante réflexion sur le rôle libérateur de l'écriture. Les témoignages, qui dévoilent parfois en détail les violences subies dans leur réalité la plus crue, apparaissent pour leurs auteurs comme une manière de dépasser le traumatisme, en cherchant auprès des lecteurs une reconnaissance que l'institution ecclésiale n'a pas su leur offrir. « **Répétitif et systémique** » Au fil de ces récits, le lecteur peut éprouver un « *sentiment d'effroi, voire de malaise*, reconnaît le magistrat Antoine Garapon, président de la CRR, dans la postface. Mais il ajoute : « *Les victimes ont besoin de l'autre parce que témoigner, c'est toujours faire communauté. Le récit ne peut atteindre son effet libérateur qu'à la condition de rencontrer des lecteurs qui non seulement le liront mais le recevront pour ce qu'il est, c'est-à-dire un retour à la vie* ». L'intérêt de l'ouvrage réside aussi dans le regard porté par les victimes sur l'Eglise catholique. Toutes racontent, à des degrés di-

vers, la manière dont leur agresseur a été protégé et le manque de soutien de l'institution. Pour certains, la colère est encore vive. Pierre (le prénom a été changé), 66 ans, violé à 13 ans par un enseignant des Frères maristes, en Alsace, se dit « *estomaqué par l'inertie des institutions* » : « *A part quelques prélats qui prennent des mesures de temps en temps, il ne se passe rien, et beaucoup d'agresseurs sont encore protégés* ». La plupart des témoins respectent l'anonymat de leurs agresseurs, pour mieux souligner le « *caractère répétitif et systémique des agressions* ». Roland, 69 ans, a pour sa part décidé de lever le voile. Affirmant avoir été abusé à l'âge de 13 ans par le jésuite Louis Mouren (1902-1985 ; fondateur de l'association Les Liens brisés, qui venait en aide à des enfants en situation précaire), il demande à la Compagnie de Jésus de préciser le nom du prêtre dans ses appels à témoignages [un appel à témoins a été lancé le 17 mars 2023 sur le site francophone des jésuites, précisant sa fonction mais pas son nom]. ■ GAËTAN SUPERTINO

Impossible négociation | PAR SERGUEI



LES ENTREPRISES QUI ONT
FINANCÉ MASSIVEMENT
LE PARTI DE MODI POUR
BÉNÉFICIER DE SES FAVEURS
N'ONT PAS ANTICIPÉ
SON RÉSULTAT ÉTRIQUÉ



FRANCE | CHRONIQUE
PAR FRANÇOISE FRESSOZ

Une recomposition au forceps

Dans l'histoire des dissolutions qui ont marqué la V^e République, deux dates retiennent l'attention : la première, celle de 1962, s'est soldée par un succès pour l'exécutif au moment où le régime mi-présidentiel, mi-parlementaire se cherchait encore. Le renvoi des électeurs aux urnes décidé par le général de Gaulle, alors que l'Assemblée nationale venait de rejeter le projet de révision constitutionnelle visant à faire élire le président de la République au suffrage universel direct, a relancé le parti gaulliste, conforté le premier ministre Georges Pompidou et installé le fait majoritaire qui a garanti pendant des décennies la stabilité du régime.

L'avant-dernière dissolution, décidée en 1997 par Jacques Chirac, a, à l'inverse, affaibli l'Élysée et revalorisé le jeu parlementaire en favorisant l'émergence d'une coalition de gauche, conduite par Lionel Jospin, qui a gouverné le pays pendant quatre ans, jusqu'au coup de tonnerre du 21 avril 2002.

La dissolution, annoncée dimanche 9 juin par Emmanuel Macron, alors que l'extrême droite frôle les 40 %, fait entrer le pays en terrain inconnu, car elle intervient dans le contexte d'une fragilisation de deux acteurs essentiels du jeu démocratique. Le président de la République, réélu en 2022 mais aussitôt privé de majorité absolue, concentre sur sa personne une forte animosité. L'Assemblée, qui aurait pu tirer bénéfice de son affaiblissement, ne parvient pas, depuis deux ans, à rationaliser son jeu en raison de la dynamique des extrêmes et de l'affaiblissement du système partitaire.

Hormis le Rassemblement national en grande forme, toutes les formations politiques sont en situation d'émiettement (Les Républicains), de grande fragilité (Renaissance, Europe Écologie-Les Verts) et de forte rivalité (La France insoumise et le Parti socialiste). L'effondrement du front républicain, qui avait permis à la gauche et à la droite de tenir à distance le parti lepéniste depuis 2002, est la résultante autant que le symptôme de cette situation.

A priori, rien ne justifiait qu'Emmanuel Macron, grand perdant de la séquence, tente une nouvelle fois de dynamiter le jeu politique au risque de sacrifier son premier ministre et une partie de ses parlementaires : les élections européennes, qui se déroulent au scrutin proportionnel à un tour, ont souvent servi de vote défouloir contre les gouvernements en place sans prendre le statut de scrutin de « midterm » qu'elles semblent cette fois avoir acquis.

En 2014, dans une situation assez comparable (la liste socialiste n'avait recueilli que 14 % des suffrages exprimés), François Hollande avait préféré faire le gros dos parce qu'il avait, comme Emmanuel Macron, changé de premier ministre quelques mois plus tôt et n'entendait pas modifier une nouvelle fois sa ligne. C'est notamment au regard de ce précédent que les oppositions républicaines allant de Raphaël Glucksmann (PS-Place publique) à Eric Ciotti (LR) ont interprété, dimanche soir, la déroute de la majorité présidentielle face au RN

LA DISSOLUTION EST, POUR MACRON, L'ULTIME TENTATIVE DE SUSCITER DU MOUVEMENT

comme la fin du macronisme et un tremplin pour la préparation en trois ans d'une alternance axée sur le rétablissement du clivage entre la gauche et la droite. L'annonce surprise de la dissolution les a pris de court et a alimenté, en retour, un procès musclé en césarisme, celui d'un président de la République isolé, inconscient du rejet dont il fait l'objet et jouant dangereusement avec le feu.

Le délai extrêmement court de la campagne des législatives (trois semaines pour désigner les candidats, élaborer un projet, compter ses alliés, s'adresser aux électeurs), le rôle de premier plan qu'entend s'y réserver le président, qui s'apprête à présenter une nouvelle feuille de route aux Français puis à s'investir pour tenter de rassembler, ont encore accru l'animosité à son égard. Or, la façon dont une dissolution est interprétée par les Français joue énormément dans son dénouement. Si elle n'est pas comprise, gare au résultat !

Électeurs échaudés

Un qualificatif péjoratif est resté accolé à celle de 1997 : Jacques Chirac l'aurait entreprise par « confort », pour circonscrire les sarkozystes qui le faisaient alors tourner en bourrique. La dimension confort n'est pas absente de celle engagée dimanche : en tentant de rebattre les cartes, Emmanuel Macron cherche à s'affranchir d'une fin de mandat horribilis, marquée par la menace permanente d'une motion de censure, la paralysie de l'action intérieure, la perte d'influence sur la scène européenne, le surgissement d'une guerre des héritiers assortie d'un droit d'inventaire, d'autant plus dévastateur qu'aucune procédure de sélection n'a été mise en place par le parti présidentiel.

A sa décharge, aucun des partis qui prétendent combattre le RN ne peut garantir qu'en continuant ainsi pendant trois ans, le lit de Marine Le Pen n'est pas déjà fait : la gauche progresse à peine par rapport à 2019 et n'a réglé aucun de ses différends ; la droite, réduite à la portion congrue, continue de perdre des électeurs. Alors que l'antimacronisme se porte bien, l'un et l'autre camp n'ont pas démontré leur capacité à enrayer la dynamique du RN. Celui-ci ne se contente plus de faire le plein dans son électorat traditionnel mais progresse dans toutes les catégories socioprofessionnelles et quasiment toutes les tranches d'âge.

La dissolution est, pour Emmanuel Macron, l'ultime tentative de susciter du mouvement, mais avec une attractivité réduite et un risque maximisé. Admettre des erreurs, trouver les mots pour remobiliser l'électorat perdu, tendre la main aux républicains des deux bords pour faire avancer d'ici à trois ans quelques priorités... Ce qui aurait dû être fait il y a deux ans dans un esprit d'ouverture est désormais conditionné au verdict d'électeurs échaudés. Le scénario catastrophe est celui d'une vague lepéniste donnant la majorité absolue au RN car cohabiter est une chose, le faire avec un parti qui n'appartient pas à l'arc républicain soulève la question morale de s'y résoudre pour un président qui s'est toujours présenté comme un rempart. Vertigineux. ■

L'ANNONCE SURPRISE A ALIMENTÉ, EN RETOUR, UN PROCÈS MUSCLÉ EN CÉSARISME

EN EUROPE, UN PARADOXAL CLIVAGE DÉMOCRATIQUE

ÉDITORIAL

Un Parlement européen solidement ancré à droite, avec, à l'extrême droite, des rangs plus nourris que dans la précédente législature, même s'ils sont pour l'instant répartis en groupes hétéroclites : c'est, à première vue, le tableau présenté par les élections qui se sont déroulées du 6 au 9 juin dans les vingt-sept pays de l'Union européenne.

Le Parti populaire européen, qui rassemble les élus conservateurs et de centre droit, reste le groupe le plus puissant, tandis que les sociaux-démocrates perdent du terrain et que les partis verts et libéraux accusent un net recul, au profit de la droite radicale.

Un examen géographique offre cependant une autre grille de lecture. La montée de l'extrême droite est spectaculaire en

Europe de l'Ouest, en particulier dans les vieilles démocraties qui ont connu des régimes totalitaires ou autoritaires au siècle dernier. Elle s'installe comme force politique dans les trois plus grands pays, par ailleurs membres fondateurs de l'Union : la France est évidemment le cas le plus frappant, avec des scores cumulés qui frisent 40 % des voix pour le Rassemblement national et les autres formations de droite radicale.

Mais en Italie aussi, le parti Fratelli d'Italia est arrivé en tête, confortant l'assise de la présidente du conseil, Giorgia Meloni. Beaucoup plus radicale, l'AfD fait une percée inquiétante en Allemagne, en particulier dans les Länder de l'Est (40 % des voix en Saxe), même si elle n'arrive que derrière la CDU-CSU au niveau fédéral. En Autriche, le FPÖ est en tête. En Belgique, les nationalistes ont infligé une lourde défaite au gouvernement ; seul contraste, le parti d'extrême droite de Geert Wilders a été battu par la gauche aux Pays-Bas.

En revanche, les partis d'extrême droite et leur version illibérale d'Europe centrale postcommuniste ont reculé dans une région qui apparaissait comme leur berceau. En Pologne, le premier ministre, Donald Tusk, a réussi à transformer l'essai des élections nationales d'octobre 2023 : la coalition de centre-droit qu'il dirige s'est trouvée à nouveau en tête dimanche, devant le parti Droit et justice (PiS) qui, pen-

dant huit ans, avait réussi à sérieusement entraver l'Etat de droit.

En Slovaquie, le parti du premier ministre, Robert Fico, émule de son voisin Viktor Orban, son homologue hongrois, a été battu par le parti progressiste. En Hongrie même, le Fidesz d'Orban reste solidement en tête mais perd pour la première fois du terrain face à la formation d'un nouvel opposant, Péter Magyar. En Roumanie, une coalition de sociaux-démocrates et de libéraux bat largement le parti d'extrême droite, qui ne remporte que 15 % des voix. La désaffection à l'égard de l'extrême droite est également notable dans les pays nordiques, au profit des sociaux-démocrates.

Sans doute peut-on tirer de ces résultats la leçon d'une désillusion des électeurs face à l'expérience de l'exercice du pouvoir par les partis populistes. La guerre en Ukraine et la proximité de la menace russe ont aussi, dans ces régions, joué un rôle mobilisateur en faveur des partis résolument européens, l'Union européenne et l'unité de ses membres étant donc perçues comme une protection.

Il ne serait pas injuste que ce nouveau clivage démocratique Est-Ouest modifie les équilibres autour de la table du Conseil européen, où l'influence personnelle du chancelier Olaf Scholz et du président Emmanuel Macron, affaiblis par le désaveu que leur ont infligé leurs électeurs, va se trouver diminuée. ■

HORS-SÉRIE

Le Monde

UNE VIE, UNE ŒUVRE



Franz Kafka L'insaisissable

Un entretien avec le biographe Reiner Stach

FRANZ KAFKA

Un hors-série du « Monde »
120 pages - 11 €
Chez votre marchand de journaux
et sur lemonde.fr/boutique

Kafka est mort il y a cent ans. Cet écrivain insaisissable, mystérieux, dérangeant, est à la fois classique et contemporain, il est d'un autre temps, mais il habite notre présent. Ses œuvres, sauvées du bûcher, continuent de nous interroger. Portrait, entretien, textes choisis, débats, hommages, lexique.



GUCCI

George, Milan

Automne Hiver 2024
Par David Sims

Trouver la boutique
la plus proche





Les nouveaux traitements contre l'obésité s'administrent par voie sous-cutanée, grâce à des stylos injecteurs. Ils vont de pair avec une modification de l'alimentation et un suivi médical. CR/GETTY IMAGES

Contre l'obésité, les piqûres de l'espoir

Des molécules imitant des hormones digestives et agissant sur la satiété révolutionnent la prise en charge des patients obèses. Les autorités sanitaires françaises tardent à valider leur mise sur le marché. Ailleurs, c'est la ruée sur ces traitements, alors que leurs effets à long terme restent inconnus

NATHALIE BRAFMAN ET PASCALE SANTI

Quand Olivier Ziegler, responsable du centre spécialisé de l'obésité (CSO) au centre hospitalier régional universitaire de Nancy (CHRU) et professeur de nutrition à l'université de Lorraine, propose à Stéphane de tester le Wegovy, un nouveau médicament pour maigrir, celui-ci n'hésite pas une seconde. Nous sommes en septembre 2022. A l'époque, ce cadre âgé de 50 ans (qui a requis l'anonymat) pèse 145 kilos. L'ancien sportif, un gaillard de 1,88 mètre, raconte avoir pris du poids au fil des années et d'une vie devenue sédentaire. « Jus- qu'à 100 kilos, je n'étais pas gêné. A 40 ans, j'ai com- mencé à faire de l'hypertension et de l'apnée du som- meil. J'étais même essoufflé pour mettre mes chaussu- res. Mon IMC [indice de masse corporelle, soit le poids divisé par la taille au carré], était à 41. » Sur

Internet, il lit : obésité massive. Un choc pour ce père de famille. Sa femme l'oblige à se rendre au CSO de Nancy. Là, ses mauvaises habitudes sont passées en revue. « J'ai pris conscience de ce qu'était l'hygiène de vie, la notion de nourriture synonyme de récompense, la nécessité de faire de l'activité physique. Je suis passé de 2000 pas à 6000 pas par jour. » En huit mois, il perd 8 kilos. Las, il les reprend en vacances.

Le Wegovy a littéralement changé sa vie. A raison d'une injection sous-cutanée d'une dose de 2,4 milli- grammes par semaine, Stéphane fond de 25 kilos en huit mois. Surtout, dès les premiers jours, la sensa- tion de satiété, qu'il avait perdue depuis de longues années, réapparaît. « Avant, je n'étais jamais rassasié, je pouvais engloutir trois assiettes de pâtes et quatre crêpes salées. Mon cerveau ne disait pas "stop", racon- te-t-il. Je ne distinguais plus ni l'envie ni le besoin. »

Le Wegovy fait partie des dernières avancées thé- rapeutiques dans le traitement de l'obésité. Comme

son grand frère l'Ozempic (destiné aux diabéti- ques), c'est un médicament qui mime l'hormone glucagon-like peptide-1 (GLP-1), stimulant son ré- cepteur beaucoup plus que l'hormone naturelle. Cette nouvelle famille de médicaments, nommés « analogues du GLP-1 », comprend notamment le sémaglutide (Ozempic, Wegovy) et le liraglutide (le Saxenda autorisé en France depuis 2021 mais non remboursé par la Sécurité sociale).

Ils ont un effet sur la satiété et permettent donc de mieux contrôler la prise d'aliments. « Mais attention, ces molécules ne sont pas des coupe-faim, ni un pro- duit miracle, avertit d'emblée Karine Clément, pro- fesseure de nutrition à l'hôpital Pitié-Salpêtrière (AP-HP). La prise en charge doit être globale : modifi- cation du comportement alimentaire, activité physi- que, soutien psychologique si nécessaire... » La plupart des essais cliniques sont réalisés sur cette base.

→ LIRE LA SUITE PAGES 4-5

L'IA comme objet d'étude pour les maths au lycée

Dans une expérimentation en classe de 1^{re}, des élèves apprennent à jouer avec les données comme le ferait un algorithme d'IA

PAGE 2



Le coucou trompe ses hôtes et les lois de l'évolution

Passer inaperçu auprès de l'oiseau qu'il pirate l'a conduit à coévoluer. De quoi favoriser l'apparition de nouvelles espèces

PAGE 7



Portrait Stéphanie Lacour mêle électronique et neurosciences

Professeure au parcours atypique, elle innove dans les implants cérébraux

PAGE 8

Comment l'IA peut aider à l'apprentissage des maths

MATHÉMATIQUES - Des enseignants expérimentent l'intelligence artificielle pour faire découvrir à leurs élèves cette matière

ChatGPT, direct, il donne la réponse», lance un élève en 1^{re} au lycée François-Villon, dans le 14^e arrondissement de Paris. «*Mais ce n'est pas toujours juste !*», la corrige une de ses camarades. L'intervention stimule les autres sur les risques de l'intelligence artificielle (IA). «*Ça collecte nos données*»; «*y aura moins de caissières*»... Cette discussion débridée sur la technologie à la mode sert d'introduction à un cours original de... mathématiques.

Depuis mai, trois enseignants à Paris expérimentent cette activité, élaborée et utilisée depuis fin janvier par une quinzaine de leurs collègues de l'académie de Lille et par Stéphane Mallat, professeur au Collège de France en sciences des données. «*Nous cherchons à donner du sens aux maths dans l'enseignement. Pour cela, on a choisi de partir de sujets motivants, comme l'intelligence artificielle, et nous montrons que cette dernière est un chemin pour apprendre les maths*», expliquait le chercheur à une douzaine de professeurs volontaires réunis à Paris pour une formation sur ce projet, en avril.

Il ne s'agit donc pas d'utiliser l'IA pour aider les élèves à progresser en maths, mais de leur faire découvrir les maths derrière cette technologie. «*Ces modules rentrent tout à fait dans vos programmes actuels*», rassure Stéphane Mallat. «*Ce n'est pas de l'informatique ! Il faut affirmer que c'est un apprentissage de maths*», ajoute, pour *Le Monde*, Miguel Toquet, inspecteur d'académie chargé des mathématiques à Lille, artisan de la structuration du projet au sein de l'éducation nationale.

Modélisation et expérimentation

Les principes de la méthode sont simples. Un exposé d'un problème concret, comme distinguer le chant de deux espèces de baleines, identifier les nombres «2» ou «7» en écriture manuscrite, ou repérer les risques cardiaques dans un électroencéphalogramme. Des questions classiques de l'IA contemporaine. Suit une étape de modélisation de ces problèmes, plus abstraite. Enfin, une phase d'expérimentation, sur ordinateur, pour jouer avec ces données et trouver, par essai-erreur, l'algorithme le plus performant. «*Une droite, ça peut servir à repérer un cancer ou distinguer le chant d'une baleine. C'est la beauté des maths*», souligne Stéphane Mallat.

Lors de la formation, des profs sont un peu sceptiques, craignant un niveau trop élevé pour leurs élèves. «*Il faudrait reformuler vos textes par ChatGPT pour les simplifier*», ose ironiquement un enseignant. La plupart sont curieux, cherchant des activités stimulantes pour leurs classes.

L'expérimentation en maths n'est pas une pratique courante. Pour Stéphane Mallat, elle l'est beaucoup plus. En 2015, avec sa chaire au Collège de France, il introduit, pour les étudiants en master, les challenges de données : des problèmes concrets posés par des industriels (SNCF, BNP Paribas, EDF, Veolia...) qu'il s'agit de résoudre. Un site Web permet de calculer automatiquement le score d'une équipe et par essais successifs de l'améliorer. L'Institut Louis-Bachelier, partenaire de ces challenges, l'est aussi de MathAdata, le nom du projet,

pour le secondaire, avec le Collège de France et l'Ecole normale supérieure.

Passons à la pratique. «*Vous allez essayer de distinguer dans des images de chiffres manuscrits lesquels sont des 2, lesquels sont des 7*», donne comme consigne Bénédicte Cauty à sa classe de 1^{re} générale. Par binômes, spontanément non mixtes, les élèves vont devant les ordinateurs suivre le Notebook, un logiciel qui permet d'avancer de façon interactive dans le cours. Celui-ci a été développé par Romaric Guth, ingénieur recruté pour ce projet, qui a pris soin de masquer le plus possible le code informatique, tout en privilégiant la visualisation.

Les premiers élèves ne lisent pas les consignes et filent sur les premières cases où cliquer. Ça ne marche pas. Ils comprennent qu'il vaut mieux lire la courte introduction. La première façon de savoir si c'est un «2» ou un «7» qui est dessiné est d'être paresseux : répondre toujours «2» (ou «7» selon les binômes). Taux d'erreur 49,9 %.

Il va falloir être plus malin pour le faire baisser. «*La méthode permet de sortir des classiques réponses scolaires vraies ou fausses. Les élèves constatent que leur algorithme peut être plus ou moins bon*», indique Akim Vienet, deuxième recrue et ingénieur pédagogique du projet.

Deuxième essai. Après s'être initié à la notion de pixel d'une image, le Notebook propose de choisir un seul pixel qu'on espère discriminant.

Un «7» blanc sur fond noir a plus de noir en bas qu'un «2». Taux d'erreur à 36,9 % pour les uns, encore moins pour les autres. La professeure sur son écran peut savoir où en sont les binômes qui eux-mêmes se comparent à leurs voisins.

Encore plus malin, mais en mobilisant le cours de statistiques, les moyennes et les histogrammes. Faire la moyenne de tous les pixels (les noirs valent 0, les blancs 255) de l'image, ou seulement d'une partie, réduit la vaste quantité d'informations à un seul chiffre (une abstraction de plus). Le taux d'erreur baisse, 35 %, 31,6 %, 29 %...

«Stimuler l'esprit critique»

La professeure propose la suite sous forme d'exercice. A partir de deux zones de l'image, donc deux caractéristiques et un niveau supplémentaire de modélisation. L'histogramme est remplacé par des nuages de points orange et bleus répartis dans le plan dont on voit bien qu'une droite peut les séparer. Mais laquelle ? La classe se scinde en deux, les garçons avec les garçons, les filles avec les filles, mais seuls les garçons filent sur les ordinateurs pour trouver l'équation d'une droite (qui se trouve être affichée au mur...). Les filles restent à leur table avec un manuel ou leur calculatrice. «*Ils doivent mobiliser des connaissances déjà vues, comme ici l'équation d'une droite*», explique la professeure à l'observateur du *Monde*. Tous trouvent mais écri-

vent différemment leur réponse. Certains adoptent le langage informatique Python, d'autres le français, «*si... alors...*», tout aussi valable.

Bénédicte Cauty est satisfaite. «*Ça montre que les maths sont partout*». Au passage, l'air de rien, les élèves croiseront du vocabulaire omniprésent dans les algorithmes d'intelligence artificielle actuels, y compris ChatGPT, comme «*données d'apprentissage et d'entraînement*», «*descente de gradient*», «*caractéristiques*», voire les réseaux de neurones. Le programme de maths, géométrie, analyse ou statistiques est rempli.

«*Notre souhait est de mieux motiver les élèves, de stimuler leur autonomie et leur esprit critique. Cela pourrait aussi les ouvrir à d'autres métiers*», indique Akim Vienet. «*C'est un engouement, pour les élèves, les professeurs, les établissements qui veulent participer. Mais c'est le fruit d'un gros travail*», constate déjà Miguel Toquet, qui pense former quarante professeurs de plus l'an prochain.

Stéphane Mallat a aussi séduit la fondation américaine Math for America, qui lancera l'idée dans des classes à New York. «*On ne peut pas espérer aider et améliorer l'enseignement en mathématiques sans un financement important des professeurs qui participent*, rappelle le chercheur. Notre prochain enjeu, c'est donc de trouver des moyens pour soutenir ces enseignants impliqués. » Il aime les défis. ■

DAVID LAROUSSIERE



Au lycée Jules-Ferry, à Paris, en mai. THÉOPHANE HAZOUMÉ

Maladie d'Alzheimer : une épidémie d'inconduites scientifiques

NEUROLOGIE - Une étude influente publiée en 2006 dans la revue « Nature » devrait être rétractée à la demande de l'autrice principale

La littérature scientifique sur la maladie d'Alzheimer n'en finit pas d'être revisitée, et la qualité d'études influentes remise en question. En décembre 2023, en raison d'«*anomalies*» dans certaines figures et d'erreurs biostatistiques, *Nature* rétractait ainsi une étude dirigée par le neurobiologiste Marc Tessier-Lavigne. Elle avait été publiée en 2009, alors qu'il était président de l'entreprise californienne Genentech, et présentée par son principal auteur comme un «*tourmant*» dans la compréhension de la maladie neurodégénérative.

Dans l'intervalle, le chercheur canadien avait pris la présidence de la prestigieuse université Stanford (Californie). Il a dû en démissionner à l'été 2023, après qu'une enquête interne a révélé que plusieurs études frauduleu-

ses ont été conduites dans des laboratoires qu'il a dirigés. Son étude dans *Nature* avait été citée plus de huit cents fois dans la littérature scientifique.

Ce score très honorable fait cependant pâle figure en regard des 2343 citations d'une autre étude, publiée en 2006 dans *Nature*, qui renforçait l'hypothèse du rôle de l'accumulation de protéines de type β -amyloïdes dans l'étiologie de la maladie d'Alzheimer. L'autrice principale, Karen Ashe (université du Minnesota, Minneapolis), vient d'indiquer sur PubPeer – un site permettant de questionner, y compris de façon anonyme, la qualité de travaux scientifiques – qu'elle avait décidé d'en demander la rétractation. Elle s'y est résolue deux ans après qu'une enquête de la revue *Science*, concurrente de *Nature*, a

révélé plusieurs images suspectes. Ces manipulations avaient été repérées par le neurobiologiste américain Matthew Schrag.

Matthew Schrag était tombé un peu par hasard sur ces données, alors qu'il avait été mandaté par des petits porteurs de la société pharmaceutique Cassava Sciences craignant que le simufilam, son médicament anti-Alzheimer, n'ait été développé sur la base d'études frauduleuses. Dans cette mission indépendante de son travail au centre médical de l'université Vanderbilt, Matthew Schrag avait constitué un dossier de trente-quatre articles de chercheurs en lien avec Cassava Sciences soulevant de «*sérieuses inquiétudes d'inconduite scientifique*».

Le neurobiologiste avait également repéré l'étude de 2006 dirigée par Karen Ashe, dont le pre-

mier signataire était un chercheur français formé à Caen, Sylvain Lesné, qui avait rejoint son laboratoire comme postdoctorant. Matthew Schrag avait détecté en outre des points problématiques dans une vingtaine d'articles scientifiques du Français.

Des investigations poussées

Deux ans plus tard, Karen Ashe vient donc de reconnaître que le plus marquant d'entre eux mérite d'être retiré. Une décision signalée par *Science*, et qu'elle a récemment expliquée sur PubPeer. Il y a encore quelques jours, elle y plaiderait pour une simple correction, expliquant qu'elle avait pris soin dans l'intervalle de répliquer les résultats, dans une étude publiée en février dans *iScience*. Une affirmation contredite sur le même canal par Matthew Schrag, pour

qui l'étude en question ne valide pas les données litigieuses.

Selon Karen Ashe, Sylvain Lesné serait opposé à la rétractation. Celui-ci n'a pas répondu à nos demandes d'entretien. *Nature* nous a indiqué «*approcher de la fin de [ses] investigations sur le sujet*». Matthew Schrag attend désormais une rétractation formelle.

Concernant l'autre volet de ses investigations, sur les travaux de Hoau-Yan Wang (City University of New York), conseiller de Cassava Sciences, et de Lindsay Burns, vice-présidente de la compagnie, Matthew Schrag note que nombre d'articles ont été rétractés, et que l'agence du médicament américaine (Food and Drug Administration) a trouvé de nombreuses déficiences dans leurs pratiques de recherche. Pourtant, les essais cliniques de

Cassava Sciences ont été autorisés à continuer, ce que le chercheur «*trouve étonnant*».

Ces études truquées ont-elles conduit à investir sur de fausses pistes pour s'attaquer à une maladie incurable qui affecte près de 40 millions de personnes dans le monde ? Pour le médecin et chercheur Philippe Amouyel, directeur général de la Fondation Alzheimer, «*il est logique et légitime de rétracter ces études entachées d'inconduite scientifique*». Mais cela ne remet pas en cause, selon lui, l'ensemble des travaux visant à réduire l'accumulation de plaques amyloïdes, une des signatures biologiques de cette maladie neurodégénérative. Même si, pour l'heure, les effets cliniques des traitements anti-amyloïdes restent modestes. ■

HERVÉ MORIN

KÉRATOSES ACTINIQUES : DES LÉSIONS CUTANÉES À SURVEILLER

Les kératoses actiniques, également appelées kératoses solaires, sont des lésions pré-cancéreuses. Elles sont dues à une **exposition prolongée et répétée aux UV** et nécessitent une prise en charge dermatologique. Revue des signes avant-coureurs et des dispositions à prendre avec les Laboratoires La Roche-Posay Dispositifs Médicaux.

DES TACHES BRUNÂTRES, PLUTÔT RUGUEUSES

Les kératoses actiniques se manifestent sous la forme d'une ou plusieurs petites taches de 3 mm à 10 mm. Leur couleur rouge à brunâtre n'est pas l'élément le plus caractéristique. C'est au toucher que les kératoses actiniques sont le plus aisément identifiables : la zone est sèche, elles sont rugueuses et squameuses. Si vous grattez leur petite croûte, vous assisterez rapidement à la formation d'une autre lésion au même endroit.

Résultant des dommages causés par les UV sur la peau, c'est prioritairement sur les parties du corps exposées au soleil de façon chronique qu'elles apparaissent : sur **le visage, le dos des mains, le cuir chevelu des personnes affectées d'alopécie, les avant-bras et les jambes**. Une forme particulière de kératose, appelée chéilite actinique, se développe quant à elle sur la lèvre inférieure.

FACTEUR N°1 : LE DÉFAUT DE PROTECTION

Toute la population s'exposant fréquemment au soleil sans protection est susceptible de développer des kératoses actiniques. Activités nautiques et balnéaires, golf, jardinage... on pense en premier lieu à la pratique des loisirs. Mais certaines professions exercées en extérieur sont



UNE INCIDENCE EN AUGMENTATION

En France, les kératoses actiniques concernent 67,5 % des patients en dermatologie de 77 ans¹. Toutefois, une augmentation de l'incidence chez les moins de 40 ans² est notable. Elle s'expliquerait par la promotion du bronzage, des styles vestimentaires exposant la peau, une hausse des activités extérieures et une longévité accrue³.

également plus exposées comme le service en terrasse, les travaux du BTP, l'entretien des espaces verts. Contrairement au coup de soleil qui a des effets immédiats, c'est l'accumulation du temps passé au soleil sans protection qui engendre l'apparition des kératoses actiniques.

La génétique ou un système immunitaire affaibli peuvent aussi entrer en ligne de compte.

PRIORITÉ À LA PROTECTION ET À LA CONSULTATION

La prévention des lésions cutanées passe par la protection. Il convient de privilégier l'ombre et de ne pas s'exposer entre 11 h et 16 h. Et en toutes situations, porter un chapeau à larges bords, des lunettes et adopter un dispositif médical très haute protection anti UVA et UVB de type **ANTHELIOS 100 KA+ MED**. Si vous pensez avoir identifié une kératose actinique, il est capital de consulter un dermatologue. Il existe différents traitements pour

enrayer le développement des lésions : cryothérapie, chirurgie, laser, photothérapie dynamique. Quel que soit le mode de traitement utilisé, l'intervention s'accompagne d'un processus de réparation cutanée et ensuite de protection contre les rayons solaires pour lequel **ANTHELIOS 100 KA+ MED** est également recommandé.

La kératose actinique résulte d'un processus de dégénérescence cellulaire lié à des expositions prolongées et répétées au soleil. Le risque principal : l'évolution vers un carcinome épidermoïde.

LA ROCHE-POSAY
LABORATOIRE DERMATOLOGIQUE
DISPOSITIFS MÉDICAUX

VOTRE PRIORITÉ : ADOPTER ANTHELIOS 100 KA+ MED

ANTHELIOS 100 KA+ MED des laboratoires La Roche-Posay est un dispositif médical qui prévient et protège les peaux très photosensibles du développement des kératoses actiniques (KA) et des cancers cutanés (hors mélanome).

- Un système filtrant photostable incluant le Mexoryl® breveté qui assure une très haute protection UVA et UVB à large spectre.
- Une formule hydratante, avec la technologie DNA REPAIR TECH, enrichie en Niacinamide et Panthénol aux propriétés anti-inflammatoires.
- Une application quotidienne ou directement après le traitement de kératoses actiniques, très pratique.



Demandez conseil à votre **médecin** et/ou votre **pharmacien**



■ **COULEUR**
Varie d'un ton de peau normal à un brun



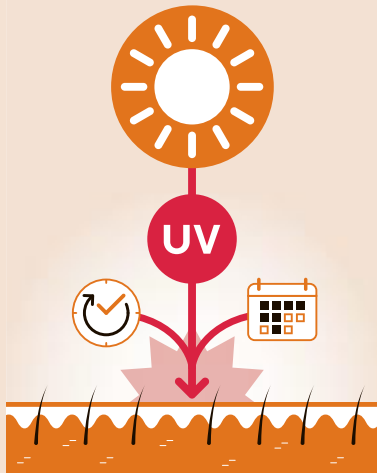
■ **DIAMÈTRE**
De 3 mm à 10 mm de diamètre qui peut grossir



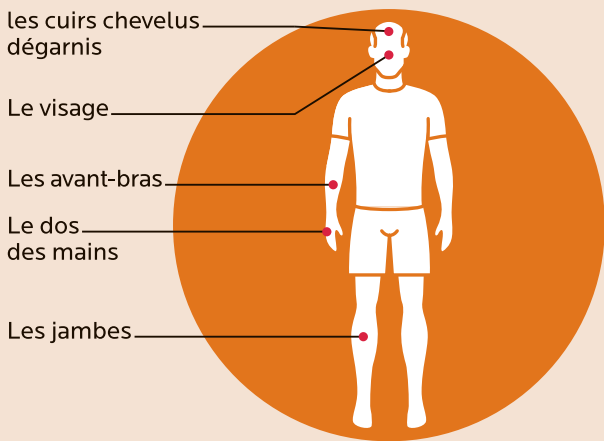
■ **LOCALISATION**
Tout endroit exposé de façon chronique

KÉRATOSES ACTINIQUES : CE QU'IL FAUT RETENIR

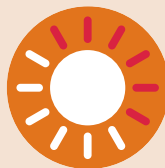
■ Elles sont dues à une exposition prolongée et répétée aux UV



■ Elles touchent les parties du corps exposées au soleil de façon chronique



KÉRATOSES ACTINIQUES : COMMENT SE PROTÉGER ?



Ne pas s'exposer entre 11 h et 16 h



Porter des vêtements couvrants (un chapeau large, manches longues...)



Rester à l'ombre sous un arbre ou un parasol



Utiliser une protection adaptée comme ANTHELIOS 100 KA+ MED

¹Cinotti E *et al.* Annales de dermatologie 2014; 141 : S316

²Christenson LJ *et al.* JAMA 2005; 294 : 681-690.

³Hemminki K *et al.* Arch Dermatol 2003; 139 : 885-889.

► SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

D'abord commercialisé aux Etats-Unis en juin 2021, le Wegovy a obtenu une autorisation de mise sur le marché européen six mois plus tard. Déjà disponible dans sept pays européens (Royaume-Uni, Espagne, Norvège, etc.), il se fait attendre en France. La Haute Autorité de santé (HAS) lui a toutefois octroyé une autorisation d'accès précoce en juillet 2022 – un dispositif permettant à des patients en impasse thérapeutique de bénéficier d'un médicament non encore autorisé. Sont éligibles les adultes ayant un IMC supérieur ou égal à 40 (obésité massive) et au moins une comorbidité liée au poids. Dans un avis du 14 décembre 2022, la HAS a donné son feu vert au remboursement, sous réserve de résultats complémentaires dans les deux ans. Restera ensuite à trouver un accord sur le prix avec le Comité économique des produits de santé (l'organisme interministériel chargé par la loi de fixer les prix des médicaments) et Novo Nordisk.

En attendant, comme Stéphane, ils sont environ 8 000 patients à avoir accès au Wegovy depuis l'été 2022.

Des pertes importantes et rapides

L'enjeu est de taille. En un peu moins de trente ans, le taux d'obésité dans le monde a plus que doublé chez les adultes et quadruplé parmi les enfants et les adolescents, selon une étude publiée par *The Lancet* en mars. Plus d'un milliard de personnes sont obèses, soit une sur huit.

Reconnue comme une maladie par l'OMS en 1997, l'obésité se définit par un dépôt excessif de tissu adipeux pouvant nuire à la santé. Le diagnostic repose sur un IMC supérieur à 30. Cette maladie multifactorielle peut être associée à de nombreuses pathologies : diabète de type 2, maladies cardiaques, affections cardiovasculaires dont l'hypertension artérielle, treize types de cancers... Un véritable enjeu de santé publique. Les obésités les plus sévères peuvent être prises en charge par une chirurgie dite bariatrique – 650 000 personnes en France y ont eu recours à ce jour.

Pour les spécialistes de l'obésité, les analogues du GLP-1 de 2^e génération sont une « révolution », mais ils nécessitent un cadre précis : respect des indications de la HAS, prescription initiale par un médecin spécialiste de l'obésité, parcours de soins spécifiques, dont un accompagnement par une équipe pluriprofessionnelle.

« Alors même que nos besoins augmentaient à mesure que l'obésité s'intensifiait, nous avons assisté à un désengagement de l'industrie pharmaceutique. Elle revient en force », souligne Karine Clément. Vu les résultats, ce n'est pas étonnant. « Alors que le critère principal dans les essais sur l'obésité est d'atteindre une perte de poids d'au moins 5 % en un an, là, on arrive à des pertes de 10 % à 15 %, voire plus, en un an. Ce sont des effets qu'on n'avait jamais vraiment vus avant », poursuit-elle.

Les analogues du GLP-1 semblent d'autant plus une révolution – *Science* les a même qualifiés d'« avancée de l'année » dans son dernier numéro de 2023 – que l'histoire des médicaments contre l'obésité est jonchée de déceptions et de scandales sanitaires.

Dans les années 1940, les pilules « arc-en-ciel » font un tabac aux Etats-Unis : cocktail d'amphétamines, de diurétiques, de laxatifs, d'hormones thyroïdiennes pour maximiser la perte de poids, associé à des benzodiazépines, des barbituriques, des antidépresseurs pour supprimer l'insomnie, les palpitations, l'anxiété et d'autres effets secondaires induits par les premiers. Elles seront retirées du marché en 1960, après de nombreux décès. Suivront d'autres accidents sanitaires

avec des anorexigènes, comme le rimonabant (Acomplia de Sanofi-Aventis) à l'origine de dépressions et de suicides, ou encore le benfluorex (Mediator des laboratoires Servier), un antidiabétique prescrit comme coupe-faim, qui provoqua des milliers de décès en France. Ils ont été retirés du marché.

Revenons au GLP-1. La découverte majeure remonte aux années 1980. Svetlana Mojsov, biochimiste à l'université Rockefeller de New York, identifie et caractérise le GLP-1. Elle publie alors l'un des premiers articles sur le sujet mais restera dans l'ombre, contrairement à d'autres scientifiques qui ont ensuite précisé le rôle de cette hormone. Ainsi, Daniel Drucker, endocrinologue de l'université de Toronto, Joel Habener, professeur de médecine à la Harvard Medical School (Massachusetts), et Jens Juul Holst, chercheur spécialiste du diabète à l'université de Copenhague, ont démontré son effet sur le taux de glucose et constaté que cette hormone semble améliorer le diabète de type 2 en augmentant la production d'insuline. A l'époque, le sujet reste confidentiel.

Un monstre, du venin, des inconnues

En 1995, Daniel Drucker a l'idée lumineuse d'étudier le venin du monstre de Gila, un lézard d'Amérique du Nord, qui peut rester sans manger pendant très longtemps grâce à un métabolisme ralenti. Le chercheur canadien et son équipe démontrent que le venin contient de l'exendin-4, une protéine qui a une structure identique au GLP-1 et reste active dans le corps plus longtemps que cette dernière. La voie est tracée pour un futur médicament. L'hormone de Gila est synthétisée et donne naissance au premier analogue du GLP-1, l'exénatide, en 2005. En 2010, Novo Nordisk lance le liraglutide avec le Victoza aux Etats-Unis. Quatre ans plus tard, le traitement est commercialisé sous le nom de Saxenda en Europe, prescrit contre le diabète puis contre l'obésité.

En réalité, c'est tout simplement en augmentant les doses que chercheurs et cliniciens se sont aperçus que ces molécules permettent une perte de poids. Au fil des essais, le sémaglutide (une injection par semaine) s'avère bien plus efficace que le liraglutide (injecté quotidiennement) comme le montrent plusieurs études, dont une publiée dans le *NEJM* en 2021 auprès de 1961 adultes (IMC supérieur à 30 ou à 27 avec au moins une comorbidité). Les participants traités avec le sémaglutide ont perdu en moyenne 12,4 % de leur poids, après cinquante-six semaines de traitement, contre 4,5 % pour le liraglutide.

Comment fonctionnent ces analogues du GLP-1 ? Ils imitent les effets du GLP-1, l'une des principales incréтины, ces hormones naturellement fabriquées par des cellules digestives en réponse à l'apport alimentaire. D'autres peptides existent, tels que le GIP (peptide insulino-trope dépendant du glucose).

« ILS MODIFIENT LES
CONDUITES ALIMENTAIRES :
BAISSE DE LA FAIM,
DE L'ENVIE DE MANGER,
AUGMENTATION DE
LA PLÉNITUDE GASTRIQUE,
BAISSE DE LA TAILLE
DES PORTIONS »

OLIVIER ZIEGLER
RESPONSABLE DU CENTRE SPÉCIALISÉ
DE L'OBÉSITÉ AU CHRU DE NANCY

En agissant au niveau du pancréas, les analogues du GLP-1 favorisent la sécrétion d'insuline, inhibent la libération de glucagon (une hormone qui augmente la production de glucose par le foie) et ralentissent la vidange gastrique. « Ces nouveaux médicaments agissent aussi directement au niveau du cerveau sur l'hypothalamus (faim et satiété, le contrôle homéostatique des prises alimentaires) mais aussi sur le système de récompense. C'est sans doute la clé du succès des analogues du GLP-1 », résume Olivier Ziegler.

« Ils modifient aussi les conduites alimentaires : baisse de la faim, de l'envie de manger, augmentation de la plénitude gastrique, baisse de la taille des portions, mais aussi modification des préférences alimentaires. Le contrôle des prises alimentaires est facilité et les compulsions (craving) pour les aliments denses en énergie diminuent, a-t-on observé pendant la phase de perte de poids », poursuit le spécialiste.

Et les effets sont bien là. « Le niveau de preuve de leur efficacité est assez important », reconnaît l'épidémiologiste Mahmoud Zureik. « Néanmoins, il reste un bon nombre d'inconnues. Il nous faut plus d'études sur l'efficacité sur le poids, les effets cardio-vasculaires... », tempore celui qui dirige Epi-Phare. Cette structure, qui mesure l'efficacité et la sécurité des médicaments, a mené une étude en vie réelle visant à mieux connaître les patients à qui ce traitement était prescrit, ainsi que les modalités de sa mise en route. Elle va poursuivre ses analyses sur les éventuels risques associés au traitement.

Il est probable que, comme pour toute maladie chronique, les patients soient obligés de prendre ce traitement à vie. « Cela pose un vrai problème, relève M. Zureik, car on ne connaît pas l'efficacité à long terme. » Stéphane, notre patient de l'est de la France, en sait quelque chose. Il stagne à 120 kilos alors que son objectif était d'atteindre les 105 kilos.

« Les effets indésirables (nausées, vomissements, etc.) sont fréquents mais le plus souvent

transitoires. Rarement, ils peuvent conduire certains à stopper le traitement. Pour les prévenir, il est conseillé de commencer à très faible dose et d'augmenter progressivement », suggère le professeur Jean-Pierre Riveline, diabétologue à l'hôpital Lariboisière (AP-HP).

Une autre inconnue demeure : quels patients répondent le mieux ? « Quoi qu'on fasse dans la prise en charge de l'obésité, il y a les bons et les mauvais répondeurs, affirme Karine Clément. L'hypothèse est que, chez les personnes avec une obésité, le tissu adipeux devient malade au cours du temps, provoquant de l'inflammation et de la fibrose. Cette altération pourrait être un frein à la perte de poids. » Environ 75 % des personnes prenant du sémaglutide perdent au moins 10 % de leur poids.

La principale explication est probablement d'ordre génétique. « Nos travaux, menés sur de grandes cohortes avec le généticien Philippe Froguel, publiés dans *Nature Metabolism*, ont montré que les analogues du GLP-1 ont moins d'effet sur les personnes ayant une ou plusieurs mutations sur un gène codant pour le récepteur GLP-1 », explique le pharmacologue et chercheur à l'Inserm Ralf Jockers. La recherche est en ébullition. De 112 publications sur le sujet en 2008, on est passé à 775 en 2023. Pour l'année 2024, on en recense déjà 545 à la fin mai.

Ruée sur la nouvelle génération

Le prochain chapitre est déjà sur les rails. Des médicaments ciblant deux, voire trois récepteurs simultanément pourraient s'avérer encore plus efficaces. « Une nouvelle génération cible à la fois le récepteur GLP-1 et d'autres récepteurs d'incrétine comme le GIP et vise aussi le glucagon : ce sont des bi ou tri-analogues », constate Ralf Jockers.

C'est le cas du Mounjaro et du Zepbound (tirzepatide), de l'américain Eli Lilly, qui agissent sur les récepteurs du GLP-1 et ceux du GIP. Le tirzepatide permet une perte de poids de 21 % en moyenne, avec la dose la plus élevée. Aux Etats-Unis, il a supplanté le Wegovy. Eli Lilly travaille aussi sur un triple analogue, le retatrutide, qui cible les récepteurs du GLP-1, du GIP et du glucagon. De son côté, le laboratoire allemand Boehringer mène actuellement, avec le survodutide – un bi-analogue des récepteurs du glucagon et du GLP-1 –, cinq études de phase 3. Les données de phase 2, publiées en février dans *The Lancet*, ont montré une réduction de 19 % du poids après injection d'une dose hebdomadaire de 4,8 mg sur quarante-six semaines, et une baisse de la pression artérielle.

Cette effervescence n'est pas sans risque. La ruée vers ces nouvelles molécules a d'ores et déjà gagné les Etats-Unis, dont 40 % de la population est obèse. Environ 12 % des adultes américains, soit 40 millions de personnes, ont déjà utilisé un analogue du GLP-1, selon l'institut KFF, 6 % déclarant en prendre actuellement. Des stars font la promotion de l'Ozempic, qui leur a permis de se libérer de leurs kilos superflus. L'influenceuse Kim Kardashian, le milliardaire Elon Musk, le chanteur britannique Robbie Williams, l'animatrice de télévision Oprah Winfrey assument ouvertement en avoir pris. Sur TikTok, l'Ozempic fait aussi fureur. Le réseau social est inondé de vidéos où l'on voit des femmes se filmer en train de s'injecter le médicament. Une étude analysant les vidéos publiées sous le hashtag #ozempic, publiée en septembre 2023 dans le *Journal of Medicine, Surgery and Public Health*, montrait que les cent premières vidéos avaient été visionnées près de 70 millions de fois.

La France semble pour l'heure épargnée. Même si l'Assurance-maladie constate un détournement de l'Ozempic pour maigrir. Selon ses données de consommation, environ 1,5 % des 230 000 utilisateurs d'Ozempic ne seraient pas diabétiques, mais le chiffre serait sous-évalué. Une situation qui a conduit Novo Nordisk à demander aux praticiens de ne plus prescrire de traitement par Ozempic et de le réserver aux patients déjà traités.

Quoi qu'il en soit, la frénésie autour de ces médicaments inquiète les autorités sanitaires. L'Agence nationale de la sécurité du médicament a installé en décembre 2023 un comité scientifique temporaire pour analyser l'usage des analogues du GLP-1. « Les patients attendent ces médicaments, mais ils doivent être destinés à ceux qui en ont vraiment besoin », insiste Anne-Sophie Joly, présidente du Collectif national des associations d'obèses, qui souhaite un « plan Obésité » à l'instar du plan Cancer.

Reste un problème de taille : le coût. Le prix du Wegovy oscille entre 300 euros en Allemagne et 2 000 dollars aux Etats-Unis pour un traitement de quatre semaines. Un prix à rapporter à celui du coût de l'obésité et de ses complications. ■

NATHALIE BRAFMAN
ET PASCALE SANTI

Le professeur Olivier Ziegler déclare ne pas avoir de liens d'intérêt. Les liens d'intérêt de la professeure Karine Clément et du professeur Jean-Pierre Riveline sont consultables sur le site [Transparence.gouv.fr](https://www.transparence.gouv.fr).

Dans le monde

1 personne sur 8
est obèse en 2022
(890 millions d'adultes)

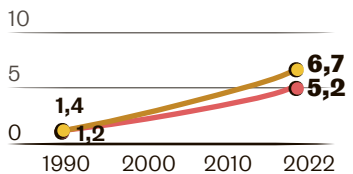


2,5 milliards d'adultes
sont en surpoids en 2022

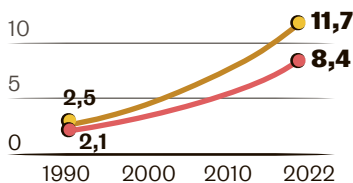
Plus de **390 millions d'enfants et d'adolescents** âgés de 5 à 19 ans sont en surpoids et, parmi eux, **160 millions sont obèses**.

Depuis 1990, l'obésité a quadruplé chez les adolescents

Evolution de la prévalence de l'obésité, en %
Chez les adolescents de 15 ans

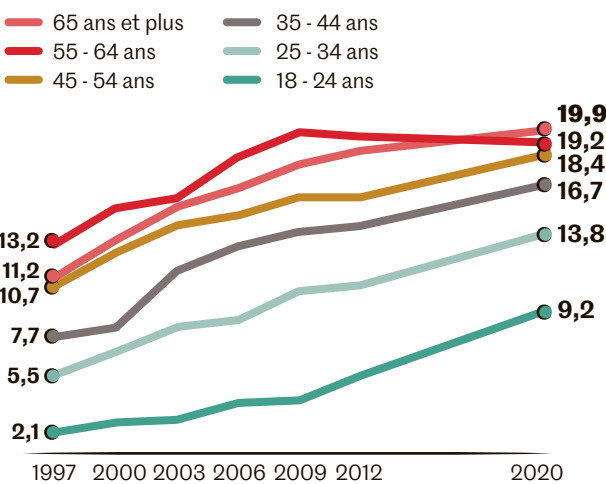


Chez les enfants de 5 ans



En France

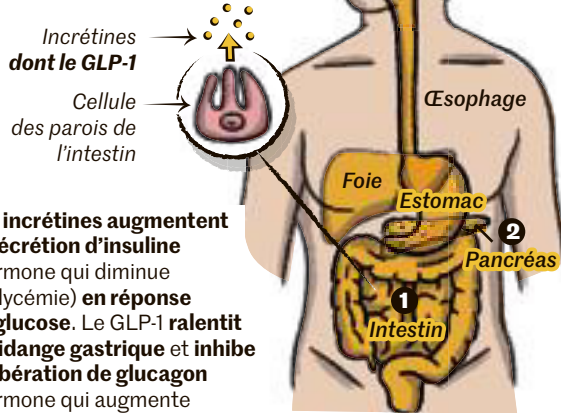
Evolution de la prévalence de l'obésité selon l'âge, en %



Les incrétines, des hormones secrétées lors de l'alimentation

■ Système digestif

- 1 Les **incrétines**, dont le GLP-1, sont **libérées par des cellules de l'épithélium intestinal** lors du passage des nutriments dans l'intestin.



- 2 Les **incrétines augmentent la sécrétion d'insuline** (hormone qui diminue la glycémie) **en réponse au glucose**. Le GLP-1 **ralentit la vidange gastrique** et **inhibe la libération de glucagon** (hormone qui augmente la glycémie).

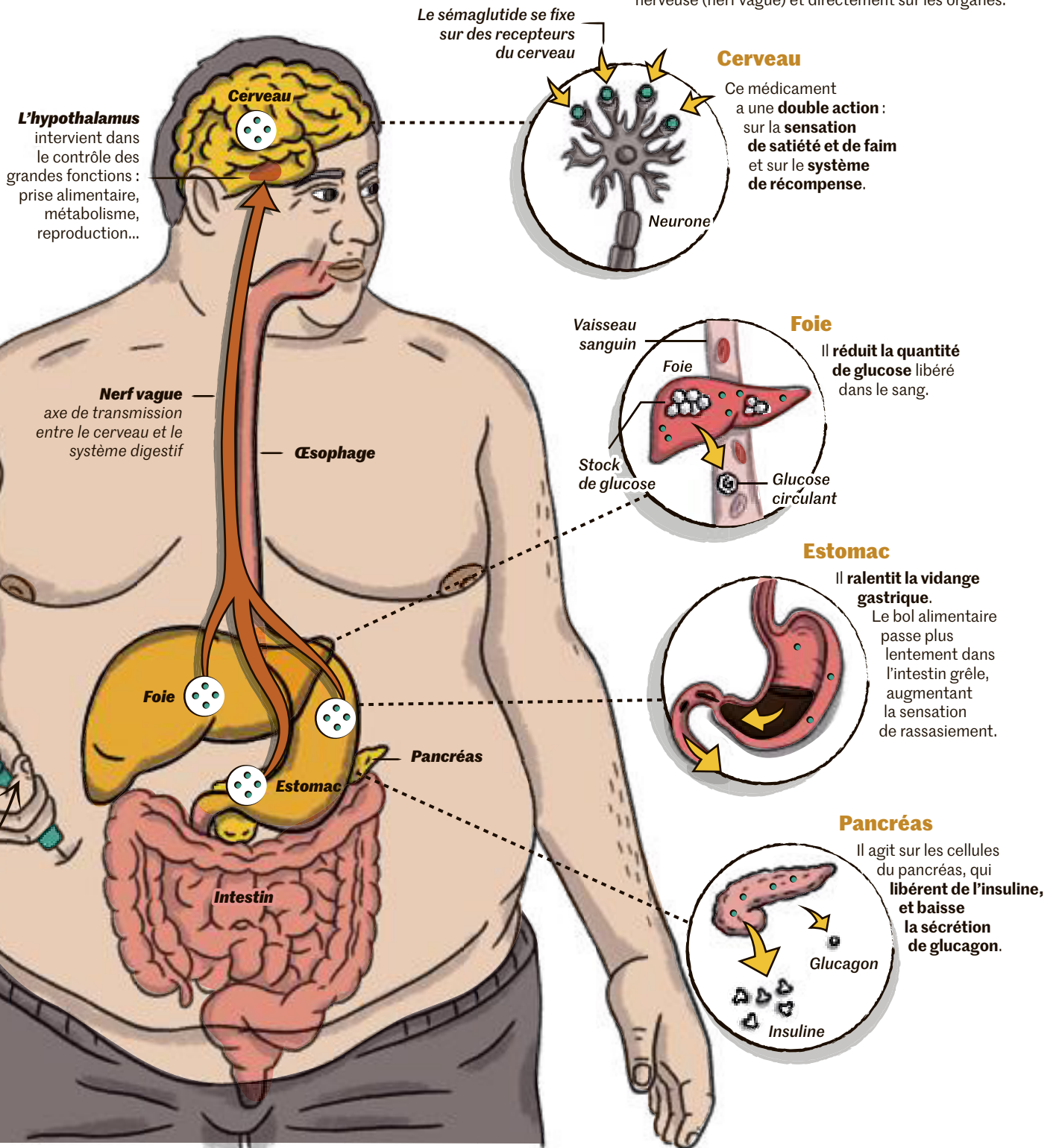
Le cerveau reçoit des signaux provenant de nombreux organes, dont l'intestin. Outre les incrétines, principalement le GLP-1, d'autres hormones jouent un rôle essentiel : la leptine, qui contrôle la sensation de satiété, et la ghréline, qui stimule la faim.

Les différentes cibles des analogues du GLP-1

Chez les patients en situation d'obésité, **le fonctionnement des hormones incrétines, dont le GLP-1, est souvent perturbé**, ce qui contribue à un moins bon contrôle de la glycémie et donc à un risque accru de développer un diabète de type 2 et de prendre du poids.

2 Actions sur les différents organes

Le sémaglutide, analogue du GLP-1, agit par voie nerveuse (nerf vague) et directement sur les organes.

**1 Injection du médicament**

- Le sémaglutide, analogue du GLP-1, est **injecté en sous-cutané** et se diffuse dans le corps (y compris le cerveau) par la circulation sanguine.

Une concentration **environ 10 fois supérieure** aux hormones naturelles

1 fois par semaine pour le sémaglutide



Infographie : Le Monde, avec l'aide d'Olivier Ziegler, spécialiste de l'obésité (CHRU Nancy), Nathalie Brafman, Audrey Lagadec, Pascale Santi

Les analogues du GLP-1, couteau suisse des hormones ?

Les chercheurs ont déjà montré leur effet bénéfique sur le risque cardio-vasculaire. Dès 2019, une méta-analyse, publiée dans *Lancet Diabetes & Endocrinology*, mettait en évidence une diminution de 12 % du nombre d'accidents cardio-vasculaires majeurs, avec un suivi médian de 3,2 ans. « On a rarement atteint ce niveau d'efficacité, en termes de puissance et de protection d'organes », se réjouit Jean-Pierre Riveline, diabétologue à l'hôpital Lariboisière (AP-HP). Ces analogues d'hormones digestives auraient aussi un effet anti-inflammatoire, comme le montrent des travaux publiés fin 2023 dans *Cell Metabolism*. Ils agiraient également sur les addictions en réduisant les crises de manque des personnes dépendantes aux opioïdes, à l'alcool et au tabac. Une étude publiée le 3 avril dans le *NEJM* suggère un ralentissement de la progression de la maladie de Parkinson. Des études sont en cours pour explorer les effets sur le syndrome des ovaires polykystiques, sur l'arthrose, sur les maladies du foie... « Prudence, prudence, tempère Mahmoud Zureik, l'épidémiologiste à la tête d'Epi-Phare. Tout cela me fait penser à l'histoire des statines, utilisées pour réguler l'excès de cholestérol, au début des années 1990. Elles devaient être utiles dans de nombreuses pathologies, et puis, finalement, les études ont montré que non. »

« LA QUÊTE D'UNE SILHOUETTE PLUS FINE POUSSE À FAIRE N'IMPORTE QUOI POUR AVOIR LE PRODUIT »

Jean-Luc Faillie est pharmacologue et responsable du centre de pharmacovigilance au CHU de Montpellier. Il est chargé du suivi de pharmacovigilance, à l'échelle nationale, des molécules analogues du GLP-1, une hormone digestive ayant des effets sur la régulation du glucose et de l'appétit.

Les médicaments pour maigrir suscitent toujours l'engouement. Aujourd'hui, c'est au tour de l'Ozempic, un antidiabétique détourné pour perdre du poids. Comment percevez-vous cette frénésie ?

Si ce médicament est utilisé pour les obésités sévères, compliquées, ou à risque de complications, notamment cardio-vasculaires, on peut parler de détournement, mais il s'explique et peut se justifier sur le plan médical. Ce ne serait pas la première fois qu'on démontrerait qu'un produit initialement destiné à une maladie fonctionne pour une autre. Aujourd'hui, on sait que les analogues du GLP-1 ont un effet sur le poids et qu'ils ont un bénéfice clinique chez ces patients.

Selon les données de l'Assurance-maladie, environ 1,5 % des 230 000 utilisateurs d'Ozempic ne seraient pas diabétiques. Une estimation probablement sous-évaluée, mais ce phénomène reste

rare en France. Sur le terrain, la demande est très forte pour ce médicament, avec une envie de perdre quelques kilos amplifiée par des réseaux sociaux, comme TikTok, et des influenceurs qui servent de caisse de résonance. Et cette quête d'une silhouette plus fine pousse certaines personnes à faire n'importe quoi pour se procurer le produit.

Des exemples ?

Nous avons constaté des ordonnances falsifiées ; il y aurait des sites qui proposent la vente sans ordonnance ; des faux stylos d'Ozempic contenant de l'insuline ont été saisis ; un membre d'une équipe de recherche a volé le produit lors d'un essai clinique... Un autre médicament, le Rybelsus [en comprimés], qui n'est pas commercialisé en France, a même fait l'objet de trafic depuis la Belgique. Or, l'utilisation à des fins esthétiques présente un rapport bénéfice/risque défavorable car le risque d'effets indésirables n'est pas compensé par un bénéfice clinique démontré. De plus, utiliser ces médicaments hors cadre médical peut amener à des erreurs susceptibles d'augmenter les effets indésirables, surtout lorsqu'il y a une hausse des doses pour maigrir rapidement. On sait, en effet, qu'il est nécessaire de débiter par de faibles doses et d'augmenter petit à petit.

Quels sont ces effets indésirables ?

Les fréquents – jusqu'à 10 % des patients – sont bénins et essentiellement gastro-intestinaux : des nausées, des vomissements, de la constipation. Certains patients vont jusqu'à arrêter le traitement car ils ne le tolèrent pas. Il a aussi été rapporté des cas de fatigue importante, de tachycardie, de chutes de cheveux [de 2 % à 3 % des cas].

Les effets indésirables potentiellement très graves sont beaucoup plus rares, comme l'anaphylaxie [réaction allergique grave] ou des pancréatites aiguës. Il peut survenir des cas de calculs des voies biliaires ou de la vésicule, ainsi que des obstructions intestinales et des gastroparésies, des formes de paralysie des voies digestives. Là encore, c'est très rare. Toutefois, le ralentissement du fonctionnement de l'estomac [gastroparésie] peut être problématique lors d'une anesthésie générale : des résidus persistent dans l'estomac provoquant régurgitations, fausses routes et pneumopathie d'inhalation. Par ailleurs, une étude observationnelle suggère un risque de cancer thyroïdien. Aux États-Unis, ce risque était d'emblée mentionné dans les mises en garde figurant dans la notice du médicament. Les autorités européennes ont décidé d'attendre de nouvelles preuves.

Enfin, il est recommandé une contraception chez les femmes en âge de procréer qui prennent du sémaglutide, le principe actif de ces médicaments. Pour l'instant, nous ne pouvons pas exclure totalement un effet tératogène [susceptible d'entraîner des malformations de l'embryon pendant la grossesse] qui a été identifié chez l'animal.

Cet engouement inquiète-t-il la communauté médicale ?

D'autres médicaments vont arriver sur le marché : le Wegovy [Novo Nordisk], le Mounjaro [Eli Lilly] dont l'effet sur le poids semble encore plus important. Plusieurs questions vont se poser. Seront-ils remboursés seulement pour les obésités sévères [IMC supérieure à 35] ? La prescription sera-t-elle réservée uniquement aux spécialistes ou à tous les médecins ? Une prescription élargie en favorisera l'usage mais également les détournements.

Qui devrait les prescrire ?

La Société française de pharmacologie et de thérapeutique a émis un avis auprès de la Haute Autorité de santé, recommandant de réserver la prescription initiale aux spécialistes. Si c'est le cas, il faudra être vigilant, les personnes concernées n'y ont pas toujours accès. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR N. BN

LE LIVRE

Duos d’écrivains
et de chercheurs

De huit tête-à-tête avec
des cancérologues des
auteurs ont tiré autant de
récits, réunis dans un livre

L’exercice est intéressant, intrigant, parfois surprenant pour le lecteur, comme il a dû l’être pour ceux qui s’y sont prêtés. Huit écrivains ont rencontré huit chercheurs en oncologie lors de tête-à-tête de soixante minutes qu’ils relatent ensuite dans une forme littéraire libre. Un exercice orchestré par la Fondation ARC pour la recherche sur le cancer, à laquelle seront reversés les droits d’auteur de ce qui est devenu un livre. Les chercheurs ont été sélectionnés parmi les lauréats des prix Léopold Griffuel, attribués chaque année par la fondation pour des avancées majeures en cancérologie.

Plutôt que de broser des portraits, les auteurs parlent de ce que la confrontation à ces scientifiques et à la maladie qu’ils explorent pour mieux la combattre réveille en eux. Faut-il s’étonner que la question de la mort et celle de l’éventualité d’une vie après soient revenues dans ces entretiens ? Chronométrées, avec l’irruption d’un Monsieur Loyal à la fin du temps imparti, les conversations semblent parfois avoir été interrompues avant même que la gêne liée à toute rencontre se dissipe.

Olivier Delattre, de l’Institut Curie, connaît les silences troublés et les utilise pour dire et écouter au-delà des mots, lui qui doit parfois annoncer l’indicible à des parents. A Joy Sorman, autrice du *Témoin* (Flammarion, 288 pages, 21 euros), qui veille aussi à la précision du verbe, le pédiatre explique qu’il s’agit « d’arriver à comprendre ce qu’a compris, ce que souhaite comprendre, ce que ne souhaite pas pour l’instant entendre l’autre ».

L’imprévu qui jaillit

Michael Taylor a surpris son interlocuteur, Denis Brogniart, le présentateur de « Koh-Lanta » qu’on ne savait pas romancier (*Un soldat presque exemplaire*, Flammarion, 2021), par son optimisme face à cette maladie protéiforme. « Nous sommes plus intelligents que le cancer, voilà pourquoi le temps de cette maladie sera bientôt derrière nous », dit le Franco-Canadien qui reconnaît pleurer parfois sur le chemin du retour à son domicile de Toronto.

Mais le propre d’une rencontre imprévue est l’imprévu qui en jaillit. A l’image de cet échange sur la littérature et Proust entre le Franco-Argentin Sebastian Amigorena, spécialiste de la reconnaissance immunitaire, et Véronique de Bure (*Un clafoutis aux tomates cerises*, Flammarion, 2017). Comme quand le chercheur dit prendre autant de plaisir que l’écrivaine dans l’écriture. Cette transmission de notions complexes (les résultats d’une expérience en laboratoire chez l’un, les sentiments chez l’autre) à laquelle la richesse des mots offre d’innfinies possibilités.

Forcément, certains auteurs, seuls maîtres de la restitution de cette expérience, parlent plus d’eux-mêmes. On ne saura rien, ainsi, de Laurence Zitvogel, ou si peu, sauf qu’elle a « divorcé scientifiquement » de son mari pour avoir droit à la reconnaissance. L’oncologue clinicienne à Gustave-Roussy a bien fait de ne pas compter sur ce livre pour y accéder. Il est vrai que ce n’était pas le pitch. ■

JEAN-BAPTISTE JACQUIN

« Les Magnifiques » (Flammarion, 176 p., 17 €).

LIVRAISON

GUIDE

« Tectonique des plaques »

Le sous-titre de cet ouvrage sur la tectonique des plaques – *Pourquoi et comment la Terre bouge ?* – en annonce clairement la couleur. Dans une série de fiches enrichies par de nombreuses infographies et photos, François Michel, géologue et guide de haute montagne, fait le tour des soubresauts qui agitent notre planète et travaillent ses tréfonds. Du Vésuve à la faille californienne de San Andreas, éruptions volcaniques et séismes ne sont que les ponctuations violentes de la longue histoire terrestre. > De François Michel (Delachaux et Niestlé, 280 p., 29,90 €).

POMPE À SUCRES

Quel est donc cet étrange objet ? Une bougie en fin de vie, portée par un chandelier à six pattes ? Que nenni. C’est une fleur, tout juste découverte dans les forêts tropicales de Malaisie par l’Institut de recherche forestière du pays, secondé de naturalistes locaux. La « bougie » est un anneau jaune vif qui masque des étamines bleu-violet (non visibles) et qui surmonte un vase renflé et incurvé, le tube floral, couleur brun sèpia ; le tout est entouré d’une couronne de six pétales – ou s’agit-il de sépales ? – brun foncé, très pointus. Une fleur décidément « très bizarre », s’étonne le botaniste Marc-André Sélosse, du Muséum national d’histoire naturelle, à Paris. *Thismia malayana* ne mesure pas plus de 2 centimètres, vit généralement cachée dans la litière des feuilles, près des racines des arbres ou de vieux troncs pourris. Pur parasite, elle s’y nourrit des sucres accumulés par les champignons qui colonisent ses racines. (PHOTO : MAT YUNOH SITI-MUNIRAH)



DIX MILLE PAS ET PLUS

LA PRÉVENTION POUR ÉVITER LE CERCLE VICIEUX DES BLESSURES SPORTIVES

Par SANDRINE CABUT

La crainte de tout sportif est de finir sur une blessure et de ressentir ce sentiment douloureux de devoir abandonner avant d’avoir pu tout donner », racontait récemment Renaud Lavillenie. Opéré en septembre 2023, à la suite d’une atteinte des tendons ischio-jambiers, le perchiste de 37 ans est encore en quête des minima (5,82 mètres) pour se qualifier aux JO de Paris, qui seraient ses quatrièmes Jeux.

A quelques semaines de l’échéance, se blesser est la hantise de nombreux athlètes. « C’est une épée de Damoclès, car aujourd’hui on n’est pas capable d’éliminer ce risque », acquiesce le professeur Pascal Edouard, médecin du sport au CHU de Saint-Etienne. « On sait qu’une blessure est un événement quasi inéluctable dans la vie d’un sportif et que le premier facteur de risque est... un antécédent de blessures », poursuit le médecin, également chercheur à l’université Jean-Monnet de Saint-Etienne, spécialisé dans la prévention de ces accidents.

Pour remonter aux sources, mieux comprendre la première blessure et ses conséquences potentielles sur les pratiques, Pascal Edouard a conduit une étude auprès d’athlètes de haut niveau, c’est-à-dire pratiquant la compétition à un niveau national ou inter-

national, licenciés entre 2007 et 2021 à la Fédération française d’athlétisme, dans la catégorie moins de 18 ans, moins de 20 ans ou moins de 23 ans. Sur les 6 560 sportifs éligibles contactés, 544 ont répondu. C’est sur cet effectif conséquent que repose ce travail, dont les résultats ont été publiés dans *BMJ Open Sport & Exercise Medicine* en janvier. L’épidémiologiste Debbie Palmer (université d’Édimbourg, Ecosse), également spécialiste de la prévention des blessures sportives, figure parmi les signataires.

Promouvoir l’hygiène de vie

L’étude confirme d’abord que la plupart des athlètes (94 %) ont expérimenté une blessure dans leur parcours. La première survient en moyenne à 17 ans et demi, après six ans de pratique. Les disciplines les plus concernées sont les sauts (20,8 %), les courses de moyenne et longue distance (20,4 %) et les sprints (19,8 %). La face postérieure de la cuisse (28,9 %), la cheville (16,5 %) et le genou (12,6 %) sont les zones les plus touchées par ces lésions, qui sont de nature musculaire le plus souvent (37,7 % des cas) tendineuse ou ligamentaire. Les conséquences sont loin d’être négligeables : parmi les 20 % d’athlètes qui ont arrêté la compétition, la moitié l’a fait à cause de blessures. La première blessure

représente à elle seule 10 % des causes d’arrêt de la pratique à haut niveau.

Si les résultats de cette recherche transversale mériteraient d’être confirmés par une étude de cohorte, ils soulignent l’importance de stratégies de prévention, mises en œuvre avant même la survenue du premier accident. Reste à savoir quelles sont les approches les plus efficaces pour éviter le cercle vicieux des blessures. « Actuellement, la prévention repose principalement sur des programmes de renforcement musculaire et d’étirements. C’est là où le niveau de preuve scientifique est le plus élevé », indique Pascal Edouard. Pour autant, selon lui, il y a bien d’autres leviers. « L’hygiène de vie, avec le sommeil et la nutrition, est aussi à promouvoir, même si le niveau de preuve est pour l’instant moindre, poursuit-il. Par ailleurs, il est utile d’apprendre aux sportifs les bonnes techniques gestuelles, les mouvements les plus adaptés. Cela peut paraître évident, mais cela se joue à quelques détails. »

Les jeunes sportifs sont-ils sensibles à des stratégies de prévention et plus globalement à des messages d’éducation à la santé ? « Notre hypothèse, c’est que toutes les mesures qu’on propose pour éviter les blessures sont efficaces pour améliorer les performances. Faire de la prévention, c’est faire de la performance », résume Pascal Edouard. Un argument de poids. ■

L’ÉNIGME MATHS – N° 18

Chaque semaine, le mathématicien Mickaël Launay vous soumet un problème. A vous de jouer !

LA TAUPE AU LOGIS

Une jeune taupe, venant tout juste de quitter la taupinière de ses parents, a creusé un nouveau réseau de galeries afin de s’y installer pour l’été. Le plan en coupe de ces galeries est présenté sur la figure A. On y voit deux taupinières, par lesquelles il est possible d’entrer ou de sortir. En entrant chez elle par la taupinière indiquée par le drapeau, la taupe s’y déplace de manière parfaitement aléatoire. A chaque fois qu’elle se trouve à l’un des deux

carrefours, elle choisit au hasard la galerie qu’elle va emprunter parmi les deux qui se présentent : elle a précisément 50 % de chances d’opter pour chacune d’entre elles. En revanche, elle ne choisira jamais de faire demi-tour pour reprendre la galerie d’où elle vient. ► Sauriez-vous estimer la probabilité de voir la taupe ressortir par la taupinière par laquelle elle est entrée ?

L’été étant passé, la taupe décide de faire quelques travaux d’agrandisse-

ment. Elle ouvre ainsi une troisième entrée et réorganise ses galeries selon le plan de coupe de la figure B. De nouveau, elle entre par la taupinière distinguée par le drapeau et y déambule de façon aléatoire. ► Sauriez-vous, de nouveau, déterminer la probabilité pour qu’elle ressorte au même endroit ?

INDICE

.ritros ed secnahc ed % 05 a elle, tnmehcnarbme euqahc à, tE. etros elle'uq ec à'uqsjn dnor ne renruot ed euq xiohc ertua'd a'n epuat aL

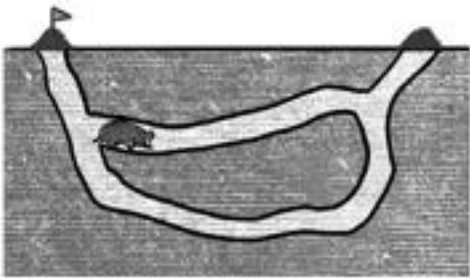


figure A

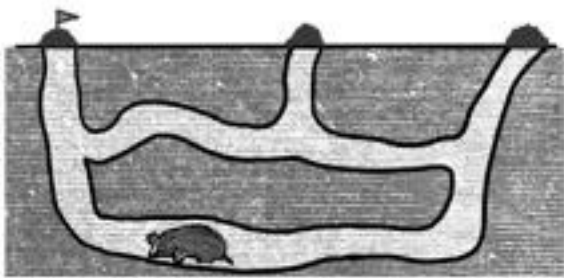


figure B

1	0	+	9	=	1	9
2	1	-	1	6	=	5

SOLUTION DE L’ÉNIGME N° 17
Voici comment placer les dominos pour que les deux lignes affichent des égalités correctes.



CARTE BLANCHE

Sophie Germain, mathématicienne masquée

Par ÉTIENNE GHYS

Mon regard a été attiré par une banale armoire électrique, place Saint-Michel, à Paris, portant une peinture au pochoir. En s’approchant, on découvre qu’il s’agit d’un portrait de Sophie Germain [1776-1831], appartenant à la série «Figures sixtines, les illustres du 6». Cette femme est-elle à ce point illustre ? On peut en douter. D’ailleurs, on ne dispose d’aucun portrait fiable, et l’artiste de rue Christian Guémy, alias C215, a dû faire preuve d’imagination pour la représenter. Les passants savent-ils qu’il s’agit d’une mathématicienne qui a dû se battre pour trouver sa place dans le milieu scientifique masculin du début du XIX^e siècle ?

Imaginez une jeune fille parisienne, sortant probablement peu de chez elle pendant la Révolution, se prenant de passion pour les mathématiques en lisant deux livres improbables dans la bibliothèque familiale : *Cours de mathématiques à l’usage des gardes du pavillon et de la marine*, d’Etienne Bézout, et *l’Histoire des mathématiques*, de Jean-Etienne Montucla. L’Ecole polytechnique ouvre ses portes en 1794, mais ne les ouvre, bien sûr, que pour les garçons (et cela jusqu’en 1972).

Sophie Germain imagine un stratagème : elle invente un pseudonyme masculin, « Antoine Auguste Le Blanc », ce qui lui permet de correspondre avec le célèbre professeur Lagrange. Elle a même le culot d’écrire à Carl Friedrich Gauss, l’un des plus importants mathématiciens de tous les temps. Et ça marche !

Une véritable correspondance scientifique s’établit sur des questions de théorie des nombres. En 1806, elle craint pour la vie de son héros car les troupes de Napoléon vont passer par Brunswick, où habitait Gauss. Elle se souvient alors de la description par Montucla de la mort d’Archimède. Lors de la prise de Syracuse par les Romains, Archimède est concentré sur un problème de géométrie et répond imprudemment à un soldat : « *Ne dérange pas mes cercles !* » Ce seraient ses derniers mots.

« Un noble courage »

Germain contacte un général de ses connaissances et lui demande de protéger Gauss, ce dont il s’acquitte. Mais Gauss déclare qu’il n’a jamais entendu parler de Germain et le pot aux roses est découvert : Sophie Germain et Antoine Auguste Le Blanc sont une seule et même personne. La lettre que Gauss envoie à la suite de cette révélation est magnifique et montre que tous les mathématiciens ne sont pas des machistes. En voici un extrait : « *Lorsqu’une personne de ce sexe qui, par nos mœurs et par nos préjugés, doit rencontrer infiniment plus d’obstacles et de difficultés que les hommes à se familiariser avec ses recherches épineuses, sait néanmoins franchir ces entraves et pénétrer ce qu’elles ont de plus caché, il faut sans doute qu’elle ait le plus noble courage, des talents tout à fait extraordinaires, le génie supérieur.* » Gauss connaissait notre langue !

En 1808, Ernst Chladni, un physicien et musicien allemand, avait réalisé une expérience devant l’Académie des sciences. On saupoudre du sable sur une plaque métallique qu’on fait vibrer avec un archet de violon. Le sable se répartit alors sur des courbes dont la géométrie est fascinante. Napoléon, présent lors de l’expérience, proposa d’instaurer un prix pour celui, ou celle, qui comprendrait ce phénomène. Après de nombreuses péripéties, Sophie Germain emporta le prix en 1816 : le premier prix de l’Institut de France remis à une femme.

Un problème d’arithmétique dû à Pierre de Fermat hantait les mathématiciens depuis plus d’un siècle. Vers 1823, Sophie Germain le résout dans de nombreux cas. Ce sera une étape importante avant sa solution complète en 1994.

Le portrait de la place Saint-Michel est déjà endommagé par des travaux urbains, comme on en voit tant à Paris. La municipalité ne pourrait-elle le protéger ? On risque de voir Sophie Germain disparaître de nouveau. ■

Etienne Ghyss

Mathématicien, secrétaire perpétuel de l’Académie des sciences, directeur de recherche (CNRS) à l’ENS Lyon. etienne.ghys@ens-lyon.fr

Renforcer l’enseignement de l’écologie scientifique et expérimentale à l’école

TRIBUNE - Un collectif de chercheurs plaide pour être davantage impliqué aux côtés des professeurs dans leur mission et pour une découverte de la nature hors des murs de la classe

L’ÉCOLOGIE SCIENTIFIQUE UNIT LES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES ET CELLES DE LA NATURE

L’écologie nécessite par ailleurs de croiser les savoirs issus de différentes disciplines et de les positionner par rapport à ses propres convictions et à celles des élèves. Or, la formation des enseignants, déjà appauvrie de ses contenus naturalistes et disciplinaires, laisse peu de place à l’épistémologie et à l’interdisciplinarité.

Enfin, l’enseignement de l’écologie ne prend tout son sens que dans une expérience sensible du vivant difficile à transmettre, notamment dans l’univers très minéral de nombreuses cours d’école. Les enseignants sont peu préparés à gérer les contraintes organisationnelles d’une sortie pédagogique dans la nature, et les rapports d’inspection témoignent d’un déclin des classes vertes et autres dispositifs de découvertes naturalistes.

Le renforcement des contacts directs entre les scientifiques, qui construisent les nouveaux savoirs au quotidien, et les enseignants, qui les transmettent aux élèves, est un levier pertinent pour relever ces défis. Pour l’activer, nous appelons à ce qu’une portion des financements transversaux alloués à la transition écologique soit utilisée pour soutenir les actions permettant aux chercheurs, enseignants-chercheurs et formateurs experts d’intervenir auprès des enseignants, tout au long de leur carrière, au travers des formations initiale et continue.

Pour les enseignants, les sciences participatives en écologie représentent un formidable moyen d’exploiter un cadre préétabli se prêtant à des activités pédagogiques, tout en bénéficiant d’un ac-

compagnement scientifique. En faisant sortir l’enseignement de la classe, elles donnent du sens aux apprentissages et offrent aux élèves une approche expérientielle et authentique du vivant et de la science. En partageant avec les scientifiques leurs observations naturalistes, élèves et enseignants participent à la production des savoirs sur l’état et la dynamique de la biodiversité et des écosystèmes, en même temps qu’ils acquièrent ou renforcent un savoir sur la manière dont se construit la connaissance scientifique.

Il est de la responsabilité des pouvoirs publics de former les professeurs du premier et du second degré à l’exploitation pédagogique des concepts et méthodes en écologie. C’est également à eux de donner aux enseignants la possibilité, le temps et les moyens de déplacer la classe hors de ses murs et de favoriser les dispositifs permettant les interactions entre les disciplines.

En tant qu’acteurs impliqués dans ces liens entre science, école et société, nous témoignons de l’immense potentiel transformateur qu’ont les disposi-

tifs rapprochant ceux qui produisent les connaissances, ceux qui les transmettent, et ceux qui se les approprient. Nous appelons les ministères responsables (éducation nationale, enseignement supérieur, transition écologique) à nous donner les moyens de renforcer les compétences et les outils qui existent déjà : par une valorisation de l’implication des chercheurs dans la formation et l’accompagnement des enseignants et des structures pédagogiques telles que les maisons pour la science ; par des missions spécifiques confiées aux personnels de l’éducation nationale titulaires d’un doctorat ; par des moyens donnés aux établissements scolaires pour soutenir leur implication dans les sciences participatives ; par une facilitation administrative des sorties scolaires en nature. Sans ces différents éléments, il est probable que toute politique publique de transition écologique soit un échec, source d’incompréhension et de mécontentement idéologique. ■

¶ **Bastien Castagneyrol**, directeur de recherche à l’Institut national de recherche pour l’agriculture, l’alimentation et l’environnement (Inrae) ; **Mathieu Farina**, professeur agrégé de SVT ; **Sébastien Turpin**, professeur agrégé, université Paris-Est-Créteil (UPEC) ; **Marc André Seloisse**, professeur au Muséum national d’histoire naturelle (MNHN), membre de la Fédération BioGée. **Retrouvez la liste complète des contributeurs sur [Lemonde.fr](https://www.lemonde.fr)**

Le supplément « Science & médecine » publie chaque semaine une tribune libre. Si vous souhaitez soumettre un texte, prière de l’adresser à sciences@lemonde.fr



ZOOLOGIE

Le coucou, un parasite en évolution permanente

Cruel, fourbe, paresseux, voire immoral. Le coucou n’a pas franchement bonne réputation. Pondre ses œufs dans le nid des autres, les laisser nourrir les oisillons au détriment de leur propre progéniture, souvent poussée hors du nid : difficile de rester tout à fait insensible à ses turpitudes. Pourtant, étudier de plus près le génie qu’impose un tel « parasitisme de couvée » fait changer de perspective. Pour parvenir à ses fins, le coucou doit pondre en toute discrétion des œufs presque identiques à ceux de son hôte et tromper sa vigilance. Il y parvient de façon magistrale. Il peut imiter le cri d’un prédateur pour faire fuir temporairement sa cible. Pondre à une vitesse record. Reproduire la forme, la couleur, les motifs mêmes des coquilles, comme un faussaire avec une toile de maître.

Un exploit d’autant plus remarquable qu’en face, le propriétaire légitime du nid n’a aucun intérêt à fournir ainsi gîte et couvert. L’évolution va donc le doter de « contre-mesures » lui permettant de détecter l’intrus. Dans un article paru lundi 30 mai dans la revue *Science*, une équipe internationale vient de montrer comment cette « course aux armements », comme l’appellent les biologistes, conduit les coucous à évoluer plus rapidement que les autres oiseaux. Mieux, les chercheurs ont établi que ce parasitisme dopait la spéciation, autrement dit l’apparition de nouvelles espèces.

Cette question taraude les biologistes depuis toujours. Comment sont nées ces millions d’espèces qui peuplent notre planète ? Darwin y a en partie répondu. Pour faire très simple : la néces-



Un méridien mâle nourrit un jeune coucou de bronze, en Australie, en 2018. MARK LETHLEAN

sité d’échapper à un prédateur, d’atteindre une proie ou encore d’améliorer son succès reproducteur, conduit, dans chaque espèce, à la sélection de certaines mutations favorables, parmi toutes celles que le hasard produit à chaque génération. Pour peu qu’une population se trouve alors scindée en deux par un événement extérieur, tel l’apparition d’un obstacle environnemental (rivière, bras de mer, disparition de forêt...), les deux sous-groupes vont poursuivre le processus chacun de leur côté et irrémédiablement s’éloigner. Mais il arrive que deux espèces apparaissent sur un même territoire. Le parasitisme aurait-il un rôle dans l’histoire ?

Pour le comprendre, les chercheurs australiens et britanniques ont commencé par suivre les oiseaux du genre *Chrysococcyx*, ceux que la langue an-

glaise, dans son goût des noms imagés, nomme les coucous de bronze. « *Les bijoux de la couronne dans le monde des coucous*, insiste Naomi Langmore, de l’université nationale australienne, à Sydney. *Les plus petits et les plus beaux, avec leur plumage vert iridescent.* »

Imitation des œufs et des poussins

Des maîtres du parasitisme, aussi. La professeure d’écologie évolutive les observait depuis de nombreuses années quand elle s’est aperçue que l’oiseau, non content de copier les œufs de son hôte, imitait aussi ses poussins. « *La couleur de la peau, la bouche, le nombre de plumes de duvet, les cris... chaque coucou le reproduit avec une extraordinaire précision* », poursuit-elle.

Son équipe est donc allée fouiller le génome des coucous. Elle y a trouvé

de subtiles différences, parfois associées à des espèces distinctes, parfois seulement à des sous-espèces, chacune adaptée à son bailleur. Des individus encore capables de se croiser mais qui ne le font pas. Ainsi les coucous menus (*C. minutillus*) qui pondent dans les nids des gérygones enchanteresses semblent ignorer ceux qui piratent les gérygones à bec fort. Ils ont alors examiné d’un peu plus près les adultes et ont constaté cette fois encore de petites variations dans le plumage et dans le chant. De quoi se reconnaître et s’assembler. Jusqu’à, un jour sans doute, devenir deux espèces à part entière.

Restait toutefois à vérifier si, à l’échelle de l’évolution, pareil mécanisme pouvait avoir véritablement agi sur les quelque 140 espèces de coucous. Les chercheurs ont comparé le taux de spéciation de celles pratiquant le parasitisme de couvée et des autres. Et parmi les espèces parasites, ils ont distingué les plus virulentes, qui jettent les œufs de leur hôte hors du nid et celles qui se contentent de se faire nourrir. Le verdict est tombé : plus le parasitisme est intense, poussant l’hôte à chercher des parades, au prix d’une violente course aux armements, plus la spéciation est grande.

Pour les chercheurs, l’affaire est entendue : le parasitisme dope bien la spéciation. Mais c’est la coévolution dans son ensemble qu’ils invitent à mieux regarder. Entre parasite et hôte, proie et prédateur, plante et pollinisateur. Deux siècles après le voyage de Darwin, l’évolution n’a pas encore révélé tous ses secrets. ■

NATHANIEL HERZBERG

Stéphanie Lacour, singulière pionnière de la neurotechnologie

PORTRAIT - Spécialiste des implants cérébraux souples, la scientifique de 48 ans se distingue par son parcours atypique, à la croisée de l'électronique, de la biologie et de la médecine

La vie de Stéphanie Lacour a « *basculé fortuitement* », dit-elle, un jour d'été 2000 à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). Alors doctorante en électronique à Lyon, la jeune femme doit remplacer dans une conférence son supérieur qui, lui-même, devait remplacer le sien ! Pour cette prise de parole inopinée, elle choisit son sujet de thèse, « Le développement d'un capteur en silicium poreux pour mesurer le niveau d'hydratation de la peau ». Sans se douter que dans l'assistance Sigurd Wagner, professeur de génie électrique à l'université de Princeton (New Jersey), l'écoute. « *Je ne connaissais rien à sa recherche, mais j'ai trouvé Stéphanie claire et intelligente*, se souvient ce pionnier de l'énergie photovoltaïque. *A la fin de sa présentation, je l'ai invitée à venir découvrir Princeton.* »

Cette main tendue va littéralement bouleverser les plans bien tracés de l'électronicienne de 24 ans qui se voyait rester en France. De Princeton à Cambridge (Royaume-Uni) puis à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL, Suisse), son parcours va l'amener à explorer biologie et médecine pour devenir une pionnière mondiale de l'électronique souple à des fins médicales. Désormais professeure à l'EPFL et directrice de l'Institut Neuro-X à Genève, cette mère de deux enfants est, à 48 ans, chercheuse invitée au Collège de France pour l'année 2023-2024 par la chaire Innovation technologique Liliane Bettencourt. Sigurd Wagner n'a pas hésité à traverser l'Atlantique afin d'écouter, jeudi 29 février, sa leçon inaugurale intitulée « Neurotechnologie : science et ingénierie pour de nouvelles thérapies ».

Ce soir-là, devant un amphithéâtre comble, Stéphanie Lacour souligne que sa discipline méconnue s'inscrit dans la longue histoire des sciences, entre « *le papyrus Edwin Smith* [vers 1600 av. J.-C.], *premier traité de chirurgie cérébrale, et son pendant technologique, le "Big Toe"* [vers 3000 av. J.-C.], *première prothèse connue d'un gros orteil* ». Son domaine, poursuit-elle, combine « *les neurosciences, l'étude du cerveau en état de santé et de maladie* » et « *la technologie, c'est-à-dire des machines, des dispositifs matériels, mais aussi des logiciels* ». Le tout afin de soulager certaines maladies neurologiques ou réparer des fonctions déficientes.

Sigurd Wagner et elle sont restés proches. « *Stéphanie m'appelle encore pour des décisions importantes, mais dans la plupart des cas, elle n'écoute pas mes conseils. C'est une vraie Auvergnate* », dit-il. Une Auvergnate qui l'a visiblement « *bluffé* » à son arrivée à Princeton pour son postdoctorat. Ce professeur cherchait alors à réaliser une peau électronique sensible destinée à un robot ; un jeune chercheur s'y était cassé les dents et Stéphanie Lacour a récupéré le mistigri. « *Non seulement elle est revenue avec une solution, mais elle a découvert une propriété physique inconnue : un métal sur un substrat élastomère peut être étiré beaucoup plus fortement sans casser* », raconte Sigurd Wagner. Cette propriété inspirera le théoricien des matériaux Zhigang Suo, alors à Princeton, maintenant à Harvard (Massachusetts), dans ses travaux sur la mécanique de la matière molle.

Pas de côté

Désignée en 2006 par le Massachusetts Institute of Technology (MIT) comme l'une des trente-cinq jeunes innovateurs de l'année, Stéphanie Lacour aime faire des pas de côté pour trouver des solutions insoupçonnées. Dans le cas de cette peau électronique réalisée à Princeton, elle raconte : « *J'ai regardé un étudiant en microfluidique utiliser une gomme particulièrement pour faire des moules et j'ai transposé ce matériau à mes propres recherches.* » Quelques mois plus tard, la rencontre à l'université Columbia (New York) avec un neuroscientifique, qui « *utilisait la même gomme pour étirer mécaniquement des neurones* », l'amène à faire des cultures de neurones sur ses électrodes et amorce son virage vers la biologie.

Elle va poursuivre cette direction au Royaume-Uni avec James Fawcett, directeur du Centre de réparation du cerveau à l'université de Cambridge, et étudier l'aspect inflammatoire des dispositifs implantables. « *Stéphanie a dirigé avec grande efficacité une équipe pluridisciplinaire de biologistes et d'ingénieurs sur trois lieux différents, Londres, Cambridge et Lausanne* », se souvient James Fawcett. Cette recherche l'inspirera pour concevoir des électrodes souples, plus proches de l'élasticité du tissu cérébral et réduisant les risques de dommages.



Au Collège de France, à Paris, en février. PATRICK IMBERT/COLLÈGE DE FRANCE

Pour l'escalade suivante de son parcours scientifique, Stéphanie Lacour aurait aimé revenir dans l'Hexagone, mais son profil transversal, « *encore atypique il y a une quinzaine d'années* », dit-elle simplement, ne trouve alors pas preneur. Elle rejoindra donc l'EPFL, où son président, le neuroscientifique Patrick Aebischer, fêru d'interdisciplinarité, déménagera ensuite une partie des laboratoires de Lausanne à Genève dans le Campus Biotech, créé en 2013. Ce lieu, d'où elle dirige désormais l'Institut Neuro-X, « *rassemble recherche, start-up, entreprises, à l'image de ce qui se fait aux Etats-Unis, à Stanford avec le Bio-X, ou à Boston avec le MIT et Harvard*, explique-t-elle. Cette philosophie d'une science appliquée à la recherche de solutions concrètes correspond à ma formation première d'ingénieure ».

C'est en Suisse que Stéphanie Lacour va concevoir et fabriquer des implants neuroaux souples ayant la forme de la dure-mère, la membrane protectrice du cerveau et de la moelle épinière. Des implants qui permettront, par neuromodulation (un type de stimulation électrique), de rétablir la locomotion d'un rongeur. Cette publication dans *Science* en 2015, cosignée avec le neuroscientifique Grégoire Courtine, a déjà été citée plus de mille fois dans la communauté scientifique.

« Une référence éthique »

Singulier parcours donc que celui de cette chercheuse qui a failli tout abandonner à la fin du lycée pour... la flûte traversière. « *Elle avait de réelles capacités*, reconnaît Sophie Dufourtelle, qui fut sa professeure à l'Ecole nationale de musique de Villeurbanne (Rhône). *Je lui ai cependant dit que la vie d'artiste était peu stable et qu'un orchestre symphonique ne comptait que quatre ou cinq flûtistes.* » Face à des parents interloqués, qui jadis avaient quitté leur village auvergnat pour la vallée lyonnaise, la bachelière choisira la voie de la raison à une condition : renoncer à la classe préparatoire du prestigieux lycée du Parc, à Lyon, où elle est admise, et intégrer directement l'INSA, l'Institut national des sciences appliquées, afin de continuer ses cours de flûte. Elle poursuivra ainsi sa forma-

tion de niveau professionnel jusqu'à son départ pour Princeton, à l'âge de 26 ans.

Son côté atypique se retrouve dans son travail, relèvent plusieurs collaborateurs. « *Cela ne lui pose pas de problème de dire "je ne sais pas", ce qui n'est pas si fréquent* », note Florian Fallegger, désormais chercheur à l'Institut de la vision, à Paris. « *Elle s'entoure de personnes complémentaires, sans enjeux de pouvoir, pour aller plus vite* », précise-t-il. De Dresde (Allemagne), Yvan Minev, qui a travaillé sept ans à ses côtés, ajoute, encore étonné : « *C'est mon seul supérieur qui m'ait directement demandé, un jour, si sa façon de gérer l'équipe pouvait être améliorée. Et elle est aussi devenue pour moi une référence éthique.* »

Cette dimension est d'importance au moment où les implants neuronaux, en passe de devenir un « marché » aux Etats-Unis, font émerger des questions inédites et fondamentales. Que dire de ces patients migraineux qui se retrouvent sans maintenance car la société privée qui a posé leur implant cérébral a fait faillite ? Que laisse présager le choix de Neuralink, start-up fondée par le milliardaire Elon Musk, de privilégier la communication par les réseaux aux publications scientifiques ? Pour rappel, l'entreprise a annoncé, le 29 janvier, sur X, la pose d'implants neuronaux sur un humain. Autorisée par la Food and Drug Administration, chargée de la surveillance des médicaments aux Etats-Unis, cette opération d'un « *premier dispositif implantable pour l'homme qui n'a pas été revue par les pairs* », a précisé Stéphanie Lacour, dans son cours du 26 avril, a partiellement échoué.

Que dire du chaos médiatique qui en a découlé ? Cette défaillance a été révélée par le *Washington Post* le 9 mai et, quelques jours plus tard, le patient expliquait au *New York Times*, face caméra, ne pas regretter l'intervention malgré une régression de ses capacités d'interaction avec l'ordinateur.

Pour sa dernière contribution au Collège de France, vendredi 14 juin, Stéphanie Lacour convie experts européens et américains autour des neurotechnologies et de l'éthique, un débat au cœur de l'actualité. ■

LAURE BELOT



VIE DES LABOS

Des chercheurs décroissants volontaires

Que des scientifiques, de surcroît physiciens, fassent des expériences n'a rien d'étonnant. Qu'ils veuillent les faire sur eux-mêmes, un peu plus. Et qu'ils souhaitent entraîner leurs collègues avec eux, plus encore. A Grenoble, à l'Institut Néel, spécialisé dans l'étude des propriétés de matériaux (magnétisme, électronique...), un petit groupe de chercheurs a bien l'intention de se lancer dans une expérience originale. Oser la décroissance volontaire pour « *chercher mieux, tout en dépensant moins* ». Ils veulent proposer à leurs établissements de tutelle, le CNRS et l'université Grenoble-Alpes, de leur accorder, pendant quatre ou cinq ans, un budget de fonctionnement qui diminuerait de 10 % chaque année (hors salaire, bien sûr), sans nuire à la qualité de leur travail.

Ils viennent de recevoir du CNRS, à la suite d'un appel d'offres sur la « transition environnementale », une aide de quelques milliers d'euros pour organiser, en septembre, deux jours d'atelier destinés à réfléchir aux modalités de cette expérience unique. « *Nous visons la sobriété plutôt que la décroissance* », explique Philippe-Emmanuel Roche, physicien du CNRS à l'Institut Néel et l'un des cinq chercheurs et ingénieurs à l'origine du projet.

Le constat n'est pas nouveau. Les chartes et guides environnementaux qui existent, les petits gestes ou même le transport en train plutôt qu'en avion ne réduiront pas assez l'empreinte carbone pour baisser d'environ 50 % les émissions d'ici à 2030, comme beaucoup d'Etats s'y sont engagés après l'accord de Paris sur le climat, en 2015. Il faut s'attaquer au gros morceau des « achats », soit les équipements, les fluides (gaz, liquides...), les consommables divers, les ordinateurs... A l'échelle du CNRS, cette catégorie compte pour près des trois quarts de l'empreinte. A l'Institut Néel, pour plus de la moitié. « *C'est difficile. Toucher aux achats, c'est toucher au cœur de notre métier*, souligne M. Roche. *Mais, si on veut avoir de l'impact, il faut des changements forts.* »

Effets pervers du mode de financement

D'où la proposition iconoclaste de réduction programmée des dépenses (à partir d'un montant calculé sur les budgets antérieurs), qui prend pour hypothèse la forte corrélation entre celles-ci et les effets sur l'environnement. En contrepartie, ces chercheurs, qui espèrent rassembler, au début, plusieurs dizaines de collègues volontaires – sur les quelque quatre cent cinquante de l'Institut –, disent à leurs tutelles de ne plus les soumettre à des appels d'offres, mode de financement majoritaire des laboratoires. C'est là le côté un peu subversif de l'idée : respecter les règles, pour finir par changer les pratiques... et démontrer qu'une autre recherche est possible.

Le financement par projets a des effets pervers toujours plus critiqués : moins de prise de risques, course à la publication, compétition plutôt que collaboration. Et sur l'environnement, les effets ne sont pas négligeables. « *Je suis écœuré par certaines dépenses inutiles* », note M. Roche, qui cite des achats de matériel par précaution ou des ordinateurs acquis en fin de contrat pour dépenser tout le budget.

Les marges de manœuvre existent, selon ce groupe, pour mener cette « optimisation sous contraintes », dans le jargon scientifique. Mutualisation ou prêt de matériel, réparation, réflexion en amont sur les achats... Convaincs qu'ils réussiront ce pari risqué, ils sont conscients, aussi, qu'il faudra plus de discussions entre collègues pour être plus sobre. « *On a déjà une grosse charge mentale quand on se demande, par exemple, comment on se financerait dans deux ans. Des collègues vivent mal dans le système actuel. Là, on enlève cette charge* », estime M. Roche.

En septembre, bien des choses seront à régler. Combien de volontaires ? Quel budget de départ ? Qui financera le projet ? Comment évaluer la réussite, notamment sur l'aspect qualité de la recherche ? Une « facilitatrice » de transition, Anouck Hubert, interviendra comme elle l'a déjà fait dans des laboratoires participant à l'expérimentation lancée par le collectif Labos 1point5 : une vingtaine de groupes y explorent d'autres chemins que celui de cette décroissance volontaire. Le but est d'être prêt à démarrer à l'issue de l'atelier. Philippe-Emmanuel Roche est optimiste : « *Il n'y a pas de raison que ce projet ne soit pas accepté : on demande moins d'argent !* » ■

DAVID LAROUSSE